

Le Figaro (site web)

mercredi 24 mars 2021 - 20:31 UTC +01:00 1236 mots

Vox ; Vox Société

Charles Jaigu:**«L'islam libéral n'a pas dit son dernier mot»**

CHRONIQUE - Dans un livre très accrocheur, le juriste Yadh Ben Achour ose une prédiction audacieuse: l'Islam vit une révolution intérieure qui l'éloigne de l'orthodoxie de masse qui a prévalu pendant mille ans.

Les musulmans libéraux appartiennent à une très ancienne et vénérable lignée, presque toujours minoritaire, presque toujours écrasée par leurs frères ennemis, intraitables gardiens de l'orthodoxie la plus stricte. Yadh Ben Achour est un rejeton de cette lignée libérale. Son père était mufti de la nouvelle République tunisienne, celle de Bourguiba. Son grand-père était cheikh al-islam. Enfant, il récitait des passages entiers du Coran, et il se souvient qu'à 8 ans, son père l'associait à des exercices de lecture des textes sacrés. Il devait déchiffrer les hadiths prophétiques, ces maximes qu'aurait prononcées Mahomet, mais qui n'ont été rassemblées que deux siècles après sa mort. Pour un théologien sunnite, le livre des hadiths est aussi important que le Coran lui-même. « *Mon père, qui était pourtant très tolérant, le mettait à côté du Coran* », se souvient l'universitaire, ancien membre du Conseil constitutionnel tunisien. Aujourd'hui, acte psychanalytique suprême, Yadh Ben Achour veut en finir avec ces hadiths qui ont fossilisé l'islam des origines.

Car l'enfant baigné de culture coranique était aussi inscrit au lycée français de Carthage, où il apprenait Voltaire et consorts. Il fit ensuite ses études à la faculté de droit de Paris. De quoi engendrer dans un seul homme un vif débat intérieur entre le bon musulman sunnite et le citoyen libéral. Le second a vite déteint sur le premier. « *Je me suis peu à peu habitué à la relativisation des certitudes religieuses* », nous dit-il depuis Tunis. Yadh Ben Achour est un joli cas de coïncidence parfaite entre une vie intime et une recherche savante. Il s'est consacré depuis toujours à penser l'émergence d'une véritable démocratie en terre d'islam. Le livre qu'il publie ces jours-ci est une relecture soignée de la double histoire de l'islam, une relecture au sens propre, car il cite abondamment les auteurs qui avant lui ont débattu de cette question. Dans l'islam, faute de clergé, les généalogies comptent double. Il faut faire nombre, à la fois dans l'espace et dans la profondeur du temps. Or les érudits musulmans libéraux, prêcheurs de tolérance, n'ont jamais cessé d'écrire et d'enseigner. L'arrogance dominatrice des prescripteurs d'un islam politique ne doit pas nous empêcher de les prendre au sérieux.

Surtout quand un livre réussi argumente avec talent que le rêve toujours recommencé d'un islam des Lumières peut devenir réalité. Ben Achour s'emploie d'abord à distinguer le message démocratique de sa matrice européenne. Vaste ambition, qu'il résume par cette phrase: « *L'Europe a découvert la démocratie. Tant mieux pour nous tous. Elle était déjà là, depuis de longs millénaires. Mais on ne le savait pas!* » Considérer que la démocratie est une invention européenne qui ne vaut que pour l'Europe est un vieux piège de nouveau à la mode. Ben Achour y répugne. Il postule au contraire l'existence d'une prédisposition universelle à la démocratie. Il affirme que la loi naturelle porte tout être à fuir la souffrance et à éviter, tant qu'il le peut, de l'infliger à autrui. Les pessimistes objecteront que la préservation de ce principe de non-souffrance peut parfois justifier l'autocratie plutôt que l'anarchie. À cela Ben Achour répond que la liberté, la participation, l'égalité et la dignité sont les meilleurs pourvoyeurs de la prospérité, qui est la meilleure garante dudit principe.

L'appel à la démocratie s'impose donc aussi à l'islam. C'est là que la « *bataille des cultures* » commence. Et avec cette bataille, le grand suspense historique sur l'interprétation du Coran. Qui l'emportera d'ici la fin du monde: l'islam politique, totalisant, fixiste, ou l'islam intérieur, tolérant, pluraliste - trois termes qui, pour le

moment, sont des oxymores quand on les accole à l'islam. « *Il y a bien longtemps déjà, Averroès a montré que le Coran est un texte où on trouve une chose et son contraire, la violence et la paix, le déterminisme et la liberté, l'amour et la mort* », nous répond Ben Achour. Il s'agit donc de purger le circonstanciel pour garder l'essentiel. Pendant des siècles, les gardiens armés de l'islam ont fait le contraire: ils ont essentialisé l'accessoire (la loi coutumière) et négligé le principal (l'amour). Mais ce principal est comme le sable du désert. Il est trop éthéré pour bâtir une cité fortifiée. Les janissaires avaient besoin d'une religion de combat. Ils avaient besoin du Mahomet de Médine, pas de celui de La Mecque. « *Pour le moment nous vivons une ébullition où orthodoxes et libéraux s'affrontent. Elle a commencé il y a un siècle, quand les premiers intellectuels musulmans demandaient l'égalité successorale entre l'homme et la femme. Aujourd'hui, elle continue, et il va falloir prendre patience, mais dans un siècle, les libéraux auront gagné* », prédit Ben Achour. Son pays, la Tunisie, est un bon laboratoire: « *On entend de plus en plus de voix dans le parti ultraconservateur d'Ennahdha qui réclament l'abolition de la loi sur l'apostasie, l'égalité homme-femme, la séparation de la religion et de l'État.* » C'est dire!

En matière d'islam, Ben Achour croit donc au sens libéral de l'histoire. L'avenir, nous dit-il, n'est pas seulement à la sécularisation des masses, mais à la transformation séculière de l'islam. Et cela ne passe pas par le mirage d'une islamo-démocratie à la manière d'Erdogan: « *tout le monde a compris que c'était de la fausse monnaie* ». L'avenir c'est la démocratie tout court: « *Le véritable enjeu du monde musulman tourne autour de la liberté de pensée et de conscience* », écrit-il. Or il estime que quelque chose bouge depuis longtemps dans la masse de croyants. « *Il y a eu une sainte alliance millénaire entre les gens du sabre, du livre et du pain quotidien, elle est en train d'être pulvérisée, il suffit de voir ce qui se passe au Soudan ou en Algérie, pour ne prendre que des exemples récents, mais la liste est très longue.* » Les gens du pain quotidien, autrement dit le peuple. Ben Achour explique très bien combien les masses musulmanes sont essentielles depuis mille ans à l'affirmation de l'orthodoxie. Si la rue, la mosquée et la force armée ne marchent plus ensemble, il faut donc s'attendre à d'innombrables répliques des révolutions arabes de 2011. « *La demande démocratique n'est plus imposée par les élites européanisées*, écrit-il, *elle vient d'une révolution intérieure des populations qui s'approprient les valeurs démocratiques par la pensée et l'action.* » Au terme du processus, « *l'islam sera devenu un phénomène culturel et culturel mais il ne sera plus une contrainte politique* ». Les hadiths auront été révoqués et traités pour ce qu'ils sont: « *une composition de fausseté* ». Yadh Ben Achour les a mis depuis longtemps tout en bas de sa bibliothèque.

BERLIN, 9 NOVEMBRE 1989, MA NUIT D'OUTRE-MUR

Jeune pigiste à Berlin, Alain Auffray se rend ce soir-là «*du côté du Mur*», pas convaincu qu'il se passera quelque chose. Trente ans après, le journaliste de *Libé* raconte une nuit historique.

La nuit la plus longue, la plus joyeuse, la plus époustouflante. Elle commence par un coup de fil de Pierre Lemoine, chef du bureau de l'AFP à Bonn. Il m'appelle vers 20 heures, ce jeudi 9 novembre : «*Tu as vu les annonces de Schabowski ? Ce serait bien d'aller voir ce qui se passe du côté du Mur.*» Je suis chez moi, Kantstrasse, à Berlin-Ouest. Une heure plus tôt, j'ai effectivement entendu le secrétaire à l'Information du Comité central du parti, Günter Schabowski, conclure sa conférence de presse télévisée par une déclaration ambiguë. On a compris que les Est-Allemands qui souhaitent se rendre en RFA auront désormais l'autorisation de le faire par les postes frontières de la RDA, y compris à Berlin. Comment ? Quand ? Ce n'est pas clair. Il s'agit, expliquait le secrétaire du Comité central, d'en finir avec une situation devenue «*inacceptable*» : [depuis le début de l'été](#), ils étaient des milliers à fuir le régime d'Erich Honecker en passant par la Tchécoslovaquie, pays frère que les Allemands de l'Est pouvaient visiter sans visa.



La télévision est-allemande rend compte le 9 novembre de la conférence de Günter Schabowski et des nouvelles règles pour les voyages. (DPA)

Au téléphone, je réponds à Pierre Lemoine que non, à mon avis, le Mur ne tombera pas ce soir. Le maire social-démocrate de Berlin-Ouest, Walter Momper, vient de parler sur la chaîne régionale SFB. Il a été clair : dès demain, vendredi 10 novembre, et plus encore ce week-end, il fallait s'attendre à ce que «*de très nombreux citoyens de la RDA*» entreprennent les démarches «*pour venir nous rendre visite*». Momper ajoutait qu'il fallait se réjouir de cette magnifique nouvelle. En se coordonnant avec les autorités est-allemandes, il promettait de faire tout son possible pour que Berlin-Ouest reçoive ses visiteurs dans les

meilleures conditions. A cette heure-là, je n'ai pas de doute : les choses vont se passer à l'allemande, en bon ordre et dans la discipline...

Libération m'appelle à son tour, de Paris : «Ce serait bien d'aller jeter un coup d'œil.»

Mais voilà que *Libération* m'appelle à son tour, de Paris : «*Ce serait bien d'aller jeter un coup d'œil.*» Venus de Bonn, capitale de la RFA, pour suivre la contestation qui ne cesse d'enfler depuis le début de l'automne, la plupart des correspondants de la presse occidentale passent cette soirée à l'Est. C'est le cas de l'envoyée spéciale de *Libé*, Pascale Hugues, comme de ses deux collègues de l'AFP. Ils sont donc tous très difficilement joignables.

Avec la RDA, les communications sont mauvaises... et le mobile n'en est encore qu'à sa préhistoire. C'est d'ailleurs dans les rues de Berlin en révolution, quelques jours après la chute du Mur, que j'aurai l'occasion d'emprunter pour la première fois l'un de ces gros combinés, reliés à de lourdes valises. Ces engins aux performances approximatives tenaient plus de la cabine téléphonique portable que du smartphone contemporain.

Pigiste à Berlin depuis près de six ans, je me targue de ne pas trop mal connaître la ville, y compris sa moitié Est. J'ai donné des cours au Centre culturel français en RDA, inauguré en 1984 par Claude Cheysson, ministre de François Mitterrand. Idéalement situé sur l'avenue Unter den Linden, l'endroit était vite devenu une attraction extraordinaire. Il comptait parmi ses habitués des intellectuels, des artistes et des gens de théâtres Est-Allemands. On y organisait des conférences, des rencontres, des concerts. L'historien Jacques Le Goff y fut invité, tout comme le chanteur Léo Ferré, le metteur en scène Patrice Chéreau ou encore la dessinatrice Claire Brétécher. A la bibliothèque du centre, la presse française était accessible et le titre le plus demandé était... l'édition allemande des *Dernières nouvelles d'Alsace*. De ce côté du rideau de fer, c'était le seul endroit où des journaux occidentaux pouvaient être librement consultés. Il y avait foule aux buffets des vernissages où l'on servait gratuitement des vins et des fromages français, denrées introuvables dans la capitale est-allemande. Certains convives, les plus jeunes, récupéraient les bouteilles vides en plastique, objet inconnu en RDA. Ils s'en feraient des gourdes floquées Vichy ou Badoit pour leurs prochaines vacances, sac au dos, en Hongrie ou au bord de la Baltique.

Certains élèves inscrits aux cours de français étaient devenus mes amis. Sans être dans la dissidence, ils étaient dans une sorte de résistance passive et ironique. Dans le huis clos chaleureux de leurs appartements, on se moquait volontiers des «vieux bonzes» ringards et à bout de souffle qui prétendaient faire régner le socialisme dans leur république. J'avais été touché par l'histoire de Marlies, jeune mère de famille divorcée, chimiste de formation. Comme tous ceux qui osaient déposer une demande officielle d'émigration en RFA, elle était traitée en citoyenne de seconde zone et devait se contenter d'un emploi de gardienne de nuit au Musée d'histoire naturelle. Pour Marlies, cet automne 1989 sera particulièrement cruel. Laissant derrière elle son appartement et ses amis, elle obtiendra fin octobre ce qu'elle espérait depuis tant d'années : l'autorisation de déménager à l'Ouest avec ses enfants. C'est donc loin des siens, dans un hébergement d'urgence, qu'elle passera à côté de ces magnifiques journées de novembre. Elle devra ensuite batailler ferme pour reloger sa famille à Berlin-Est, la ville qu'elle avait dû fuir et qui était devenue, du jour au lendemain, formidablement attractive.

Côté Ouest, porte de Brandebourg, quelques jeunes gens qui agitent, côté Ouest, un grand drapeau allemand en criant «ouvrez la porte !»

Vers 21 heures, ce 9 novembre, je roule avec mes colocataires de la Kantstrasse, Martin et Regula, jusqu'à la porte de Brandebourg. Rien, pas un chat. Dans la nuit froide, le mur qui interdit l'accès à la porte campe solidement, baignant dans son habituelle lumière blafarde. Il y a bien quelques jeunes gens qui agitent, côté Ouest, un grand drapeau allemand en criant «*ouvrez la porte !*». Mais ils ne sont qu'une demi-douzaine. Nous leur tournons le dos en haussant les épaules. Ces excités nationalistes ne comprennent décidément rien de ce qui se passe de l'autre côté. La réunification de l'Allemagne ? La restauration de l'ancienne capitale prussienne ? Ce n'est définitivement pas le sujet du moment.



Le rassemblement d'Alexanderplatz, le 4 novembre (Photo Imago).

Il suffisait, pour s'en convaincre, d'avoir été sur l'Alexanderplatz quelques jours plus tôt, le samedi 4 novembre. Plus d'un demi-million de personnes, un million peut-être pour cette énorme manifestation, débordante de gaieté et d'humour, organisée par un collectif d'artistes et de gens de théâtre. J'y étais, comme la plupart de mes amis du centre culturel. Ils réclamaient la liberté dans un socialisme vraiment démocratique. Ils ont copieusement sifflé, à la tribune, les dirigeants du parti – dont notre fameux Schabowski – qui promettait de grandes réformes. Ils ont en revanche applaudi les écrivains Heiner Müller et Christa Wolf qui appelaient de leurs vœux une nouvelle RDA, authentiquement socialiste.

Dans l'interminable cortège, parmi les milliers de pancartes pleines d'invention et de fantaisie, nous n'en avons pas vu une seule réclamant la destruction du mur ou la réunification de l'Allemagne. Non, ce n'était tout simplement pas le sujet. Le calme autour de la porte de Brandebourg semble me le confirmer.



Christa Wolf au micro lors du rassemblement d'Alexanderplatz, le 4 novembre (Photo Manfred Uhlenhut. DDRbildarchiv. AKG)

Des Allemands de l'Est franchissent le pont de la Bornholmer Strasse, dans la nuit du 9 novembre (photo Andreas Shoelzel).

Nous décidons tout de même de poursuivre notre route en longeant le mur vers le nord jusqu'au poste-frontière le plus proche, celui de la Invalidenstrasse. 22 heures passées. Calme plat, là aussi. Nous retrouvons quelques journalistes qui guettent, comme nous, d'éventuels signes d'ouverture. *«La frontière est ouverte»*, croit pouvoir annoncer la première chaîne de télévision ouest-allemande ARD dans son journal de fin de soirée, avant de donner l'antenne à son correspondant sur place. Lequel corrige en direct : *«Non, la frontière est toujours fermée.»* De l'autre côté du mur, les Berlinoïses qui se présentent sont invités à revenir demain matin, à partir de 8 heures. C'est alors qu'un reporter de la radio locale nous fait part d'une rumeur : il y aurait du monde rassemblé plus au nord, au niveau du pont de la Bornholmer Strasse.

Entre deux quartiers populaires – Prenzlauer Berg à l'Est, Wedding à l'Ouest –, c'est le plus excentré des sept postes-frontières installés sur les 43 kilomètres de mur. Il servait notamment pour les passages d'Ouest en Est. En période de fête, des colonnes de véhicules y roulaient au compte-gouttes, chargés de victuailles et de matériels que des Wessis apportaient à leurs parents Ossis. Un mauvais film des années 80 raconte l'histoire vraie d'un cuisinier de l'ambassade de Suisse, arrêté sur ce pont alors qu'il transportait sa petite amie est-allemande dans le coffre de sa voiture.



Photo non datée de la frontière sur le pont de la Bornholmer Strasse (Photo Dieter Lohse. Ullstein Bild. Getty)

Comme nous l'apprendrons plus tard, c'est vers la Bornholmer Strasse que se sont spontanément dirigés, après avoir vu le journal de 20 heures des chaînes occidentales, ceux qui avaient cru ou voulu comprendre que la frontière était ouverte. Ils seront d'abord quelques centaines puis quelques milliers, scandant joyeusement : *«Laissez-nous passer, nous reviendrons.»* En face, une poignée de gardes-frontières dirigée par le lieutenant-colonel Harald Jäger. Un vieux de la vieille, celui-là. Vingt ans plus tôt, c'est déjà lui qui avait pincé le cuisinier suisse et de sa malheureuse maîtresse... Débordé par la foule, Jäger attendra désespérément, ce 9 novembre, des ordres clairs de sa hiérarchie. Enfermés dans leur ministère, ses supérieurs se contenteront de publier vers 22h30 un communiqué : en vertu du *«nouveau règlement»*, les citoyens souhaitant passer la frontière sont priés de se présenter à partir de vendredi, *«aux heures d'ouverture»*, aux bureaux chargés de délivrer les autorisations !

«Quand j'ai vu les informations à la télé, j'ai dit à mon mari viens, on va faire un tour sur le Kudamm.»

Quand nous arrivons près du pont côté Ouest, à 23 heures passées, Jäger vient d'ordonner à ses hommes de lever les barrières. Trop de monde, trop de pression : la situation est devenue ingérable. Dans l'heure qui suit, près de 20 000 personnes passeront le pont qui donne, à l'Ouest, sur la Osloer Strasse. On crie, on rit, les visages sont baignés de larmes. *«C'est dingue ! C'est dingue !»* Les Osis n'ont que ce mot à la bouche : *«Wahnsinn ! Wahnsinn !»* *«Bière gratuite !»* décrète le patron du Kneipe Euler, bar de Wedding tout proche de la frontière. Cette nuit-là, et le lendemain encore, des centaines d'établissement de Berlin-Ouest feront de même. Une jeune femme arrivant de l'Est nous raconte : *«Quand j'ai vu les informations à la télé, j'ai dit à mon mari viens, on va faire un tour sur le Kudamm.»* Le Kudamm, c'est la célèbre avenue chic de Berlin-Ouest, la vitrine assumée de la société de consommation. Le mari n'a pas voulu venir. C'était à dormir debout. *«Alors je suis venue avec ma copine»*, poursuit la grande blonde qui pleure de joie.

Mes amis Regula et Martin sont, eux aussi, émerveillés et incrédules. Comme la majorité des jeunes installés à l'Ouest dans notre paisible Mecque de la culture alternative, ils ne sont pas Berlinois d'origine. Elle est comédienne et vient de Zürich, lui cameraman a grandi en Rhénanie. Berlin-Est ? Ils n'y mettent jamais les pieds. Ils laissent cela aux touristes qui «font» le passage (payant) de l'autre côté du mur comme d'autres, à Paris, «font» la tour Eiffel. Cette nuit-là, Martin est loin de se douter qu'une dizaine d'années plus tard, il

tournera dans l'ancienne capitale est-allemande une improbable comédie sur la nostalgie de la défunte RDA : *Good bye Lenin*.

Vers une heure du matin, alors que tous les postes frontières sont ouverts, les Osis, et nous avec, déferlent sur le Kudamm. C'est un interminable défilé de Trabants, ces minuscules voitures en plastique couleurs pastels dessinées dans les années 60. On les arrose de mousseux dans la cohue et les éclats de rire, on les cabosse à grands coups de tapes amicales. La joie est immense. Katrin, une amie étudiante, habite à deux pas, Grolmanstrasse. Elle a fui la RDA après son bac, au début des années 80. Sa famille est restée à l'Est où elle n'a plus le droit de se rendre. Je la trouve chez elle, agitée et indécise. Je lui propose de me suivre : le mur est ouvert vers l'Ouest, il doit donc être aussi possible de passer à l'Est. Nous filons en taxi jusqu'à la porte de Brandebourg. Cette fois, il y a du monde. Beaucoup de monde. La foule a naturellement convergé vers ce symbole de la division. On se fait la courte échelle, des mains inconnues nous agrippent pour nous hisser sur le Mur qui fait, à cet endroit, environ un 1,50m d'épaisseur.

«Ma mère habite là», me dit Katrin, tremblante d'émotion, pointant du doigt le quartier qui s'étend à droite de la porte vers la Leipziger Strasse.

Nous sommes vite plusieurs centaines à nous tenir debout, à trois mètres du sol. En face de nous, côté Est, des hommes armés et des canons à eau sont déployés sur la place déserte. «*Keine Gewalt*», (pas de violence) crie-t-on depuis le mur. Les soldats paraissent plus désarmés que menaçants. Perchés sur le mur, nous restons un moment dans l'expectative sans oser descendre de notre perchoir. «*Ma mère habite là*», me dit Katrin, tremblante d'émotion, pointant du doigt le quartier qui s'étend à droite de la porte vers la Leipziger Strasse. Devant nous, un couple a sauté de l'autre côté. Avec des bougies allumées il s'avance jusqu'aux militaires qui le regardent sans réagir. «*Ils laissent passer !*» murmure Katrin. A notre tour nous descendons, marchons droit devant nous sous la fameuse porte de Brandebourg, inaccessible depuis trois décennies au milieu du no man's land.



Sur le Kudamm, dans la nuit du 9 au 10 (Photo DPA).

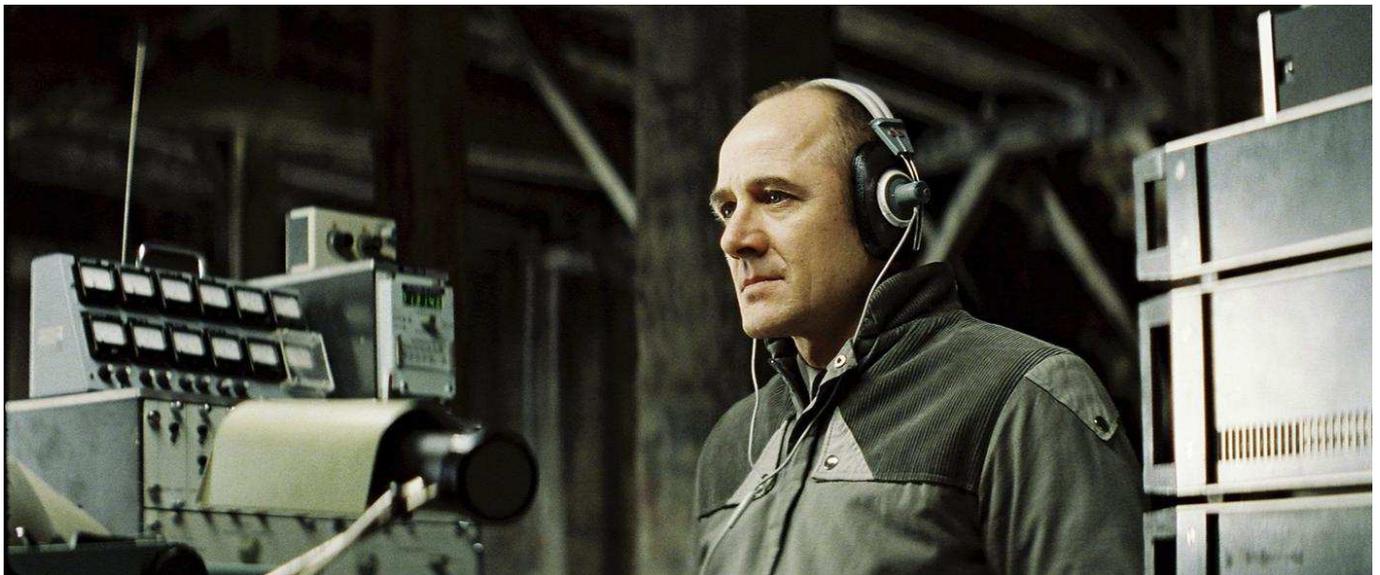
Nous voilà sur l'avenue Unter den Linden. Déserte, glaciale et glauque. Il n'y a rien à faire ni rien à voir cette nuit de ce côté-là de la ville. La fête est à l'Ouest. Tandis que Katrin part retrouver sa famille, je marche jusqu'à la station Friedrichstrasse, la seule d'où l'on peut regagner Berlin-Ouest en métro. Je la connais par cœur : c'est là que se trouve le point de contrôle où les Osis devaient se séparer de leurs parents ou amis Wessis, venus pour la journée avec retour obligatoire avant minuit. On appelait ça le Tränenpalast,

le Palais des larmes, qui peut s'entendre comme le Trennenpalast, Palais où l'on se sépare. Au petit matin, les gardes-frontières sont là, fidèles au poste. L'un d'eux me demande mon passeport. J'explique que je ne l'ai pas sur moi et que je n'en ai pas eu besoin pour passer cette nuit. «*C'est bon*», me dit fermement le douanier, comme pour souligner le caractère exceptionnel de cette faveur, comme s'il pouvait encore contrôler quoi que ce soit ...

Trente ans après, j'ai rendez-vous avec mon ami Holger non loin de là, à côté de l'université Humboldt. Au cœur de Berlin-Est, le quartier est méconnaissable. Des cafés chics, des musées refaits à neuf, des immeubles ravalés là où s'alignaient encore, en 1989, dans l'odeur âcre des chauffages au charbon, des façades noircies toujours criblées de traces des combats acharnés du printemps 1945. J'ai connu Holger étudiant, dans les années 80, quand il fréquentait assidûment le Centre culturel Français de Berlin-Est. Il est aujourd'hui maître de conférences. Pour déjeuner, il me donne rendez-vous à la cantine du théâtre Maxime-Gorki. On y sert, au comptoir, des plats simples et généreux (boulettes de viandes, riz, carottes). Dans ce réfectoire décontracté, le décor et l'ambiance feutrée et chaleureuse nous rappelle celle que l'on trouvait, dans les années 80, aux cantines des grands théâtres de Berlin-Est, notamment dans le plus célèbre, le Berliner Ensemble.

Holger supporte mal que *la Vie des autres* soit devenu aux yeux du monde, de Berlin jusqu'à Hollywood

Holger vit plutôt confortablement. Avec sa compagne, ils viennent même de s'acheter une vieille ferme qu'ils restaurent dans le Mecklenbourg. Mais il y a en lui une amertume et de la déception. Il supporte mal, par exemple, que *la Vie des autres* soit devenu aux yeux du monde, de Berlin jusqu'à Hollywood, «le» film qui raconte et résume la RDA. Dans ces conditions, il devient impossible de se faire une idée de ce que pouvait être, avec ses hauts et ses bas, «*la normalité*» d'une vie est-allemande, se désole notre ami.



Ulrich Mühe dans *la Vie des autres*, sorti en 2006 (Photo Buena Vista. DPA)

Tourné quinze ans après la chute du mur, formidablement interprétée par l'acteur Ulrich Mühe (qui fut l'un des organisateurs de la manif monstre du 4 novembre), l'histoire du capitaine de la Stasi Gerd Wiesler, matricule HGW XX/7, aussi puissante et édifiante soit-elle, ne peut prétendre rendre compte de la complexité et des paradoxes de la vraie vie en RDA. C'est pourquoi Holger supporte toujours aussi mal d'entendre certains de ses collègues ouest-allemands – «*des types qui n'ont jamais grillé le rouge au*

passage piéton de leur vie» – se désoler du manque de «*courage civique*» qui aurait selon eux rendu possible l’omnipotente Stasi.

Holger est né en 1961, l’année de la construction du Mur, son fils Leon a vu le jour en 1989, quelques semaines avant sa disparition. Il vit aujourd’hui aux Pays-Bas. Que sait Leon de cette RDA qu’il n’a pas connue ? Se sent-il différent de ses contemporains Wessis ? «*Mais évidemment !*» répond Holger presque surpris par cette question. Pendant sa jeunesse, de l’école au lycée, Léon a pu mesurer le traitement réservé à la société dans laquelle ont grandi ses parents : elle n’existait tout simplement pas. On s’était étonné, dans les années 80, de découvrir à quel point les Berlinoïses pouvaient être différents, à quelques mètres de distances, selon qu’ils vivaient à l’Est ou à l’Ouest du Mur. Une génération avait suffi pour diviser profondément les Allemands. Ce jour de novembre 2019, dans la cantine du théâtre Gorki, on constate qu’une génération n’aura pas permis de les réunifier tout à fait.

Texte [Alain Auffray](#)

Le Figaro (site web)

jeudi 25 mars 2021 - 20:17 UTC +01:00 751 mots

Actualité ; Politique

La gauche se divise face au défi du racisme

Lepelletier, Pierre

Les nouvelles formes de combat antiraciste, qui lient les luttes à la couleur de peau, créent des tensions au sein des partis de gauche.

C'est l'étincelle qui a mis le feu aux poudres. Invitée sur Europe 1 le 17 mars dernier, la présidente de l'Unef, Mélanie Luce, a reconnu que son syndicat organisait des réunions non mixtes où les personnes blanches n'étaient pas les bienvenues. L'objectif affiché: permettre aux personnes de couleur, dites «racisées», d'échanger entre elles sur les discriminations qu'elles peuvent subir.

L'intervention a suscité un tollé à droite et au sein de la majorité. Certains ont réclamé la dissolution du syndicat au nom d'un racisme déguisé. À gauche, en revanche, les prises de position se veulent plus prudentes mais sont néanmoins assez tranchées. Et pour cause, ces pratiques sont de plus en plus répandues dans le milieu syndical, associatif ou universitaire et défendues au sein du camp de la gauche, par ceux-là mêmes qui les dénonçaient encore il y a peu.

Elles sont généralement accompagnées de nouveaux concepts comme la fameuse «intersectionnalité», définissant les différentes discriminations que peut subir une même personne, ou le «décolonialisme», dénonçant l'héritage supposé des descendants de colons, à savoir les Blancs, sur les opprimés.

Venues des États-Unis, ces nouvelles formes de lutte ont un même but: lutter contre l'État, qui organiserait - parfois de manière volontaire, selon certains - ces discriminations. Leur émergence dans le débat perturbe les logiciens des partis de gauche dans leur lutte contre le racisme. Car nombre de dirigeants ont marché au début de leur engagement politique aux côtés de SOS-Racisme et scandé des slogans universalistes comme le célèbre « *Touche pas à mon pote!* ».

«Être dans le différentialisme»

Europe Écologie-Les Verts a fait le choix d'un soutien sans faille à ces nouvelles pratiques jugées plus adaptées à notre société. Lors de la polémique autour de l'Unef, le parti s'est rangé dans le camp du syndicat. «*Bien sûr que nous les défendons*», explique Sandra Regol, la secrétaire nationale adjointe. *«Quand nous discutons entre femmes des discriminations que nous pouvons subir, nous ne voulons pas forcément qu'il y ait des hommes parmi nous. C'est exactement la même chose pour des personnes de couleur.»*

Les Insoumis sont sur la même ligne. «*Quand des alcooliques anonymes se réunissent, c'est en haine des non-alcooliques? Bien sûr que non*», raille Jean-Luc Mélenchon. Son bras droit, Adrien Quatennens, n'était pourtant pas en phase en 2017. «*Le fait de tenir des réunions syndicales qui font le tri de manière raciale me pose un problème évident. Si on veut traiter la question du racisme, ce n'est pas en triant les gens*», jugeait-il à l'époque sur RTL. Le coordinateur national de LFI est depuis bien plus nuancé. «*Il y a des choses que j'ai comprises depuis 2017 sur le fonctionnement de ces syndicats. Ce ne sont pas des pratiques généralisées, méthodiquement employées. Autrement, cela me poserait évidemment problème*», indique-t-il.

Chez les socialistes, on s'inquiète en revanche de la dérive de ces nouveaux combats. Le bureau national du parti vient ainsi de juger que «*le combat contre les discriminations ne peut être l'affaire exclusive de ses victimes. Il doit être l'affaire de toutes et de tous*». Anne Hidalgo, la maire socialiste de Paris, prétendante pour 2022, a même jugé ces réunions «*dangereuses*» dimanche sur Europe 1. L'édile y voit des «*tentatives*» qui visent à «*marquer les identités différentes, à être dans le différentialisme*» pour au final «*ne plus permettre le dialogue*». Loin, à l'entendre, des «*valeurs de la République qui nous permettent de vivre ensemble, de façon pacifiée*».

Si le débat traverse son parti, Fabien Roussel, le chef du PCF, se veut lui aussi méfiant. Ne serait-ce que pour une raison stratégique. *«Aujourd'hui, les luttes sont trop segmentées en fonction de sa couleur de peau, de son sexe, de son genre, de sa religion. En face, la classe des riches est moins nombreuse mais unie»* , a-t-il souligné, souhaitant une *«unification»* des positions de la gauche sur ces questions. Un vœu pieux.

Valeurs Actuelles (site web)

mardi 2 mars 2021 1157 mots

Impunité de l'islamo-gauchisme : la passivité des masses face aux minorités tyranniques

Alexandre del Valle

Si la mouvance islamo-gauchiste et néo-totalitaire, née au sein de la gauche pro-palestinienne et pro-Khomeyniste, est devenue hégémonique au point d'intimider ceux qui dénoncent l'islamisme, c'est en raison de la passivité des contribuables, responsables politiques et universitaires qui ont laissé agir impunément depuis des années ces minorités tyranniques, explique notre chroniqueur Alexandre del Valle.

« Je pense que l'islamo-gauchisme gangrène la société dans son ensemble et que l'université n'est pas imperméable », a déclaré la ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal. En réalité, la convergence néo-totalitaire « rouge-verte » ou « islamo-gauchiste » au sein de l'Université est à la fois ancienne et logique : on se souvient des philosophes Foucault, Simone de Beauvoir ou Sartre, idoles de générations d'étudiants et de professeurs, qui saluèrent dans les colonnes du Monde l'avènement de Khomeiny comme une « divine surprise ». Michel Foucault, enthousiasmé par la révolution de l'ayatollah, se rendit en Iran début septembre 1978 pour soutenir les révolutionnaires islamistes réprimés par la police du Chah. Cette synthèse islamo-gauchiste, appelée d'ailleurs dans les camps palestiniens du Liban « alliance islamo-progressiste », incuba un peu avant cela dans le cadre du militantisme anti-sioniste en général et de la guerre d'Algérie en particulier. C'est dans ce contexte de « luttes convergentes » rouges-vertes, souvent déclinées en guérillas et terrorisme (anti-occidental, anti-israélien, anti-colonial), que nombre de gauchistes ont pris l'habitude de cautionner la violence dont ils avaient d'ailleurs exonéré l'URSS au nom d'un prolétariat dont les masses musulmanes immigrées constitueraient les nouvelles réserves... Dans les années 1990-2000, l'islamo-progressisme pro-arabe a tourné à l'islamo-gauchisme pro-islamiste et il est devenu une rhétorique de survictimisation-paranoïsation des musulmans visant à empêcher toute critique de l'islam et même de l'islamisme.

On peut mentionner parmi les figures de ce courant, qui a pénétré en profondeur les universités, le politologue Bruno Etienne (Sciences-Po Aix et Institut universitaire de France) grâce auquel Tariq Ramadan put soutenir sa thèse de doctorat sur son grand-père Hassan al-Banna, créateur des Frères musulmans, après qu'elle a été jugée irrecevable par l'université suisse. Nombre de disciples d'Etienne ont suivi cette voie, certes souvent avec moins de talent : ex-directeur de recherche au CNRS, François Burgat a défendu depuis des décennies les Frères musulmans et l'islamisme radical, présentés comme des conservateurs post-coloniaux qui ne deviendraient violents qu'en réaction aux « répressions » des laïcards autoritaires. Les accusations contre les islamistes participeraient, selon lui, de la « propagande islamophobe ». Franck Frégosi ou Jocelyne Césari, également issus du CNRS et disciples d'Etienne, dénoncent dans la même veine la « gestion policière de l'islam ». Frégosi voit ainsi de l'islamophobie dans l'interdiction par Charles Pasqua, en avril 1995, du livre du théologien frériste Youssef al-Qaradawi ou dans l'interdiction de séjour voulue par la DST qui frappa Tariq Ramadan en 1993, mais qui fut vite annulée à la suite de pétitions de centaines d'universitaires. Or, ledit livre d'al-Qaradawi (Le licite et l'illicite, hélas ré-autorisé depuis 1997), justifie la lapidation, le meurtre des apostats et blasphémateurs et le droit des maris à corriger leurs femmes.

Citons aussi le livre de dénonciation d'« islamophobes » écrit par un autre du CNRS, Vincent Geisser, La Nouvelle islamophobie, en réponse à l'essai (bien plus épais) de Pierre André Taguieff, dénonçant le nouvel antisémitisme arabo-islamique, La Nouvelle Judéophobie (2001). Le court ouvrage

pamphlétaire de Geisser classait dans la catégorie « d'islamophobie » non pas uniquement la critique des musulmans, évidemment condamnable, mais celle de l'islam et de l'islamisme. Abusant de son statut de « chercheur au CNRS », le militant islamo-gauchiste accusait comme « facilitateurs d'islamophobie » des associations animées par des musulmans de naissance, comme Ni Putes ni Soumises de Fadela Amara, SOS Racisme, des intellectuels « sionistes », l'auteur de ces lignes, et même l'ex-recteur de la mosquée de Paris, Dalil Boubakeur, ou l'ex-président de SOS Racisme et député PS, Malek Boutih, accusé d'avoir insinué que l'islamisme radical serait plus dangereux que le Front national. Geisser, qui reproche en fait à ces derniers d'avoir révélé les tentations pro-islamistes de la gauche (ATTAC, Ligues des droits de l'Homme, Amnesty, etc.), a été jusqu'à donner des conférences sur « l'islamophobie » à l'invitation d'associations liées aux Frères musulmans, notamment l'Union des jeunes musulmans de Lyon, qui a diffusé ses interventions sur son site aux côtés de celles de l'islamiste antisémite notoire Hassan Iquioussen.

Les appels à la démission de la ministre, lancés sans surprise dans Le Monde et signés par moult représentants de l'islamo-gauchisme, n'ont fait qu'attester de leur surreprésentation dans l'Université et de leur refus totalitaire du débat.

Dans un autre registre, on se rappelle des propos du philosophe Alain Badiou, marxiste-maoïste assumé, adulé dans maintes universités, qui, dans un ouvrage d'entretiens, raille l'inquiétude d'Alain Finkielkraut face à la montée de l'islamisme : « Vous pensez sincèrement que l'islamisme radical est une menace mondiale (...). C'est un fantasme (...). Cette exagération flagrante de la menace islamiste 'dure' prouve simplement que vous partagez la vision du monde du camp anti-progressiste. » Ces propos rappelaient ceux de Sartre refusant de condamner les goulags pour ne « pas désespérer Billancourt » au nom de la priorité absolue donnée à la lutte des classes, qui primerait sur l'obligation d'honnêteté intellectuelle et le réel.

Nous pourrions donner des centaines d'autres exemples et noms confirmant l'avertissement de Frédérique Vidal. Les appels à la démission de la ministre, lancés sans surprise dans Le Monde et signés par moult représentants de l'islamo-gauchisme, n'ont fait qu'attester de leur surreprésentation dans l'Université et de leur refus totalitaire du débat. Outre le précité Pierre-André Taguieff, spécialiste de l'antisémitisme à qui l'on doit l'expression islamo-gauchisme, de nombreuses personnalités compétentes en matière de recherche universitaire ont confirmé ce phénomène subversif : le ministre de l'Education nationale Jean-Michel Blanquer, les philosophes André Comte-Sponville et Pascal Bruckner, l'ex-ministre de l'Education nationale et philosophe Luc Ferry, ou encore Valérie Pécresse, qui fut ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Les militants islamo-gauchistes « sont puissants dans l'université française. Dans certaines facs, ils représentent la pensée dominante (...), il s'exerce désormais dans certaines de nos facs une 'police de la pensée' qui empêche de chercher et d'enseigner librement », affirme-t-elle.

L'actuelle présidente de la région Ile-de-France rappelle encore que « sous la pression de certains enseignants (...), une session de formation que devait assurer Mohamed Sifaoui pour former à la laïcité et aux valeurs de la République les imams de la Grande mosquée de Paris dans une grande université parisienne fut annulée », la région ayant « dû mettre en relation les promoteurs de la formation avec le directeur du CNAM, Olivier Faron, pour que les cours - si importants pour notre cohésion nationale - puissent avoir lieu ». Le constat est accablant. Mais finalement, si la « gangrène » rouge-verte est devenue hégémonique dans l'Université, la société et les médias publics, n'est-ce pas d'abord la faute des citoyens/contribuables et des électeurs, restés passifs face aux minorités tyranniques hostiles à la Nation ? Un récent sondage Odoxa, réalisé pour Le Figaro et France Info, a pourtant révélé que 69% des Français déplorent la présence de l'islamo-gauchisme dans l'enseignement et la société. « Qui n'empêche pas le crime le favorise », nous rappelle un vieux proverbe latin.

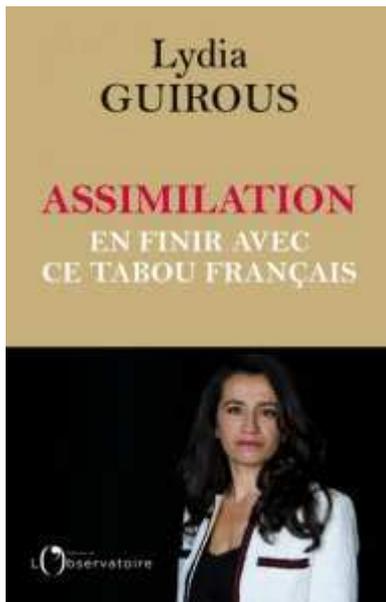
Note de lecture

Lydia Guirous - L'intégration n'est pas une alternative à l'assimilation (J.-P. Sakoun)

par Jean-Pierre Sakoun. 22 mars 2021

[Les échos "Culture" sont publiés à titre informatif et ne reflètent pas nécessairement la position du Comité Laïcité République.]

Lydia Guirous, *Assimilation. En finir avec ce tabou français*, Paris, Éditions de l'Observatoire, 2021, 96 pp., 10 €.



Lydia Guirous, ancienne porte-parole et secrétaire nationale de LR en charge des valeurs de la République et de la laïcité, donne avec cet ouvrage un livre de combat, appelant à la réhabilitation du concept éminemment républicain d'assimilation, abandonné depuis une quarantaine d'années au profit de l'intégration, voire désormais de l'inclusion. Ce sont ces abandons et ces lâchetés qui ont conduit la France au bord de la déchirure, l'islam politique et radical ayant profité de ces reculs pour faire naître et favoriser un véritable comportement séparatiste chez une partie des Français de confession musulmane et d'origine maghrébine.

Lydia Guirous montre avec fougue et finesse que l'intégration n'est pas une alternative à l'assimilation mais qu'elle en est la voie et l'instrument. À considérer qu'elle suffit à faire cohabiter des populations sans aller jusqu'au bout du processus, la gauche a remplacé l'idéal républicain de fraternité et d'égalité par une proposition dont on constate aujourd'hui l'échec, la coexistence des communautés, le fameux « vivre-ensemble ».

Cette politique menée ou subie par des élites intellectuelles et politiques peureuses, voire lâches, a été redoublée par la domination du modèle culturel américain, qui a imposé sa vision communautariste et dont on mesure chaque jour l'échec, dans ce pays où la violence intercommunautaire est une constante.

Au nom de l'antiracisme dévoyé, du respect quasi-sacré de la « diversité » on a renoncé à l'exigence d'élévation collective qui permet de construire un peuple souverain et assuré. On a laissé à l'extrême-droite le bénéfice des mots, des idées, des concepts-mêmes qui ont permis depuis la Révolution française de

construire une France où la liberté, l'égalité et la solidarité sont des réalités. Est-il encore possible de parler de Nation, d'amour de la patrie, de fierté de son pays, du drapeau tricolore, de la Marseillaise, de la laïcité, sans lire dans les yeux de son interlocuteur le soupçon d'être un suppôt du fascisme, alors que tous ces idéaux sont nés avec la République et en sont les principaux architectes ?

Face à ce constat, Lydia Guirous veut réhabiliter l'assimilation, non pas comme l'exigence d'une « page blanche », d'un « total recall » à la Aldous Huxley qui voudrait que chacun subisse un lavage de cerveau en arrivant sur le sol national, mais comme l'engagement de tous à appartenir à la seule communauté non essentialisée, « la communauté nationale qui s'appelle France ». « Premier pilier de la lutte contre l'intégrisme, meilleur remède contre le séparatisme », l'assimilation est aussi un point de vue qui permet de rendre aux personnes leur dignité, en ne les considérant plus au mieux comme des victimes, au pire comme des arriérés incapables de comprendre la beauté de cet idéal. Ceux que l'on s'est mis un jour à appeler des « beurs », sans prendre conscience de la charge insultante de ce sobriquet dérisoire, doivent être considérés comme des citoyens en devenir capables du même parcours émancipateur que les millions d'immigrés qui les ont précédés.

La France du 21^e siècle ne peut plus, ne doit plus être un « territoire de hasard », mais doit donner à chacun ce qui lui est dû, au nom de son histoire, de ses idéaux et de ses moyens et pas en tant que guichet dispensateur de droits sociaux. Ceci passe par un projet ambitieux consistant, comme le disait Ferdinand Buisson à accomplir « le premier devoir de la République, faire des républicains ». Tout doit être entrepris pour atteindre cet objectif, du parcours citoyen à la rénovation de l'école et de la formation des maîtres, en passant par le rétablissement du principe d'égalité, par exemple en exigeant que l'uniforme, comme dans les départements ultramarins, efface les différences sociales et les engagements partisans des élèves et de leurs parents.

Lydia Guirous affirme aussi clairement la nécessité de mettre fin au port « du voile dans l'espace public pour réaffirmer nos valeurs et notre conception de la dignité humaine et de l'égalité hommes/femmes ». Ce signe est le symptôme d'une véritable prise en main des jeunes musulmans par l'islam radical en Europe et particulièrement en France.

L'auteur en appelle enfin à la reconstruction de « mythes républicains » renouvelés et modernisés, au sens que donne à ce terme Roland Barthes, pour que Marianne ne soit plus une figure froide sans lien avec le réel et le quotidien de notre jeunesse, mais un idéal désirable.

Après le discours des Mureaux du président de la République, ce livre convaincu et convaincant, bourré de propositions et d'idées, propose aux immigrés comme aux responsables politiques et aux élites intellectuels, de renoncer à une posture victimaire en miroir. Nous devons recommencer à aimer ensemble ce grand pays parmi les plus libres, les plus solidaires et les plus généreux du monde, pour y reconstruire un peuple, une communauté qui ne doivent rien à la race, à la religion, à l'ethnie, au sang, mais tout à la fraternité républicaine.

Ce programme se nomme « assimilation ». La lecture de ce livre, qui, après les trois ouvrages précédents de Lydia Guirous, continue à creuser le sillon fertile de l'émancipation, vous convaincra de sa pertinence et de son urgence.

Jean-Pierre Sakoun

Rwanda : la commission Duclert conclut à une faillite militaire et politique de la France de 1990 à 1994

Le groupe de chercheurs sur le Rwanda, réuni par Emmanuel Macron pour étudier le rôle de la France, a remis son rapport au président le 26 mars. Il conclut à « un ensemble de responsabilités, lourdes et accablantes », au sein de l'Etat français. Mais il écarte l'idée d'une complicité de génocide.

Par [Pierre Lepidi](#) et [Piotr Smolar](#)

Publié aujourd'hui à 17h09, mis à jour à 18h10



Les réfugiés rwandais traversent la frontière de Rusumo vers la Tanzanie depuis le Rwanda, le 30 mai 1994. JEREMIAH KAMAU / REUTERS

Un naufrage politique, militaire, diplomatique, administratif, intellectuel et éthique. Un aveuglement idéologique de François Mitterrand et de ses conseillers, imposé au reste de l'appareil d'Etat. Un révélateur des stéréotypes coloniaux et d'une lecture purement ethnique qui ont irrigué la politique africaine de la France. Ainsi se dessinent les lignes de force du rapport de la commission d'historiens (présidée par Vincent Duclert) remis vendredi 26 mars dans l'après-midi à Emmanuel Macron.

Le président de la République avait décidé sa formation il y a deux ans, afin d'« analyser le rôle et l'engagement de la France au Rwanda ». Vingt-sept ans après le génocide de près de 800 000 Tutsi par le régime hutu, soutenu par Paris, ce document de 1 200 pages, nourri par un accès sans précédent aux archives, marque une étape fondamentale dans la quête douloureuse de la vérité sur la « dernière défaite impériale [de la France], d'autant plus grave qu'elle n'est ni formulée ni regardée ».

La conclusion synthétise l'analyse des historiens au terme de leur voyage dans les archives au cours de la période 1990-1994, de l'[opération Noroît](#) jusqu'à la fin de l'[opération Turquoise](#). « La crise rwandaise s'achève en désastre pour le Rwanda, en défaite pour la France, écrivent-ils. La France est-elle pour autant complice du génocide des Tutsi ? Si l'on entend par là une volonté de s'associer à l'entreprise génocidaire,

rien dans les archives consultées ne vient le démontrer. La France s'est néanmoins longtemps investie au côté d'un régime qui encourageait des massacres racistes. Elle est demeurée aveugle face à la préparation d'un génocide par les éléments les plus radicaux de ce régime. Elle a adopté un schéma binaire opposant d'une part l'ami hutu, incarné par le président Habyarimana, et de l'autre l'ennemi qualifié d'"ougando-tutsi" pour désigner le FPR [Front patriotique rwandais]. Au moment du génocide, elle a tardé à rompre avec le gouvernement intérimaire qui le réalisait et a continué à placer la menace du FPR au sommet de ses préoccupations. Elle a réagi tardivement avec l'opération Turquoise, qui a permis de sauver de nombreuses vies, mais non celles de la très grande majorité des Tutsi du Rwanda, exterminés dès les premières semaines du génocide. La recherche établit donc un ensemble de responsabilités, lourdes et accablantes. »

Soupçon de complicité

Le président de la République, Emmanuel Macron, recevant les membres de la commission de recherche, présidée par Vincent Duclert, sur les archives françaises relatives au Rwanda et au génocide des Tutsi pour la remise du rapport, le vendredi 26 au Palais de l'Élysée. GUILLAUME HERBAUT POUR " LE MONDE "

Pas de complicité de génocide retenue par la commission, qui ne prétend pas à l'expertise juridique sur cette notion, susceptible d'animer des colloques savants. C'est entendu : les historiens ne forment pas un jury de cour d'assises, ils ne siègent pas dans un tribunal international. Toutefois, l'analyse développée au fil des centaines de pages tend vers ce soupçon de complicité, même si la France n'a pas voulu sciemment participer à une entreprise génocidaire. Elle établit les mobiles, les moyens et les dénégations, en rupture avec la réalité du terrain au Rwanda, et les nombreux signaux d'alerte, lancés à partir de la fin de 1990. En 1998, la mission d'information parlementaire dirigée par [Paul Quilès](#), sans moyens réels d'investigation ni volonté solide de mettre la vérité à nu, s'était contentée d'évoquer une France « *mithridatisée face à un contexte dont elle a sous-estimé la gravité* ».

Le rapport des historiens, avec la distance du temps et l'appui des archives, va bien plus loin. Il ne clôt donc pas les recherches, mais les ouvre davantage. Il rend à présent indiscutables certaines vérités, objets de déformations et de maquillage systématique de la part des gardiens du temple mitterrandien et de certains hauts gradés. Sans éclaircir toutes les zones d'ombre. Exemple : la commission ne se penche pas, curieusement, sur le rôle joué par [Paul Barril](#), cet ancien gendarme sulfureux de l'Élysée reconverti dans la sécurité privée. Proche d'Agathe Habyarimana, la veuve du président assassiné (par ailleurs figure du cercle hutu le plus extrémiste), aujourd'hui réfugiée en France, il a lui-même signalé sa présence au Rwanda pendant le génocide.

Le document comporte une large partie chronologique, remontant aux sources de l'engagement français au Rwanda, puis un dernier chapitre plus thématique, consacré à la « *dérive des institutions* » de la France et à l'« *impensé du génocide* ». Celui-ci offre une sorte de coupe transversale de l'Etat. Voici démantibulé le circuit de l'information, de la consultation et de la décision au sommet du pouvoir. Les cercles de connivence, les rapports de défiance et de domination, les réflexes administratifs, les stratégies de dissimulation sont exposés de façon méthodique.

Le tableau général est lourd d'enseignements et d'interrogations sur la mécanique de l'Etat républicain et la conduite des opérations militaires. Le Rwanda est un cas clinique – le plus terrible et opaque qu'il y eut depuis la guerre d'Algérie – du fonctionnement pyramidal de la V^e République, où tout découle du président. Jusqu'à l'excès possible, l'abus, la faute pour l'histoire, sans contre-pouvoirs ni contrôle réel.

Archives et « manque de coopération »

Le rapport s'appuie sur près de 8 000 documents, notes manuscrites, télégrammes diplomatiques, analyses de conseillers, synthèses des conseils restreints de défense. Tous déclassifiés, ils seront à la disposition des chercheurs et du grand public. Tel était l'engagement du président Emmanuel Macron, soucieux de surmonter le « *triple blocage – mémoriel, politique et archivistique* – », constaté depuis plus de vingt-cinq ans, selon la commission. Une partie de ces documents était connue grâce aux travaux déjà publiés. Mais la commission s'évertue d'abord à dresser un tableau cohérent et exhaustif, plutôt que de chercher l'anecdote

inédite. A faire œuvre de pédagogie sur les termes, les concepts, les mécanismes. La lecture en est d'autant plus passionnante, malgré certaines répétitions.

La commission reconnaît que « *certain documents ont sans doute échappé* » à sa vigilance. Tout au long du texte, elle signale les cases vides. Les archives de [Jean-Christophe Mitterrand](#), fils du chef de l'Etat et conseiller Afrique jusqu'en juillet 1992, sont introuvables. Le bureau de l'Assemblée nationale a refusé la consultation des archives de la mission d'information parlementaire de 1998. La grande chancellerie de la Légion d'honneur a fait montre d'un « *manque de coopération* », empêchant d'obtenir des informations sur la promotion des dignitaires du régime de Kigali, ainsi que sur les Français ayant bénéficié de décorations rwandaises, en particulier les gradés militaires. La « *production brute* », opérationnelle, des agents de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) présents au Rwanda en avril 1994 n'est pas déclassifiée en intégralité.

Mais le plus grave du point de vue du fonctionnement normal de l'Etat concerne « *l'indigence* » des archives de l'état-major particulier (EMP) de François Mitterrand à l'Elysée, qui fut au cœur « *des pratiques irrégulières et des dérives institutionnelles.* » Un unique carton subsiste de l'époque. Or le Rwanda fut, de 1990 à 1994, un sujet majeur pour l'EMP. Le pré carré non pas de la France, mais du président lui-même, qui avait noué une relation fraternelle avec Juvénal Habyarimana, son homologue rwandais.

Soutien indéfectible à un régime ami

La commission rappelle que « *les autorités françaises ont fait preuve d'un aveuglement continu dans leur soutien à un régime raciste, corrompu et violent, pourtant conçu comme un laboratoire d'une nouvelle politique française en Afrique, introduite par le discours de La Baule* », prononcé en juin 1990 par François Mitterrand. Pourquoi ce soutien ? L'analyse est faite depuis longtemps.

Après son indépendance en 1962, faisant suite à la domination belge, le Rwanda a développé une grande proximité avec la France. Juvénal Habyarimana, arrivé au pouvoir en 1973, et François Mitterrand vont nouer une vraie connivence, qui se manifeste notamment par un appui aux Forces armées rwandaises (FAR). Déclenchée en octobre 1990, l'opération Noroît a officiellement pour mission de protéger les ressortissants français au Rwanda face à l'offensive du Front patriotique rwandais (FPR). Des violences ciblent déjà les Tutsi et l'opposition, des appels à la délation sont lancés, des exécutions ont lieu.

La France prétend proposer une relation transactionnelle : un soutien politique et militaire au régime, seul légitime pour Paris car représentant la majorité hutu, en échange d'une démocratisation bien improbable. L'« ennemi » tutsi, lui, est qualifié de menace étrangère, de guérilla extérieure. Cette présentation va servir pendant quatre ans à délégitimer le FPR, qui ne serait qu'une excroissance de l'Ouganda anglophone. Ce qui est en jeu, c'est à la fois la défense d'un régime ami, et celle de la francophonie, de la zone d'influence française.

« La commission a démontré l'existence de pratiques irrégulières d'administration, de chaînes parallèles de communication et même de commandement »

Alors que le cercle des extrémistes hutu autour du président Habyarimana est identifié très tôt par le colonel René Galinié, attaché de défense à Kigali, le soutien au dirigeant rwandais demeurera jusqu'au bout inconditionnel. Le Front patriotique rwandais, lui, est présenté comme « *un parti manipulateur, insincère, faussement politique et national* », « *ethnique et étranger* », bref « *un ennemi de la France* », selon le rapport Duclert. « *Fortement investie au Rwanda à partir d'octobre 1990, la France adopte la vision racialisée sans réaliser la contradiction qu'elle installe avec le projet de démocratisation* » qu'elle prétend promouvoir en appuyant les accords d'Arusha, entre pouvoir et opposition.

La coopération militaire avec le régime hutu est si étroite que ce dernier continue, après le déclenchement du génocide, à réclamer des armes à la France, comme une évidence, un partenariat indéfectible. Une fiche de la Direction du renseignement militaire (DRM), en date du 15 avril 1994, « *fait remonter des demandes précises de munitions et d'aide au transport d'armements achetés en Israël et en Pologne* », formulées par l'attaché de défense de l'ambassade du Rwanda à Paris.

« *La réponse apportée n'est pas connue* », reconnaît la commission. Les archives étant très parcellaires, « *il est impossible de rendre compte avec certitude de l'existence de flux d'armes transitant de la France vers le Rwanda* » après le 7 avril. Mais, le 25, une nouvelle demande rwandaise de fourniture d'armements est signalée, dans une note du Quai d'Orsay. Sur cette question très sensible, aux nombreuses zones grises, les historiens atteignent les limites de leur exercice.

« L'ordre par la voix »

L'une des occurrences importantes dans le rapport est le mot « *parallèle* », comme hiérarchie ou circuit parallèle. La confiscation du dossier rwandais par François Mitterrand est allée jusqu'à un contournement des ministères et des administrations figurant dans les chaînons habituels de la prise de décision. « *La commission, écrivent les historiens, a démontré l'existence de pratiques irrégulières d'administration, de chaînes parallèles de communication et même de commandement, de contournement des règles d'engagement et des procédures légales, d'actes d'intimidation et d'entreprises d'éviction de responsables ou d'agents.* » Derrière la façade démocratique et institutionnelle de l'Etat français se dessinent des pratiques qui ne relèvent ni de l'une ni de l'autre.

« *L'implication très grande des militaires français dans la formation des Forces armées rwandaises* », d'octobre 1990 jusqu'au génocide d'avril 1994, et la transformation de ce pays africain en « *laboratoire* » – autre occurrence du rapport – portent la marque personnelle du président. Le secrétaire général de l'Elysée est alors Hubert Védrine. Il lit tout, annote souvent de quelques mots secs, organise la circulation de l'information. Il veille à la mise en musique des directives présidentielles. « *A chaque moment de crise, une note vient radicaliser les options, cliver les situations* », dit le rapport, au sujet de la remontée des écrits des conseillers, civils et militaires, sur le Rwanda.

En principe, l'état-major particulier répond directement devant le président. Il n'a pas de fonction opérationnelle, en dehors de la dissuasion nucléaire. « *Le dossier rwandais démontre l'inverse* », note le rapport, qui insiste sur une pratique du pouvoir opaque : « *L'ordre par la voix* », qui ne laisse pas d'empreintes. Il « *pose incontestablement problème* », car il « *transfère sur l'exécutant (...) la paternité de la décision* ».

Les archives exhumées par la commission sur ce point sont surtout signées par le général Jean-Pierre Huchon, adjoint au chef d'état-major particulier auprès de l'[amiral Jacques Lanxade](#) puis du général Christian Quesnot. L'emprise de l'EMP s'exerce sur toutes les administrations, et même à l'Elysée, sur les conseillers de la cellule Afrique, où Bruno Delaye a remplacé Jean-Christophe Mitterrand. C'est le syndrome de la pièce close enfumée. Même ceux qui ne tirent pas sur une cigarette en véhiculent l'odeur.

« Des pratiques d'officine »

Le général Huchon envoie des courriers directement « *à des agents de l'Etat aux fins de les influencer voire d'exiger d'eux un alignement sur la politique élyséenne* ». Même chose sur le terrain, au Rwanda. Le rapport évoque notamment « *une collection de télécopies adressées confidentiellement, et toujours hors circuit officiel, à l'attaché de défense à Kigali* ». Dans certains cas, il lui est demandé instamment de les détruire sur le champ. D'où le manque d'archives complètes dans ce domaine sensible. Un grand nettoyage a été opéré.

L'état-major particulier du président de la République « exerce un pouvoir direct et permanent sur l'engagement militaire français au Rwanda, jusqu'à ses aspects matériels et opérationnels »

Objectif de ces envois : s'assurer de la conversion du colonel René Galinié, sur le terrain, à la grille de lecture idéologique promue par l'Elysée. En octobre 1990, celui-ci est conseiller militaire et politique officieux du régime rwandais. Il rencontre le président Habyarimana à quatre reprises en huit jours. Ce qu'exige le général Huchon du colonel Galinié « *pourrait s'apparenter à des pratiques d'officine* », explique le rapport. Il lui demande ainsi, dans un fax du 27 octobre 1990, d'organiser une « *manipulation (...) que l'on peut qualifier d'"intoxication"* », résumant les historiens. Il s'agit d'inventer, de brandir des « *preuves* » (les guillemets autour du mot figurent dans le fax lui-même) de l'emprise de l'Ouganda

anglophone sur l'offensive lancée par le FPR. Si l'opinion internationale était convaincue de l'existence d'une agression extérieure, alors l'intervention militaire française en serait légitimée.

Mais le rôle de l'état-major particulier dépasse largement la coordination et la partition idéologique. L'EMP « *semble s'être transformé en acteur direct du dossier rwandais, au moyen de pratiques irrégulières* », sous l'approbation du président, « *marginalisant de fait les institutions légalement en charge du commandement opérationnel, l'état-major des armées et la mission de coopération militaire.* » La situation est sans précédent. L'EMP « *exerce un pouvoir direct et permanent sur l'engagement militaire français au Rwanda, jusqu[e dans] ses aspects matériels et opérationnels* ».

L'Elysée en liaison téléphonique directe

L'année 1991 est celle du développement des « *liaisons parallèles* ». Sont alors mis en place « *des dispositifs de communication entre les unités sur le terrain, c'est-à-dire le DAMI "Panda" [Détachement d'assistance militaire et d'instruction], armé par les opérateurs du 1^{er} RPIMa, et une chaîne de commandement qui apparaît au premier regard polycéphale* ». Le rapport cite notamment un fax du 26 juillet 1991, envoyé de Ruhengeri, une ville du nord du Rwanda, par le chef du DAMI « Panda ».

Il fait mention de deux types de liaisons, radioélectriques et téléphoniques, chiffrées et cryptées, qui relient le détachement à l'opération Noroît, également au Rwanda, et à une double tutelle à Paris : le ministère de la coopération et l'état-major des armées. Puis, entre juillet et octobre 1991, la liaison avec la mission militaire de coopération « *disparaît au profit de l'Elysée, à savoir l'EMP* ». L'Elysée se trouve donc en liaison téléphonique directe avec les soldats français déployés auprès des Forces armées rwandaises. A notre époque, la sophistication des communications permet tout, y compris un dialogue par messagerie instantanée entre chefs d'Etat. Mais, il y a vingt-sept ans, la mise en place d'un tel dispositif était chargée de sens politique et opérationnel.

« Le danger est grand, pour la France, [...] de passer pour complice de l'actuel gouvernement rwandais », met en garde la DGSE dans une note du 11 mai 1994

Autonomie et surveillance, opacité. Tout cela, Pierre Joxe le met en cause. Début février 1993, le ministre de la défense – rare homme politique dont les positions de principe républicaines sont saluées dans le rapport – propose une réorganisation de la prise de décision militaire. Il s'agit de revenir à une pratique plus conventionnelle et normée. Les comités restreints de défense qu'il envisage doivent permettre, selon les historiens, « *de réformer des pratiques d'opacité, de communication orale, et des phénomènes de déresponsabilisation tant politique qu'administrative, qu'il constatait particulièrement sur le dossier rwandais* ». Joxe propose ainsi à Mitterrand de « *préserver le pouvoir présidentiel* » sur la défense, alors que la cohabitation se profile. Il réclamera un enregistrement écrit des propositions faites au président, des objectifs visés et des décisions prises. En vain.

De rares voix divergentes

Au sein de l'appareil d'Etat, la dissidence n'est pas de mise par rapport à la ligne décidée à l'Elysée. Pourtant, dès octobre 1990, sous l'autorité du ministre Jean-Pierre Chevènement, le Secrétariat général de la défense nationale (SGDN) émet une note sur les « *limites de l'engagement français* ». En réponse à l'offensive du FPR de Paul Kagamé, les 300 hommes de l'opération Noroît viennent d'être déployés trois semaines plus tôt. Le document souligne les intérêts « *très limités* » de la France sur place et suggère que Habyarimana, pour sauver son régime, risque de « *relancer les vieilles rivalités en appelant à une sorte de "guerre sainte" contre les Tutsi* ». L'analyse est transmise à l'Elysée. Sans effet aucun.

Le rapport Duclert relève, au cours de ces quatre années, d'autres écrits divergents. Comme l'ont déjà montré de nombreux articles et ouvrages, la DGSE se distingue par une approche nuancée. Une forte tension traverse ses notes, qui essaient de tout concilier, la doctrine et la réalité, l'obéissance et la droiture. Elle relativise fortement, pendant ces années, le soutien apporté par l'Ouganda au FPR. A plusieurs reprises, elle

souligne l'absence d'éléments tangibles allant dans ce sens. En outre, le service « *renvoie une image critique* » de Habyarimana, doute de sa volonté de démocratisation.

Après le 6 avril 1994 et l'[attentat contre l'avion du président rwandais](#), très vite la DGSE met en cause les responsables génocidaires : « *Munies de listes préétablies, les militaires de la garde présidentielle ont entrepris de massacrer tous les Tutsi, ainsi que les Hutu originaires du sud ou soutenant les partis d'opposition.* » Dès le 2 mai, elle estime que le FPR est « *très certainement étranger* » à l'attentat. Le 11 mai, le service affirme que le pouvoir paraît être « *entièrement sous la coupe de la faction hutu la plus extrémiste* ». Puis, à l'aube de l'opération Turquoise, le service dit : « *Le danger est grand, pour la France, [...] de passer pour complice de l'actuel gouvernement rwandais* ».

« L'approche générale oscille entre la minimisation des faits ou tout simplement un silence complice », dit la commission

Mais toutes ces subtilités d'analyse, nourries par les faits relevés sur le terrain, ont été délibérément ignorées par l'Elysée. Globalement, note le rapport, « *la lecture ethniciste du Rwanda domine* », ainsi qu'un soutien à « *un régime raciste, corrompu et violent* ». Les faits clairement établis et les noms des coupables, lorsque les tueries de masse sont déclenchées, « *n'apparaissent pas toujours clairement* » dans les télégrammes et les rapports envoyés à Paris. Nommer la réalité sans verres idéologiques correcteurs obligerait l'Etat à remettre en cause sa stratégie, ses analyses, son engagement. « *L'approche générale oscille entre la minimisation des faits ou tout simplement un silence complice* », dit la commission.

Ceux qui contestent cette vision – cette « *minorité d'hommes libres* », auxquels les historiens rendent un hommage appuyé – sont écartés ou mal notés, comme le rédacteur du Quai d'Orsay Antoine Anfré, ou le général Jean Varret, chef de la mission militaire de coopération jusqu'en avril 1993. De la même façon, lors des retours sur expérience et autres analyses commises à partir du second semestre 1994, l'autocritique est peu en cour. La grille d'analyse de l'Elysée l'emporte, dans une sorte de mouvement de repli, face aux révélations qui émergent.

Des réfugiés hutus accueillent des marines français arrivant dans un camp à quatre kilomètres à l'extérieur de Butare, le 3 juillet 1994, dans le cadre de l'opération Turquoise, vieille de 10 jours. HOCINE ZAOURAR

Dans les prises de parole officielles, le mot « *génocide* », employé notamment par le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, pour la première fois le 16 mai 1994, fait vite place à celui de « *massacres* ». Un terme renvoyant dos à dos victimes et bourreaux, au nom d'une sauvagerie, d'une folie ethnique supposée, effaçant la réalité de la préméditation hutu, base essentielle du crime des crimes. Ce renversement conduit au [discours de Mitterrand](#) sur le prétendu « *second génocide* » (qui aurait été commis contre les Hutu jusqu'au Zaïre, où les réfugiés avaient afflué), prononcé au [sommet de Biarritz](#), où le Rwanda n'a même pas été invité. Les derniers mots de la commission Duclert, eux, dépourvus de la moindre ambiguïté, semblent lui répondre en écho, vingt-sept ans après. « *La réalité fut celle d'un génocide, précipitant les Tutsi dans la destruction et la terreur. Nous ne les oublierons jamais.* »

[Conclusion du rapport "La France, le Rwanda et le génocide tutsi"](#) by [LeMonde.fr](#) on Scribd

Pierre Lepidi et Piotr Smolar

Après l'explosion de la dette Covid en France, le dilemme du gouvernement

La dette publique a atteint 115,7 % du PIB en 2020 selon l'Insee. Un bond vertigineux qui était attendu après une année de « quoi qu'il en coûte ».

Par [Audrey Tonnelier](#)

Publié aujourd'hui à 10h19, mis à jour à 10h58

Article réservé aux abonnés

S'il est des domaines où l'on peine à voir la différence avec l'avant, en matière de finances publiques la France est bel et bien passée dans le monde d'après. En 2020, la dette publique (qui additionne celle de l'Etat, des administrations de sécurité sociale et des collectivités) [a explosé, à 115,7 % du PIB, soit 2 650,1 milliards d'euros, a annoncé l'Insee, vendredi 26 mars.](#)

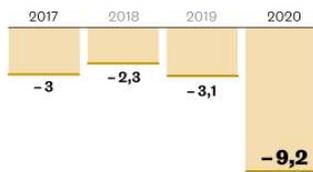
Evolution trimestrielle de la dette publique, en % du PIB



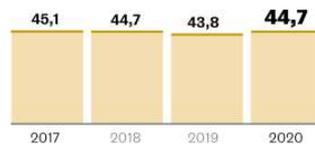
Infographie Le Monde
Source : Insee

C'est moins que la dernière prévision du gouvernement, qui tablait sur 119,8 % du PIB, mais c'est un changement d'ère par rapport aux 98,1 % d'endettement de 2019, avant la crise due au Covid-19. Le déficit public, lui, s'est creusé, à 9,2 % du PIB, là aussi un peu moins que les 11,3 % prévus par Bercy, mais bien au-delà de 2019 (3,1 %). « Il s'agit du ratio de déficit le plus élevé depuis 1949 », a souligné l'Insee. La tempête budgétaire de 2020 a aussi été plus violente que celle de 2009, avec une hausse des dépenses publiques – elles culminent à 62,1 % du PIB – et une chute des recettes plus importantes que lors de la crise financière.

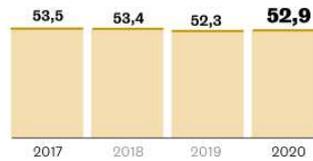
Déficit public,
en % du PIB



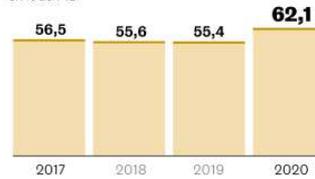
Prélèvements obligatoires*,
en % du PIB



Recettes publiques,
en % du PIB



Dépenses publiques,
en % du PIB



* Impôts, cotisations sociales et taxes fiscales

Infographie Le Monde
Source : Insee

Pour Bruno Le Maire, « ces dix-huit points de dette supplémentaires sont la traduction de la baisse d'activité de l'économie française et de l'effort de protection considérable de nos salariés et de nos entreprises ». De quoi « garantir le fort rebond de notre économie lorsque la crise sanitaire sera derrière nous », a assuré le ministre de l'économie, qui n'a pas manqué de rappeler que « quand l'activité économique se sera redressée, nous devons commencer à rembourser cette dette suivant la stratégie que nous avons définie : croissance, maîtrise des dépenses publiques et réformes de structure ».

Sujet brûlant

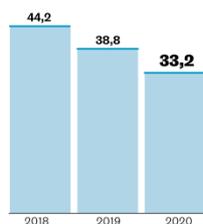
De fait, ce bond vertigineux était attendu après une année de « quoi qu'il en coûte » qui, de reconfinements en couvre-feux avancés, a vu la « facture Covid » gonfler mois après mois. Le déficit public s'établit finalement à 211,5 milliards d'euros (déficit des organismes sociaux, mesures économiques d'urgence, manque à gagner en recettes fiscales).

La crise sanitaire place désormais l'exécutif face à un dilemme : difficile de laisser entendre qu'il prend le sujet à la légère, mais impossible de trop resserrer les vannes budgétaires. A Bercy comme à Matignon, on sait que le mandat d'Emmanuel Macron sera jugé sur la manière dont l'endettement colossal hérité de la crise sanitaire aura été géré, mais aussi sur la capacité future de la France à investir pour doper son économie. Un sujet d'autant plus brûlant que la crise s'éternise. Le chef de l'Etat a estimé jeudi que l'Europe devra « améliorer » sa réponse économique et budgétaire à la crise du Covid-19 afin que la relance soit « plus vigoureuse ».

C'est le sens du plan de 100 milliards d'euros que Bruno Le Maire tente de faire exister aux côtés des mesures d'urgence qui continuent de s'imposer dans plusieurs secteurs, de la restauration à la culture [en passant par les commerces « non essentiels »](#). Pas question, pour le gouvernement, de donner l'impression qu'il a brûlé toutes ses cartouches budgétaires, à l'heure où des pans entiers de l'économie, et donc de l'emploi, auront besoin en sortie de crise de puissants leviers de redressement.

C'est, aussi, le sens des réflexions sur la gestion des finances publiques contenues dans une série de rapports, remis à l'exécutif ou à venir. La France peut-elle se permettre de s'endetter encore, et si oui, pourquoi ? Alors que le pays a connu une récession inédite en 2020 et que les taux d'intérêts demeurent très bas, voire négatifs – la dette n'a « coûté » que 33,2 milliards d'euros en intérêts à la France l'an dernier, soit 6 milliards de moins qu'un an plus tôt ! –, un retour direct à la rigueur budgétaire est injustifiable. Personne d'ailleurs ne s'y risque en ces termes.

Intérêts de la dette,
en milliards d'euros*



*Hors correction au titre des services d'intermédiation financière indirectement mesurés

Infographie Le Monde
Source : Insee

Mais le diable se cache dans les détails. Après le rapport de la commission Arthuis, qui préconise d'instaurer un « niveau plancher » afin de sanctuariser les « dépenses d'avenir » (« dépenses vertes, investissements, recherche, capital humain »), Laurent Saint-Martin, le rapporteur (La République en marche) du budget, et Eric Woerth, président (Les Républicains, LR) de la commission des finances de l'Assemblée nationale, comptent déposer prochainement une proposition de loi organique qui dissocie dépenses d'investissement et de fonctionnement. « Veut-on une dette pour fonctionner ou investir ? Aujourd'hui, elle sert surtout à fonctionner », explique M. Woerth, qui suggère d'instaurer ces précisions pour toutes les missions et programmes de la loi de finances, présentée chaque année, à l'automne.

« Recettes récurrentes »

Le débat peut sembler technique, mais il aura des répercussions très concrètes. « C'est un débat politique, qu'il faudra avoir en sortie de crise, soutient M. Woerth. C'est lui qui permettra de définir nos priorités en matière de dépenses, et de dire ce qu'est la bonne et la mauvaise dette. »

« Les dépenses récurrentes doivent être financées par des recettes récurrentes. Il faut donc trouver des recettes permanentes pour financer la hausse des dépenses de santé et d'éducation, pas utiliser systématiquement la dette », estime pour sa part Xavier Ragot, président de l'Observatoire français des conjonctures économiques, un cercle de réflexion d'inspiration keynésienne.

« Il faudra s'arrêter sur un certain nombre de principes, il n'est pas sûr que les députés PS et LR s'accordent sur tout », convient M. Woerth. « Le sujet, c'est clairement le salaire des profs », décrypte Valérie Rabault, présidente du groupe PS de l'Assemblée. L'ancienne rapporteure du budget sous François Hollande déplore que ce travail de longue haleine d'analyse des dépenses publiques, réalisé par ses soins en 2016, n'ait pas été repris par l'actuelle majorité. « Ils n'ont rien inventé ! », peste-t-elle. Selon ses calculs, les dépenses de fonctionnement – dont le paiement des fonctionnaires – sont stables en pourcentage du PIB (autour de 18 %) depuis vingt ans.

Marisol Touraine, ancienne ministre de la santé de François Hollande et membre de la commission Arthuis, a un avis un peu différent. « L'éducation n'est-elle pas une dépense d'avenir, à même d'accroître la richesse d'un pays ? C'est un vrai débat à avoir », estime-elle. Pour M. Woerth, au contraire, « l'éducation, comme les dépenses sociales, est du domaine de ce que doit mettre en œuvre un Etat républicain. Elles ne concourent pas à augmenter le potentiel de la croissance française future ». A Bercy, on regarde cette distinction d'un œil favorable. Malgré un calendrier parlementaire chargé, on assure qu'une loi organique sur le sujet peut encore trouver sa place d'ici la fin du quinquennat.

Audrey Tonnelier

CORONA-FONDS:

Die EU als Staat?

- EIN KOMMENTAR VON NIKOLAS BUSSE
- -AKTUALISIERT AM 26.03.2021-20:40



Gut, dass der Bundespräsident das Gesetz über den 750-Milliarden-Sonderhaushalt der EU erst mal nicht unterschreiben darf. Es geht um viel im Karlsruher Verfahren.

Es ist bezeichnend für die Defizite der europapolitischen Debatte in Deutschland, dass sich mit den problematischen Aspekten des sogenannten Wiederaufbaufonds der EU nun wieder das Bundesverfassungsgericht befassen muss. Bevor dieser 750 Milliarden Euro schwere Corona-Sonderhaushalt im vergangenen Jahr in Brüssel beschlossen wurde, hätte sich die deutsche Politik ausführlich mit der Frage beschäftigen müssen, ob man wirklich mal so nebenbei in einem Seuchennotstand ein Projekt angehen will, das ein großer Schritt in Richtung Staatswerdung der EU werden könnte.

Bundesfinanzminister Scholz war einer der wenigen, der die Tragweite verstand, er sprach von einem „Hamilton-Moment“ für die EU: Aus gemeinsamen Schulden wird ein gemeinsamer Staat. CDU und CSU, die in Europa früher mal auf Subsidiarität geachtet haben, schien das nicht weiter zu stören.

Karlsruhe hat nun angeordnet, dass der Bundespräsident das Gesetz erst einmal nicht unterschreiben darf, damit es eine Entscheidung treffen kann. Das macht die Dinge in klammen EU-Staaten wie Italien, die dringend auf das Geld warten, nicht einfacher, ist angesichts der Bedeutung des Falles aber angemessen.

Die Frage, ob die EU wirklich in wesentlich größerem Umfang als heute Eigenmittel einnehmen sollte, um die Schulden zurückzuzahlen, ist juristisch wahrscheinlich nicht leicht zu beantworten. Aber politisch kann sie den Unterschied bedeuten zwischen Staatenbund und Bundesstaat.

EU-RETTUNGSFONDS:

Adenauer-Stiftung spricht von „Dammbruch“

- VON HEIKE GÖBEL
- -AKTUALISIERT AM 26.03.2021-18:06

Die CDU-nahe Adenauer-Stiftung sieht im Corona-Aufbaufonds der EU den ersten Schritt in eine Transfer- oder Schuldenunion. Umso wichtiger sei nun ein klares Bekenntnis.

Kurz nachdem die Union im Bundestag der erstmaligen Schuldenaufnahme durch die **EU** zugestimmt hat, kommt aus ihren Reihen eine scharfe Warnung vor den Folgen. Die Konrad-Adenauer-Stiftung zeigt sich besorgt: „Auch wenn dies kein direkter Eintritt in eine Transfer- oder Schuldenunion ist, kann es doch ein erster Schritt in diese Richtung sein“.

Es bestehe Gefahr, dass auch zukünftig in Krisensituationen Gründe gefunden würden, gemeinsame Anleihen aufzunehmen. „Angesichts des Dammbruchs“ mit dem durch gemeinsame Schulden finanzierten Rettungsfonds Next Generation EU (NGEU) sei es umso wichtiger, dass sich Deutschland zu seiner Schuldenbremse klar bekennt“, heißt es in einem Positionspapier, das die CDU-nahe Stiftung am Freitag veröffentlicht hat.

Zwar verteidigt sie darin den 750 Milliarden Euro schweren EU-Rettungsfonds, für den die EU nun in großem Stil selbst Schulden aufnehmen darf. Das sei „eine notwendige Maßnahme“ in der Corona-Krise, um die Wirtschaft in den EU-Mitgliedstaaten wieder anzukurbeln. „Aber gerade vor dem Hintergrund, dass es bisher ein absolutes Schuldenverbot im EU-Haushalt gab, stellen gemeinsame Schulden einen Dammbruch dar“, schreiben die Autoren.

Keine einmalige Aktion

Deswegen sei ein klares Bekenntnis zur regelgebundenen deutschen Schuldenbremse umso wichtiger. Sie habe seit ihrer Einführung zu Haushaltsüberschüssen und einem Rückgang der Staatsverschuldung in Deutschland geführt. Sie trage zur Generationengerechtigkeit bei, schaffe mittelfristig neue Haushaltsspielräume und stärke den Wirtschaftsstandort. In der Corona-Krise habe sich die Schuldenbremse als flexibel erwiesen.

Bei der Verabschiedung des Eigenmittelgesetzes, mit dem Deutschland die Schuldenaufnahme der EU einmalig und gedeckelt genehmigt, hatten die Unionsabgeordneten im **Bundestag** am Donnerstag darauf gepocht, dass es wirklich nur um eine Ausnahme gehe.

Wie begründet die Dammbruch-Sorgen der Adenauer-Stiftung sind, zeigen Redebeiträge des Koalitionspartners SPD. Ihr Staatsminister Michael Roth sprach von einem „überfälligen Schritt“ in Richtung Fiskalunion, also zu einer generellen gemeinsamen Haftung der EU-Staaten für nationale Kredite. Das sei im „wohlverstandenen“ deutschen Interesse. Auch Bundesfinanzminister und SPD-Kanzlerkandidat Olaf Scholz hat mehrfach deutlich gemacht, man solle die EU-Hilfen nicht als einmalige Aktion ansehen.

Gegen das am Freitag auch vom Bundesrat verabschiedete Gesetz liegen mittlerweile Klagen vor. Das Bundesverfassungsgericht gab einem Eilantrag statt, der den Corona-Fonds vorerst stoppt.

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/jerusalem-erklaerung-formuliert-neue-definition-von-antisemitismus-17265518.html?premium>

NEUE ANTISEMITISMUS-DEFINITION:

Was ist per se Hass?

- VON JÜRGEN KAUBE
- -AKTUALISIERT AM 26.03.2021-18:46



Wer braucht eine neue Antisemitismus-Definition? „Zweihundert internationale Holocaustforscher“ haben, so heißt es in einer Erklärung, diese Neubestimmung versucht. Wenn man sich das genauer ansieht, gibt es Gründe für Skepsis.

Die Meldung war erstaunlich. Zweihundert internationale Holocaustforscher, hieß es im [Deutschlandfunk](#), und zwar „die renommiertesten“, hätten ein Jahr lang an einer neuen Definition des Begriffs „Antisemitismus“ gearbeitet. Nun liege sie in Gestalt einer „Jerusalem Declaration On Antisemitism“ vor. Sie sei vier Seiten lang.

Das war zunächst erstaunlich, weil der Übergang von wissenschaftlicher Definition zu politischer Deklaration rätselhaft ist. Die Unterzeichner der „Jerusalem Erklärung“ beziehen sich in einer Präambel sogar auf die Deklaration der Menschenrechte von 1948. Wissenschaftliche Texte aber haben keine Präambeln, denn sie sind keine Urkunden. Die Erklärung der renommierten Holocaustforscher erweckt nur den Eindruck, urkundenfähig zu sein.

Erstaunlich ist überdies, dass es zweihundert Holocaustforscher bedurfte, um Antisemitismus zu definieren. Die Definition selbst passt auf eine Seite. Sie lautet, noch kürzer gefasst, Antisemitismus sei ein Spielart des Rassismus, die Vorurteile über [Juden](#) aufhäufe, ihnen einen kollektiven bösen Charakter und eine geheime Macht über das Weltgeschehen unterstelle. Hinzu kommen Attacken auf jüdische Einrichtungen und Personen, die Leugnung des Holocaust oder seine Verharmlosung. So weit, so eigentlich bekannt und kaum einjähriger Arbeit bedürftig.

Vielleicht aber war das nur der Beitrag des Deutschlandfunks zum Thema, und es hatten viel weniger an der Definition gearbeitet, dafür umso mehr nur unterschrieben. Das würde jedenfalls erklären, dass es durchaus nicht zweihundert Holocaustforscher sind, die unterschrieben haben. Nicht einmal „Jüdische Studien“ oder „Studien zum Mittleren Osten“ betreiben viele von ihnen. Weder die Historiker Sebastian Conrad, Bernd Weisbrod und Ute Frevert oder Svenja Goltermann sind Holocaustforscher noch Carlo Ginzburg, so wenig wie der Universitätsmanager Lothar Zechlin, die Frühneuzeitforscherin Natalie Zemon Davis, die Philosophin Susan Neiman, die Schriftstellerin Eva Menasse oder die Soziologin Eva Illouz. Es haben Musikwissenschaftler unterzeichnet, Mittelalter-Spezialisten und solche für den Genozid an den Armeniern.

Wo sollen die Grenzen des Antisemitismus denn sein?

Warum nicht? Sie unterschreiben, weil sie die Deklaration befürworten, nicht, weil sie über Antisemitismus, Palästina, den Staat Israel oder das gegenwärtige Judentum forschen. Sie haben nur Meinungen dazu. Die Deklaration zielt deshalb auch nicht auf Forschung, sie will vielmehr das öffentliche Gespräch umorientieren

und bedient sich dazu des Renommées von Wissenschaft als solcher. Der Historiker Caspar Hirschi hat gerade mit einem Text zu den Corona-Empfehlungen der Leopoldina eine Diskussion über Expertise zwischen Politik und Wissenschaft ausgelöst. Die „Jerusalemener Erklärung“ bringt dazu von ganz anderer Seite Material herbei. Sie tritt wissenschaftlich auf, ist aber ein politischer Akt.

Der liegt weniger in der Definition von Antisemitismus als in der Bezeichnung dessen, was nicht „per se“ antisemitisch ist. Unterstützung des palästinensischen Anspruchs auf nationale und Bürgerrechte beispielsweise. Ablehnung des Zionismus. Kritik an Israel, die auf Tatsachen beruht. Boykott Israels. Dabei seien auch unvernünftige Äußerungen nicht per se antisemitisch.

Per se nicht. Aber die Skala des Unvernünftigen umfasst eben auch die Bereiche der Feindseligkeit und des Vernichtungswillens. Oder nur der aufgeblasenen Gesten. Wie steht es mit einem Wissenschaftler, der seine Teilnahme an einer Konferenz abzusagen droht, wenn eine israelische Kollegin dort sprechen würde? Ist auch das per se nicht antisemitisch? Wie ist es mit Vorschlägen für Staatenlösungen zwischen Jordan und Meer, die Israel zum Verschwinden brächten? Sind sie per se besser zu vertreten als offener Judenhass? Konkret gefragt: Welche der vielen palästinensischen Meinungen zum Staat Israel würde sich unter der neuen Definition als per se diskutierbar betrachten lassen?

Das Problem der neuen Antisemitismus-Definition ist, nicht durchgängig zwischen Kritik am Staat Israel als solchem und seiner jahrzehntelangen Politik im Westjordanland zu unterscheiden. Sie möchte den Boykott gegen Israel von der Absicht trennen, nicht nur seine derzeitige Regierung, sondern diesen Staat zu treffen und zu löschen. Deswegen ist wohl der wichtigste der fünfzehn Punkte, den die bis zu zweihundert Forscher unterstützen, der zehnte: Antisemitisch sei, Juden im Staat Israel das Recht abzuspochen, kollektiv und individuell gemäß dem Gleichheitsgrundsatz zu leben. Im Staat Israel.

La Cour suprême allemande suspend la ratification du plan de relance de l'UE

Cette décision intervient après que le parlement allemand a voté le plan de relance post-covid, d'un montant de 750 milliards d'euros.

Par Le Figaro avec AFP

Publié hier à 11:52, mis à jour hier à 17:30

Coup de théâtre en Allemagne : après la ratification par le parlement du plan de relance post-covid de l'Union Européenne (UE), la Cour constitutionnelle allemande a suspendu vendredi le processus de ratification. Un recours a en effet été formulé contre ce mécanisme basé sur une dette commune, et doté de 750 milliards d'euros.

L'instance suprême «*a décidé que le texte de loi*» sur ce plan, qui venait d'être approuvé par les parlementaires, «*ne devait pas être paraphé par le chef de l'État*» dans l'attente d'une décision sur ce recours en référé, selon un communiqué de la Cour.

Le Bundesrat, la chambre haute du Parlement, avait adopté ce plan vendredi matin, après le Bundestag (chambre basse) jeudi, un signal fort dans un pays longtemps opposé à tout mécanisme d'endettement commun au sein de l'Union européenne. «*Ce vote est un signal clair pour une Europe solidaire et forte*», s'était alors félicité le ministre allemand des Finances Olaf Scholz.

Ce plan, âprement négocié l'été dernier par les Vingt-sept de l'UE, est destiné à faire face aux conséquences économiques de la pandémie de nouveau coronavirus en Europe.

Il repose sur un mécanisme sans précédent de dette commune à tous les États membres, et une partie de l'argent sera versée sous forme de subventions (312,5 milliards), notamment aux pays ayant subi le plus lourd impact.

Le vote des parlementaires allemands était très attendu: le pays a été pendant longtemps farouchement opposé à toute dette commune en Europe, craignant que les États les plus endettés ne profitent injustement des efforts financiers des pays rigoureux. Mais la décision de la Cour suprême risque de ralentir encore la mise en place de ce Fonds, au moment où la pandémie se prolonge en Europe et continue à affecter durement des pans entiers de l'économie.

Le plan symbole des tensions entre les pays du Nord et du Sud de l'Europe

Angela Merkel avait fini par se rallier à cette idée défendue depuis longtemps par la France en particulier. Après plusieurs semaines de discussions, marquées par de vives tensions avec les pays dits «*frugaux*», menés par l'Autriche, et réticents face à ce mécanisme, le plan a été adopté l'été dernier.

Il a été entériné formellement vendredi dernier par les institutions européennes après l'ultime feu vert des eurodéputés mercredi. Désormais, le programme doit encore être ratifié par l'ensemble des États membres. La Commission Européenne a appelé à «*accélérer*» ce processus. D'autant que la pandémie n'en finit pas et continue de frapper l'économie européenne, où la campagne vaccinale a pris du retard.

Le président français Emmanuel Macron a d'ailleurs estimé jeudi que l'Europe devra «*améliorer*» et «*compléter*» ce plan, pour que la relance soit «*plus vigoureuse*», fustigeant la lenteur des institutions européennes.

Le commissaire européen au Budget Johannes Hahn a de son côté promis cette semaine, dans une interview au quotidien allemand Die Welt, que les premiers emprunts seraient effectués dès «*le début du deuxième trimestre*» de cette année.

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/pour-m-etre-affichee-avec-charlie-hebdo-on-me-prive-de-ma-liberte-d-expression-twitter-bloque-le-compte-d-un-soutien-de-mila-20210326>

«Pour m'être affichée avec *Charlie Hebdo*, on me prive de ma liberté d'expression» : Twitter bloque temporairement le compte d'un soutien de Mila

Floriane Gouget, vice-présidente de l'association laïque Dernier Espoir, est une proche amie de Mila, qu'elle soutient régulièrement sur les réseaux, lui valant de nombreuses menaces de mort.

Par [Steve Tenré](#)

Publié hier à 15:10, mis à jour hier à 19:22



La photo que Floriane Gouget avait mise sur Twitter, ce qui lui a valu une suspension de compte. *Floriane Gouget*

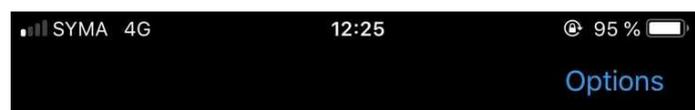
Le réseau social Twitter est-il devenu un «tribunal numérique»? C'est la question que se pose Floriane Gouget, la vingtaine, après avoir vu son compte bloqué par la firme pour «*imagerie haineuse*», en raison de sa photo de profil sur laquelle elle tend, place de la République à Paris, une édition de *Charlie Hebdo*, datant de l'ouverture du procès des attentats du 7 janvier 2015.

«*Pour m'être affiché avec la une d'un Charlie Hebdo, Twitter me prive de ma liberté d'expression, confie ce vendredi 26 mars au Figaro la jeune femme, confirmant une information du Point. Des gens sont morts pour ces dessins, c'est honteux !*» Là où l'affaire prend tout son sens, c'est que la jeune femme, vice-présidente de l'association laïque Dernier Espoir, est en sus cyberharcélée depuis des mois sur ce même réseau social, en raison de son soutien sans équivoque à Mila, cette adolescente ayant critiqué avec virulence l'islam dans une vidéo publiée en janvier 2020.

«*Ça a commencé en novembre, quand Mila a subi une nouvelle vague de harcèlement. J'ai posté une story Instagram dans laquelle je la soutenais et dénonçais les raids. Il y eut d'abord des partages de liens vers mon compte, puis la divulgation de l'adresse de mes parents, et des centaines d'insultes et de menaces de mort, affirme-t-elle. Je me souviens d'un message en particulier : 'Je ne te menace pas parce qu'on est sur les réseaux, mais je te conseille de faire très attention à toi'.*»

Floriane Gouget, amie de Mila, assure avoir porté plainte à plusieurs reprises, sans qu'il n'y ait de retombées à ce jour. «*J'ai confiance en la justice française, mais j'imagine qu'elle n'a pas que ça à faire*», déplore-t-elle, résignée. En attendant, elle peut compter sur le «*soutien de Marlène Schiappa*», ministre

chargée de la Citoyenneté, dont le cabinet l'aurait déjà contacté pour lui faire part de son intérêt sur la question.



Votre compte a été bloqué.



Floriane Gouget
@FlorianeGouget1

Que s'est-il passé ?

Nous avons déterminé que ce compte a enfreint les [Règles de Twitter](#). Plus précisément :

1. Infraction à nos règles relatives à l'**imagerie haineuse**.

Vous ne devez pas utiliser des images ou symboles haineux dans votre image de profil ou dans votre bannière.

- Image du profil

En conséquence, nous avons verrouillé votre compte.

Ce que vous pouvez faire :

Afin de débloquent votre compte, vous devez faire ce qui suit :

- Vérifiez votre adresse email
- Supprimez le champ du profil qui enfreint nos règles.

[Commencer](#)



Ce qui s'affichait jusqu'à vendredi soir sur le compte de Floriane Gouget : «Le compte de @FlorianeGouget1 est temporairement indisponible en raison d'une violation des règles de Twitter». *Capture d'écran Twitter*

Œuvrant au sein du collectif Dernier Espoir, dont Mila est également membre, Floriane Gouget a lancé un concours de caricatures en hommage à l'assassinat de Samuel Paty. «*Pour l'instant, ça n'a attiré que les cyberharceleurs*», concède l'étudiante, qui veut devenir infirmière. Plusieurs personnalités, tels que Patrick Pelloux ou [Zineb el Rhazoui](#) auraient cependant soutenu l'association et son initiative. Mathys Dupuis, président de Dernier Espoir contacté par *Le Figaro*, a prévenu qu'une plainte serait déposée contre Twitter France si le compte de Floriane n'était pas réactivé dans les «*plus brefs délais*». Il n'aura pas à le faire, sa page ayant été réactivée en fin de journée.

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/vocabulaire-flou-methodologie-contestable-et-cooptations-l-imposture-intersectionnelle-et-decoloniale-decryptee-20210326>

Le Figaro (site web)

vendredi 26 mars 2021 - 14:41 UTC +01:00 1216 mots

Vox ; Vox Société

Vocabulaire flou, méthodologie contestable et cooptations: l'intersectionnalité et le décolonialisme décryptés

Le Figaro a interrogé des universitaires sur le sérieux des théories décoloniales et intersectionnelles. Selon eux, elles ne reposent ni sur une méthodologie fiable, ni sur un champ sémantique approprié, ni sur des méthodes de recherches fiables, mais profitent d'un système qui leur est favorable.

Ç'aurait pu être de la géométrie. Comme en science des formes et de l'espace, il est question de points de recoupement et trajectoires qui se croisent. Le concept « *d'intersectionnalité* » repose sur l'idée selon laquelle les dominations (de sexe, de classe, de genre, ethniques) ne seraient pas indépendantes les unes des autres ; elles s'entremêleraient, voire se renforceraient puis aboutiraient à faire « *système* ».

Longtemps cantonnée aux marges de la gauche militante, cette grille de lecture de la société a grignoté des parts de marché dans la recherche en sciences humaines, jusqu'à faire partie des critères de recrutement dans les facultés. Exemple à l'université de Créteil où le département en sciences de l'éducation et de la formation recherche un maître de conférences dont la mission consiste à s'intéresser « *à la construction et la prévention des inégalités en éducation, plus particulièrement à l'école, en prenant en compte les discriminations ethno raciales, les questions de genre et de sexualités, ou les inégalités sociales. Elles [ses recherches] articuleront au moins deux de ces rapports sociaux et s'attacheront à saisir les enjeux d'une approche intersectionnelle en éducation* ». Aussi, les travaux « *s'attacheront, à saisir les modalités de construction des problèmes publics et sociaux en éducation, à identifier et analyser leur traitement et leur modalité de prévention, en lien avec les inégalités de "race", de sexe, de sexualités, ou de classe* ».

Des mots-valise sujets à toutes les manipulations

L'annonce publiée sur Galaxie, le portail du ministère de l'Enseignement supérieur chargé de l'affectation des enseignants du second degré, a fait bondir Charles Coutel. Pas qu'il soit opposé à l'étude de la construction des inégalités non, assure ce professeur à l'Université d'Artois et directeur de l'Institut d'étude des faits religieux, mais parce qu'elle utilise selon lui un drôle de champ sémantique, vide de sens, propre aux adeptes des théories intersectionnelles et décoloniales, pour qui l'Occident doit poursuivre voire intensifier son processus de décolonisation et le colonialisme aurait influencé - en mal - les relations entre les personnes, les sexes ou les communautés. « *Leur discours use volontiers de concepts très flou, des mots-valises jamais définis comme "race", "classe" ou "culture", sujets à toutes les manipulations* », raconte ce membre du comité Laïcité République. Là est selon lui le pot aux roses, et explique en partie le succès de ces thèses contestables. « *Ce vocabulaire flou fait consensus auprès des publics "captifs" stagiaires, étudiants, doctorants. Ces mêmes publics sont enrôlés dans des pétitions usant là encore d'un vocabulaire qui mêle imprécision et intimidation* », ajoute-t-il. Xavier-Laurent Salvador, agrégé de lettres modernes, est maître de conférences en langue et littérature médiévales, pointe du doigt la légitimation du concept de « *race* » repris à toutes les sauces dans les travaux des chercheurs adeptes du décolonialisme, une « *notion éminemment contestable* » d'un point de vue scientifique.

Qu'en pensent les principaux concernés, les chercheurs dits décoloniaux ? Allez savoir, aucun d'eux n'a souhaité répondre aux questions du *Figaro*. Seul Éric Fassin, s'est contenté de nous inviter à lire ses travaux – travaux dans lesquels ce professeur en sociologie et études de genre bien connu des cercles de gauche

militante estime que *«le rejet virulent de ce lexique, militant ou savant, est le signe d'un trouble dans l'ordre racial»*. Comprenez: ceux qui remettent en cause l'utilisation de ce champ lexical veulent perpétuer leur *«domination raciale»*, inquiets de voir l'ordre en place, un soi-disant *«racisme d'Etat»* aujourd'hui en pleine tourmente. Rien, en revanche, sur sa définition du mot «race» d'un point de vue scientifique.

Une méthodologie douteuse

Le hic, c'est aussi que l'intersectionnalité, le décolonialisme et les recherches en lien avec ces notions ont une fâcheuse tendance à l'essentialisation. *«La France a été colonialiste à un moment donné, ça ne veut pas dire qu'elle est fondamentalement colonialiste.»*, décrypte Charles Coutel. Il suffit de regarder les travaux d'Irène Pereira, inventrice du concept de «pédagogie décoloniale», pour s'en convaincre. Pour elle, *«l'école inventée par Condorcet aurait par essence la fonction de produire des inégalités»*, ajoute le professeur émérite. L'autre problème de méthodologie, selon Xavier-Laurent Salvador, de l'Observatoire du décolonialisme, repose sur la prédominance du «moi» dans les travaux. *«Aujourd'hui, ne peuvent travailler sur les études postcoloniales que des gens qui l'ont vécu, ont déjà un avis dessus. Comme on a défini le colonialisme comme un colonialisme mental, toute pensée est une pensée du témoignage. On en arrive à des études, des thèses construites principalement à partir de témoignages»*. Il pointe du doigt la tendance de certains à ne rechercher et prendre en considération que les informations qui confirment leurs croyances, à l'image de Rachele Borghi, enseignante-chercheuse se définissant comme «porn-activist» (elle a pris l'habitude de se dénuder dans ses conférences pour «décoloniser sa discipline») qui étudie le rapport entre espace, genre et sexualité dans une perspective intersectionnelle. *«Elle a travaillé sur les pratiques LGBTQI+ sur les plages bretonnes. Il y a un vrai problème dans la démarche. Si vous cherchez des "pratiques LGBTQI+", vous les avez déjà construites, et ne partez pas d'un corpus. Ses écrits sont remplis de biais de confirmation»*, déplore le Pr Salvador.

Petits arrangements entre amis

Pour comprendre comment on en a pu arriver là, comment les décoloniaux et autres adeptes de l'intersectionnalité ont pu gagner en influence à l'université, il faut regarder du côté de l'évaluation de l'édition en sciences humaines, profondément bouleversé ces deux dernières décennies, avec un cadre légal métamorphosé et des publications en lignes en «open-edition» (édition libre) qui se sont multipliées. *«Comme il n'y a aucun contrôle scientifique ni standards internationaux, avec des revues qui font foi, tout le monde publie beaucoup, n'importe où. Conséquence: cela a abouti à une balkanisation des sciences humaines»*, regrette Xavier-Laurent Salvador.

Plus inquiétant encore selon Charles Coutel, les cooptations. *«Ces gens implantés dans les universités se recrutent entre eux, les comités de sélection pour des postes comme celui ouvert à Créteil est exclusivement composé de copains»*, peste-t-il. Au point que *«si on n'est pas raccord avec ces théories-là, l'intersectionnalité ou le décolonialisme, il est devenu très compliqué d'être recruté dans un laboratoire»*, confesse Samuel Mayol, maître de conférences en sciences de gestion. Et cela ne devrait pas s'arranger dans les prochaines années. En effet, le gouvernement vient de faire adopter une loi visant à supprimer les recrutements des chercheurs conditionnés par l'examen devant le Conseil national des universités (CNU) au profit des recrutements directs des professeurs par les universités. Dans une tribune publiée le 7 février sur le site du *Figaro*, l'Observatoire du décolonialisme tirait la sonnette d'alarme: *«Les militants du décolonialisme et de l'intersectionnalité seront dorénavant libres de poursuivre leur entreprise d'accaparement de l'université au gré de politiques universitaires locales. [...] Une telle évolution fait peser en outre une menace non négligeable sur le recrutement des professeurs de l'enseignement secondaire de demain. Car n'oublions pas qu'un étudiant de 2021 sera un professeur certifié en 2025»*.

Le Figaro (site web)

vendredi 26 mars 2021 - 05:15 UTC +01:00 1751 mots

Vox ; Vox Société

Pierre Manent:**«Le désir de persévérer dans l'être est en train de quitter les Français»**

Devecchio, Alexandre

GRAND ENTRETIEN - Pour le philosophe, directeur d'études honoraire à l'EHESS, les errements de la campagne vaccinale viennent rappeler la faiblesse structurelle de l'Union européenne. Au sein de l'ensemble européen frappé par le déclin, celui de la France est, à ses yeux, encore plus profond. La responsabilité en incombe aux «échelons les plus galonnés de la technostructure publique et privée».

LE FIGARO MAGAZINE.- Tandis que le Royaume-Uni, les États-Unis ou encore Israël vaccinent sans relâche, l'Union européenne semble gérer la pénurie de vaccin. La crise sanitaire est-elle en train de battre en brèche l'idée selon laquelle on serait plus forts à plusieurs? Qu'en pensez-vous?

PIERRE MANENT.- Si nous nous sommes montrés si empotés, cela tient simplement à la complexité du dispositif européen. L'Europe réelle, ce sont 27 nations souveraines qui ont choisi de collaborer dans différents domaines, chacune avec ses ressources, ses manques et ses façons de faire. Sur cette réalité primordiale, on a construit le décor d'une Europe rêvée, avec en particulier une Commission dépourvue de tout crédit politique, mais qui est officiellement chargée de «l'intérêt général» européen. La santé n'appartenait pas à son mandat, mais la logique bureaucratique et idéologique l'a fait se charger d'une tâche qu'elle a envisagée avec ses méthodes et selon ses critères qui ne comprennent pas la rapidité. De même pour le plan de relance Next Generation EU de 750 milliards d'euros, qui doit évidemment passer par la ratification des parlements nationaux, et dont rien n'est encore déboursé. L'Europe agit conformément à sa structure. Ce qui est surprenant, c'est qu'on en soit surpris.

Plus largement, la mauvaise gestion de la campagne vaccinale est-elle révélatrice de la faiblesse de l'Europe?

Depuis l'origine, l'Union européenne se regarde comme un processus indéfini qui a la bénédiction de l'Histoire. Nous procédons comme si nous avions l'éternité devant nous... Les contingences et les risques de l'action ne sont pas pour nous. Jamais l'Europe n'a accepté de faire face à une urgence pratique, à une obligation d'action, à une nécessité d'obtenir un résultat dans un délai contraint. Les déboires de la campagne vaccinale ne nous apprennent rien que nous ne sachions déjà sur sa faiblesse structurelle.

Comment l'expliquez-vous? Quelles sont les causes profondes de ce déclin? Sont-elles économiques, stratégiques, politiques, civilisationnelles?

Encore une fois, quand l'Union a-t-elle agi de manière cohérente, rapide et énergique? On agit énergiquement lorsqu'on a le sentiment que le sort commun est en jeu, que l'on est responsable devant des concitoyens qui vous ont fait confiance. C'est dans le cadre des nations que cette alliance entre la confiance des citoyens et la responsabilité des gouvernants se fait, ou ne se fait pas. Voyez l'exemple du Brexit. Les négociations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne se traînaient lamentablement. Les avertis, les informés, les raisonnables prévoient que l'éternité bruxelloise finirait par venir à bout de ces étourdis. Soudain, ranimant l'énergie et le bon sens de ce grand peuple politique, Boris Johnson décida qu'il était temps de mettre en œuvre ce qui avait été décidé: «Get Brexit done»! Les électeurs lui accordèrent massivement leur confiance. Voilà le gouvernement représentatif! Les pays de l'Union européenne ne veulent plus de cette liberté ni de cette responsabilité. Ils chérissent leur impuissance car elle garantit leur innocence.

La France apparaît particulièrement en retard et parmi les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, elle est la seule à ne pas avoir produit son vaccin. S'agit-il d'un échec conjoncturel ou cela traduit-il, là encore, un déclin historique?

Le sentiment d'un déclin propre à notre pays est largement partagé aujourd'hui. Un déclin particulièrement marqué à l'intérieur du déclin de l'ensemble européen ou occidental. Des processus démographiques et économiques immenses sont à l'œuvre, qui conduisent à un abaissement relatif de l'Europe, c'est un fait. Ce qui est frappant dans le cas de la France, c'est la longue indifférence de la classe politique au déclin français. Par exemple, nous avons une industrie électronucléaire parmi les meilleures du monde, qui nous donnait un avantage comparatif considérable pour la production d'une énergie propre et bon marché. Elle est aujourd'hui dans une situation pitoyable. On a laissé s'étioiler les compétences ; des négligences honteuses sont continuellement dévoilées qui réclament des réparations démesurément coûteuses. Qui est responsable sinon les échelons les plus galonnés de la technocratie publique et privée dont nous étions si fiers?

Jacques Julliard a évoqué un «juin 40 sanitaire». Dans L'Étrange Défaite, Marc Bloch décrivait justement la débâcle de 40 et dénonçait «la trahison des élites». La situation vous semble-t-elle comparable?

La situation n'est certainement pas comparable. Rien n'est comparable à une défaite. Et aucune défaite française n'est comparable à cette défaite. Voyez cependant tout ce qui se révèle dans cette comparaison qui est devenue courante. La défaite de 40, c'est encore pour nous, quatre-vingts ans après, notre expérience la plus présente, la plus brûlante, du malheur de la cité. Quand les choses vont mal, notre esprit revient irrésistiblement vers cette période, y cherchant des analogies éclairantes. C'est bien la preuve que le fond de notre vie, c'est toujours la vie de la nation, la vie de la France. Nous nous sommes construit une belle résidence secondaire pour les beaux jours, qui s'appelle l'Union européenne, mais nous ne l'habitons pas vraiment. Nous ne l'habiterons jamais vraiment. La réconciliation franco-allemande est une excellente chose, mais elle n'annule pas nos histoires nationales respectives ni nos nations. Elle est un moment - fort heureux - de nos histoires nationales, elle n'inaugure pas une vie postnationale. Le «couple franco-allemand» est une fiction particulièrement dommageable. Comment le président de la République ne voit-il pas que l'Allemagne ne lui accordera jamais ce qu'elle a refusé solennellement à de Gaulle en 1963? Eux non plus n'ont pas oublié 1940 ni 1945. La plus grande urgence qui est devant nous, c'est d'accepter la vérité de notre condition: la France reste le cadre principal, le cadre significatif, le cadre indépassable de notre vie commune - de notre déclin comme de notre «sursaut» éventuel. C'est seulement sur cette base que nous pourrions nous inscrire utilement dans un horizon européen.

Face à la crise sanitaire, les restrictions de libertés se sont banalisées en France et en Europe. Outre la crise économique et sociale, que tous les observateurs voient venir, la pandémie risque-t-elle de déboucher sur une crise démocratique?

Jusqu'où iront les folies de l'État gendarme? Nous sommes, il est vrai, d'une extraordinaire docilité. Mais comment aurions-nous la moindre confiance en nous-mêmes? Nous avons laissé s'installer une discipline de parole et de sentiment qui nous interdit de défendre et pour ainsi dire d'aimer ce que nous sommes, la forme de vie qui nous est propre, mais qui nous commande en revanche impérieusement d'accueillir avec gourmandise tout ce qui nous accuse, tout ce qui nous bouscule, tout ce qui nous offense. Nous étions un peuple qui prétendait se gouverner lui-même et s'inscrire comme tel dans l'Histoire. Nous avons renoncé à cette ambition et l'avons déclarée injuste. Notre nation nous sépare de l'humanité, il est urgent de la dissoudre dans l'humanité, telle est notre nouvelle religion politique. Et puisque nous ne voulons plus continuer l'histoire de France, que faire d'autre que la défaire? Elle sera désormais l'histoire de nos méfaits. La crise atteint une couche plus profonde que le régime politique lui-même: le désir humain le plus profond, celui de persévérer dans l'être, semble en train de quitter le peuple que nous formons, comme il semble quitter la plupart des autres peuples européens. Si aujourd'hui nous semblons prêts à tout sacrifier pour sauver les vies individuelles, c'est peut-être parce que nous avons renoncé à préserver ce qui est plus grand que nous.

Le président de la République ne cesse d'affirmer qu'il faut «rebâtir notre souveraineté nationale et européenne». Croyez-vous à la souveraineté européenne?

Je n'y crois pas, et surtout elle n'existe pas. Il y a certes une équivoque juridique. Par l'arrêt Costa, en 1964, la Cour de justice de l'Union européenne a déclaré la primauté du droit européen sur les droits nationaux. Ce fut le coup d'État fondateur de l'équivoque puisque cette Cour n'avait aucune autorité pour formuler une décision aussi exorbitante qui supposait la création préalable d'un corps politique européen. Ce coup de force ne change rien à la réalité politique qui a été rappelée en 2009 par la Cour constitutionnelle allemande: l'Union européenne n'est pas un État fédéral mais une organisation internationale ; il n'existe pas de peuple européen, et un saut fédéral exigerait une décision explicite du peuple allemand de s'autodissoudre dans un peuple européen. Ni le peuple allemand, ni le peuple français, ni aucun peuple constituant de l'Europe n'accomplira cette démarche fatale. Cette fiction n'est pas sans effet néanmoins puisqu'elle justifie la multiplication de ces règles communes qui accroissent

notre dépendance réciproque sans faire progresser le moins du monde notre unité. L'Europe mesure ses progrès aux entraves qu'elle oppose aux nations, nullement aux capacités propres qu'elle acquiert. Ses ressources restent immenses, elle est pourtant entièrement incapable de faire un pas vers une capacité de défense sur laquelle elle ait la main. Nos nations sont faibles et s'affaiblissent: c'est un fait. L'Union européenne s'est montrée incapable de produire cette force qui manque aux nations: c'est un fait aussi. Nous avons fait fausse route. Nous ne pourrions rouvrir un horizon européen qu'en repartant de nos nations où nous avons la vie et l'être. La question première est la suivante: avons-nous toujours le droit de nous gouverner nous-mêmes? Si la réponse est positive, alors nos nations doivent commencer par recouvrer leurs moyens de gouvernement: seules des nations capables d'agir peuvent former une association européenne capable d'agir.

Le Figaro (site web)

vendredi 26 mars 2021 - 20:10 UTC +01:00 2644 mots

Vox ; Vox Société

«Décolonialisme et idéologies identitaires représentent un quart de la recherche en sciences humaines aujourd'hui»

Salvador, Xavier-Laurent, Szlamowicz, Jean, Bikfalvi, Andreas

FIGAROVOX/TRIBUNE - Les tenants du décolonialisme et des idéologies identitaires minimisent ou nient leur existence. La montée en puissance de ces idéologies dans la recherche est pourtant flagrante et on peut la mesurer, démontrent les trois universitaires.

Xavier-Laurent Salvador, Jean Szlamowicz et Andreas Bikfalvi sont universitaires et membres de l'Observatoire du Décolonialisme et des idéologies identitaires.

Dans les débats sur le terme d'islamo-gauchisme, beaucoup ont prétendu qu'il n'existait pas, puisque ni les islamistes ni les gauchistes n'emploient ce terme. De même, dans de multiples tribunes et émissions, les tenants du décolonialisme et des idéologies identitaires minimisent ou nient leur existence en produisant des chiffres infimes et en soulignant qu'il n'existe pas de postes dont l'intitulé comprend le mot décolonialisme. À ce jeu-là, un essai intitulé «Les Blancs, Les Juifs et nous» [nom du livre de Houria Bouteldjane, porte-parole du Parti des Indigènes de la République, NDLR] ne serait évidemment pas décolonial, puisqu'il n'y a pas le mot «décolonial» dedans.

Parler de «décolonialisme», ce n'est donc pas s'intéresser au mot «décolonial» mais aux notions qui le structurent dont le vocabulaire est un reflet, mais pas seulement. La rhétorique, la syntaxe, la stylistique: tout participe à un ensemble qui détermine le caractère d'un écrit. Par exemple, «pertinent» est un adjectif qui nous sert à caractériser un essai. On dit par exemple d'un article qu'il est «pertinent» - Mais le mot «pertinent», c'est nous qui l'employons. Il n'est pas présent dans le texte évalué. C'est le propre du jugement de dégager une idée synthétique à partir des mots exprimés.

Mais soit, faisons le pari des mots et jouons le jeu qui consiste à croire que les mots disent le contenu. Mais alors: de tous les mots. Et pas seulement de ceux que l'on nous impose dans un débat devenu byzantin où un chef d'entreprise-chercheur nous explique que tout ça est un micro-phénomène de la recherche qui n'a aucun intérêt, que le mot ne pèse que 0,001% de la recherche en sciences humaines et où, par un psittacisme remarquable, on en vient presque à prouver que la sociologie elle-même ne publie rien.

Partons simplement d'un constat lexical: sous le décolonialisme tel que nous pensons qu'il s'exprime en France dans l'université au XXI^e siècle, nous trouvons les idées qui «déconstruisent» les sciences - la race, le genre, l'intersectionnalité, l'islamophobie, le racisme. Que ces mots occupent les chercheurs avec des grilles de lecture nouvelles, tantôt pour les critiquer tantôt pour les étayer et que ces mots - dans le domaine bien précis des Lettres - occupent une place qu'ils n'occupaient pas autrefois - ce qui dénote une évolution de la discipline.

Dans un premier temps, nous nous intéresserons au fonctionnement des blogs à visée scientifique, dont nous pensons qu'ils constituent un lieu de la littérature marginale scientifique. Puis dans un second temps, à la production scientifique au prisme des publications présentes à travers les revues et les livres. On s'intéressera en particulier à l'OpenEdition parce que c'est précisément un lieu-outil où la recherche se présente aux instances gouvernantes comme un mètre-étalon des livrables de la recherche.

Notre vocabulaire réunit quelques mots identifiés comme représentatifs des thématiques décoloniales et intersectionnelles, sans préjuger du positionnement de l'auteur soit pour ou contre (décolonial, postcolonial, discriminations, race(s), genre(s),

racisme(s), intersectionnalité et synonymes). Il nous suffit d'acter que le sujet occupe une place plus ou moins importante dans le débat.

Sur OpenEdition, réduit à la part des blogs (Hypotheses) et événements annoncés (Calenda): une recherche «courte» sur «genre, race et intersectionnalité» donne près de 37578 résultats sur 490078 (au 20 mars 2021) soit 7% de la recherche globale. Ce qui à première vue semble peu. Une recherche étendue sur «racisme et discrimination» présente d'ailleurs une faible augmentation avec 32695 occurrences sur 39064 titres, soit 8% des objets décrits sur la plateforme.

Toutefois, si on s'intéresse à la période 1970-2000, le nombre de résultats pour le motif «racisme discrimination» est de 9 occurrences sur 742 documents soit à peine 1% des objets d'études. En 20 ans, la part représentée par des sujets liés à ces mots-clés a donc été multipliée par 7.

À ce volume, il faut maintenant ajouter les recherches sur «décolonial». Le mot est totalement absent de la recherche avant 2001, comme le mot «islamophobie». Le mot «post-colonial», c'est 76 documents. Après 2002, le mot «décolonial» pèse 774 tokens; «post-colonial» (et son homographe «postcolonial»), c'est 58669; islamophobie: 487. Au total, ces mots comptent donc au 20 mars 59930 occurrences et représentent 12% des blogs et annonces de recherche. Maintenant, si nous prenons l'ensemble des mots du vocabulaire, ils représentent 89469 documents soit 20% des préoccupations des Blogs.

Si maintenant, on s'intéresse à la production scientifique elle-même représentée par des articles ou des livres: une recherche sur «racisme genre race intersectionnalité discrimination» renvoie 177395 occurrences sur 520800 documents (au 20 mars), soit 34% des documents recensés.

Le rapport entre le volume de résultats montre que la part d'étude sur «racisme et discrimination» ne pèse en fait que 43962 documents (au 20 mars), soit 9% de la recherche globale mais 25% des résultats du panel. Si nous réduisons la recherche à «genre, race et intersectionnalité», on trouve en revanche 162188 documents soit 31% du volume global - un tiers - mais 75% du panel.

Cet aperçu montre à quel point ces objets occupent une place importante dans les publications, sans préjuger de l'orientation des auteurs sur ces sujets: critiques ou descriptifs. Simplement on montre ici que les préoccupations pressenties par l'Observatoire du Décolonialisme et des idéologies identitaires ne sont pas vaines.

À titre de comparaison, pour toute la période 1970-2021, la recherche sur «syntaxe et sémantique» c'est 55356/520849 items, soit 10% de la recherche pour une thématique qui représente 48% des enjeux de recherches en linguistique qui elle-même ne pèse que 115111 items en base toute sous-discipline confondue, soit 22% de la recherche (22% qui peuvent parfaitement créer une intersection avec l'ensemble de la recherche décoloniale comme par exemple cet article: «Quelle place occupent les femmes dans les sources cunéiformes de la pratique?» où l'on identifie les tokens linguistiques comme «écriture cunéiforme» et des tokens intersectionnels dans le sommaire: «De l'histoire de la femme à l'histoire du genre en assyriologie»).

Maintenant, si on reprend ces mêmes motifs de recherche globaux appliqués aux seuls revues et livres, on réalise que le total de publications sur ces sujets est de 262618 sur 520809 (au 20 mars) soit 50.4% de la recherche exprimée à travers les publications scientifiques.

La recherche en décolonialisme pèse donc 20% de l'activité de blogging et d'organisation d'événements scientifiques et la moitié (50%) de la part des publications.

Que faut-il comprendre d'une telle donnée? Dans un premier temps, il faut déjà acter la forte pénétration des enjeux de recherches liés aux thématiques décoloniales, pour d'excellentes raisons sans doute qu'il n'est pas question de discuter.

Presque la moitié des activités du cœur de l'évaluation des carrières - revues et livres - passe par la description toutes disciplines confondues des objets de la sociologie. La disparité avec les activités scientifiques d'édition journalière ou d'annonces d'événements ne contredit pas bien au contraire cette envolée.

Le marché symboliquement lucratif en termes d'enjeux de carrière de l'édition est saturé par les thématiques décoloniales qui sont porteuses pour les carrières jugées sur les publications sérieuses. Cette situation crée un appel d'air du côté de l'activité fourmillante des marges de la recherche où se reportent les activités scientifiques «fondamentales» parce qu'elles trouvent dans ces nouveaux lieux des moyens de faire subsister simplement leurs thématiques.

Andreas Bikfalvi dans son article intitulé «La Médecine à l'épreuve de la race» rappelle certaines données de la science qui confirment l'orientation générale. Car, si les sciences sociales sont très touchées par l'idéologie identitaire, les sciences dures et même les sciences biomédicales n'en sont pas exemptées.

Une recherche sur la plateforme scientifique Pubmed NCBI avec comme mot-clé racism ou intersectionality montre des choses étonnantes. Pour racism, il y avait, en 2010, seulement 107 entrées, avec ensuite une augmentation soutenue pour atteindre 1 255 articles en 2020. Par ailleurs, en 2018, il y avait 636 entrées et, en 2019, 774 entrées, ce qui signifie une augmentation de 100 % en à peine deux ans, et 62 % en à peine un an.

Avant 2010, le nombre d'entrées s'était maintenu à un niveau très faible. Pour intersectionality, il n'y avait que 13 entrées en 2010, avec, en 2020, 285 entrées.

L'augmentation de ces deux mots-clés suit donc une évolution parallèle. C'est certainement explicable par les événements récents aux États-Unis, à la suite de l'apparition de groupes militants de «justice sociale», dans le sillage du mouvement «Black Lives Matter», qui ont eu un impact significatif dans les différentes institutions académiques. Cela ne reflète donc pas l'augmentation des problèmes raciaux, mais une importation récente de ces problématiques dans la recherche.

Le rapport entre les différentes entrées lexicales dans la galaxie de la pensée décoloniale à travers certaines unités lexicales caractérise un discours hyperbolique. On voit parfaitement que la comparaison de l'emploi de certaines expressions comme «écriture inclusive» ou «place de la femme» qu'un regard hâtif pourrait dans un premier temps juger faible est en nette surreprésentation par rapport à des unités liées comme «place de l'enfant» ou «écriture cursive».

Inutile d'effectuer ici une analyse scientométrique précise. Mais on peut dire que la qualité des divers articles des journaux est variable si on se réfère au facteur impact, depuis des publications marginales comme Feminist Legal Studies (IF: 0,731) à des revues parmi les plus prestigieuses au monde, comme New England Journal of Medicine (NEJM) (IF: 74.699) et The Lancet (IF: 60.392). Les titres et le contenu de ces articles sont aussi évocateurs.

Pour citer quelques exemples: «Devenir une communauté antiraciste néonatale» (1). L'article prône une prise de conscience critique basée sur les stratégies visant à améliorer l'équité en santé, à éliminer les biais implicites et à démanteler le racisme en néonatalogie et périnatalogie. «Vers une neuroscience compassionnelle et intersectionnelle: augmentation de la diversité et de l'équité dans la neuroscience contemplative» (2). Un cadre de recherche appelé «neuroscience intersectionnelle» est proposé, qui adapte les procédures de recherche pour être plus inclusif et plus «divers». «Intersectionnalité et traumatologie dans la bio-archéologie» (3). Ici, les auteurs parlent de l'utilité du concept d'intersectionnalité de K. Crenshaw dans l'examen des squelettes lors des fouilles archéologiques. «Six stratégies pour les étudiants en médecine pour promouvoir l'antiracisme» (4). Ici, on prône l'introduction de l'activisme racialisé dans les programmes des études de médecine à la suite du racisme anti-noir, de la brutalité policière et de la pandémie de Covid-19. 1

Entre les 0,01% de mots de la recherche décoloniale identifiés par certains lexicomètres et nos 50%, la marche est grande. On entend déjà les uns hurler au blasphème, les autres à la caricature et les troisièmes déclarer qu'entre deux extrêmes, la vérité est forcément entre les deux.

Ce dogme de la parité d'où émerge la voie médiane est une illusion rhétorique - mais quand bien même: disons que de 1 à 50, la vérité soit 25: cela signifie donc qu'un quart de la recherche en Sciences Humaines est occupée aujourd'hui par ces questions transverses - ce qui est non négligeable. Mais pour couper court au débat stérile qu'entraîneront les ratiocinations, rappelons deux ou trois choses que l'on voit en première année de licence de lettres:

Il n'est pas exclu qu'une idéologie repose sur des mots, mais une idéologie repose surtout et avant tout sur une argumentation: le vocabulaire n'en est que le grossissement superficiel. Supposer que des mots-clés permettent le recensement d'une idéologie est une proposition à nuancer: elle néglige la stylistique des titres et résumés de thèses, la façon contournée de dire les choses. Bref, comme le disait un kremlinologue, les mots servent à cacher les phrases.

Or, dans leur étude reprise par «Le Monde», nos collègues n'ont retenu que trois mots et sous une forme unique (racialisé et pas racisé, intersectionnalité et pas intersectionnel, etc.). Ils négligent par exemple genre ou féminin ou islamophobie...

Cette étude suppose aussi que l'idéologie qu'ils minimisent se trouve dans les documents officiels qui ont été choisis par eux. Mais le corpus dans lequel nos collègues cherchent est nécessairement incomplet: les annonces de colloques et de journées d'étude,

les interventions ponctuelles dans les séminaires et les séminaires eux-mêmes ne sont pas pris en compte, ni les ateliers et autres événements para-institutionnels.

Les écrits des universitaires dans la presse ne figureront pas non plus. Un site comme GLAD ne sera vraisemblablement pas pris en compte alors qu'il est saturé de ces mots clés. Un titre comme «Les blancs, les juifs et nous» ne comporte aucun mot déclencheur et n'apparaît ni dans son étude, ni dans la nôtre. On peut multiplier les exemples: il suffit qu'au lieu de genre on ait «féminin» («Déconstruire le féminin») pour que cette thématique soit gommée. Efficace?

En réalité, partir de mots-clés suppose le principe de déclarativité: l'idéologie serait auto-déclarée, conformément à la théorie performative du langage propre au discours intersectionnel. Selon ce principe, il n'existerait aucun texte islamo-gauchiste ni antisémite, puisqu'ils ne comportent pas ces mots-clés dans leur propre description.

Avec ce raisonnement, il n'existerait pas non plus de thèse médiocre, ni excellente puisque ces mots n'y seront pas repérables... Les termes à repérer sont donc nécessairement neutres axiologiquement: si des mots sont repérables, c'est qu'ils sont considérés comme acceptables et qu'ils pénètrent le champ de la recherche. La recrudescence repérée de ces mots-clés indiquerait alors une idéologie de plus en plus affichée. Il faut donc prendre en compte l'évolution numérique comme un indice fort.

Pour obtenir des conclusions plus solides, il faudrait contraster des chiffres relatifs, pour comparer ce qui est comparable: les thématiques ou les disciplines (avec des termes de niveaux différents comme «ruralité» ou «ouvrier» ; voire des domaines disciplinaires plus larges: narratologie, phonologie...). On peut aussi circonscrire d'autres champs d'analyse (Paris 8 sociologie, au hasard) ou regarder combien de thèses ou articles en sociologie de la connaissance ou en esthétique, etc. Il y aurait de quoi faire un état des lieux de la recherche...

1. Vance AJ, Bell T. *Becoming an Antiracist Neonatal Community*. *Adv Neonatal Care* 2021 Feb 1;21(1):9-15.
2. Weng HY, Ikeda MP, Lewis-Peacock JA, Maria T Chao, Fullwiley D, Goldman V, Skinner S, Duncan LG, Gazzaley A, Hecht FM. *Toward a Compassionate Intersectional Neuroscience: Increasing Diversity and Equity in Contemplative Neuroscience*. *Front Psychol* 2020 Nov 19;11:573134.
3. Mant M, de la Cova C, Brickley MB. *Intersectionality and Trauma Analysis in Bioarchaeology*. *Am J Phys Anthropol* 2021 Jan 11. doi: 10.1002/ajpa.24226.
4. Fadoju D, Azap RA, Nwando Olayiwola J. *Sounding the Alarm: Six Strategies for Medical Students to Champion Anti-Racism Advocacy*. *J Healthc Leadersh*, 2021 Jan 18;13:1-6. doi: 10.2147/JHL.S285328. eCollection 2021.

Warum „Bäcker“ auch Frauen sein können und der Bohrer kein Mann ist

—| Lesedauer: 10 Minuten

Von Nikolaus Lohse



Dem Teig ist es egal, ob der Bäcker ein Mann oder eine Frau ist

Quelle: pa/dpa/Daniel Karmann

Das generische Maskulinum zementiert nicht das Patriarchat, weil grammatisches und biologisches Geschlecht zweierlei sind. Doch selbst manche Linguisten hören nur noch auf Propaganda, nicht mehr auf fachliche Argumente. Am Ende stehen „Tochtinnen“.

Seit Jahren und mit zunehmender Erregung wird in der Öffentlichkeit über die Frage des sprachlichen Genderns gestritten, und mit der kürzlich bekanntgegebenen Entscheidung des Dudens, 12.000 Personen- und Berufsbezeichnungen in maskuline und feminine Formen aufzuteilen und mit entsprechend angepassten Bedeutungsangaben zu versehen, ist die Debatte erneut hitzig entbrannt.

Die Kontroverse wird aber nicht nur öffentlich ausgetragen, auch innerhalb der Fachwissenschaft stehen sich zwei Fraktionen in herzlicher Abneigung gegenüber. Erst vor wenigen Wochen veröffentlichte der Bamberger Sprachwissenschaftler Helmut Glück in der Zeitschrift des Deutschen Hochschulverbandes ‚Forschung & Lehre‘, Heft 12/2020, unter dem Titel ‚Wissenschaftsfremder Übergriff auf die deutsche Sprache‘ eine (so der Untertitel) ‚Kritik der Handlungsempfehlungen der Bundeskonferenz der Frauen- und Gleichstellungsbeauftragten [an Hochschulen e.V.]‘, die in der Sache durchaus fundiert war, dem Autor aber umgehend eine heftige Replik von Jun.-Prof. Stefan Hartmann (‚Forschung & Lehre‘ 1/2021) eintrug, der sich etwa 200 Vertreter oder Sympathisanten der Genderlinguistik in einer Unterschriftenaktion anschlossen.

Darauf wiederum reagierte der Potsdamer Linguist Peter Eisenberg mit einem ausführlichen Artikel in der „Frankfurter Allgemeinen Zeitung“ vom 08.01.2021 unter der Überschrift „Unter dem Muff von hundert Jahren“. Seither quellen die Feuilletons förmlich über von mehr oder weniger kompetenten Stellungnahmen zum Thema.

Der Fall zeigt sehr klar, wo gerade die Fronten innerhalb der germanistischen Linguistik verlaufen. Während Glück und Eisenberg Positionen der „klassischen“, eher historisch und sprachsystematisch ausgerichteten Sprachwissenschaft vertreten, hat die Genderlinguistik einen fundamentalen Paradigmenwechsel vollzogen und sucht ganz gezielt den Anschluss an andere Disziplinen und Diskurse, insbesondere an die Sozialwissenschaften, die Kommunikations- und Medienwissenschaften, aber auch an die Psychologie und natürlich an die inzwischen an zahlreichen Universitäten etablierten Gender Studies. Das ist sicher innovativ, führt aber zu schwerwiegenden Verwerfungen innerhalb des eigenen Faches, die nicht selten mit dem gegenseitigen Vorwurf mangelnder Wissenschaftlichkeit einhergehen.

Im Zentrum der Auseinandersetzung steht der Streit um das sogenannte generische Maskulinum, also ein Substantiv mit dem grammatischen Genus Maskulinum, das aber übergreifend und geschlechtsneutral gebraucht wird. Was die traditionelle Sprachwissenschaft als historisch gewachsene, seit Jahrhunderten etablierte, sprachökonomisch sinnvolle und für die alltägliche Kommunikation überaus praktische Erscheinung ansieht, ist für die Genderlinguistik das letzte Bollwerk einer zutiefst patriarchalisch-maskulin geprägten Gesellschaftsstruktur, die sich, so die Überzeugung, bis in die letzten Verästelungen der Sprache hineingefressen hat und die es jetzt so gründlich wie nur möglich zu beseitigen gilt.

Es ist in den letzten Jahren über das generische Maskulinum manches Kluge, aber auch sehr viel Unfug geschrieben worden, und man hat den Eindruck, dass in der Öffentlichkeit (auch in der akademischen) immer noch einiges durcheinandergeht. Insbesondere ist offenbar schwer zu vermitteln, dass die Entstehung und der Gebrauch des generischen Maskulinums - jedenfalls zunächst – mehr mit Grammatik und Wortbildung zu tun hat als mit Biologie und empirischer Sozialforschung. Das zu erkennen wäre aber wichtig, um die sprachliche Erscheinung einschätzen und angemessen bewerten zu können.

Der Bohrer ist kein Mann

Der Sachverhalt ist eigentlich recht simpel. Ich greife aus den unterschiedlichen Typen generischer Maskulina hier nur einen besonders verbreiteten heraus, nämlich diejenigen Substantive, die von Verben abgeleitet sind und dabei die Endung -er bekommen haben. Das betrifft häufig Bewegungsverben wie

laufen>Läufer, fahren>Fahrer, fliegen>Flieger, aber ebenso backen>Bäcker, hören>Hörer, lesen>Leser oder lehren>Lehrer.

Natürlich sind nicht nur personale Subjekte betroffen, sondern ebenso Sachsubjekte: bohren>Bohrer, wecken>Wecker, zeigen>Zeiger usw. Diese Verbbildungen (Deverbativa) mit dem Substantivierungssuffix -er sind im Deutschen das bei Weitem produktivste Wortbildungsmuster und grammatisch (!) immer maskulin. Semantisch hingegen bezeichnen die so entstandenen Substantive eine Person oder Sache, die dasjenige tut, was mit dem zugrundeliegenden Verb ausgesagt ist – und zwar völlig unabhängig von ihrem biologischen Geschlecht (was bei nichtpersonalen Subjekten ohnehin keine Rolle spielt).

Im Übrigen spricht ja schon der Umstand, dass die deutsche Grammatik drei Geschlechter kennt, dagegen, das Maskulinum mit dem biologisch Männlichen und das Femininum mit dem Weiblichen kurzzuschließen. Selbst wenn man die Verbindung bei „der Mann“ und „die Frau“ noch assoziativ herstellen mag, funktioniert es ja schon bei „das Kind“ oder „das Weib“ nicht mehr.

Wenn also, um bei dem gängigsten Beispiel zu bleiben, aus dem Verb lehren das Substantiv Lehrer gebildet wird, dann ist damit nichts anderes gemeint als eine Lehrperson (jemand, der lehrt); das biologische Geschlecht spielt bei der Wortbildung überhaupt keine Rolle. Das ist entscheidend, um die Funktion des generischen Maskulinums zu verstehen. — Erst wenn man einen Schritt weiter geht und an den Lehrer noch die Endung -in (ein sog. Genusmorphem) anhängt, so dass aus dem Lehrer die Lehrerin wird, wird das Wort markiert und bezeichnet dann eine Lehrperson weiblichen Geschlechts. Und erst wenn das passiert ist und das unmarkierte Maskulinum Lehrer neben die genusmarkierte Form Lehrerin tritt, wird im Kontrast dazu der Lehrer, gewissermaßen indirekt, zu einer männlichen Lehrperson. Das Substantiv Lehrer hat also beide Bedeutungen, die neutrale, generische und die spezifisch männliche, und erst der Kontext entscheidet darüber, welche gilt.

Im aktiven Sprachgebrauch macht das überhaupt keine Probleme; massive Probleme entstehen hingegen, wenn solche verallgemeinernden Bezeichnungen plötzlich aus der Alltagssprache verbannt werden, wie es derzeit flächendeckend und im staatlichen Auftrag geschieht, weil sie angeblich diskriminierende Wirkung entfalten oder zumindest so verstanden werden könnten und deshalb mit der gerade herrschenden Vorstellung von politischer Korrektheit nicht mehr vereinbar erscheinen.

Dabei ist die immer wieder behauptete unterschwellige (und, weil schon im Wort selbst steckend, besonders tückische) Dominanz des Maskulinen derart kontraintuitiv und seine Ächtung informationell derart

hinderlich (von ästhetischen Aspekten mal ganz abgesehen), dass man sich schon fragen muss, ob den Initiatoren solcher Eingriffe in den Sprachgebrauch das Augenmaß nicht völlig abhandengekommen ist.

Auch dazu ein paar Beispiele: Wenn ich von meinen „Freunden“ spreche, dann meine ich Menschen, die ich gut kenne und schätze, denen ich vertraue und denen ich mich anvertrauen kann, und es ist vollkommen unerheblich, ob es sich dabei um Männer, Frauen oder jemanden mit anderer sexueller Identität handelt.

Wenn Tarifverhandlungen stattfinden und die Medien darüber berichten, dann geht es naturgemäß um „Arbeitgeber“ und „Arbeitnehmer“; das sind die beiden Seiten, die sich gegenüber sitzen, und im Interesse einer prägnanten Berichterstattung ist es absolut richtig, sie auch so zu benennen. Würde man an der Stelle anfangen, konsequent von „Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern“ und im Gegenzug von „Arbeitgeberinnen und Arbeitgebern“ zu sprechen, dann würde man permanent falsche Akzente setzen und jedesmal die eigentliche Kernaussage vernebeln.

Kritik am Duden

Entsprechend heftig wurde in den Medien auch die jüngste Entscheidung des Duden kritisiert, zunächst in seiner Online-Version 12.000 Personen- und Berufsbezeichnungen durchzugendern, so dass das generische Maskulinum praktisch unterschlagen und außer Kraft gesetzt wird. So findet man jetzt etwa unter „Arzt“ zwar noch die etwas halbherzige unspezifische Angabe „Berufsbezeichnung“, dann wird sie aber zugespitzt auf einen männlichen Mediziner. Der benachbarte Eintrag „Arzt-Patienten-Verhältnis“ hingegen greift bei der Bedeutungsangabe doch wieder aufs generische Maskulinum zurück: „Beziehung, die zwischen einem Arzt und seinen Patienten besteht“. Das zeigt nicht nur, wie schwierig es ist, ohne das generische Maskulinum auszukommen, sondern auch, wie unehrlich, opportunistisch und verdruckst der Duden mit unbequemen Fällen umgeht.

Einwände dieser Art, die reichlich und sehr gut begründet vorgetragen worden sind, können aber die Entschlossenheit der Gender-Lobby, ihre Agenda um jeden Preis durchzusetzen, offenbar nicht erschüttern. Im Gegenteil: Der Erfindungsreichtum, was alles im Sinne der Political Correctness umbenannt werden soll, treibt immer seltsamere Blüten. So begegnen einem nicht nur an jeder Ecke die Studierenden, Dozierenden, Diskutierenden, Teilnehmenden usw., als wäre die Welt von lauter beseelten Partizipien bevölkert, auch per se geschlechtsneutrale Wörter werden erbarmungslos gegendert: Mitglieder und Mitgliederinnen, Gäste und Gästinnen, selbst von Menschinnen war im öffentlichen Rundfunk schon die Rede, und es kann einem tatsächlich passieren, dass die Bundeskanzlerin als Tochterin eines Pfarrers bezeichnet wird. Was für eine

alberne und peinliche Beflissenheit! Eine ehemalige Bundesfamilienministerin brillierte gar mit dem Ausspruch: „Frauen sind die Motorinnen der Integration“.

SuS und LuL am Gymnasium

Derweil hat ein Berliner Sportgymnasium sich kürzlich dazu durchgerungen, im schulinternen Schriftverkehr die Kürzel „SuS“ und „LuL“ (für „Schülerinnen und Schüler“ bzw. „Lehrerinnen und Lehrer“) einzuführen, um dem Zwang zur permanenten Doppelnennung zu entgehen. Und wenn man liest, dass Gleichstellungsbeauftragte von Universitätsangehörigen verlangen, statt „Rednerliste“ „Redeliste“ und statt „Rednerpult“ „Redepult“ zu sagen, nur um den impliziten Rednern ihre Männlichkeit zu entziehen, ist auch noch für eine gewisse Komik gesorgt.

Etwa auf der gleichen Linie liegt die neue Gender-Regel: Wer „jeder“ sagt, muss auch „jede“ sagen. (Was denn: jeder Mann und jede Frau? Jeder Mensch, jede Person, jedes Individuum?). Oder der fröhliche Unfug, dem Indefinitpronomen „man“ (etymologisch entstanden aus dem ahd. Substantiv mit der Doppelbedeutung ‚Mann/Mensch‘; vgl. engl. ‚man‘ und ‚mankind‘) das weibliche Pendant „frau“ an die Seite zu stellen. Da sträuben sich dem Sprachhistoriker die Haare, aber in bestimmten Kreisen gilt das gerade als sehr angesagt und cool.

Und wenn, wie inzwischen selbst in Rundfunkkommentaren häufig zu hören ist, nicht nur die weiblichen Endungen zusätzlich genannt werden („Bürger*innen“), sondern die Sprechpause übersprungen oder weggenuschelt wird, dann verkehrt sich der Sinn der Aussage geradezu ins Gegenteil. Was übrigbleibt, ist nicht intersubjektiv gerechter, sondern objektiv falsch. In solchen Nuancen artikuliert sich ein feministischer Rache-Reflex, der mit den Strukturgesetzmäßigkeiten von Sprache und Semantik nichts, aber auch gar nichts mehr zu tun hat.

Noch weiter gehen Überlegungen, für die wachsende Zahl geschlechtlicher Identitäten sogenannte Neopronomen einzuführen. Das sind fiktive oder aus anderen Sprachen entlehnte pronominale Wörter, die gezielt in die deutsche Sprache eingeschleust werden sollen, um die binäre, nur auf Männliches und Weibliches abstellende Verteilung zu unterlaufen. In der Logik eines allumfassenden Inklusionsgedankens, der für sämtliche Varianten sexueller Identifikation das entsprechende Arsenal an Pronomen bereithalten - oder eben alle herkömmlichen abschaffen will, wäre das natürlich konsequent; und in den oben genannten Handlungsempfehlungen der ‚Buko‘ werden solche Vorschläge allen Ernstes diskutiert.

Jahrzehntelange Propaganda

Im Grunde sind das alles Symbolhandlungen, mit denen man politische oder weltanschauliche Statements abgibt, aber nicht Sprachkompetenz unter Beweis stellt. In der Massierung haben sie längst etwas Zwanghaftes und Unterwürfiges; gleichwohl entfalten sie ihre suggestive Wirkung. Nach Jahr(zehnt)en teils offener, teils subtiler Propaganda haben sie dazu geführt, dass die Sprachgemeinschaft tief gespalten ist.

Während große Teile vor allem des akademischen Milieus sich gerne behaglich im alternativen Diskurs einrichten und gegenüber den Restriktionen, die der neue sprachpolitische Verhaltenskodex ihnen abverlangt, erstaunlich indolent sind, kocht die Volksseele hoch.

Die ganz überwiegende Mehrheit der Bevölkerung, das zeigt jedes Meinungsforum zum Thema in den öffentlichen Medien, empfindet den „Gender-Sprech“ als abwegig und den Konformitätsdruck als obrigkeitliche Bevormundung. Das kann nicht wirklich überraschen. Und man muss hinzufügen: Wenn diese neue Form der Sprachreinigung und die moralische Umwertung tief im Sprachgebrauch verankerter Ausdrucksformen so weitergeht, dann wird die Kommunikation künftig sehr anstrengend.

Das generische Maskulinum aus dem Sprachgebrauch zu verabschieden, ist jedenfalls keine gute Idee. Klüger wäre es, darüber aufzuklären, dass es sachlich keinen Grund gibt, sich davon diskriminiert zu fühlen. Das allerdings ist von einer programmatisch auf den Gender-Aspekt festgelegten Linguistik kaum zu erwarten. Allein der Gedanke, den männlichen Herrschaftsgestus nicht nur zu beschreiben, sondern in der Tiefenstruktur der Sprache selbst dingfest zu machen, ist eine Verlockung, der sie *schwerlich* widerstehen wird.

Aber sollte nicht gerade umgekehrt die Öffnung hin zu diversen Identitäten, für deren Einbindung die Sprache keine Kategorien bereithält, ein Argument sein, mit dem einzig generisch-integrativen Genus - dessen Benennung als „Maskulinum“ man aus heutiger Sicht für einen terminologischen Betriebsunfall halten kann - etwas pfleglicher umzugehen?! Überhaupt: Hätte man in der historischen Grammatik nicht ausgerechnet diese aus der Biologie entlehnten Begriffe gewählt, um Substantive zu klassifizieren, müssten wir die ganze heutige Diskussion nicht führen!

Es gibt tausend Gründe und Möglichkeiten, für Gleichberechtigung und Gleichbehandlung von Männern und Frauen ebenso wie von Menschen anderer Geschlechtlichkeit einzutreten, aber das Gebiet der Grammatik sollte man dabei tunlich aussparen. Es ist definitiv das falsche Schlachtfeld.

Der Autor ist Linguist und Lexikograph bei der Arbeitsstelle „Goethe-Wörterbuch“ der Berlin-Brandenburgischen Akademie der Wissenschaften.

"La gauche doit rompre avec l'idéologie mortifère du progressisme américain"

Tribune

Par Paul Melun

Publié le 23/03/2021 à 17:53

Paul Melun, essayiste et co-auteur de "Enfants de la déconstruction", analyse l'évolution de la gauche française.

Les Etats-Unis, pays de Bernard Madoff, des fonds de pension vautours et des OPA hostiles, montre depuis 1945 qu'il maîtrise aussi bien la colonisation économique que l'influence culturelle. Fidèle à cette tradition, importatrice de fast-foods et de réseaux sociaux, les idéologues du progressisme s'activent outre-Atlantique pour faire main basse sur le débat public Occidental. A la manière des canettes de sodas ou des blockbusters de jadis, la diffusion de leurs concepts passe par un marketing criard et une communication innovante.

IMPORTATION DU MACARTHYSME

C'est ainsi que des théories rocambolesques, dénuées de fondements intellectuels, à l'instar du "privilège blanc", des "théories du genre" ou du "décolonialisme" ont fait leur apparition dans la vie des Français ces dernières années. Une part importante des élites nationales, en pâmoison face à la culture américaine, s'est fait le relais fidèle de ces concepts auprès de la vieille patrie tricolore. Les Français des villes furent les premiers noyés sous ce mélange vaseux, fait de prêchi-prêcha écocitoyen, d'antisexisme puritain et d'antiracisme revanchard. Il ne se passe désormais plus une semaine en France sans mise au pilori du racisme ou sexisme présumé d'un nouvel accusé. La tradition maccarthyste est désormais importée en France, plus d'un siècle après l'affaire Dreyfus.

"Ni la surveillance de masse, ni les privations de libertés ou la prohibition généralisée ne semblent froisser l'intelligentsia de la gauche française"

Contre toutes attentes, en dépit de son histoire et de ses valeurs, la gauche française s'est fait le porte-voix zélé de cette nouvelle société, pourtant née dans les campus états-uniens. Exit l'anti-impérialisme américain, la défense de la laïcité ou la passion du débat et de la satire ; la nouvelle gauche se reconnaît désormais dans le puritanisme américain, défend une religion plus que la République et traîne en justice ses opposants politiques. Ni la surveillance de masse, ni les privations de libertés ou la prohibition généralisée ne semblent froisser l'intelligentsia de la gauche française, pis, elle y trouve son compte.

Les nouveaux édiles écologistes sont plus prompts aux "cours d'écoles non-genrée" et à la lutte contre le tour de France, qu'à venir en aide aux plus démunies ou à protéger leurs administrés. L'Unef [organise des réunions et manifestations interdites aux hommes et aux blancs](#), en dépit de la tradition de concorde et de fraternité française. La gauche dite de gouvernement a été débordé par le gauchisme militant en 2017 et s'est effondrée. Le PS était alors pris en étau entre la tradition républicaine et laïque et le gauchisme militant, en témoigne le second tour Valls-Hamon à la primaire socialiste.

Si les partis socialistes et communistes du début du siècle s'accompagnaient de penseurs et d'intellectuels aux racines solides, la nouvelle gauche erre, désorientée dans le débat public sans buts ni fondements théoriques. L'Europe ? Impossible de trancher. La mondialisation ? Impossible de se positionner.

L'économie de marché ? Impossible de créer une alternative. La diplomatie ? Impossible de fixer un cap. L'inconséquence de la néo-gauche sur ces sujets, pourtant fondamentaux, la réduit au militantisme de bas-étage, aux leçons de morales mielleuses et à l'indignation anti-raciste à la petite semaine.

Perdue dans le brouillard intellectuel, la gauche française se trouve incapable de condamner franchement l'hallali sonnée [contre deux professeurs de l'IEP de Grenoble](#), tout en cautionnant les alliances locales avec les défenseurs de l'islam politique. Plus divisée que jamais, le seul trait d'union de cette gauche réside dans sa condamnation théâtrale de la pensée "réactionnaire", "conservatrice" et du "fascisme". L'acceptation de ces concepts s'avère bancal et revient le plus souvent à condamner à priori tout débat interne ou externe.

"La gauche sera vidée de sa substance et son contenu sera remplacé"

Le résultat de ce chaos est simple. La gauche, même unie, est historiquement basse et représente moins de 25% de l'électorat national, elle est incapable de proposer un modèle alternatif au libéralisme et le fossé entre ses cadres dirigeants et ses sympathisants n'a jamais été aussi béant. Politiquement, la gauche ne se maintient que grâce au bon travail de ses élus locaux dans les communes, les départements et les régions, et par la résilience de ses collectifs dans les territoires. Peu à peu, les militants et les sympathisants se sentent trahis, laissés sans réponses lorsqu'il s'agit de la précarité, de l'insécurité ou de l'avenir de leurs enfants.

Si elle veut sortir de son coma, la gauche doit rompre avec l'idéologie mortifère du progressisme américain et son enfermement dans les théories racialistes et de genre. Faute de quoi, elle finira par défendre le transhumanisme et le multiculturalisme sans même sans rendre compte. Comme les entreprises victimes de l'OPA d'un fond de pension, la gauche sera vidée de sa substance et son contenu sera remplacé. Le nom demeurera, plus les idées.

KARLSRUHE STOPPT STEINMEIER:

Befehl statt Bitte

- VON CONSTANTIN VAN LIJNDEN
- -AKTUALISIERT AM 26.03.2021-15:18



Das Bundesverfassungsgericht hat dem Bundespräsidenten förmlich untersagt, das Zustimmungsgesetz zum Corona-Wiederaufbaufonds zu unterzeichnen. Üblicherweise werden solche Fälle in informeller Absprache geregelt.

Das Bundesverfassungsgericht hat Bundespräsident Frank-Walter Steinmeier in einer Eilentscheidung angewiesen, das deutsche Beitrittsgesetz zum europäischen Corona-Wiederaufbaufonds vorerst nicht zu unterzeichnen. Der Bundestag hatte der deutschen Beteiligung an dem 750 Milliarden Euro umfassenden Hilfsprogramm am Donnerstag zugestimmt; am Freitag folgte sodann die Zustimmung des Bundesrates.

Zu den Kritikern des Wiederaufbaufonds zählt unter anderem der AfD-Gründer Bernd Lucke, dessen „Bündnis Bürgerwille“ bereits Anfang der Woche angekündigt hatte, gegen die deutsche Beteiligung vor das Bundesverfassungsgericht ziehen zu wollen. Die Kritiker befürchten, dass finanzschwache Mitgliedstaaten nicht in der Lage sein werden, ihren Anteil an dem Schuldenpaket zurückzuzahlen, sodass zahlungskräftige Länder ihre Verpflichtungen gegenüber den Kreditgebern würden übernehmen müssen.

Unkalkulierbare finanzielle Belastungen?

Dadurch könnten auf Deutschland finanzielle Verpflichtungen zukommen, deren Höhe zum jetzigen Zeitpunkt noch gar nicht absehbar, potentiell aber astronomisch sei. So werde der Weg in die „Schuldenunion“ geebnet, bei der die einen für die Wirtschaftskrisen der anderen hafteten – zumal absehbar sei, dass es bei der einmaligen Kreditaufnahme in der Pandemie nicht bleiben werde. Das Bundesverfassungsgericht solle deshalb einschreiten, noch bevor Bundespräsident Steinmeier das „Eigenmittelbeschluss-Ratifizierungsgesetz“ unterschreibe. Andernfalls würde Deutschland Verpflichtungen eingehen, aus denen es sich selbst bei einer späteren stattgebenden Entscheidung des Bundesverfassungsgerichts womöglich nicht mehr lösen können.

Jedenfalls diesem letzten Argument sind die Karlsruher Richter nun offenbar gefolgt. In einem sogenannten Hängebeschluss haben sie dem Bundespräsidenten untersagt, das Gesetz zu unterzeichnen. Eine nähere Begründung enthält der Beschluss noch nicht; diese soll nachgereicht werden. Mit an Sicherheit grenzender Wahrscheinlichkeit wird sich das Bundesverfassungsgericht darin jedoch nicht zur eigentlichen Zulässigkeit des Wiederaufbaufonds äußern, sondern lediglich darauf hinweisen, dass man für die weitere Prüfung habe Zeit gewinnen wollen, bevor durch eine Unterzeichnung Tatsachen geschaffen würden.

Hat Steinmeier eine Stillhalteusage abgelehnt?

Der Vorgang ist dennoch ungewöhnlich, denn eigentlich entspricht es dem politischen Komment, dass das Bundesverfassungsgericht den Bundespräsidenten in solchen Konstellationen informell auf die laufende Prüfung hinweist und ihn bittet, mit seiner Unterschrift bis zu einer Entscheidung zu warten, statt ihm dies durch einen förmlichen Beschluss zu untersagen. Ob es eine solche informelle Anfrage in diesem Fall gegeben hat, und, falls ja, wie sie beschieden wurde, wollte das Bundesverfassungsgericht auf Anfrage der F.A.Z. nicht mitteilen und verwies auf das Bundespräsidialamt.

Von dort hieß es auf Anfrage der F.A.Z., ein entsprechendes Ersuchen sei „telefonisch auf Arbeitsebene“ eingegangen. Zu den Einzelheiten des Gesprächs könne man sich nicht äußern, das Ersuchen des Verfassungsgerichts sei aber jedenfalls nicht abgelehnt worden; über den Beschluss von Freitagnachmittag sei man „überrascht“ gewesen. Womöglich liegt dem ungewöhnlichen Vorgang also ein Scheitern in der Kommunikation zugrunde, denn Fragen dieser Tragweite werden üblicherweise nicht auf der Arbeitsebene besprochen – eine unmissverständliche Zusage dürfte es aus dem Präsidialamt jedenfalls nicht gegeben haben, da für den Beschluss dann kein Anlass bestanden hätte.

Kampfeslustiges Verfassungsgericht

Das Bundesverfassungsgericht hat sich bereits in der Vergangenheit kreativ und kampfeslustig gezeigt, wenn es darum ging, der schleichenden Kompetenzerweiterung der europäischen Union zulasten der deutschen Staatsgewalt entgegenzutreten – so zuletzt in seinem Urteil zum Anleihenkaufprogramm der Europäischen Zentralbank vom vergangenen Mai, das einem Erdbeben im Machtgefüge zwischen Karlsruhe, Berlin, Brüssel und Luxemburg gleichkam.

Eine der Hürden, welche die Karlsruher Richter dabei eingezogen haben, ist das sogenannte Budgetrecht und die „haushaltspolitische Gesamtverantwortung“ des Bundestages, also das Recht der gewählten Volksvertreter, über die Verwendung von Steuergeldern und Staatsfinanzen zu bestimmen.

Dass die Übernahme von Zahlungspflichten, deren Eintritt und Höhe sich der Kontrolle Deutschlands entziehen, diesem Verfassungsprinzip entgegenstehen kann, hat das Bundesverfassungsgericht bereits in der Vergangenheit deutlich gemacht. Ob diese Grenze mit dem Corona-Wiederaufbaufonds überschritten ist, wird jedoch noch von zahlreichen rechtlichen Detailfragen abhängen.

Wann eine Sachentscheidung im Eilverfahren ergehen wird, kann das Bundesverfassungsgericht derzeit nicht mitteilen. Da der Fall einerseits rechtlich komplex und politisch aufgeladen, andererseits aber auch in hohem Maße eilbedürftig ist, dürfte eine Zeitspanne von einigen Wochen, vielleicht auch wenigen Monaten realistisch sein. Mindestens bis dahin wird sich auch das Inkrafttreten des Wiederaufbaufonds verzögern.

Dante: «Le politiquement correct s'apparente à une forme de suicide culturel»

FIGAROVOX/ENTRETIEN - La nouvelle traduction néerlandaise de *L'Enfer* de Dante a été amputée de sa référence au prophète Mahomet afin de «ne pas blesser inutilement». Christophe de Voogd s'inquiète du triomphe du nouveau politiquement correct, qui vise uniquement l'héritage occidental.

Par **Aziliz Le Corre**

Publié le 26/03/2021 à 11:39, mis à jour le 26/03/2021 à 11:39



Fresque intérieure de la basilique de San Petronio à Bologne, par Giovanni da Modena, illustrant la *Divine Comédie* de Dante. [jjfoto/jjfoto - stock.adobe.com](https://www.jjfoto.com)

Christophe de Voogd est historien à Sciences Po, spécialiste de rhétorique politique et des «usages du passé», auteur de Histoire des Pays-Bas des origines à nos jours (Fayard).

FIGAROVOX. - La nouvelle traduction néerlandaise de «L'Enfer» de Dante a été amputée de sa référence au prophète Mahomet afin de «ne pas blesser inutilement», comme le raconte Courrier International. Diriez-vous qu'il y a volonté de censure?

Christophe DE VOOGD. - Le mot de censure est très général et renvoie d'abord dans l'histoire littéraire à l'intervention des autorités religieuses ou politiques, donc à une restriction de la liberté de création venue d'en haut. Ici nous avons affaire à une décision de l'éditeur, donc un acteur de la société civile, touchant non pas à l'expression d'un auteur vivant mais au patrimoine littéraire lui-même, à travers l'un des livres phares de la culture occidentale, *La Divine Comédie* de Dante. Il s'agit donc d'une véritable réécriture sélective du passé à la tonalité orwellienne. Elle s'inscrit en fait parmi toute une série d'affaires récentes touchant les films, les livres, les programmes scolaires et universitaires: application d'une *cancel culture* qui proscrie tout ce qui est susceptible d'«offenser» une «sensibilité», ici celle des musulmans, qui n'ont pourtant en l'occurrence rien demandé.

Il s'agit d'une véritable réécriture sélective du passé à la tonalité orwellienne

Précisons toutefois qu'il s'agit ici non pas d'une traduction (il y en a de récentes et d'excellentes aux Pays-Bas comme en France) mais d'une adaptation pour la jeunesse, spécialité de la très récente et très mineure maison d'édition néerlandaise Blossom Books, qui n'espérait sans doute pas une telle publicité. La traductrice/adaptatrice n'est d'ailleurs pas du tout une spécialiste de l'italien. Mais le fait qu'il s'agisse du deuxième incident à quelques semaines de distance après la renonciation de la traduction du poème d'Amanda Gorman par une traductrice blanche, montre que la culture woke se répand aux Pays-Bas. J'observe -signe des temps- que cela suscite davantage d'intérêt en France que les élections néerlandaises qui se sont tenues la semaine dernière.

Selon vous, s'agit-il d'une renonciation nécessaire dans le contexte actuel?

Votre question pourrait justifier l'autocensure. Les menaces pesant sur tous ceux qui, de près ou de loin, s'interrogent sur l'islam, voire qui dénoncent le seul islamisme, doivent-elles y conduire? C'est tout l'enjeu des suites de la tragédie de Samuel Paty: conduira-t-elle à une réaction ferme des partisans de la liberté d'expression ou au contraire au triomphe du nouveau politiquement correct, par une combinaison de peur et de lâcheté? Mais il a encore plus: toute cette agitation autour de la «sensibilité» des uns ou des autres repose en fait sur une profonde ignorance littéraire et historique, dont je constate les progrès chaque jour.

Toute cette agitation autour de la «sensibilité» des uns ou des autres repose en fait sur une profonde ignorance littéraire et historique, dont je constate les progrès chaque jour.

Ignorance d'abord de ce qu'est la littérature qui est une «offense» permanente aux préjugés, aux comforts et aux enfermements de l'entre-soi, puisqu'elle est par définition l'ouverture à tous les possibles, la traversée imaginaire des «cercles» concentriques de la condition humaine, «l'appropriation», comme on dit aujourd'hui, par l'auteur comme par le lecteur d'autres destinées que la leur. Ignorance ensuite du texte de Dante qui envoie dans son *Enfer* quantité de papes et de héros, ainsi que des homosexuels, qui devraient donc eux aussi demander une épuration pour «ne pas être blessés». Et faire de Dante un «islamophobe» avant la lettre fera sourire tous ceux qui connaissent les hommages rendus dans son poème à Saladin ou à Averroès. À quoi s'ajoute l'hypothèse, il est vrai controversée, que Dante s'est aussi inspiré de l'eschatologie musulmane. J'observe que, bien plus habilement, le pape François vient de saluer au même moment (celui du 700^e anniversaire de la mort de Dante) la *Divine Comédie* en rappelant au passage tous les hommages de ses prédécesseurs. Enfin, ce livre, à la forte inspiration ésotérique, nourri de toute la mythologie antique et de la spiritualité chrétienne, tout en fourmillant de détails sur la réalité politique italienne des années 1300, s'oppose, dans son foisonnement même, à toute lecture réductrice et ouvre depuis des siècles la voie à quantité d'interprétations.

Après une levée de boucliers, la maison d'édition a finalement réintégré le passage, en ajoutant une note de bas de page. Ces précautions vous semblent-elles nécessaires?

Si l'on veut terminer sur une note positive, l'on peut quand même se réjouir qu'une maison d'édition mineure ait eu envie de proposer ce texte canonique aux jeunes générations, considérant donc qu'il y avait là un trésor à faire redécouvrir. Si le passage sur Mahomet est finalement rétabli, on ne peut que s'en féliciter et, comme pour la question des statues et autres marqueurs de notre patrimoine, une explication - une «contextualisation» comme on dit aussi aujourd'hui - est très utile pour des générations qui n'ont quasiment plus de bagage historique; et qui, prises dans le présentisme de notre postmodernité, n'ont plus le sens de la différence des temps.

La culture woke s'attaque exclusivement au patrimoine occidental, dans ce qu'il faut bien appeler une forme de suicide culturel.

Encore faut-il veiller de près à la rédaction de cette «contextualisation», qui consiste souvent à excuser nos «pauvres» prédécesseurs de ne pas avoir atteint notre excellence éthique. J'ai donc bien peur que cela ne remette pas vraiment en question l'anachronisme permanent que constitue la culture *woke* qui revisite avec les valeurs d'aujourd'hui, sécateur moral en main, le passé, y compris le plus lointain. Le passé occidental,

plus exactement car, curieusement, personne ne semble «s'offenser» de l'homophobie, du racisme ou de la misogynie présente dans d'autres cultures. Cette sélectivité est à mes yeux le signe d'une entreprise politique et non scientifique, provenant d'abord des Occidentaux eux-mêmes, exclusivement tournée contre tout ce qui constitue le patrimoine occidental, dans ce qu'il faut bien appeler une forme de suicide culturel. Que les études classiques et l'héritage chrétien soient particulièrement visés en ce moment dans une civilisation fondée, comme disait Valéry, sur les héritages cumulés d'«Athènes, Rome et Jérusalem», en est la preuve indubitable. Or la *Divine Comédie* est sans doute l'une des expressions les plus symboliques et les plus achevés de ces trois héritages, magistralement croisés et réinterprétés par Dante.

Mais comme, encore une fois, je tenais à terminer sur une note positive: constatons que le rétablissement du passage sur Mahomet dans la nouvelle adaptation néerlandaise, après le retour - «contextualisé, bien sûr! - d'*Autant en emporte le vent* dans le catalogue de HBO, montre que les réactions de l'opinion ont leur effet. C'est du moins l'espoir auquel je veux me raccrocher. À moins que les experts «woke» ne viennent nous expliquer que la division et le conflit entre «Guelfes blancs» et «Guelfes noirs», auquel Dante prit une part active (qui faillit lui coûter la vie), avaient une dimension raciale évidente...D'autant que Dante avait pris le parti des «blancs»!

Relance économique: «La solution passe par plus de travail!»

FIGAROVOX/TRIBUNE - Un PDG d'entreprise, Arnaud Dupui-Castérès appelle à une mobilisation générale des forces de travail françaises pour soutenir le plus vite possible la relance économique du pays et réparer les dommages causés par une année de Covid.

Par Arnaud Dupui-Castérès

Publié le 26/03/2021 à 08:48, mis à jour le 26/03/2021 à 08:48

Arnaud Dupui-Castérès est le PDG et fondateur de Vae Solis Communications.

Le Gouvernement nous a annoncé fièrement, et à raison, il y a une dizaine de jours que plus de 250.000 personnes se sont fait vacciner les samedi 6 et le dimanche 7 mars. On ne peut que s'en réjouir.

C'est une bonne nouvelle qui vient éteindre le début de polémique apparu après le dimanche 28 février durant lequel, il semble qu'il n'y ait quasiment pas eu de vaccination en France là où il y en avait eu plusieurs centaines de mille en Grande-Bretagne et près de 2 millions aux USA.

Cette anecdote en dit long sur la place du travail en France depuis l'apparition de cette épidémie. C'est-à-dire, presque nulle part. Voilà un sujet qui visiblement n'a pas sa place dans le débat public ou presque et on peut le regretter.

On se souvient du rituel de 20h au printemps lorsque nous applaudissions les personnels soignants ; nous célébrions alors leur engagement, leur mobilisation, leur travail.

Depuis, beaucoup de Français s'engagent eux aussi dans leur métier, beaucoup réclament de pouvoir le faire et demandent à ouvrir leur activité, nombreux sont les Français qui se réjouissent que les écoles n'aient pas fermé depuis septembre 2020, leur permettant ainsi de poursuivre une activité professionnelle. Mais la France silencieuse ne trouve guère d'écho auprès des autorités ou dans la décision publique. Sauf pour le freiner voire l'interdire.

De nombreuses ressources n'ont pas été mobilisées par l'État (armée, médecins, vétérinaires), contrairement à ce qu'il se fait dans de nombreux pays.

Sur les deux aspects essentiels de cette crise, le sanitaire et l'économique, une grande partie de la solution passe par la mobilisation des forces de travail françaises. Et donc par plus de travail.

Sur le plan sanitaire, les personnels soignants ont été largement mis à contribution, mais dans cette phase de vaccination, si laborieuse dans les deux premiers mois, l'administration n'a pas voulu autoriser tous les acteurs possibles à se mobiliser. C'est vrai des pharmaciens qui auront dû attendre la mi-mars pour enfin pouvoir vacciner (comme nous avons attendu la mi-mai pour les autoriser à vendre des masques!).

De nombreuses ressources n'ont pas été mobilisées par l'État (armée, médecins, vétérinaires), contrairement à ce qu'il se fait dans de nombreux pays. Si nous sommes sur la ligne de crête d'un reconfinement depuis plusieurs semaines, ce n'est pas en raison d'un manque de place en réanimation, mais parce qu'il manque du personnel en réanimation dans les hôpitaux. Est-ce que les réserves ont été mobilisées? Médecins du privé, jeunes retraités, etc.... Non!

Sur le front économique, la réaction immédiate et massive du Gouvernement a permis de préserver les acteurs économiques. Ce fut nécessaire, efficace et salutaire.

Mais faut-il poursuivre aussi longtemps la mise sous cloche de l'économie, la généralisation de la subvention d'une économie qui sortira amollie et démoralisée? Le Groupe Accor avait proposé au printemps dernier de mettre ses hôtels à disposition pour isoler les malades de la Covid 19. Comme cela s'est fait dans tous les pays qui ont géré avec succès cette pandémie.

Eh bien, en France, non seulement nous avons choisi de ne pas isoler, avec le succès que l'on connaît, mais nous subventionnons le secteur de l'hôtellerie pour compenser les fermetures. N'eut-il pas été préférable de payer les hôteliers à héberger des cas suspects, des cas contacts et des malades qui auraient pu s'isoler pour protéger leurs proches?

Le réflexe systématique pour le choix du non-travail est probablement ce qui distingue le plus la France dans la gestion de cette crise.

De nombreuses activités ont été fermées (musée, restaurants, théâtres, magasins...) les entreprises ont été incitées à généraliser massivement le télétravail, sans que les résultats ne soient réellement probants sur le ralentissement de la prolifération de l'épidémie et encore moins en comparant ce qui a été fait dans d'autres pays.

Le réflexe systématique pour le choix du non-travail est probablement ce qui distingue le plus la France dans la gestion de cette crise. C'est malheureux car c'est par le travail que nous parviendrons à lutter contre ce fléau, que nous retrouverons une vie normale au quotidien et que nous pourrons progressivement effacer les stigmates de la crise économique et sociale qui nous afflige.

N'oublions pas qu'en dépit de l'injection massive d'argent emprunté (la fameuse dette), près de 180 milliards€ en plus des déficits habituels, la France a vu son économie et sa richesse s'atrophier de plus de 8%. Cette chute vertigineuse va provoquer des conséquences en chaîne dramatiques pour de nombreux secteurs d'activités, pour les salariés et tous les Français. Et, en ce début d'année, nous persévérons dans cette voie.

Seul le travail nous permettra de faire face à une situation caractérisée par la gangrène de la dette, des déficits publics, du chômage, de l'inoccupation, qui viennent s'ajouter bien évidemment aux malades et aux morts de la COVID 19. Comme si ajouter un mal au mal pouvait nous prémunir de ce dernier.

Nombreux sont ceux qui demandent à reprendre le travail. Ils devraient pouvoir le faire et nous devrions tous nous demander comment faire plus durant les mois à venir.

À l'heure où la grande majorité des pays n'ont pas arrêté de travailler ou se sont relancés, il y a un impérieux devoir à la mobilisation générale pour effacer le plus vite possible ces virus qui fragilisent l'édifice républicain et démocratique.

Nombreux sont ceux qui demandent ardemment à reprendre le travail. Ils devraient pouvoir le faire très vite et nous devrions tous nous demander comment faire plus durant les mois à venir.

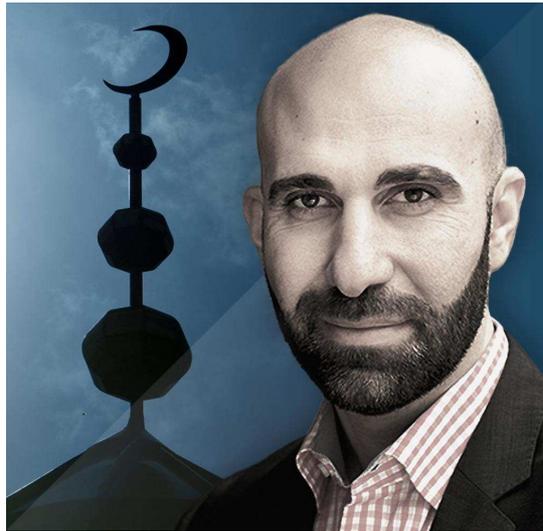
Pour que cet élan national émerge, il faudrait que le gouvernement, non seulement, laisse les Français le faire mais les y incite fortement. Or, cette mobilisation ne pourra se faire du jour au lendemain. Elle nécessite une préparation intense pour réparer les dommages d'une année émoullente.

La machine à vacciner est lancée, c'est donc maintenant qu'il faut penser à la relance et impliquer chaque français à la soutenir de ses efforts. Il ne reste plus que le Gouvernement donne le signal de départ!

Wie der legalistische Islam unsere Demokratie bedroht

...| Lesedauer: 8 Minuten

Von Ahmad Mansour



Der legalistische Islam versucht auf legalem Wege, die Demokratie zu unterwandern. Das zeigen Gruppen wie die Muslimbruderschaft oder Milli Görüs, erklärt Ahmad Mansour

Quelle: pa/dpa, Heike Steinweg; Montage: Infografik WELT

Salafisten und Dschihadisten kämpfen offen für das Kalifat. Gefährlicher sind aber die islamistischen Kräfte, die verdeckt agieren: Wie der legalistische Islam unsere demokratische Grundordnung unterwandert und sogar die Politik für sich einspannt.

Im Jahr 2016 wurde zum ersten Mal der „European Islamophobia Report“ veröffentlicht. Laut Eigenbeschreibung „bietet der Islamophobie-Bericht eine allgemeine Bewertung zur Islamophobie in Europa“. Seitdem erscheint er jedes Jahr. 2018 las ich meinen Namen das erste Mal darin.

Im Abschnitt über Österreich stand unter der Überschrift „Central Figures in the Islamophobic Network“ (Zentrale Figuren im islamophoben Netzwerk), ich gehörte zu den lautstärksten islamfeindlichen Stimmen in der Öffentlichkeit. Ein Jahr später, als das Projekt sogar durch Gelder der Europäischen Union unterstützt wurde, wurde mir vorgeworfen, muslimische Stimmen systematisch aus der Öffentlichkeit zu verbannen.

Ich war nicht der einzige liberale Muslim, der in diesen Reports als anti-muslimisch und islamophob bezeichnet und auf dieselbe Stufe gestellt wurde wie Rechtsradikale, Rassisten und Menschen, die Gewalt gegen Muslime ausübten. Was hatten wir getan?

Wir müssen über den Politischen Islam reden

Wir hatten öffentlich Kritik am Politischen Islam und der dahinterstehenden Ideologie geäußert. Wir hatten über die Versuche von Islamisten gesprochen, demokratische Gesellschaften zu unterwandern. Wir hatten versucht, europäischen Muslimen eine liberale Perspektive anzubieten. War unsere Kritik angebracht und berechtigt? Ich meine: unbedingt. Ist der Politische Islam ein Thema, das emotional aufgeladen ist und deshalb oft nicht sachlich betrachtet wird? Leider ja. Sollten wir als Gesellschaft trotzdem offen darüber sprechen? Es führt kein Weg daran vorbei. Um all das geht es hier.

Die Unterwanderung demokratischer Gesellschaften durch Islamisten: Ich weiß, diese Worte triggern und lösen Emotionen aus – vor allem in Zeiten der schnellen Empörung. Die einen werden sich sofort bestätigt fühlen, dass die Gefahren des Islam real sind, dass Deutschland die Islamisierung drohe und sich bald alle Frauen nur noch mit Kopftuch zeigen dürften. Andere wiederum werden jemanden, der diese Worte benutzt, sofort als Nazi bezeichnen, als jemanden, der den Rechtsradikalen Argumente liefert, sie unterstützt und die Islamophobie vorantreibt. Beide Gruppen muss ich enttäuschen. Mit beiden Betrachtungsweisen hat das Thema des Politischen Islams, auch legalistischer Islam genannt, nichts zu tun. Im Gegenteil.

Es geht nicht um den Islam und die Muslime, sondern um eine bestimmte Gruppe von Islamisten mit einer klaren Ideologie, die auch unter Muslimen selbst sehr umstritten ist. Genauso wenig wird es in dieser Artikelserie darum gehen, irgendjemanden zu bestätigen. Es geht darum, eine Realität abzubilden. Und zwar richtig. Ohne Beschönigung, ohne falsche Toleranz und ohne Panikmache.

Das Ziel aller Islamisten ist das Kalifat

Unter dem Begriff Islamismus werden verschiedene Bewegungen und Strömungen zusammengefasst, die eines gemeinsam haben: Islamisten sehen im Islam eine universale, gottgewollte Ordnung, die jeden, wirklich jeden Bereich des Lebens umfasst. Der Islam, so die Überzeugung, ist also nicht nur eine persönliche, private religiöse Angelegenheit, sondern auch eine juristische und politische. Individualität, Pluralismus, Gleichberechtigung, Meinungsfreiheit, Säkularität, Volkssouveränität und viele andere Errungenschaften, die demokratische Gesellschaften ausmachen, werden abgelehnt. Nur religiöse Gebote und heilige Texte entsprechen dem Willen von Allah und stehen somit über jeder weltlichen, von Menschen gemachten Ordnung. Das Ziel aller Islamisten ist es, ein Kalifat zu errichten.

Was die islamistischen Strömungen aber voneinander unterscheidet, ist ihre Herangehensweise, diese religiös legitimierte Gesellschafts- und Staatsordnung zu etablieren. Es gibt Dschihadisten und Salafisten:

Sie wollen missionieren, haben dabei aber keinen langen Atem und wollen sofort einen Gottesstaat errichten. In manchen Fällen setzen sie auch Gewalt ein. Sie geben sich nach außen durch ihr Erscheinungsbild zu erkennen und lehnen Erneuerungen oder Anpassungen an die Gesellschaften, in denen sie leben, ab. Sie als Islamisten zu identifizieren und sie zu beobachten ist vergleichsweise leicht. Trotzdem darf nicht vergessen werden, dass sie nur einen Teil des islamistischen Spektrums ausmachen.

Die Gefahren des legalistischen Islam

Der überwiegende Teil, der legalistische Islam, geht einen anderen Weg: Er versucht – wie der Name schon sagt – auf legalem Wege, also ohne den Einsatz von Gewalt, Einfluss auf Politik und Gesellschaft zu nehmen. Unter ihm fallen beispielsweise Organisationen wie die Muslimbruderschaft oder Milli Görüs. Sie alle haben eine unfassbare Ausdauer, planen langfristig, machen kleine Schritte, arbeiten punktuell, lokal. Das Kalifat werden sie selbst nicht erleben, das ist ihnen klar. Sie nutzen die Strukturen der Demokratie, um sich zu verbreiten – in der Polizei, in der Politik, in der Wissenschaft, in den Medien, in der Integrations- und Sozialarbeit.

Man wird unter ihnen niemanden treffen, der offen sagt: „Wir wollen den Staat unterwandern.“ Man wird auch keine klaren Strukturen finden können, denn wer meint, hinter dem legalistischen Islam stehe die eine, lenkende Hand, liegt falsch. Was man weiß: Die wichtigste Bewegung des legalistischen Islam in Europa ist die Muslimbruderschaft.

Doch auch sie ist keine zusammengehörige Organisation, die sich nach außen als Netzwerk präsentiert, auch wenn es der Name vermuten lässt. Strukturen und Vernetzungen wurden irgendwann eine Belastung für die Arbeit dieser Organisation. Sie erkannte, dass sie auf nachverfolgbare Netzwerke verzichten konnte, weil das Ziel klar war und die ideologische Verbundenheit zählte. Ob jemand dazugehört, merkt man also nicht durch ein Schild an der Bürotür, auf dem „Muslimbrüder“ steht, oder durch Mitgliedsausweise, sondern nur durch Gesinnungen und Handlungen. Und das macht den Kampf gegen sie so schwer.

Für die Umsetzung ihrer Agenda arbeiten sie auf verschiedenen gesellschaftlichen Ebenen. Sie dringen in die Systeme ein, erzeugen Empathie und versuchen, Einfluss auf das politische und gesellschaftliche Geschehen zu nehmen. So bieten sie sich beispielsweise der Politik als Vermittler zwischen den Kulturen an und versuchen, durch den Appell an die Toleranz mehr Freiräume zu bekommen. Sie setzen auf die Islamisierung von Kindern und Migranten, die Anschluss suchen. Sie setzen auf den Fortbestand von Parallelgesellschaften und das Misslingen von Integration. Sie setzen auf die Schwächung der Grundrechte,

die im Widerspruch zu ihren Werten stehen. Sie gründen beispielsweise Vereine, in deren Namen die Worte „Integration“, „Dialog“ oder „Humanismus“ vorkommen. Das klingt gut.

Welche Art von Humanismus dort allerdings gelehrt wird und wo die Grenzen des Dialogs und der Integration liegen, wird selten hinterfragt. Sie wollen Kritiker ausschalten und Diskurse manipulieren. Und so passiert es leicht, dass diese Prozesse nicht nur von Islamisten gesteuert und angefeuert werden, sondern auch – freiwillig und unfreiwillig, wissend und unwissend – von anderen Akteuren wie Politikern, Journalisten, Wissenschaftlern, Lehrern oder Aktivisten.

Ich weiß, wie schwer es ist, legalistische Islamisten zu erkennen, weil es um eine Ideologie geht und keine Struktur oder definierbare Gruppe dahintersteht. Wie soll man diese Menschen überhaupt identifizieren? Etwa alle Muslime unter Generalverdacht stellen? Die Notwendigkeit der genauen Beobachtung macht die Sache kompliziert – und die Ausbreitung populistischer Meinungen so einfach: Die einen stempeln jegliches Misstrauen als Islamophobie ab, die anderen werfen jedem Muslim vor, eine Agenda zu haben.

Feststeht: Der legalistische Islam ist ein Angriff auf die DNA unserer Gesellschaft. Dessen muss man sich bewusst sein. Es ist der Versuch, die Gesellschaft langsam auszuhöhlen – zugunsten eines konservativen Islam und zuungunsten der demokratischen Ordnung. So agiert der legalistische Islam immer: Egal, wo er mit demokratischen Mitteln an die Macht kam, hat er die Demokratie hinterher abgeschafft. Das ist hier mit „Unterwanderung“ gemeint, nicht etwa der legitime Willen zur politischen Teilhabe und Einflussnahme, den jeder Bürger einer Demokratie haben darf, und der sogar erwünscht ist – natürlich auch von Muslimen.

Umso wichtiger ist es zu begreifen, dass die Wirkung dieser Gruppe von Islamisten umso stärker wird, je weniger sich die Gesellschaft mit ihr kritisch auseinandersetzt und ihre Ziele erkennt. Der Politische Islam will nicht, dass die Menschen hier in Koexistenz leben, sich durchmischen und demokratischer werden. Denn das würde bedeuten, dass manche Muslime womöglich mit der Zeit weniger religiös würden. Dass andere ihren Kindern endlich eine Liebesbeziehung vor der Ehe erlaubten. Es gäbe mehr Frauen, die kein Kopftuch bräuchten, um ihre Verbundenheit zur Religion unter Beweis zu stellen. Es gäbe mehr Muslime, die eine Ehe mit einem Christen oder Atheisten eingingen. Doch das ist genau das, was der Islamismus nicht möchte.

Das ist übrigens auch genau das, was der Rechtsextremismus nicht möchte. Beide wollen eine Durchmischung vermeiden. Die einen gehen davon aus, dass Muslime per se gefährlich sind und alle abgeschoben werden müssen. Die anderen gehen davon aus, dass jede Durchmischung die Muslime schwächt: Solange die Menschen konservativ religiös bleiben, ist die Macht der Islamisten größer.

Der Politische Islam ist nicht der Islam

In der Auseinandersetzung müssen wir deshalb dringend davon wegkommen, den Politischen Islam als Sinnbild des Islam zu betrachten. Er ist es nicht. Im Gegenteil: Er versucht die vorhandene Vielfalt an Strömungen im Islam – von denen es natürlich auch progressive und liberale gibt – auszuschalten und die Deutungshoheit an sich zu reißen.

Wir sprechen hier also nicht von *den* Muslimen. Wir sprechen auch nicht von *den* Flüchtlingen. Die meisten von ihnen kamen nach Europa, um ein besseres Leben zu haben, ihren Kindern Bildung, Gesundheit und Sicherheit zu ermöglichen. Wir sprechen hier von einer vergleichsweise kleinen Gruppe von Menschen, die immer im Sinne ihrer Agenda handelt, ihr soziales und politisches Umfeld genau kennt und finanziell oft sehr gut aufgestellt ist.

Ich möchte nicht in einem Land leben, in dem Muslime ihre Religion nicht ausüben dürfen. In dem Frauen, die ein Kopftuch tragen, nicht die Möglichkeit bekommen, Teil dieser Gesellschaft zu sein. In dem Asylsuchenden keine Möglichkeit gegeben wird, Schutz zu finden. In dem der Wille zur politischen Teilhabe unterdrückt wird. Im Gegenteil: In einem pluralistischen Staat ist all das wichtig und erwünscht. Viele Muslime haben mit dem Politischen Islam nichts zu tun. Genau deshalb ist es so wichtig, das Problem zu erkennen, es klar und differenziert zu benennen und als Gesellschaft gegenzusteuern.

Der Text bildet den Auftakt der fünfteiligen WELT-Artikelserie „Eine Geschichte der Unterwanderung“ von Ahmad Mansour über den Politischen Islam. Der Autor ist Psychologe und Islamismus-Experte. Er beschäftigt sich mit Projekten und Initiativen gegen Radikalisierung, Unterdrückung im Namen der Ehre und Antisemitismus in der islamischen Gemeinschaft.

VÖLKERMORD IN RUANDA:

Frankreichs „erdrückende Verantwortung“

- VON MICHAELA WIEGEL, PARIS
- -AKTUALISIERT AM 28.03.2021-18:14



Hutus empfangen am 3. Juli 1995 französische Soldaten in einem Flüchtlingslager in Ruanda. Bild: dpa

Eine von Präsident Macron eingesetzte Historikerkommission hält Paris Blindheit und Versagen angesichts des Völkermords in Ruanda vor. Belege für eine Mittäterschaft sieht sie jedoch nicht. Kritiker halten das für eine Beschönigung.

An dem Völkermord in Ruanda 1994 trage Frankreich eine „schwere und erdrückende Verantwortung“, auch wenn der Staatsführung in Paris keine „Mittäterschaft“ nachgewiesen werden könne. Zu diesem Schluss kommt die von Präsident **Emmanuel Macron** eingesetzte Historikerkommission, der erstmals Einblick in bislang unter Staatsgeheimnis stehende Akten gewährt wurde. Mehr als 8000 Dokumente hat die Kommission unter Leitung des Historikers Vincent Duclert ausgewertet, mit der Ausnahme der persönlichen Archive Präsident François Mitterrands. In dem mehr als 1000 Seiten umfassenden Bericht halten die Historiker der französischen Führungsriege in Paris „Blindheit“ und „Versagen“ vor.

In Ruanda hatten Angehörige der Volksgruppe der Hutu von April bis Juli 1994 mindestens 800.000 Menschen getötet. Die meisten Opfer waren Angehörige der Minderheit der Tutsi, aber auch gemäßigte Hutu wurden getötet. Viele der Täter waren Staatsbedienstete, etwa Angehörige von Armee oder Polizei.

Die Historikerkommission untersuchte den Zeitraum von 1990 bis 1994. Zunächst leistete Frankreich nur bilaterale Hilfe, unter anderem mit Waffenlieferungen an das Regime in Kigali. Nach einem UN-Beschluss entsandte die französische Regierung vom 23. Juni 1994 Soldaten zu einer humanitären Militärintervention nach Ruanda. Im Rahmen der „Opération Turquoise“ sollten sie eine Schutzzone einrichten, um Zivilisten Sicherheit und Hilfe zu gewähren. Oft verhalfen sie jedoch den Tätern des **Genozids** zur Flucht in benachbarte Länder.

„Bedingungslose Unterstützung“ für ein rassistisches Regime

Die Historiker zeichnen in dem Bericht nach, wie das vom sozialistischen Präsidenten **Mitterrand** seit dem Afrika-Gipfel in La Baule 1990 verfolgte Ziel, Entwicklungshilfe an Demokratisierungsfortschritte zu knüpfen, sich in Ruanda ins Gegenteil verkehrte. Je länger der Präsident sich geweigert habe, das Scheitern seines Ziels einzugestehen, umso tiefer habe er sich in eine „bedingungslose Unterstützung“ für ein „rassistisches, korruptes und gewalttätiges Regime“ verstrickt, heißt es in dem Bericht. Die ruandische Krise sei „eine Niederlage für Frankreich“. Der Verdacht, dass Frankreich „mitschuldig“ am Völkermord sei, lasse sich jedoch nicht erhärten, urteilt die Kommission.

„Hat Frankreich sich der Mittäterschaft am Völkermord an den Tutsi schuldig gemacht? Wenn man darunter den Willen versteht, sich am Völkermord zu beteiligen, dann findet man dazu nichts in den Archiven, was dies belegt“, schreiben die Historiker. „Frankreich hat die Mörder nicht bewaffnet, ihnen keine Anweisung gegeben, Tutsi zu verfolgen. Frankreich ist also nicht mitschuldig.“ Aber Frankreichs Politik habe dazu geführt, dass sich das Regime von Präsident Juvénal Habyarimana derart radikalisieren konnte. Unmittelbar nachdem Habyarimana durch einen Raketenangriff auf das Präsidentenflugzeug am 6. April 1994 ums Leben gekommen war, begann der Völkermord in Ruanda.

„Frankreich hat überhaupt nicht verstanden, was in Ruanda vor sich ging. Und das allein ist schon sehr schlimm“, heißt es weiter. In Paris sei man „blind“ geblieben und habe alle Anzeichen zur Vorbereitung des Völkermords übersehen. Die Staatsführung in Paris sei in einem „binären Schema“ gefangen gewesen, das auf der einen Seite den „Freund“ Präsident Habyarimana und auf der anderen den Gegner, die von den Tutsi begründete Patriotische Front Ruandas (FRP), ausmache.

Ein System ohne effektive Gegengewalten

Die Historiker üben scharfe Kritik an dem System der V. Republik, das dem Präsidenten beinahe uneingeschränkte Entscheidungsgewalt bei Auslandseinsätzen der Armee wie auch in der Außenpolitik einräumt. Im Fall Ruandas habe Mitterrand seinen persönlichen Generalstab instrumentalisiert, um am Generalstabschef der Armee vorbei seine Entscheidungen durchzusetzen. „Auf Warnungen von Ministern, Parlamentariern, Spitzenbeamten und Intellektuellen wurde mit Indifferenz, Abwehr oder Unwillen geantwortet“, schreiben die Historiker.

Frankreichs Rolle im Völkermord zeige „das Versagen öffentlicher Koordination“ und „den Mangel an effektiven Gegengewalten“ im französischen Staatswesen. Institutionen mit anderen Positionen seien einfach „marginalisiert“ worden. Präsident Macron, der die Historikergruppe vor zwei Jahren mit den Untersuchungen beauftragt hatte, lobte die Forschungsfortschritte, die eine Etappe auf dem Weg zur Versöhnung darstellten. Der Bericht werde auch den ruandischen Verantwortlichen zur Verfügung gestellt.

Nicht erwähnt wurde von Macron die Rolle des früheren Generalsekretärs im Elysée-Palast, Hubert Védrine, der im Bericht belastet wird. Védrine sagte, der Bericht sei „ehrlich“, insofern er jegliche Mittäterschaft Frankreichs ausschließe. Der Bericht sei jedoch in anderer Hinsicht zu kritisch. „Frankreich war kein blinder Freund“ des ruandischen Präsidenten, sagte er. Bernard Kouchner, der von 1992 bis 1993 Minister für Gesundheit und humanitäre Einsätze war, sagte: „Der Bericht bringt ein wenig Wahrheit zum immensen politischen Fehler ans Licht.“ Aber dass dies erst 26 Jahre später erfolge, sei blamabel.

Für den Verein „Survie“, der seit Jahren an der Aufklärung des Völkermords arbeitet, bildet der Historikerbericht einen Rückschritt. Jede Zeile zeuge von dem Wunsch, den französischen Staat von der Mittäterschaft freizusprechen. Deshalb werde die These der „Blindheit“ und des „Versagens“ aufgestellt, dabei hätten die Verantwortlichen genau gewusst, was sie taten und entschieden, äußerte ein Sprecher des Vereins. Die Mittäterschaft der französischen Staatsführung sei „leider schon gut dokumentiert“.

NACH CORONA:

Schulden über Schulden

- EIN KOMMENTAR VON PATRICK BERNAU
- -AKTUALISIERT AM 28.03.2021-18:46



In der Pandemie wächst der Schuldenberg Deutschlands. Und es wird immer schwerer, ihn zu bewältigen. Was tun?

Das Jahr 2021 ist wirklich nicht arm an Horrorzahlen, vergangene Woche ist noch eine dazugekommen: 240 Milliarden Euro. So viele neue Schulden plant Finanzminister Olaf Scholz für das laufende Jahr, im kommenden Jahr sollen noch mal mehr als 80 Milliarden Euro obendrauf kommen. Damit springt Deutschland in kurzer Zeit auf eine Staatsverschuldung, die in der Zukunft zu einem Problem werden kann. Denn Corona belastet die Haushalte vielfältiger, als im ersten Moment sichtbar ist.

Sicher, der ausgewiesene Schuldenberg ist nach der Pandemie wahrscheinlich nicht so hoch, wie er nach der Finanzkrise war. Und der Staat wird auf absehbare Zeit kaum Zinsen bezahlen. Doch hohe Schulden werden für Deutschland in den nächsten Jahren schwerer zu tragen sein als früher. Denn bald beginnt der Abschied der Babyboomer aus dem Berufsleben. Von 2025 an gehen immer mehr Menschen in Rente. Das bedeutet nicht nur, dass sich Lücken in der Rentenkasse auftun und die öffentlichen Haushalte zusätzlich belasten werden. Es bedeutet auch, dass einige Steuerzahler ausfallen werden.

In den vergangenen Jahren wurde der demografische Wandel unter anderem dadurch gebremst, dass Deutschland viele Einwanderer gewonnen hat. Viel wichtiger als die Flüchtlinge waren Menschen aus Osteuropa, die ohne große öffentliche Anteilnahme, aber in Scharen nach Deutschland gekommen sind, um hier die Arbeit zu erledigen. Während in weiten Teilen des Landes praktisch Vollbeschäftigung herrschte, ging zeitweise mehr als die Hälfte aller neuen Stellen an Einwanderer. Für die deutsche Volkswirtschaft war das ein gutes Geschäft: Die Leute kommen oft in jungen Jahren, wenn sie ihre teure Ausbildung hinter sich haben und noch viele gute Jahre Steuern und Sozialabgaben zahlen. Doch dieser Zustrom ist von der Pandemie erst mal scharf gebremst worden.

Die SPD will die Steuern für Gutverdiener erhöhen. Selbst wenn sie das tut, wird das Geld aber vor allem benötigt, um im Gegenzug die Steuern für Normalverdiener zu senken. Die zahlen in Deutschland so hohe Steuern, dass es sich für sie kaum lohnt, mehr zu leisten. Dabei braucht man nach Corona jede Hand, um das Land wieder in Gang zu bringen.

Sparen ist richtig, wenn es richtig gemacht wird

Deutschland steht also nach der Pandemie vor einem höheren Schuldenberg als vorher, der auch noch schwieriger zu bewältigen ist. Angesichts dessen wäre die naheliegende Forderung, in der Corona-Bekämpfung weniger Geld auszugeben. Aber das wäre nicht richtig. In der Corona-Krise gibt es viele

Gelegenheiten, am falschen Ende zu sparen. Einige wurden schon genutzt. Wochenlang verhandeln, um den Impfstoff-Preis zu drücken?

Lieber hätte man schneller mit dem Aufbau der Produktion begonnen, denn das Andauern der Pandemie ist teurer als jede Impfstoff-Forderung. Auch bei den Unternehmenshilfen gibt es viele Fälle, wo ein heute eingesparter Euro in Zukunft zwei weitere Euro kosten kann, weil ein Unternehmen samt seinen Arbeitsplätzen weg ist. In der Pandemie fällt es nicht immer leicht abzuwägen, ob Geld gut investiert oder für den Staat komplett verloren ist.

Umso wichtiger sollte Deutschland diese Unterscheidung in Zukunft nehmen. Das wäre neu. In den vergangenen Jahren hat die Bundesregierung zwar keine neuen Schulden gemacht. Doch das ist noch das Beste, was man über die Haushalte der vergangenen Jahre sagen kann. Niedrige Zinsen und ein langer Aufschwung haben dem Staat Abermilliarden an Euro in die Kassen gespült, die allerdings kaum für Investitionen ausgegeben wurden oder für andere Dinge, die das Leben in Zukunft erleichtern würden.

Stattdessen wurden immer neue soziale Wohltaten eingeführt: Zehn Milliarden Euro flossen in ein Baukindergeld, das vermutlich nicht viel mehr bewirkt hat, als die Immobilienpreise noch weiter in die Höhe zu treiben. Die Rente mit 63 kostet die öffentlichen Haushalte mehr als zwei Milliarden Euro im Monat und verschärft das demografische Problem, indem sie gesunden und arbeitsfähigen Leuten eine goldene Brücke in den vorgezogenen Ruhestand baut.

Dabei hätte es so viele Gelegenheiten gegeben, den staatlichen Reichtum so einzusetzen, dass er dem Land dient und später mit Zinsen an den Fiskus zurückfließt. Straßen müssen repariert werden, Schienen neu gebaut. Dass Schulen digital aufgerüstet werden müssen, ist zur Binsenweisheit geworden. Eine verbesserte Forschungsförderung könnte helfen, Deutschland in mehr Bereichen zukunftsfähig zu halten.

All diese Projekte sind nicht unbedingt am Geld gescheitert. Oft standen sogar Milliarden bereit, die wegen überbordender Bürokratie nicht abgerufen wurden. Gleichwie, das Ergebnis war: Deutschlands Wohlstand floss vor allem in soziale Wohltaten und kaum in die Zukunftsfähigkeit des Landes. Das muss sich ändern, Deutschland kann sich so eine Politik nicht mehr leisten.

KOLUMNE „IMPORT EXPORT“:

Zwangsheirat ist institutionalisierte Vergewaltigung

- VON RONYA OTHMANN
- -AKTUALISIERT AM 28.03.2021-17:39



Die Schriftstellerin und F.A.S.-Kolumnistin Ronya Othmann Bild: akg-images / Susanne Schleyer

Themen wie Zwangsheirat müssen wieder in den Blick aller Feministinnen geraten. Schweigen, weil man befürchtet, rassistische Ressentiments zu bedienen, geht auf Kosten der Betroffenen.

Heute, wo man Tassen mit der Aufschrift *feminist*, kaufen kann, wo sich selbst [Olaf Scholz](#) als Feminist bezeichnet, wollen viele Feminist*innen das Feminist*in-Sein spezifizieren. Denn nicht überall ist Feminismus drin, wo er drauf steht (T-Shirts etwa, die von Frauen genäht werden, die keine zehn Cent die Stunde verdienen). Feminist*innen sind heute nicht mehr nur Feminist*innen, sie sind radikale, materialistische, 2., 3., 4. Welle Feminist*innen, Queer- oder intersektionale Feminist*innen. Intersektionaler Feminismus scheint gerade besonders im Trend. Intersektional, ein von Schwarzen Feminist*innen in den Vereinigten Staaten geprägter und in den hiesigen Diskurs importierter Begriff, will die Intersektionen verschiedener Diskriminierungsformen wie Sexismus, Rassismus und Klassismus in den Blick nehmen. Intersektionale Feminist*innen hört man oft Dinge sagen wie *Privilegien checken, marginalisierte Stimmen sichtbar machen, Betroffenen zuhören*.

Ein Thema wie [Zwangsheirat](#) ist bei ihnen aber nicht so angesagt. Das mieft nach „Emma“-Feminismus, nach Frauen, die Gundula oder Ulrike heißen, weiße Haare haben und besonders gerne nichtweiße Frauen befreien. Intersektionale Feminist*innen werfen ihnen Rassismus und Paternalismus vor. Das wollen sie nämlich keinesfalls: Ressentiments der Mehrheitsgesellschaft, die Vorstellung von vermeintlich rückständigen Kulturen bedienen. Doch tut sich der intersektionale Feminismus keinen Gefallen, wenn er Themen wie Zwangsheirat ignoriert. Denn gerade hier laufen Intersektionen zusammen.

Nicht jede arrangierte Ehe ist eine Zwangshe

Ich will von einer Frau erzählen, die ich hier Evin nenne. Ich habe sie vor zwei Jahren getroffen, als sie gerade von ihrem Ehemann geflüchtet war. Wenn man Evin sieht, – 19 Jahre, Mom-Jeans, T-Shirt, die Haare nach hinten gebunden –, dann denkt man an eine Frau, die gerade aus der Vorlesung oder dem Fitnessstudio kommt, nicht aber an eine Frau, die aus einer Zwangshe geflohen ist. Die Ehe von Evin wurde nicht auf dem Standesamt geschlossen, sondern von einem ezidischen Geistlichen. Arrangiert hat sie ihre Mutter, mit einem zehn Jahre älteren Mann, der viel Geld für sie zahlte, mit dem sie nichts gemeinsam hatte und den sie nicht liebte.

Nicht jede arrangierte Ehe ist eine Zwangsehe und nicht jede Zwangsehe eine Kinderehe. Evin war 17 Jahre, als sie verheiratet wurde. Ihre Mutter übte massiven Druck aus. Sie kontrollierte ihr Handy, schottete Evin immer weiter ab. Evin beugte sich dem Druck. Als sie nach zwei Jahren die Scheidung forderte, holte die Schwiegermutter einen Wunderdoktor, der kryptische Zeichen auf ihre Hand kritzelt und Formeln murmelte. Wenn keine Gefühle da sind, sagt Evin, kann man sie auch nicht herbeizaubern.

Die Zahlen steigen in der Pandemie

Evin ist nicht die Einzige. Ich weiß von Frauen, die unter falschem Vorwand nach Deutschland oder ins Ausland gelockt wurden, um verheiratet zu werden. Assyrische Christinnen wie muslimische Frauen, die in Zwangsehen gedrängt werden. Afghanische, kurdische, turkmenische Frauen. 2019 gab es hier 74 polizeilich erfasste Fälle von Zwangsheirat. Die Dunkelziffer dürfte viel höher sein. Unicef schätzt, weltweit werden jährlich zwölf Millionen Minderjährige verheiratet. In der Corona-Pandemie, mit geschlossenen Schulen und wirtschaftlichen Problemen, dürften die Zahlen noch steigen.

Bei Zwangsheirat kommen die Intersektionen zusammen: Class, Race, Gender. Manche Frauen können nicht einmal lesen und schreiben. Sie wissen nicht, wo es Hilfe gibt, wie sie sich und ihre Kinder ernähren sollen. Aber es trifft auch Frauen wie Evin, in Deutschland geboren, aufgewachsen, Abitur, die davon träumte, zu studieren und Journalistin zu werden, vor allem aber das Leben zu genießen.

Die Gründe für Zwangsheiraten sind vielfältig. Der Brautpreis, gezahlt von der Familie des Bräutigams, spielt eine Rolle. Früher war er durchaus sinnvoll, als Absicherung, sollte die Frau Witwe werden. Erlaubt ist in Deutschland nur ein symbolischer Betrag. Trotzdem gibt es heute Brautpreise von 35.000 Euro. Ein anderer Grund für Zwangsehen: Bevor sie ihren guten Ruf oder gar ihre Jungfräulichkeit verliert, wird die Tochter lieber schnell verheiratet. Zwangsehen gibt es nur, weil eine Gemeinschaft sie unterstützt, toleriert und wegsieht. Natürlich gibt es Eltern, die ihre Töchter lieber fürs Studium nach Berlin schicken und ihnen nie vorschreiben würden, wen sie zu heiraten haben, geschweige denn einen Brautpreis zu verlangen. Es gibt auch Eltern, die sich verändern, weil sie sehen, die Freiheiten schaden ihren Töchtern nicht. Diese Eltern werden immer mehr. Es gibt jene, die Zwangsehen insgeheim ächten, aber den Mund nicht aufmachen, aus Angst, als Nestbeschmutzer dazustehen. Evin hätte Solidarität gebraucht, – sie ging unter familiärem Druck zurück zu ihrem Ehemann.

Zwangsheirat, dieses Wort, das so nach ZDF-Spielfilm über tragische Frauenschicksale klingt, ist institutionalisierte Vergewaltigung.

Der Kampf gegen Gewalt an Frauen sollte das Kerngeschäft des **Feminismus** sein. Bei all den Grabenkämpfen und Begriffsklaubereien: Themen wie Zwangsheirat müssen wieder in den Blick aller Feminist*innen geraten. Zu schweigen, aus Angst rassistische Ressentiments zu bedienen, geht auf Kosten der Betroffenen. Gerade intersektionale Feminist*innen, die anderen oft vorwerfen, sich nur um die Probleme von weißen privilegierten Frauen zu kümmern, können es sich nicht leisten, Zwangsehen zu ignorieren, wenn sie den eigenen Ansprüchen gerecht werden wollen. Denn das Wegsehen ist es, das Zwangsehen erst ermöglicht.

Le Figaro, no. 23826

Le Figaro, lundi 29 mars 2021 807 mots, p. 3

Politique

Pascal Bruckner :

« Un antiracisme scélérat qui reproduit ce qu' il est censé combattre »

Le Corre, Aziliz

L'ÉCRIVAIN et philosophe Pascal Bruckner a publié en 2020 *Un coupable presque parfait. La construction du bouc émissaire blanc* (Grasset).

LE FIGARO. - Sur « BFM-TV », Audrey Pulvar a jugé qu'on peut demander aux Blancs « de se taire » lors d'une réunion non-mixte. Selon vous, certaines discriminations se justifient-elles au nom de l'antiracisme ?

Pascal BRUCKNER. - En tenant ces propos, Audrey Pulvar franchit la ligne rouge. Elle rejoint le camp des « fous de la race » et devient le symptôme d'un phénomène plus large, au terme duquel pourrait apparaître la justification de l'apartheid au nom de l'antiracisme. Au XXe siècle, les organisations antiracistes prônaient un idéal universaliste et combattaient toute forme de ségrégation, désormais de nouvelles associations ethniques ont pour principe de base de dénoncer les coupables : les hommes blancs et les femmes blanches. Dans cette optique, naître blanc, c'est naître avec un casier judiciaire plein et naître non-blanc c'est naître avec un passeport de victime éternelle. Dans un premier cas vous êtes coupable d'exister, et dans un second vous pouvez tirer des traites éternelles sur votre statut victimaire. On a vu les effets criminels d'un antiracisme devenu fou, qui invoque le pseudo-délit d'islamophobie pour tuer, celui dont ont été victimes Samuel Paty et les journalistes de *Charlie Hebdo*. Ici, nous avons affaire à un antiracisme scélérat, qui reproduit ce qu'il est censé combattre tout en se croyant à l'abri de la loi.

C'est ce dérapage qu'a effectué récemment Audrey Pulvar, peut-être par inadvertance. C'est en réalité un néoracisme déguisé en son contraire. Ces propos sont inflammables et dans une France déjà fracturée, ils entretiennent un climat d'affrontement.

Jean-Luc Mélenchon a pris la défense de la candidate aux élections régionales, jugeant ses contradicteurs « sexistes » et « discriminants »

Jean-Luc Mélenchon suppose que toute femme noire est par nature discriminée. Ce qui est faux. Dans mon livre *Un coupable presque parfait* (Grasset), je dénonce une nouvelle hiérarchisation de l'humanité, qui mettrait l'homme blanc au rang des damnés de la terre et tous les autres peuples au sommet. Jean-Luc Mélenchon a un parcours erratique. Il trahit l'idéal laïque en défilant avec des organisations islamistes lors de la marche contre l'islamophobie en novembre 2019, maintenant il piétine l'universalisme républicain. Il défend tout et le contraire de tout par opportunisme, ou par désespoir, car il sait qu'il ne pourra jamais être élu. Pour une majorité de Français, cette réduction de l'humanité à des races est inaudible et insupportable, et contredit le principe républicain d'égalité entre les hommes. Le bienfait de cette situation, c'est que les masques sont tombés. Quand Emmanuel Macron prononce le discours des Mureaux, il suscite un tollé ; quand Frédérique Vidal dénonce l'islamo-gauchisme dans le monde universitaire, elle produit l'effet d'une gousse d'ail sur une assemblée de vampires ; quand Jean-Michel Blanquer dénonce les réunions en non-mixité organisées par l'Unef comme une forme de fascisme, il met un coup de pied dans la fourmilière. Il faut se féliciter de cette clarification, qui doit se poursuivre inlassablement. Elle rend d'autant plus regrettable les ambiguïtés d'Emmanuel Macron dans *L'Express* sur le pseudo « privilège blanc » ou de sa ministre Élisabeth Moreno sur le même thème.

Si les thèses raciales semblent trouver écho dans une certaine sphère intellectuelle et médiatique, comment expliquez-vous qu'elles aient pris le pas au sein de La France insoumise ?

Toute une partie de la gauche s'est égarée depuis la chute de l'URSS. La race, le genre, l'identité sont devenues les bases d'une idéologie née aux États-Unis, qui entend remplacer le socialisme en crise. Cette gauche, réunissant Europe Écologie-Les Verts, le Nouveau parti anticapitaliste et une partie de La France insoumise, a basculé sans le savoir dans les thèses de l'extrême

droite, qui a toujours réduit les individus à leur condition d'origine. Ce qui est terrible, c'est qu'un Blanc ou une Blanche ne peut jamais s'émanciper de sa couleur de peau, pas plus qu'un Noir ou un Arabe, réduit éternellement au statut de paria et nécessairement englué dans son destin. Cette thématique nous rappelle tragiquement l'idéologie coloniale ou la rhétorique des années 1930.

Dans un entretien au Figaro, Olivier Faure considère que « légitimer le concept de race est une aberration ». Est-ce le retour des deux gauches irréconciliables ?

Il n'y a plus deux gauches, mais une « doriotisation » d'une partie de l'extrême gauche. Rappelons que Doriot, militant communiste dans les années 1930, devient partisan radical de la collaboration. Comparaison n'est pas raison mais cela illustre les dérives chroniques d'un certain progressisme. La « fachosphère » s'est étendue à une partie de l'ultra-gauche, qui n'a plus rien à envier à l'ultra-droite. Plutôt que de défendre les classes populaires et les conquêtes sociales, elle préfère brandir le thème de la race comme bouée de secours, mais cette bouée va surtout la couler. En reprenant une rhétorique délétère, cette gauche-là dresse le décor de son propre suicide.

Le Figaro (site web)

dimanche 28 mars 2021 - 20:40 UTC +02:00 895 mots

Vox ; Vox Monde

Nicolas Baverez:**«Leçons du fiasco français et européen»**

Baverez, Nicolas

CHRONIQUE - Un an après le début de la pandémie de Covid-19, l'échec est total. Il est acté par le basculement des pouvoirs publics dans le chaos.

La pandémie de Covid constitue un test impitoyable pour la gouvernance des nations et la résilience des sociétés. Elle redessine la hiérarchie des puissances, actant pour l'heure le déclassement de l'Occident face à l'Asie, celui de l'Europe au sein de l'Occident et celui de la France au sein de l'Europe.

La débâcle de juin 1940 avait mis en lumière non seulement l'archaïsme de l'armée française enfermée par son haut commandement dans des doctrines obsolètes, mais aussi la fragilité de la société minée par une guerre civile froide et la paralysie des institutions de la IIIe République. L'épidémie de Covid remplit le même rôle. Sous la perte de contrôle de la situation sanitaire pointent la défaillance d'un État obèse et impuissant dont la bureaucratie foisonnante a fait la démonstration de son incapacité à gérer les crises, l'éclatement et les déchirures de la nation, le discrédit des institutions et des dirigeants auprès des citoyens.

Un an après le début de la pandémie, l'échec est total, acté par le basculement des pouvoirs publics dans le chaos, entre confinement pour rester à l'extérieur, accélération de la vaccination avec suspension du vaccin AstraZeneca, multiplication des fermetures d'activités et des attestations défiant le sens commun. La troisième vague de l'épidémie provoquée par les variants trouve notre pays toujours aussi impréparé, mais de plus en plus vulnérable. Aucune leçon n'a été tirée de la saturation des structures de soins du Grand Est puis des carences en matière de masques, des tests, d'isolement, de contrôle aux frontières. Le système hospitalier est menacé d'effondrement, faute d'augmentation des capacités de réanimation. Le taux de vaccination est inférieur à 10 % de la population contre 30 % aux États-Unis, 43 % au Royaume-Uni et 92 % en Israël.

La déroute sanitaire retentit directement sur la situation économique. La condition première de la reprise est le contrôle de l'épidémie qui passe par la vaccination. Le retard accumulé par la France et la confusion créée par les procédures et les ordres de priorités interdisent d'espérer l'immunité collective avant la fin de l'été. Ceci reporte la reprise au dernier trimestre de l'année et annihile l'objectif d'une croissance de 6 % en 2021.

La situation est d'autant plus inquiétante que l'Union, qui a jusqu'à présent servi de parachute à la descente de la France, participe au naufrage. La délégation de l'achat et de la distribution des vaccins à la Commission, bien qu'elle ne dispose d'aucune compétence dans les domaines de la santé ou de la gestion de crise, a tourné à la catastrophe. La priorité a été donnée à une longue négociation des prix et du partage des responsabilités avec les laboratoires. Il en va de même pour le plan de relance de 750 milliards d'euros dont le principe est excellent mais dont la taille est insuffisante et la mise en œuvre étalée entre 2022 et 2024 beaucoup trop tardive. Enfin, l'Union a totalement failli dans une de ses compétences centrales avec l'arrêt des transports et l'incapacité à mettre en place un cadre sanitaire européen permettant la reprise des déplacements sur le continent.

Les raisons du déclassement de la France et de l'Europe sont connues. Pour la France, extrême concentration du pouvoir et procrastination d'Emmanuel Macron, enfermé dans la dialectique du «en même temps» qui interdit de présider en temps de crise ; communication erratique ; État bureaucratique qui sait encore prélever et dépenser mais non pas délivrer des services aux citoyens ; effondrement de la production et de l'innovation ; délitement de la société. Pour l'Union, incapacité à se redéfinir comme réassurance des citoyens et des nations contre les risques globaux du XXIe siècle.

L'épidémie de Covid constitue un ultime avertissement. Elle place chaque Français devant les conséquences très concrètes de la dégradation des services publics alors que leur coût explose, de l'euthanasie de notre industrie, du sous-investissement dans la

recherche, de l'exode des talents et des cerveaux, des impasses d'une construction européenne bloquée par la divergence entre la surpuissance de l'Allemagne et le décrochage de la France.

L'élection présidentielle de 2022 doit être l'occasion de passer de la prise de conscience à l'action pour reconstruire notre pays, comme en 1945, en nouant un nouveau pacte économique, social et politique. Tocqueville soulignait que *«si les Français qui firent la Révolution étaient plus incrédules que nous en fait de religion il leur restait du moins une croyance admirable qui nous manque:ils croyaient en eux-mêmes»* . Pour se redresser, la France manque aujourd'hui moins de ressources que de confiance. Elle ne peut renaître qu'à trois conditions: la sortie du déni pour affronter la vérité ; la définition d'un projet pour la nation ; le pari sur l'énergie des Français et non sur l'arrogante impuissance d'un État qui doit être radicalement réformé.

Mit Quoten und Verboten in ein neues Deutschland: Warum die Grünen alles Mögliche sind, aber nicht liberal

Die Partei Robert Habecks und Annalena Baerbocks profitiert bis jetzt am meisten von der Schwäche der Union. Sie gilt als bürgerlich, doch das ist ein Trugschluss. Der Blick ins Programm zeigt: In einer grünen Republik nähme der Staat seine Bürger unablässig bei der Hand.

Alexander Kissler, Berlin66 Kommentare29.03.2021, 05.30 Uhr



Die beiden Vorsitzenden Annalena Baerbock und Robert Habeck stellen das grüne Programm zur kommenden Bundestagswahl vor.

Die Grünen nähern sich dem Kanzleramt mit grossen Schritten. Neue Umfragen rücken politische Konstellationen in den Bereich des Möglichen, die bis vor kurzem als Hirngespinnste abgetan worden wären. Der Absturz der Union auf zuletzt nur noch 25 Prozent sorgt dafür, dass eine von den Grünen angeführte Koalition mit SPD und FDP eine Mehrheit der Sitze im nächsten Bundestag haben könnte.

Eine solche «Ampel» käme laut jüngsten Umfragen auf zirka 50 Prozent. Grün-rot-rot läge knapp dahinter. In beiden Fällen folgten Robert Habeck oder Annalena Baerbock auf Angela Merkel. Wie sähe ein Deutschland aus, das nach dem Willen der Grünen gestaltet wäre? Die Antwort der Parteiprogramme lautet: Es wäre eine quotierte Republik mit einem fordernden und zuteilenden Staat, der nahezu alle Bereiche durchdringt. Das vermeintlich Gute wäre das umfassend geregelte Leben.

Rot-rot-grün käme gegenwärtig auf knapp 50 Prozent

Voraussichtliche Zahl der Sitze im Bundestag gemäss jüngsten Umfragen

362 Abgeordnete

Mehrheit: 355

CDU/CSU und **Grüne** kommen gemeinsam auf 362 Abgeordnete (51%).

355

CDU/CSU, Grüne und FDP kommen gemeinsam auf 436 Abgeordnete (61%).

326

355

CDU/CSU und SPD kommen gemeinsam auf 326 Abgeordnete (46%).

400

355

CDU/CSU, SPD und FDP kommen gemeinsam auf 400 Abgeordnete (56%).

490

355

CDU/CSU, SPD und Grüne kommen gemeinsam auf 490 Abgeordnete (69%).

272

355

CDU/CSU und FDP kommen gemeinsam auf 272 Abgeordnete (38%).

353

355

SPD, Linke und Grüne kommen gemeinsam auf 353 Abgeordnete (50%).

366

355

SPD, FDP und Grüne kommen gemeinsam auf 366 Abgeordnete (52%).

Die Zahl der Sitze richtet sich nach der Grösse des derzeitigen Bundestages (709) unter Berücksichtigung der Fünf-Prozent-Hürde. Die Sitzanzahl dürfte nach der nächsten Wahl erneut steigen.

Stand: 29. 3. 2021

Quellen: wahlrecht.de, eigene Berechnungen

NZZ / Visuals & Editorial Tech

Die politische Führung wollen, inhaltlich wie personell

Wahlprogramme sind Beipackzettel ohne Nebenwirkungen. Sie drücken aus, wie eine Partei sich sieht und wovon sie sich begeistern lässt. Dennoch lohnt es sich, die 137 programmatischen Seiten mit dem neckischen Titel «Deutschland. Alles ist drin» zu studieren. So und nicht anders wollen die Grünen das Land fundamental verändern. Das Programm bietet ausdrücklich allen ein umfassendes Angebot. In den Worten Baerbocks: «Wir wollen die Breite der Gesellschaft erreichen, und die erreicht man nicht, indem man nur in seiner eigenen Blase herumturnt, sondern indem man hinausgeht ins Land, indem man pragmatisch Lösungen findet.»

Grüne Politik ist einem klimapolitischen Imperativ untergeordnet. Selbst die grüne Kandidatin für das Amt des Berliner Bürgermeisters, Bettina Jarasch, sagt, angesprochen auf ihre Pläne für die Stadt: «Das Hauptthema ist, dass wir die Klimakatastrophe stoppen müssen» – in Berlin, wohlgemerkt.

Grüne Politik ist Katastrophenabwehrpolitik. Das Klima setzt in dieser Perspektive der Menschheit eine letzte Frist. Anno 2020/21 beginnt für die Grünen das entscheidende Jahrzehnt, denn «heute ist unser Sprungtuch in ein besseres Morgen». Baerbocks Worte vom digitalen Parteitag im

November vergangenen Jahres mögen die Poesie eines Kalenderspruchs verströmen. Sie bemänteln indes einen klaren Willen zur Macht. Der Entwurf zum Wahlprogramm beginnt nach einem identitätspolitischen Aufschlag mit dem Bekenntnis, die Grünen wollten «die politische Führung in diesem Land, inhaltlich und personell».

Gesetze, Gesetze, Gesetze

Der hohe Anspruch ergibt sich aus der Dringlichkeit der Situation. Die Grünen sehen sich unmittelbar beauftragt vom Klima. Das Klima ist der wahre Souverän, von ihm beziehen die Grünen ihr Mandat. Aufgabe der Wähler kann es nur sein, zuzustimmen und mitzumachen. In der grünen Republik gäbe es ausschliesslich engagierte Menschen, von Kindesbeinen an, und alle teilten das gleiche Engagement: Sie wollen die Klimakrise besiegen. Die «Privatisierung von politischen Prozessen» lehnt Habeck ab.

Damit beginnen die Probleme. Selbst wenn Habeck oder Baerbock den Weg ins Kanzleramt finden, hätte eine grosse Mehrheit der Bürger nicht die aktuell auf 23 Prozent taxierten Grünen gewählt. Wie geht man mit denen um? Wie macht man aus skeptischen Privatleuten grün engagierte Bürger? Durch Geld und Gesetze. Der grüne Staat ist ein Umverteilungsstaat. Er sitzt auf einem Berg von Geld und teilt es den Richtigen zu. Die Grünen wollen laut Wahlprogramm einführen: ein Klimawohngeld, eine Mobilitätsprämie, eine Kindergrundsicherung mit «Garantie-Plus-Beitrag» und eine allgemeine Garantiesicherung, ausserdem eine «KinderZeit Plus». Nahverkehr und Volksbildung und «Diversity» sollen üppig subventioniert werden.

Die Grünen wollen ein Wertstoffgesetz erlassen und ein Rettet-die-Lebensmittel-Gesetz, ein Bundesqualitätsgesetz für Kitas, ein Demokratiefördergesetz, ein Einwanderungsgesetz, ein Gesetz für digitalen Gewaltschutz, ein Barrierefreiheitsgesetz, ein Entgeltgleichheitsgesetz, ein Bundesantidiskriminierungsgesetz und ein Bundesinklusionsgesetz. Es soll vermehrt «Bürger*innenräte» geben, eine erweiterte Bundesstiftung Gleichstellung, einen Partizipationsrat, einen Antirassismusbeauftragten, einen Rechtsanspruch auf Weiterbildung, ein Recht auf Wohnen und ein Recht auf Reparatur von Elektrogeräten.

Nur planetare Grenzen gibt es noch

Diese und viele weitere «politische Leitplanken» stehen unter dem Vorbehalt, dass sie dem Klima nützen und die Klimaneutralität voranbringen: «Wir setzen Prioritäten. Von jetzt an wird belohnt und gefördert, was Mensch und Tier, Klima und Natur schützt. Und was zerstörerisch wirkt, muss dafür auch die Kosten tragen und Schritt für Schritt überwunden werden.» Klimaschutz sei eine «Frage des politischen Kanons».

Zu überwinden sind durch eine «globale sozial-ökologische Transformation», die nur planetare Grenzen kennt, Kernbereiche der Marktwirtschaft und des freien Wettbewerbs. Bereits im Grundsatzprogramm «Veränderung schafft Halt» von 2020 hiess es, im Wettbewerb solle fortan erfolgreich sein, «wer übergeordnete gesellschaftliche Ziele nicht konterkariert, sondern befördert». Alle wirtschaftliche Aktivität müsse sich am «gesamtgesellschaftlichen Wohlstand» ausrichten. Solche Ergebnisse lassen sich nur erreichen, wenn der Staat massiv in den Wettbewerb eingreift und Sieger nach seinem Gusto kürt. Der Staat ist es auch, der festlegt, welche Form des Wirtschaftens reüssieren darf. Er entscheidet nach seinen weltanschaulichen Vorgaben, wie sich «gesamtgesellschaftlicher Wohlstand» definiert.

Robert Habeck sagte in einem Interview, jeder Mensch wäre überfordert, müsste er sich bei jeder Kaufentscheidung politisch korrekt verhalten. Um dennoch «möglichst viel korrektes Verhalten» zu erreichen, bedürfe es der Politik: «Wir müssen nicht bessere Menschen machen, wir brauchen bessere Politik.» Alles andere wäre die von ihm abgelehnte «Privatisierung von politischen Prozessen». Im Programmentwurf zur Bundestagswahl steht der entsprechende Satz: «Wir begreifen es als unsere Aufgabe, bessere Regeln zu schaffen, nicht den besseren Menschen.» Menschen, heisst das, denen man die Möglichkeit nimmt, sich falsch zu entscheiden, entscheiden sich automatisch richtig. Habeck will die «Konsumenten-Demokratie» überwinden.

Eine abgründige Unwucht

Wenn es ab 2025, wie es die Grünen wollen, nur noch «To-go-Mehrwegbecher» gibt, kommt der Mensch gar nicht in die Versuchung, Einwegbecher zu kaufen. Wenn es «verbindliche Reduktionsstrategien für Zucker, Salz und Fett» gibt, kann der Konsument gar nicht zum überzuckerten Fast Food greifen, denn überzuckerten Fast Food wird es nicht mehr geben. Dem grünen Kernanliegen, durch Regeln, Gesetze und Verbote «uns als Menschen im Alltag zu entlasten», wohnt eine abgründige Unwucht inne: Die Grünen öffnen das Tor zur Vormundschaft des Staates. Sie misstrauen dem Menschen und fürchten seine Freiheit.

Quoten sollen die Freiheit in die richtigen Bahnen lenken. Obergrenzen pro Stall und «nicht mehr als zwei Grossvieheinheiten pro Hektare» sind sinnvoll und relativ leicht umsetzbar. Auch «ambitionierte Recyclingquoten» und eine «ansteigende nationale Quote für emissionsfreie Autos», ehe 2030 nur noch solche Autos zugelassen werden sollen, könnten politische Mehrheiten organisieren. Wie aber verhält es sich mit einer geforderten Frauenquote von 40 Prozent «auf allen Ebenen» des Wissenschaftsbetriebs? Was geschieht, wenn partout nicht genügend Frauen Bergbau, Mechatronik oder Mathematik studieren wollen? Lässt man Professuren lieber unbesetzt, als sie an einen Mann zu vergeben?

Ähnlich dürfte es sich mit der 50-Prozent-Quote in allen diplomatischen und multilateralen Verhandlungen verhalten. Zur Freiheit gehört auch die Freiheit, sich für einen Beruf nicht zu entscheiden. Dass die Partei trotz mehrmals bestätigter Verfassungswidrigkeit an einer gesetzlich verankerten Geschlechterparität in deutschen Parlamenten festhält, bestätigt die unlängst von dem ehemaligen deutschen Innenminister und FDP-Mitglied Gerhart Baum diagnostizierte «Geringschätzung grundrechtlicher Freiheit und rechtsstaatlicher Grundsätze» bei den Grünen.

Die deutsche Staatsbürgerschaft als Durchhalteprämie

Wenn das Klima das politische Mandat erteilt und nur der Planet die Grenzen setzt, sind Staatsbürger praktische Varianten des Weltbürgertums. Das Angebot an alle, das die Grünen machen wollen, ist ein Angebot an «alle, die dauerhaft ihren Lebensmittelpunkt hier haben». Vor dem grünen Weltgewissen bündeln sich legale und illegale Aufenthalte zur opaken Gruppe der «neu ankommenden» Menschen. Wer es fünf Jahre schafft, nicht des Landes verwiesen zu werden, wird mit sicherem Bleiberecht belohnt und darf einen Antrag auf Einbürgerung stellen.

Andere Bedingungen gibt es nicht. Die deutsche Staatsbürgerschaft wird zur Durchhalteprämie. Die Grünen treten den neuen Deutschen gegenüber wie den Kindern. Plötzlich waltet geradezu religiös grundierter Optimismus. Kinder sind samt und sonders «werdende Demokrat*innen», Migranten ausnahmslos Repräsentanten schützenswerter Vielfalt. So wird inmitten globaler Transformationsstürme ein heiles Bild von Zukunft konserviert.

Robert Habeck hält die Grünen für keine linksradikale Kraft. Sieht man von der grünen Jugend ab, stimmt die Diagnose. Der Vorsitzende hält seine Partei aber auch für eine «gesellschaftlich liberale Kraft». Anhand des Wahl- und des Grundsatzprogramms lässt sich diese These nur in Randbereichen aufrechterhalten. Im Ganzen sind die Grünen weder liberal noch bürgerlich, werden aber von immer mehr bürgerlichen Liberalen gewählt. Ob diese je einen Blick auf [die zahllosen Leitplanken warfen, mit denen die Grünen Deutschland regulieren, die Wirtschaft transformieren und die Gesellschaft umbauen wollen?](#) Das grosse Ganze, weiss Annalena Baerbock, ist immer «wahnsinnig komplex».

GASTKOMMENTAR

Hilfe, ich bin ein «weisser alter Mann»! – Menschheitspathos und Identitätspolitik als Erbe der «68er»

Geschichte wiederholt sich nicht, aber sie scheint sich zu reimen. Das legen die Beschuldigungsexzesse linker Identitätspolitik nahe. Wie schon 1968 werden aus vernünftigen emanzipatorischen Anliegen beinharte Ideologeme. Die aufgeklärte Mitte sollte sich wehren.

Peter Strasser 23 Kommentare 29.03.2021, 05.30 Uhr

Hat man ein gewisses Alter erreicht, wird man gefragt, inwiefern sich die neue linke Identitätspolitik – mit ihren gelegentlichen Obsessionen – von den systemkritischen Ansichten der Neuen Linken in den sechziger Jahren unterscheidet. Ich habe dieses gewisse Alter erreicht, bin aber gerade deshalb für viele identitätspolitisch Engagierte ein No-Go: Ich bin männlich, weiss, alt.

Herbert Marcuse, zeitweise ein Guru der neomarxistischen US-Linken, prägte den Begriff der repressiven Toleranz: «Toleranz wird auf politische Massnahmen, Bedingungen und Verhaltensweisen ausgedehnt, die nicht toleriert werden sollten, weil sie die Chancen, ein Dasein ohne Furcht und Elend herbeizuführen, behindern, wo nicht zerstören» (1965). Diese Worte wirken heute so, als wären sie auf die 68er Bewegung selbst anwendbar. Hatte sie nicht durch Kommunen, in denen die Frauen nach wie vor Sexobjekte waren, durch Haschischqualm und LSD-Trips, durch fernöstliches Brimborium und ein arbeitsscheues Laissez-faire der etablierten Herrschaft des weissen Mannes ein Argument geliefert? War nicht das patriarchale, kapitalistische System der Garant für den Zusammenhalt der Gesellschaft?

Epochale Dummheiten

Marcuses Systemkritik galt dem «militärisch-industriellen Komplex», der auf den Vietnamkrieg zuarbeitete. Mit einer gewissen Verspätung formierten sich dann auch in Deutschland die Studenten gegen den «faschistoiden» Staat. Dass sie Mao Zedongs Kulturrevolution – einen Geschichtsirrsinn, der «tausend Blumen» blühen und dabei Millionen Menschen massakrieren liess – vollmundig priesen, gehört zu den epochalen Dummheiten der Achtundsechziger.

Nachdem der idealistische Funke von «1968» längst erloschen ist, flammt der Emanzipations-Eskapismus wieder auf.

Der militante Flügel der Linken griff schliesslich zu den Waffen, in den USA wie in der BRD, hier namentlich als Rote-Armee-Fraktion. Nun, die Wut, auch Depression, im Verfolg der radikalen Ziele sollte der heute grassierenden Identitätspolitik zur Warnung dienen: Was im Kampf gegen Sexismus und Rassismen mit der Forderung nach Gendersternen und Trigger-Wörtern begann, könnte leicht bei einem drohgeschwängerten, hyperaggressiven Klima enden, in dem unterschiedliche Geschlechter und Hautfarben zu Auslösern von Gewalttaten werden.

Dass das soziale Modell der 1968er Bewegung in Obskurantismus, Terror und übersteigertem Individualismus gipfelte, darf indes nicht überdecken, dass der Samen so ziemlich aller emanzipatorischen Bewegungen damals gelegt wurde oder ausreifte. Die Gleichstellung der Frauen und sexuellen Minderheiten schritt unaufhaltsam voran, selbst wenn die «Schwulenseuche Aids» ab den 1980er Jahren einen massiven Rückschlag mit sich brachte. Auch der Kommunismus nach stalinistischem Muster scheiterte schliesslich am Freiheitswillen und am Individualitätsstreben; 1989 fiel die Berliner Mauer.

Was den Jungen, die aus dem bigotten Nachkriegsmuff ausbrachen, kaum anzulasten ist, sind die Deformierungsprozesse der «liberalen Toleranz». Douglas Coupland charakterisierte 1991 die «Generation X», das heisst die zwischen 1965 und 1975 Geborenen, als orientierungslos, politisch desengagiert; im selben Jahr zeichnet Bret Easton Ellis' «American Psycho» das düstere Bild der Wall-Street-Yuppies; es beleuchtet die umfassende Lebensleere der erfolgreichen Jungen, die ohne soziales Gewissen, mit Sex, Drogen und Gewaltphantasien eine überangepasste Wirtschaftswunderexistenz führten.

Doch der gegenwärtige Versuch, die Fehler und das Erlahmen des Befreiungsstrebens von einst zu vermeiden, sieht sich mit dem Sprengsatz neuer Extremismen konfrontiert. Aus Feministinnen wurden Postfeministinnen mit militanten Genderparolen, aus Kämpfern für die Rassengleichheit wurden Ideologen, die gegen die Infektion durch weisse «Narrative» predigen. Warum konnte die aufgeklärte Mitte bisher der historischen Vernunft keine wirksame Stimme verleihen? Vermutlich, weil sie immer mehr ausdünnte, wurde doch ihr moderat bürgerlicher, moderat liberaler Lebensstil als reaktionär, fortschrittshinderlich und marktträge gebrandmarkt.

Ein Déjà-vu

Und so haben wir alten weissen Männer, deren Weltbild durch das emanzipatorische Pathos der 68er Bewegung geprägt wurde, ein Déjà-vu. Statt produktiver Solidarität zwischen den sozialen Gruppen herrscht nun im besten Fall das Pathos der Sonntagspredigt, dem sich – exemplarisch – die junge schwarze Lyrikerin Amanda Gorman zur Inauguration des neuen US-Präsidenten überliess: «We lay down our arms / so we can reach out our arms / to one another.» («Wir legen unsere Waffen nieder, damit wir unsere Arme einander entgegenstrecken können.»)

Die Realität schaut anders aus: Mit Blick auf den Liberalismus von Ökonomie und Sex sprach Michel Houellebecq 1994 von einer «Ausweitung der Kampfzone». Er machte die Generation der Achtundsechziger verantwortlich – und er hatte nicht völlig unrecht. Nachdem nun der idealistische Funke von einst längst erloschen ist, flammt der Emanzipations-Eskapismus wieder auf. Doch auch ihm wird vermutlich nicht erspart bleiben, der Gier nach Macht, der menschlichen, allzumenschlichen Herrschsucht und Korruptierbarkeit zu erliegen.

Peter Strasser ist Universitätsprofessor i. R. Er lehrt an der Karl-Franzens-Universität Graz Philosophie. Zuletzt ist erschienen: Die Sprengkraft des Humanismus. Ein Beitrag zur Politik der Seele. Karl-Alber-Verlag, 2020.

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/strassburg-foerdert-moschee-bau-politisches-beben-im-wahlkampf-17267614.html?premium>

STRASSBURG FÖRDERT MOSCHEE-BA:

Noch blauäugig oder schon blind?

- VON NIKLAS BENDER, STRASSBUR
- -AKTUALISIERT AM 29.03.2021-13:15



Straßburg fördert den Bau einer Moschee und löst damit im Wahlkampf ein politisches Beben aus. Auffällig ist der Zeitpunkt, zu dem die Stadt die Subventionen beschließt – und der Bauträger.

Sogar Thomas Legrand hat dem Thema am 25. März eine Chronik gewidmet: Der Kommentator des populärsten öffentlichen Radiosenders France Inter ergreift täglich mit seinem „édito politique“ um 7.44 Uhr das Wort. Seine Stellungnahmen gehören zu den wichtigsten in der politischen Debatte, auch Gegner des (wie viele seiner Kollegen von France Inter) linksliberalen Journalisten nehmen sie zur Kenntnis. Legrand äußert sich zu einem Bau in der östlichen Provinz, der es in sich hat. Es handelt sich um die „Eyyub Sultan“-Moschee in Straßburg, entworfen als eine der größten **Moscheen** Europas, die Baukosten werden auf 32 Millionen Euro veranschlagt. Legrand kritisiert, dass deren Teilsubventionierung durch die Stadt im beginnenden Präsidentschaftswahlkampf instrumentalisiert würde.

Vergangenen Montag hatte der Straßburger Stadtrat eine Subvention von 2,5 Millionen Euro für die Fertigstellung genehmigt. Allgemein überrascht das nicht. In den drei Departements der Region Alsace-Moselle gilt seit 1802 das Konkordat, welches Katholizismus, Protestantismus und Judentum eine Rolle im öffentlichen Leben zuspricht (konkret: staatlich entlohnte Geistliche, Religionsunterricht an staatlichen Schulen, Theologielehrstühle). Die anderen Religionen sind davon nicht direkt betroffen, fallen aber unter das örtliche Vereinsgesetz: Die Trennung von Staat und Religion gilt nicht (1905, als das Laizismus-Gesetz in Kraft trat, waren die Departements deutsch), lokale Behörden können sie finanzieren, und zwar zu zehn Prozent sowie per fünfzigjährigem Pachtvertrag für das Baugelände. So wurden in Straßburg in den vergangenen Jahren die große Moschee, eine orthodoxe **Kirche** und ein buddhistischer Tempel gefördert.

Freilich ist der Fall Eyyub Sultan ein besonderer. Die Bauerlaubnis stammt aus dem Jahr 2014, der Grundstein wurde am 15. Oktober 2017 gelegt, der Bau bis August 2019 vorangetrieben. Dann kamen die Arbeiten aus finanziellen Gründen ins Stocken. Unter der grünen Bürgermeisterin Jeanne Barseghian, seit Juli 2020 im Amt, bewilligte Straßburgs Stadtrat einen Zuschuss. Das ist die erste Besonderheit: Die Mittel sollten eigentlich im Vorhinein bewilligt werden.

Die lokale Politik kennt Milli Görüs seit langem

Die zweite Besonderheit ist der Bauträger: Es handelt sich um den türkischen Verband Milli Görüs, der Nationalismus mit [Islamismus](#) verbindet; in Deutschland hat er mindestens 30.000 Anhänger und unterhält Hunderte Moscheen und Kulturvereine. Der deutsche Verfassungsschutz beobachtet Milli Görüs seit Jahren, kritisiert antidemokratische, antisemitische Ideologie und mangelnde Integrationsbereitschaft. Religionsfreiheit wünsche der Verband nur zur „Durchsetzung von Sonderrechten für Muslime für ein schariakonformes Leben“. Der AKP Präsident Erdogans stand er anfangs fern, in letzter Zeit decken sich die Ziele beider Organisationen.

In Straßburg ist Milli Görüs ein alter Bekannter: Die 1978 gegründete Moschee Fatih im Stadtteil Krutenau, die erste muslimische Kultstätte der Stadt, hatte der Verband früh übernommen. 1996 kaufte er Hangars im Stadtteil Meinau zu Kultzwecken; an ihrer Stelle entsteht nun die neue Moschee. Zur Grundsteinlegung kamen der damalige sozialistische Bürgermeister Roland Ries, der Präfekt Jean-Luc Marx, Großrabbiner Abraham Weill und Repräsentanten der protestantischen Kirchen. Die lokale Politik kennt Milli Görüs also seit langem.

Die Retourkutsche kam prompt

Woher dann die Aufregung? Formalrechtliche Bedenken sind nicht der Grund. Es ist der Bauträger, der Frankreichs Regierung ein Dorn im Auge ist. Anders ist nicht zu erklären, dass Innenminister Gérald Darmanin die Entscheidung des Straßburger Stadtrats am Dienstag in einem Tweet heftig kritisiert hat; in einem weiteren Tweet schrieb er, dass er die Präfektin Josiane Chevalier angewiesen habe, den Fall an ein Verwaltungsgericht zu übergeben, um die [Subvention](#) zu verhindern. Hintergrund ist das neue Gesetz gegen Separatismus, das auf den politischen Islam zielt und noch nicht in Kraft getreten ist: Es sieht die Unterzeichnung einer „Charte des principes pour l’islam de France“ vor, die Milli Görüs verweigert.

Barseghian hat sich am Mittwoch zur Wehr gesetzt, in einem ebenfalls per Tweet publizierten Brief an [Emmanuel Macron](#). Sie verweist darauf, dass man Milli Görüs sowohl einen Finanzierungsplan als auch ein Bekenntnis zur Verfassungstreue zur Bedingung gemacht habe – und die Unterzeichnung der „Charte“. Sie betont die Rechtmäßigkeit der Entscheidung sowie die Tatsache, dass der Bau kein Projekt sei, das sie selbst entschieden habe; es sei seit 2017 im Gange, mit Wissen der Zentralregierung. Seit ihrer Wahl habe die Regierung keinerlei Warnung ausgesprochen, weder die Präfektur noch das Innenministerium – auch nicht anlässlich des Besuchs des Innenministers in Straßburg vor nur zwei Monaten. Die Retourkutsche kam prompt: Präfektin Chevalier, als willensstarke Politikerin bekannt, verkündete, sie habe die Stadtverwaltung persönlich wiederholt vor Milli Görüs gewarnt. Dem wiederum hat Syamak Agha Babaei, erster Stellvertreter Barseghians, vehement widersprochen: Zu keinem Zeitpunkt habe sich Chevalier in diesem Sinne geäußert, und man erwarte, dass sie ihre Behauptung beweise.

Hast und Naivität

Das Thema berührt viele wunde Punkte. Auf nationaler Ebene kämpft Macron gegen die Verbreiter islamistischer Ideologie – endlich, muss man sagen. Darüber hinaus fürchtet er, wie er am Donnerstag ohne direkten Bezug auf Straßburg betont hat, eine Einmischung der Türkei in die französische Innenpolitik (2022 sind Präsidentenwahlen); auch das ist legitim. Darüber hinaus jedoch positioniert sich sein Innenminister wahlkampfaktisch: Er spielt den Rechtsaußen, der Marine Le Pen Wähler abspenstig macht. So attackiert Darmanin gern Grüne, etwa den Bürgermeister von Lyon, der Fleisch aus seinen Schulkantinen verbannen wollte. Medialer Krawall gegen eine grüne Bürgermeisterin passt in ein größeres Konzept, das die Regierung derzeit scharf macht: Es ist der Kampf gegen den „islamo-gauchisme“, die linke Islamverteidigung, deren Präsenz an den Universitäten Bildungsministerin Frédérique Vidal beklagt.

Berechtigte Wachsamkeit mischt sich mit Wahlkampfgehebe unter fragwürdigen ideologischen Vorzeichen – Legrands Chronik betonte das zu Recht. Es ist schwer nachvollziehbar, warum die staatlichen Akteure nicht stillschweigend zusammenarbeiten.

Die Verärgerung in Straßburg ist einerseits verständlich: Örtliche Gegebenheiten werden von Regierungsvertretern verschwiegen, was den Eindruck erzeugt, ein grüner Stadtrat würde gezielt Islamisten finanzieren. An der verständnislosen Reaktion Anne Hidalgo, Bürgermeisterin von Paris, merkt man, wie wenig „Innerfrankreich“ (wie die Elsässer sagen) vom hiesigen Religionsverständnis weiß. Auch hat Barseghian ja Bedingungen gestellt, darunter Transparenz in der Herkunft ausländischer Mittel. Das Lavieren der Straßburger Opposition belegt die Vertracktheit der Lage: Alain Fontanel (La République en marche) und Jean-Philippe Vetter (Les Républicains), die gegen den Beschluss stimmten, hatten früher keine Bedenken, in Eyyub Sultan Wahlkampf zu machen (Fontanel) oder öffentlich mit Sympathisanten aufzutreten (Vetter). Von den Sozialisten zu schweigen, die den Bau genehmigt und gefördert haben.

Andererseits muss man den Grünen Hast und Naivität vorwerfen. Gegen sie spricht nicht nur der Einstieg in ein laufendes Projekt in einem heiklen Moment: Es wirkt blauäugig, zu glauben, Milli Görüs würde nun verfassungstreu – sollte die Vereinigung die „Charte“ unterzeichnen, stünde zu befürchten, dass es nur ein Lippenbekenntnis wäre. Nicht nur die Opposition war gegen die überstürzt wirkende Entscheidung, auch die mitregierenden Sozialisten haben sich enthalten. Und wenn der grüne Stadtrat Jean Werlen das Projekt mit den Worten verteidigt, schließlich seien die Gläubigen ja Bürger der Stadt, ist der Punkt erreicht, wo Blauäugigkeit in Blindheit übergeht. Die kann sich eine Stadt nicht leisten, die einige der Attentäter der letzten Jahre hervorgebracht hat.

Quelle: F.A.Z.

https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/03/30/pour-survivre-la-gauche-doit-elle-etre-resolument-democrate-ou-profondement-republicaine-aucun-debat-n-a-permis-de-canaliser-l-orientation_6074905_3232.html

« Pour survivre, la gauche doit-elle être résolument démocrate ou profondément républicaine ? Aucun débat n'a permis de canaliser l'orientation »

CHRONIQUE

Françoise Fressoz

éditorialiste au « Monde »

Le compromis qui consistait à défendre l'Etat-providence et l'extension des libertés dans le cadre républicain ne va plus de soi. L'affaiblissement du PS en est le signe, relève dans sa chronique Françoise Fressoz, éditorialiste au « Monde ».

Publié aujourd'hui à 00h24, mis à jour à 06h50 Temps de Lecture 4 min.

Chronique. Pas un jour ne s'écoule sans qu'une polémique vise la gauche, la divise, l'expose à l'accusation de manquer de clarté face aux principes républicains.

La dernière en date touche Audrey Pulvar, la candidate soutenue par le Parti socialiste (PS) pour les régionales en Ile-de-France. Elle rejaillit, par ricochet, sur la maire de Paris, Anne Hidalgo, qui pousse péniblement ses pions en vue de la présidentielle de 2022. Interrogée, samedi 27 mars, par BFM-TV, sur l'organisation de réunions « *en non-mixité* » au sein du syndicat étudiant UNEF, son adjointe prend des gants. Elle « *récuse le mot race* », mais ne se dit pas pour autant choquée « *que des personnes discriminées (...) sentent la nécessité de se réunir entre elles pour en discuter* ». Si elle n'admet pas que l'on puisse « *jeter* » de tel atelier « *une femme blanche, un homme blanc* », elle cautionne en revanche « *qu'on puisse lui demander de se taire, d'être spectateur ou spectatrice silencieux* ».

Aussitôt, la droite et l'extrême droite lui tombent dessus au nom de « *l'indivisibilité de la République* » et de « *l'unité de la nation* ». Le PS et la Mairie de Paris, eux, restent silencieux. Nouvel épisode d'un feuilleton à tiroirs où sont jetées pêle-mêle les accusations de « *racisme* », d'« *essentialisme* », d'« *islamo-gauchisme* », au minimum de porosité au modèle communautaire anglo-saxon qui n'a rien à voir avec celui de la République.

Recompositions en cours

En 2016, alors premier ministre, Manuel Valls avait théorisé la coexistence de « *deux gauches irréconciliables* » : la républicaine et l'autre. Marqué par les attentats qui avaient endeuillé le pays durant le quinquennat de François Hollande, l'ancien maire d'Evry n'avait cessé de pointer le recul de la laïcité et la montée d'une gauche communautariste qu'il jugeait complaisante avec l'islamisme. Ces derniers jours, l'exilé de Barcelone, en rupture avec le PS, revient à la charge. « *Intersectionnalité, privilège blanc, dans mon propre pays, certains ont alimenté cette radicalité* », s'indigne-t-il dans son livre *Pas une goutte de sang français* (Grasset, 224 pages, 19 euros).

Au banc des accusés, il place certains dirigeants du Nouveau Parti anticapitaliste d'Olivier Besancenot, des écologistes, des communistes ou encore des amis de Benoît Hamon sans épargner Jean-Luc Mélenchon. Le

leader de La France insoumise est accusé d'avoir, par pur opportunisme électoral, mis en berne ses convictions républicaines pour tenter d'agréger les luttes communautaires.

La confrontation la plus féroce les oppose aux écologistes

Que les socialistes ou plutôt ce qu'il en reste se trouvent aujourd'hui percutés par ce débat est le signe le plus visible des recompositions en cours. Leur hégémonie appartient au passé : le compromis qui consistait à défendre l'Etat-providence et l'extension des libertés dans le cadre républicain ne va plus de soi.

La confrontation la plus féroce les oppose aux écologistes qu'ils ont longtemps considérés comme le petit frère turbulent qu'il convient de recadrer. Elle se déroule sur un territoire bien particulier, celui des villes et des métropoles, où la radicalité de la jeunesse et sa sensibilité au thème écologique rejoint souvent le combat en faveur des minorités. L'universalisme républicain n'y est plus considéré comme une évidence. Il est parfois sérieusement questionné : que vaut la promesse d'égalité si, en raison de son sexe, de sa religion ou de la couleur de sa peau, une partie non négligeable de la jeunesse française se sent discriminée ?

Cabas programmatique vide

L'entrée en campagne d'Anne Hidalgo témoigne de cette difficulté à se positionner. La maire de Paris veut éviter que le PS n'en soit réduit à soutenir un candidat écologiste en 2022. C'en serait alors fini du parti de Jaurès. Elle ne s'est cependant pas encore déclarée officiellement et ne le fera sans doute pas si les sondages qui la placent aux alentours de 8 % ne connaissent pas une sensible ascension. Elle perdrait alors tout : la présidentielle et la Mairie de Paris qu'elle administre avec Europe Ecologie-Les Verts (EELV).

Pour marquer sa différence avec EELV, Anne Hidalgo a placé une borne : le rapport à la République

Anne Hidalgo ne revendique pas non plus l'étiquette socialiste, ni le soutien de son parti et encore moins celui d'un ancien président de la République, François Hollande, qui fait toujours figure de paria. Ses proclamations selon lesquelles « *l'écologie doit être notre ossature et la solidarité notre boussole* » sont lénifiantes. Son cabas programmatique est, pour le moment, vide, car les propositions doivent venir de la base et être structurées par le réseau d'élus socialistes qui la soutient.

Pour bien marquer sa différence avec EELV, elle a cependant placé une borne : le rapport à la République, et n'hésite pas à chaque occasion à actionner la corde de rappel. Ainsi, n'aurait-elle pas, contrairement à la maire (EELV) de Strasbourg, voté une subvention à une association proturque pour financer une mosquée ? Soit, mais lorsque, pour être en résonance avec la colère des victimes du racisme, Audrey Pulvar, la candidate qu'elle soutient, invite les Blancs à « *se taire* » s'ils veulent participer à des réunions relatives au racisme frappant les « *personnes noires et métisses* », le message, forcément, se brouille.

Pour survivre, la gauche française doit-elle être résolument démocrate ou profondément républicaine ? En quatre ans, aucun débat n'a permis de canaliser l'orientation. Sorti fracassé de la présidentielle de 2017, le PS n'a pas eu l'énergie ni l'autorité pour le conduire, déléguant à la campagne présidentielle le soin de trouver le point d'équilibre.

Stratégiquement, c'est la pire des solutions, car, de l'extrême droite à La République en marche, tous les adversaires ou concurrents de la gauche ont intérêt à appuyer sur chaque tension pour tenter de la casser et de la marginaliser. L'enjeu est, ni plus ni moins, de la déposséder de l'héritage républicain qui, jusqu'à présent, la cimentait.

Françoise Fressoz(éditorialiste au « Monde »)

Pour ou contre l'écriture inclusive? Deux linguistes débattent

INTERVIEW - Julie Neveux, maîtresse de conférences en linguistique, et Franck Neveu, professeur de linguistique française, s'opposent sur l'utilité de cette graphie controversée.

Par **Alice Develey**

Publié il y a 11 minutes

«La langue s'accommode mal des positions dogmatiques», explique Julie Neveux. *Bertrand RIOTORD/Le Figaro*

Depuis son apparition, l'écriture inclusive cristallise les passions. Qu'elle s'invite à l'université, dans des médias ou au sein des sphères de l'Etat, à chaque fois son utilisation crée le débat. Franck Neveu, professeur de linguistique française à la Sorbonne, et Julie Neveux, maîtresse de conférences en linguistique à la Sorbonne et auteure de *Je parle comme je suis* (Grasset), ne sont pas d'accord sur son emploi et sa signification. Pour le premier, cette graphie sous-tend «une idéologie», quand pour la seconde, elle est «une nouvelle ressource linguistique disponible».

LE FIGARO. - Que vous inspire l'écriture inclusive?

Julie NEVEUX. - Je suis stupéfaite de la violence des débats autour de l'écriture inclusive, qui me rappellent à quel point la langue est politique, à quel point elle est un enjeu de pouvoir et à ce titre soumise à des jeux de négociation permanents. Pourquoi tant de haine de part et d'autre? De la part des puristes de la langue, qui pensent que leur objet chéri est menacé par ces barbares militantes, mais aussi de la part de certain(e)s défenseuses et défenseurs de ce type d'écriture, qui croient à tort qu'on peut imposer à tous une façon d'écrire ou de parler...

La langue en réalité, s'accommode mal des positions dogmatiques, elle vit sa vie plus tranquillement assez loin des débats; elle accompagne et reflète les changements profonds de nos sociétés, mais en douceur. Ainsi un volet majeur de l'écriture inclusive, le volet lexical, qui consiste à re-féminiser les noms de métier, comme «autrice» (que trois siècles de domination patriarcale avaient tout simplement évacués alors qu'ils existaient depuis le latin!) s'installe peu à peu dans la pratique des francophones.

On peut voir en l'écriture inclusive non pas une menace terrible, mais une nouvelle ressource linguistique disponible. Dont on peut, selon ses convictions, aussi selon les habitudes nouvelles qui seront prises, se servir. Mais encore faut-il être mieux éclairé sur les termes du débat. Il ne s'agit pas seulement, loin s'en faut, de points médians. L'écriture inclusive comprend en fait trois aspects: l'aspect lexical (féminisation des noms de métiers), lancé au Québec dans les années 1970, arrivé en France près de quarante ans plus tard; l'aspect syntaxique, avec l'accord de proximité (dire «les auteurs et les actrices sont créatives» en accordant «créatives» au nom le plus proche, ici le féminin, ce qui était une possibilité jusqu'au 17e siècle); et enfin l'épineux point médian, aspect purement graphique de l'écriture inclusive et proposition qui crée le plus de polémique.

Franck NEVEU. - On sait à présent que ce que l'on appelle «inclusivisme» dans le domaine de la langue ne saurait en aucune manière se limiter à des questions d'ajustement graphique ou d'usage du lexique. Il ne s'agit pas d'équilibrer les usages du masculin et du féminin dans le discours, comme on le fait avec la nécessaire et légitime féminisation des noms de métiers.

L'inclusivisme, comme idéologie, ne saurait être isolé d'un vaste mouvement entropique qui fait émerger un déconstructionnisme où prévaut la dialectique dominant/dominé. Celle-ci s'évertue à dénoncer en permanence la prétendue mainmise du patriarcat sur les emplois de la langue française, et à revendiquer la visibilité, dans les échanges privés comme institutionnels, des usages communautaires de la langue. Avec les traces laissées dans les emplois de la langue par l'inclusivisme on a quitté la fonction linguistique. Il s'agit souvent de tags qui servent de surligneurs idéologiques.

Nombre d'études ont fait apparaître les incohérences de l'écriture inclusive, l'irrégularité de son application, le développement des aberrations linguistiques qu'elle impose (on a pu voir récemment préconisé au Québec l'usage de «membresse» pour membre au féminin ; ou plus proche de nous une affiche diffusée dans la ville de Montreuil portant les mentions «marché paysan.ne», «produits fermier.e.s»).

Il est un point à souligner. L'extension de fait de l'écriture «inclusive» est en train de se transformer en application de droit. Contrairement à ce que l'on croit l'écriture «inclusive» n'a pas vocation à rester une option pour ceux qui la défendent, elle vise à s'imposer et à étendre son contrôle à tous les niveaux de l'usage linguistique. Ce qu'elle ferait d'autant plus facilement par l'immixtion mentale de l'autocensure: pour qui est-ce que je vais passer si je ne fais pas l'effort de l'inclusivisme linguistique.

« La réalité à laquelle s'attache l'écriture dite « inclusive » n'a rien à voir avec la langue. Elle s'attache à une réalité sociale et politique »

Franck Neveu

Ajouter des points médians permet-il vraiment de donner plus d'égalité, de visibilité des femmes?

Julie NEVEUX. - Les points médians ne sont qu'une des solutions proposées pour redonner plus de visibilité aux femmes. Pour celles et ceux qui défendent cette écriture, la réponse est oui. Ecrire les auteurs.trices serait faire acte de justice dans la langue, en nommant celles à qui les autorités linguistiques ont fait barrage à partir de la moitié du XVIIe siècle, leur interdisant d'accéder aux métiers de prestige (dont celui de l'écrivain, dont le statut se professionnalise à l'époque, devenant un enjeu économique et social majeur).

Je pense à un propos récemment tenu par Madame le Président de l'Académie Française, Hélène Carrère d'Encausse, propos rapporté par Frédéric Martel: *«Si Madame Hidalgo veut se faire appeler Madame la Maire, c'est son droit. Je respecte son choix. Mais "la maire", ce n'est vraiment pas beau»*. Mais, pour que la maire de Paris puisse s'autoriser à se désigner comme «la maire», il faut que cette ressource soit disponible! Et tous les arguments esthétiques («autrice» et «la» maire seraient laids) ne reposent que sur une très longue habitude. Est jugé laid ce qui phonétiquement n'est pas habituel. Linguistiquement, nous sommes tous, spontanément, réactionnaires! Alors, si certaines décisions linguistiques peuvent aider la langue à être plus en accord avec la société qui la parle, tant mieux. La langue reflète la société, mais avec parfois un temps de retard.

Franck NEVEU. - Ni les points médians ni aucune autre marque d'«inclusivisme» appliquée à l'usage de la langue ne peut avoir d'effet sur la place des femmes dans la société, ni sur les représentations que l'on peut en avoir. La langue, même «policée», ne saurait prémunir contre les idéologies discriminatoires ou les injustices sociales. Il est curieux d'avoir à rappeler au XXIe siècle que le mot arbre et l'arbre ce n'est pas la même chose. La réalité à laquelle s'attache l'écriture dite «inclusive» n'a rien à voir avec la langue. Elle s'attache à une réalité sociale et politique. Comme le rappelle Jean-Claude Milner dans un entretien à paraître dans la revue Cités (PUF, n° 86, p. 129): *«À ceux qui croient qu'en généralisant l'écriture inclusive on aura changé la réalité je pourrais répondre qu'ils retrouvent très exactement ce que Marx dénonçait comme idéologie: image inversée de la réalité. On invente une convention orthographique, pour ne pas regarder la réalité en face. [...] Croire qu'en manipulant les signes inscrits sur un support, on change le monde, c'est pire que de l'idéologie, c'est de la pensée magique. Le temps des runes est revenu»*. L'écriture «inclusive» ne dit pas ce qui est, mais ce qui, pour ses thuriféraires, devrait être. Lorsque l'on charge la langue de la mission de refléter dans la conscience linguistique non ce qui est mais ce qui doit être, on en fait une langue artificielle, c'est-à-dire un instrument idéologique mis au service de l'expression verbale du dogmatisme.

« Les anglophones pratiquent beaucoup plus que nous les mots épïcènes pour neutraliser la langue »

Julie Neveux

Les défenseurs de l'écriture inclusive confondraient-ils la question du genre avec le sexe?

Julie NEVEUX. - Non! Ils sont tout à fait au courant bien sûr que le genre de la grammaire n'est pas toujours un indicateur du sexe; et qu'il est, le plus souvent, complètement aléatoire. Beaucoup d'objets inanimés sont ainsi au masculin sans qu'on puisse s'expliquer pourquoi, à part à remonter le cours du temps et regarder leur étymologie. «Le livre» que l'on lit est au masculin, car «liber» était masculin en latin, tandis que «la livre», unité de mesure, vient du féminin en latin «libra».. Il n'y a que pour les personnes qu'on se pose la question du sexe, et que les partisan(s) de l'écriture inclusive revendiquent que le féminin se voie. Et encore. Si je dis «personne», justement, je ne vous donne aucune indication sur le sexe. C'est ce qu'on appelle un terme «épïcène», dont l'emploi fait partie des recommandations de tenants de l'écriture inclusive. Les anglophones pratiquent beaucoup plus que nous les mots épïcènes pour neutraliser la langue. C'est une solution sans doute plus consensuelle. Car il est sûr que l'étiquette «masculin» est peu heureuse et n'apaise pas le débat. Il serait d'ailleurs plus pertinent, d'un point de vue linguistique, de parler de forme non marquée (par défaut), et de forme marquée (le féminin). Tout le débat tient en réalité là: dans cette question de marque, du féminin; mais aussi du pluriel. Ce qui est difficile à comprendre et accepter pour la plupart d'entre nous c'est l'idée que la marque du pluriel ne soit plus capable d'inclure. La forme au pluriel, «les étudiants», exclurait donc les étudiantes.. Or ce n'est pas comme ça que nous avons appris à parler français. Mais pour certains militant(e)s, c'est une évolution nécessaire afin de rééquilibrer les formes masculin/féminin dans le langage.

Franck NEVEU. - Les mots n'ont pas de sexe, mais ils ont un genre, qui est conventionnel, et qui en français se répartit entre deux pôles (masculin/féminin). Le genre est une catégorie grammaticale, comme le nombre, l'aspect, par exemple, ou, dans les langues flexionnelles, le cas (c'est-à-dire la fonction). Ces catégories ont un rôle morphosyntaxique. Elles permettent d'établir les relations entre les mots au sein de l'énoncé, les accords par exemple. Elles n'ont aucun effet sur les représentations du monde. Si au restaurant je commande un lapin aux pruneaux je ne demande pas qu'on me serve un lapin mâle. Si j'évoque les sentinelles qui gardent l'entrée d'un bâtiment militaire je ne féminise pas les soldats qui occupent cette fonction. Il n'y a aucune corrélation à établir entre le genre des mots et le sexe de leur référent. La langue est faite de signes. Le signe linguistique est caractérisé par la linéarité et l'arbitraire: la linéarité, parce que deux signes ne peuvent être articulés simultanément ; l'arbitraire, parce qu'il est conventionnel. Le déficit de réflexion grammaticale devient préoccupant dans la société française. L'Ecole devrait tenir son rang sur ce point, et ne rien lâcher, sauf à accepter l'idée que des courants de pensée puissent faire fond sur cette ignorance. Il n'est d'ailleurs pas étonnant que le courant inclusiviste cible régulièrement la discipline linguistique à l'Université, censément porteuse de représentations patriarcales de la langue.

« L'écriture inclusive n'est pas seulement un problème majeur pour les personnes souffrant de handicap, mais bien au-delà, pour les enfants en apprentissage »

Franck Neveu

Est-elle vraiment inclusive, dans la mesure où elle complique la langue et la rend difficilement visible pour les personnes qui sont malvoyantes et/ou ont des difficultés à l'écrit?

Julie NEVEUX. - Le point médian peut en effet rendre la lecture plus difficile. Cet aspect de l'écriture inclusive, qui est purement graphique, et n'a d'ailleurs que très peu de cohérence morphologique, est celui qui a selon moi le moins d'avenir, même si je pense qu'il va rester dans l'usage en ce qui concerne les formules d'adresse dans certains milieux, comme à l'université, où l'on dit souvent, depuis quelques années, «bonjour à tous.tes». Aucune réforme n'est jamais apte à convenir à tous, et peut être est-elle en effet portée, en ce cas précis, par un idéal impraticable, et qui n'a pas vocation à être enseigné aux plus jeunes. Mais l'usage, comme toujours, fera son travail: il ne retiendra que ce qui se pratique aisément.

Franck NEVEU. - Une tribune signée en septembre par de nombreux linguistes, et que j'ai co-rédigée, soulignait précisément ce problème. L'écriture inclusive n'est pas seulement un problème majeur pour les personnes souffrant de handicap (malvoyance, dyslexie, dyspraxie), mais bien au-delà, pour les enfants en apprentissage. L'écriture inclusive rompt avec les règles de prononciation et de ponctuation, ainsi qu'avec les règles morphologiques que les jeunes élèves sont en train d'acquérir. C'est pourquoi de nombreuses

associations de parents d'élèves et une très large partie du corps enseignant se montrent hostiles à son application dans l'enseignement.

Est-il possible qu'elle entre dans l'usage alors même qu'elle est intenable à l'oral?

Julie NEVEUX. - En fait, on peut très bien imaginer que coexistent différents types d'écrits et différents usages. Un usage administratif, un usage officiel (les candidat.e.s doivent se présenter à telle heure), et un usage plus quotidien. Je m'aperçois pour ma part qu'à force de pratiquer l'adresse inclusive à mes étudiant.es, je me suis mise à les saluer, à l'oral, du mot «toustes», où je prononce le «s» et le «t», pour faire entendre le masculin et le féminin. S'en portent-ils, s'en portent-elles mieux? Je ne le sais pas. Certaines tentatives resteront, la plupart s'en iront..

Franck NEVEU. - L'inclusivisme linguistique strict n'est pas seulement intenable à l'oral, il l'est tout autant à l'écrit. Il est aisé de constater que son application systématique ne dépasse guère les quelques lignes d'ouverture d'un texte. Le reste s'égaré dans des incohérences qui soulignent le fait que son usage systématique est impossible, et que l'écriture «inclusive» n'est finalement qu'une position doctrinale. Quant à se généraliser, encore faut-il prendre conscience du fait que l'usage de la langue ne se limite pas au discours institutionnel. L'inclusive est contre-intuitive, c'est sa faiblesse.

« La langue est beaucoup plus mesurée que nous ne savons l'être! C'est la meilleure arbitre de nos débats: le temps passant, elle ne retiendra, de l'écriture inclusive, que l'essentiel... »

Julie Neveux

Il est d'ailleurs possible de noter une certaine anarchie dans ces écritures (on lit parfois «tou.tes.s» puis «tous.tes...»)...

Julie NEVEUX. - Quand un nouvel emploi arrive, il y a hésitation; regardez l'alternance entre le masculin et le féminin pour «Covid»! C'est donc d'abord la marque de son caractère récent. Mais il est vrai qu'en raison de son peu de cohérence morphologique et étymologique, le découpage par le point ne risque de s'inscrire dans la durée que dans certains usages bien circonscrits.

Franck NEVEU. - Disons que son utilisation n'est pas impossible, puisqu'on l'observe déjà. Mais cette application partielle et incohérente ne peut aucunement représenter l'usage de la langue dans son ensemble. Les usages d'une langue évoluent au gré des locuteurs, et non pas en fonction des règles établies par des groupes de pression.

Faut-il donc l'interdire comme cela a été proposé par des députés de la majorité et de l'opposition?

Julie NEVEUX. - En matière de langue, il est absurde d'interdire. Je parle, car j'ai besoin de parler, car j'ai envie de parler. Pour le faire, je me saisis de ce qui est disponible à ce moment-là dans mon stock lexical et grammatical. Des lois peuvent bien être votées, mais si l'usage se répand, car le plus grand nombre y trouve un écho (parmi ses voisins, ses voisines), une raison (lutter contre l'inégalité), ou juste une possibilité (et pourquoi pas?), elles ne serviront à rien. Les deux dernières interventions de l'Etat en matière de langue, en 1982 en faveur de la féminisation des métiers et en 1990 pour simplifier l'orthographe, n'ont fait qu'accompagner une évolution plus lente mais inéluctable de la langue. La langue est, en réalité, beaucoup plus mesurée que nous ne savons l'être! C'est en fait la meilleure arbitre de nos débats: le temps passant, elle ne retiendra, de l'écriture inclusive, que l'essentiel...

Franck NEVEU. - La proposition de loi portant interdiction de l'usage de l'écriture dite «inclusive» par les personnes morales en charge d'une mission de service public doit être comprise comme le prolongement des préconisations énoncées en novembre 2017 par le Premier Ministre. Le recours à la loi peut être jugé légitime, même si cela reste de peu d'effet sur les pratiques linguistiques institutionnelles, qu'il s'agisse de l'inclusive ou de l'application de la loi Toubon. Ce que la loi doit protéger, c'est l'intégrité de la morphologie de la langue française, afin de ne pas laisser se diffuser les paralogismes grammaticaux dont les conséquences sont dévastatrices sur les apprentissages linguistiques.

EU-WIEDERAUFBAUPLAN

Karlsruher Blockade sorgt für Unruhe in Südeuropa

... | Lesedauer: 5 Minuten

Von **Tobias Kaiser**

Korrespondent in Brüssel



Der Zweite Senat des Bundesverfassungsgerichts wird über den EU-Wiederaufbaufonds entscheiden. Die Frage ist nur, wann das Urteil erfolgt

Quelle: picture alliance/dpa

Das Verfassungsgericht hat die Corona-Hilfe der EU zwar aufgehoben. Doch ein kompletter Stopp ist unwahrscheinlich. Selbst wenn die Richter das aktuelle Konstrukt kippen sollten, dürften sich rasch Alternativen finden. Ideen kursieren schon – bis hin zur Verfassungsänderung.

In Brüssel gibt man sich unbeeindruckt. Zwar hat das Bundesverfassungsgericht die 750 Milliarden schwere Corona-Hilfe der EU gestoppt, trotzdem demonstriert die EU-Kommission Zuversicht. Die Behörde sei weiterhin überzeugt von der Rechtmäßigkeit der Pläne und rechne mit einem schnellen Urteil des obersten deutschen Gerichts, sagte Haushaltssprecher Balasz Ujvari. Und weiter: „Wir sind weiterhin zuversichtlich, dass der Zeitplan für die Aufnahme des Geldes und die Auszahlung nicht beeinträchtigt wird.“

Die Corona-Hilfen sollen eigentlich Ende Juni startklar sein. Im Juli sollen die ersten Mittel in die Mitgliedsländer fließen. Das setzt allerdings voraus, dass die Parlamente aller EU-Mitgliedsländer bis Ende Juni ihre Zustimmung zur Finanzierung des Wiederaufbauplans geben. Am Freitag hat

allerdings das Bundesverfassungsgericht die deutsche Zustimmung zu Europas Wiederaufbauplan gestoppt.

Die Richter haben Bundespräsident Frank-Walter Steinmeier untersagt, das sogenannte Eigenmittelbeschluss-Ratifizierungsgesetz zu unterzeichnen. Mit dem Gesetz, das in ähnlicher Form auch in den 26 anderen EU-Mitgliedsländern beraten wird und teilweise sogar bereits beschlossen wurde, erlauben die nationalen Parlamente der EU unter anderem, sich an den Märkten 750 Milliarden Euro für den Wiederaufbauplan zu leihen, und garantieren für die Schulden.

Die Anordnung vom Freitag ist allerdings keine Entscheidung in der Sache. Das oberste deutsche Gericht sichert sich damit lediglich die nötige Zeit, um über eine weitere Anordnung und die eigentliche Klage gegen den Plan zu urteilen.

Gleichwohl zeigt die Entscheidung deutlich, dass die Richter die Klage und die Argumente der Kläger um den Ökonomen und Politiker Bernd Lucke ernst nehmen.

Er und andere Gegner des Vorhabens befürchten, dass die Schuldenaufnahme auf EU-Ebene permanent eingeführt wird und dass Deutschland bei der Rückzahlung der Schulden, die bis 2058 gestreckt werden soll, möglicherweise für andere Länder einspringen muss.

Auch wenn die Kommission offiziell davon ausgeht, dass die Verfassungsrichter schnell urteilen werden: Das ist alles andere als ausgemacht. Wie sehr das Verfahren in Karlsruhe den aktuellen Zeitplan gefährdet, ist derzeit unklar. Klageführer Lucke, der einer der AfD-Mitgründer war, rechnet sogar damit, dass die Entscheidung Jahre auf sich warten lassen könnte. „Es kann sein, dass es zwei Jahre dauert, bis das Verfassungsgericht ein Urteil fällt. Das würde zwar die gemeinsamen EU-Schulden blockieren, nicht aber den Wiederaufbauplan. Der Rat müsste lediglich seinen Beschluss ändern und die EU durch normale Staatsanleihen statt durch Eurobonds finanzieren“, sagte Lucke WELT.

Berufung auf Notstandsartikel

Andere Beobachter rechnen lediglich mit Verzögerungen von wenigen Wochen – wenn überhaupt. Schließlich haben die Karlsruher Richter noch ein Vierteljahr, um über die einstweilige Anordnung

zu entscheiden, ohne den Zeitplan zu gefährden. Und in ähnlichen Situationen in der Vergangenheit war die aufschiebende Wirkung begrenzt.

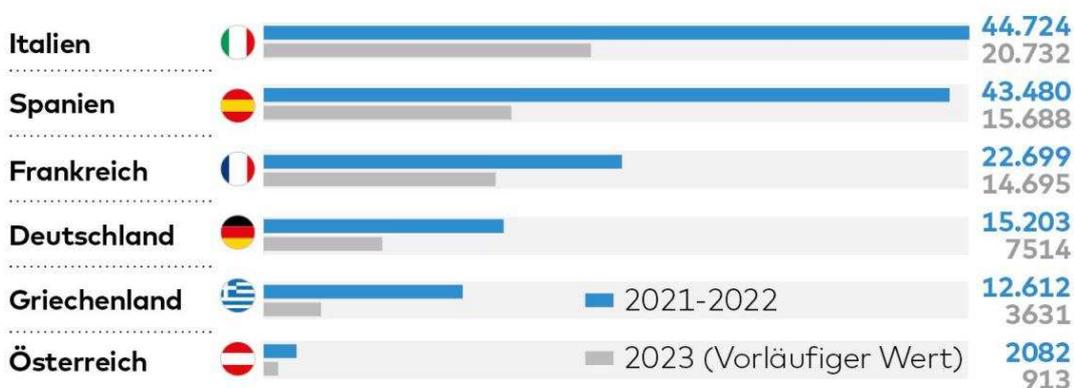
Die Verfassungsbeschwerde gegen den EU-Vertrag von Lissabon beispielsweise verzögerte das Inkrafttreten des entsprechenden Gesetzes um ein halbes Jahr. Beim ESM-Vertrag führten Verfassungsbeschwerden zu einer Verzögerung von drei Monaten.

Dass die Richter die deutsche Zustimmung zu den Corona-Hilfen ganz stoppen werden, halten Beobachter für sehr unwahrscheinlich. Zwar ist in den Europäischen Verträgen geregelt, dass sich die EU nicht verschulden darf. Und in der EU-Haushaltsordnung steht sogar explizit, dass die EU nicht befugt ist „im Rahmen des Haushalts Kredite aufzunehmen“. Die Staats- und Regierungschefs haben sich allerdings im vergangenen Juli, als sie die Hilfen auf ihrem Marathongipfel beschlossen haben, auf einen Notstandsartikel in den EU-Verträgen berufen.

Mit dieser Begründung könnten sie auch vor Verfassungsrichtern bestehen, so Jörg Krämer, der Chefvolkswirt der Commerzbank. „In zurückliegenden Urteilen zu europarechtlichen Fragen haben die Verfassungsrechtler den Politikern häufig mehr Gestaltungsspielraum zugebilligt als bei Fragen, die im Grundgesetz selbst geregelt sind.“ So habe das Gericht auch das Anleihenkaufprogramm PSPP nach einigen marginalen Ergänzungen akzeptiert.

Italien profitiert kräftig vom Corona-Wiederaufbaufonds der EU

Angaben in Millionen Euro



WELT

Quelle: EU-Kommission

Selbst wenn die Richter das juristische Konstrukt kippen sollten, dürften sich Berlin und Brüssel rasch eine Alternative überlegen. Dafür kursieren bereits allerlei Überlegungen von einer Verfassungsänderung in Deutschland bis zu einem zwischenstaatlichen Vertrag für den Wiederaufbaufonds, so dass er nicht mehr den Regeln der EU-Verträge unterliegt. Wenn alle 27 Mitgliedstaaten etwas wollen, finden sie auch einen Weg.

Gleichwohl hat die Blockade in Karlsruhe in Südeuropa für Unruhe gesorgt: Dort warten die Regierungen auf das Geld aus dem Wiederaufbaufonds, dem Kern des Corona-Plans Next Generation EU. Die Finanzminister haben erste Zahlungen aus Brüssel bereits eingeplant; Griechenland beispielsweise erwarte aus Brüssel im Juli und August rund vier Milliarden Euro, sagte der stellvertretende griechische Finanzminister am Wochenende.

Polen und Ungarn streiten immer noch mit Brüssel

Ihn und seine Kollegen dürfte sorgen, dass Deutschland nicht das einzige Land ist, wo eine Ratifizierung der EU-Schulden noch aussteht. Bisher haben nach Angaben der EU-Kommission 16 nationale Parlamente das Vorgehen abgesegnet. Sieben weitere haben angekündigt die Ratifizierung bis Ende April abzuschließen. Vier Länder haben allerdings noch keinen Zeitplan für die Ratifizierung: Österreich, Polen, Ungarn und die Niederlande.

Mit Deutschland ist jetzt ein fünftes Land hinzukommen und das könnte nicht ohne Folgen sein, warnt etwa die spanische Zeitung „El País“: „Eine Verzögerung von vielen Wochen scheint wahrscheinlich und könnte auch anderen Ländern Argumente liefern, ihrerseits die Ratifizierung zu stoppen.“

Tatsächlich gehörte die damalige niederländische Regierung im vergangenen Frühjahr und Sommer zu den schärfsten Kritikern des Wiederaufbauplans und war der Kern der sogenannten Sparsamen Fünf. Nach Neuwahlen formt der damalige Ministerpräsident Mark Rutte jetzt eine neue Regierung – die nach dem Wahlerfolg europafreundlicher Parteien dem Projekt stärker gesonnen sein könnte.

Polen und Ungarn streiten immer noch mit Brüssel und anderen EU-Mitgliedern, weil beiden Ländern Verfahren wegen des Bruchs rechtsstaatlicher Prinzipien drohen. In diesem Klima dürften sich die Parlamente mit der Zustimmung zu den EU-Schulden etwas länger Zeit lassen. Für Regierungen, die auf die Gelder aus dem Fonds warten, bedeutet das eine weitere Zitterpartie.

„Die Deutschen wären sofort bereit, auf eine nationale Armee zu verzichten“

...| Lesedauer: 9 Minuten

Von **Jacques Schuster**

Chefkommentator



Wolfgang Schäuble (CDU) und Frankreichs Ex-Verteidigungsministerin Sylvie Goulard

Quelle: MARLENE GAWRISCH/ WELT; picture alliance / Monasse Thierry/ANDBZ/ABACA

Wie findet die EU zu einer gemeinsamen Verteidigungspolitik? Und droht den Deutschen doch eine europäische Schuldenunion? Bundestagspräsident Wolfgang Schäuble (CDU) und Frankreichs Ex-Verteidigungsministerin Sylvie Goulard im Gespräch mit WELT.

WELT: Madame Goulard, der französische Philosoph Raymond Aron sagte einst, Europa sei „ein ökonomischer Riese, ein politischer Zwerg, ein militärischer Wurm“. Ich sehe kaum ein Anzeichen dafür, dass sich die Lage verändert hätte. Oder täusche ich mich?

Sylvie Goulard: Die Welt hat sich seit Arons Befund rasant verändert – geopolitisch wie sicherheitsstrategisch, ökologisch wie technologisch. Heute kämpfen wir gegen die Herausforderungen des Klimawandels, gegen die Folgen der Migration und die Fragen, die sich aus der technologischen Revolution ergeben. Europa mag sich in all diesen Fragen zu langsam bewegen, aber es bewegt sich.

Wolfgang Schäuble: Wir sollten Europas Fortschritte nicht zerreden, auch wenn sie klein erscheinen. Aber im Kern steckt noch immer eine gewisse Wahrheit in Arons Bonmot. Diese Wahrheit ist ja gerade unser aller Antrieb, in Europa voranzukommen.

Besonders die Präsidentschaft Donald Trumps hat uns gezeigt: Die Europäer müssen schleunigst lernen, ein größeres Maß an Verantwortung zu übernehmen. Das gilt natürlich auch für die Verteidigungspolitik. Gerade auf diesem Feld sind die Deutschen aus historischen Gründen ein schwieriger Partner ...

WELT: Ein Partner, der nicht bereit ist, eine wirkliche militärische Zusammenarbeit mit den Franzosen einzugehen. Oder nur dann, wenn es keine Krise gibt.

Schäuble: Ich habe bedauert, dass im Aachener Vertrag 2019 nicht auch deutlicher die Zusammenarbeit auf militärischem Gebiet festgeschrieben wurde. Dass diese heute fehlt, lag nicht an Paris. Jedenfalls sind wir noch lange nicht so weit vorangekommen, wie wir es müssten, um von einer deutsch-französischen Verteidigungsgemeinschaft zu sprechen. Sie wäre der Nukleus einer europäischen Verteidigungsgemeinschaft.

Jedes EU-Mitglied darf sich eingeladen fühlen, daran teilzuhaben. Solange es bei einer deutsch-französischen Initiative bleibt, sollte Paris übrigens die Führung übernehmen.



Sylvie Goulard, 56, war von Mai bis Juni 2017 Frankreichs Verteidigungsministerin. Die frühere Europaparlamentarierin gilt als Vertraute von Staatspräsident Emmanuel Macron

Quelle: AFP via Getty Images

Goulard: Französische Führung allein genügt nicht, um eine europäische Verteidigung zustande zu bringen. Zwar brauchen wir die Entschlusskraft der französischen Exekutive, etwa wenn es darum geht, zügig Truppen nach Mali zu verlegen. Gleichzeitig benötigen wir die Mitsprache der Parlamente und etwas von der deutschen Selbstbeschränkung.

Es muss klar sein, dass die EU eine einzigartige Macht sein wird, die auf ihren demokratischen Werten basiert und aus der eigenen Geschichte in allen ihren Aspekten – von den totalitären über die kolonialistischen Erfahrungen bis hin zur Ausbeutung des Planeten – gelernt hat.

WELT: Muss man nicht klar sagen: Eine eng verzahnte deutsch-französische Verteidigungsgemeinschaft muss scheitern, weil beide Staaten ein gegensätzliches Grundverständnis vom Einsatz der Armee haben? Oder anders formuliert: Solange Deutschland dem Prinzip der Parlamentsarmee verpflichtet ist, so lange kann es keine gemeinsame Armee geben.

Schäuble: Eine echte Parlamentsarmee ist die Bundeswehr nicht, sonst wäre ich als Bundestagspräsident der Oberbefehlshaber. Gott sei Dank bleibt mir das erspart. Aber Sie haben mit dem Parlamentsvorbehalt schon recht: Wir müssen uns mehr als die Franzosen bewegen. Deswegen hatte ich ja auf den Aachener Vertrag gehofft.

Ich hätte mir zum Beispiel eine Regelung vorstellen können, bei der Abgeordnete einer gemeinsamen Kammer der französischen Nationalversammlung und des Bundestages über einen Einsatz entscheiden, wenn die beiden Regierungen ihn für richtig halten. Würden wir das erreichen, könnte endlich auch die deutsch-französische Brigade aus ihrem Dämmer Schlaf geweckt werden.

WELT: Haben Sie einen Zeitrahmen vor Augen?

Schäuble: Ich hoffe, dass wir die Initiative in der nächsten Legislaturperiode aufgreifen können. Mit dieser Bundesregierung geht das nicht mehr – auch weil die geschwächten Sozialdemokraten es nicht wagen, ein zugegeben heißes Eisen anzufassen. Wir müssen also die Bundestagswahl und vielleicht auch die Präsidentschaftswahlen in Frankreich 2022 abwarten. Danach können wir vielleicht erste konkrete Schritte gemeinsam gehen.

Viel Zeit haben wir nicht. Wir leben in einer gefährlichen Welt, in der Europa eine einsatzfähige, moderne Armee braucht. Die Deutschen wären dafür zu haben. Sie wären sofort bereit, auf eine nationale Armee zu verzichten. Was Frankreich angeht, so bin ich skeptischer.

Goulard: Die meisten Franzosen hätten grundsätzlich keine Bedenken, mit den Deutschen eine gemeinsame Armee zu bilden. Es müsste nur vorher darüber debattiert werden, welchen Zweck diese Armee haben soll. Welche Mittel wollen wir ihr zur Verfügung stellen?

Auch müssten die institutionellen Strukturen solide aufgebaut sein, damit sie krisenfest sind. Es geht ja um Leben und Tod. Es darf nicht passieren, dass, wenn die ersten Särge nach Europa zurückkommen, Selbstzweifel an der grundsätzlichen Notwendigkeit der gemeinsamen Armee aufkommen.

WELT: Madame Goulard, Wolfgang Schäuble erneuert in seinem Buch seinen Vorschlag, in einem Europa der zwei Geschwindigkeiten zu einem föderativen Staatsaufbau zu gelangen und den EU-Kommissionspräsidenten direkt wählen zu lassen. Wäre Paris dafür zu gewinnen?

Goulard: Direkte Wahl? Das mögen die Franzosen sehr! Allerdings sehe ich in der Vielfalt der Sprachen und Kulturen ein praktisches Problem für einen einheitlichen Wahlkampf. Ich weiß nicht, wie das in parlamentarischen Demokratien wie in Italien oder Deutschland ankommt. Außerdem bleibt die Frage, die noch vor der Direktwahl des EU-Kommissionspräsidenten zu stellen ist: Welche Aufgabe und Funktion soll die EU-Kommission künftig haben? In der Vision der Gründerväter gewährleistete sie die Rechte der kleinen Länder den großen gegenüber, deswegen verfügte sie über das Initiativrecht.

Bis heute bedauere ich, dass der Reformvorschlag scheiterte, künftig weniger Kommissare als die Anzahl der Mitgliedstaaten einzusetzen. Sollte nicht übrigens der Kommissionspräsident oder die -präsidentin sich eine eigene Mannschaft zusammenstellen dürfen?

Schäuble: Nicht nur die EU-Kommission, auch das Europaparlament braucht ein Initiativrecht. Nebenher: Ich bedauere es sehr, dass das Europäische Parlament nach der letzten Wahl nicht die Kraft gefunden hat, sich auf einen Spitzenkandidaten zu einigen. Wäre es den Fraktionen gelungen, hätten sie sich gegen die Staats- und Regierungschefs durchgesetzt und den Anspruch des Parlaments auch für die Zukunft manifestiert.

WELT: Bleibt die Frage nach den zwei Geschwindigkeiten.

Goulard: Das Europa der zwei Geschwindigkeiten gibt es doch schon – seit der Einführung des Euro, auch durch den Schengen-Raum. Grundsätzlich sollten wir stets versuchen, mit allen 27 Mitgliedern voranzugehen. Wenn das nicht gelingt, sollten wenigstens immer Deutsche und Franzosen zusammen im Interesse Europas vorangehen.

Die Bundeskanzlerin hat dies eindrucksvoll getan, als sie im Rahmen der deutschen Ratspräsidentschaft während der Corona-Pandemie für den Solidaritätsfonds warb. Ohne eine

deutsch-französische Initiative und ohne das finanzielle Engagement Deutschlands wäre es nicht zu dem Wiederaufbauprogramm gekommen.

WELT: Sie sprechen über das 750-Milliarden-Euro-Hilfspaket. Inwieweit sehen Sie in dieser Solidaritätsaktion die Urzelle der Europäischen Wirtschafts- und Währungsunion?

Schäuble: Es ist tatsächlich die Gelegenheit, jetzt das nachzuholen, was schon bei der Einführung des Euro intendiert war. Allerdings stört mich, dass zu wenig darüber geredet wird, welche Chancen diese 750 Milliarden Euro bieten und was die Mitgliedsländer mit diesen Milliarden machen. Das Geld soll die Wirtschaft stärken und für mehr Innovationen sorgen. Ich würde mir sehr viel stärker wünschen, dass darauf der Fokus gelegt wird.

WELT: Die EU erhält die Möglichkeit, Kredite aufzunehmen. Müsste sie dann nicht auch über Einnahmen verfügen?

Schäuble: Selbstverständlich. Wenn sie an den Finanzmärkten Kredite aufnehmen kann, braucht sie auch Einnahmen, um diese Kredite zurückzuzahlen. Die EU muss Steuern erheben können.

WELT: Inwieweit sind die Deutschen im Bilde, dass es dann eben doch eine Schuldenunion geben wird?

Schäuble: Ich habe als Finanzminister nie gesagt, es werde niemals Eurobonds geben. Ich habe auch nie gesagt, dass es in einer Währungsunion keine gemeinsame Einlagensicherung geben darf. Es sind Positionen, die meine Partei vertreten hat. Ich nicht.

Wenn wir eine „ever closer union“ anstreben, dann muss diese Union sowohl Kredite aufnehmen dürfen als auch Einnahmen beziehen. Diese sind für Investitionen unentbehrlich. Frau Goulard hat ja die Felder genannt, in denen sie getätigt werden müssen.

WELT: Sie sind schon seit Längerem dafür, das Amt des EU-Kommissionspräsidenten mit dem des EU-Ratspräsidenten zu verschmelzen. Was erhoffen Sie sich davon?

Schäuble: Wenn man das Amt des Kommissionspräsidenten und das des Ratspräsidenten in einer Person vereinigte und ihm das Recht gäbe, seine Mannschaft selbstständig zu bilden und ihn oder sie dann als Spitzenkandidat bei den Europawahlen wählen ließe, dann wären wir im Aufbau eines föderativen Europas

nicht nur einen großen Schritt vorangekommen, sondern die EU wäre auch viel stärker demokratisch legitimiert.

Stellen Sie sich vor, dieses Amt wäre fusioniert und würde von einer Persönlichkeit wie Václav Havel geführt? Das wäre großartig. Es würde Europa einen ganz anderen Schub verleihen.

Goulard: Als Allererstes brauchen wir Mehrheitsentscheidungen. Nur so können wir 27 Blockaden vermeiden.

WELT: Wie erklären Sie sich, dass die Beteiligung an den Europawahlen seit der Zeit zurückgeht, seit die Parlamentarier von der europäischen Bevölkerung gewählt werden?

Goulard: Bei der letzten Wahl ist die Beteiligung gestiegen. Künftig brauchen wir grenzüberschreitende Wahllisten, sonst geht es meistens um die jeweilige Innenpolitik und nicht um Europa. Natürlich müssten solche Gesamtlisten die Vielfalt der Länder spiegeln. Erst danach können wir von Spitzenkandidaten reden.

WELT: Ein Grundproblem bleibt: Auf der europäischen Ebene kann es kein „One man, one vote“ geben, weil sonst die kleinen Staaten benachteiligt würden. Folglich werden die nationalen Parlamente immer demokratischer bleiben.

Schäuble: Ihre Bedenken sind überzogen. „One man, one vote“ gilt auch für das Europaparlament – jedenfalls innerhalb des jeweiligen Elektors. Wenn Sie es auf die einzelnen Wahlbezirke oder Wahlkreise beziehen, dann ist das Prinzip erfüllt. Vor Jahren habe ich mal einen britischen Abgeordneten der Liberaldemokraten, der außerdem ein renommierter Jurist ist, bei einem Verfassungsrechtskongress in Karlsruhe mit einem Richter des Bundesverfassungsgerichts ins Gespräch gebracht.

Im Scherz fragte ich den deutschen Richter, ob die britische Mehrheitswahl vor dem Bundesverfassungsgericht Bestand hätte. Seine Antwort darauf: „Unter gar keinen Umständen!“ Worauf ich zu meinem britischen Kollegen sagte: „Sehen Sie, wir müssen euch Briten erst noch einmal erklären, was parlamentarische Demokratie ist.“ Der Einzige, der den Witz nicht verstanden hat, war der Richter.

Goulard: „One man, one vote“ klingt selbstverständlich in dem bevölkerungsreichen Deutschland besser als in kleineren Ländern, die Angst vor der Hegemonie der Großen haben. Aber der Witz gefällt mir. Die Debatten über Europa sind häufig verkrampft. Trotz aller Schwierigkeiten zusammen zu lachen ist schön und bringt uns alle näher.

Le Figaro (site web)

mardi 30 mars 2021 - 18:24 UTC +02:00 1103 mots

Actualité ; Société

Dans les familles musulmanes, le grand tabou de l'apostasie

DÉCRYPTAGE - En France, contrairement aux pays où s'applique la charia, les représentants du culte musulman affirment ne pas criminaliser l'apostasie. Pourtant d'après un rapport, de très nombreux musulmans convertis subissent l'ostracisme de leurs proches, voire des agressions physiques.

« Les signataires s'engagent à ne pas criminaliser un renoncement à l'islam, ni à le qualifier d'apostasie, encore moins de stigmatiser ou d'appeler, de manière directe ou indirecte, d'attenter à l'intégrité physique ou morale de celles ou de ceux qui renoncent à une religion. » Parmi les grands principes du projet de charte rédigé par le Conseil français du culte musulman, c'est en particulier l'acceptation de l'apostasie qui a soulevé l'hostilité de plusieurs associations représentatives des musulmans en France. Ainsi quatre d'entre elles, sur les neuf qui composent le CFCM, ont refusé de signer la charte en estimant notamment que « certains passages et formulations du texte soumis sont de nature à fragiliser les liens de confiance entre les musulmans de France et la Nation ».

Sur la question en particulier de la liberté de croyance, que Jean-Pierre Chevènement avait déjà échoué à faire reconnaître aux autorités musulmanes en 1999, les associations réfractaires ont expliqué dans un communiqué commun leur réserve en arguant de l'imprécision du texte au sujet de l'apostasie. « Il n'existe aucune procédure officielle d'excommunication dans la religion islamique » expliquent-elles.

En clair, d'après ces associations, si des pays musulmans peuvent appliquer en d'autres endroits du monde une législation fondée sur la charia et donc punir clairement l'apostasie dans leur Code pénal (de peines allant de la prison à l'exécution pure et simple, comme encore dans au moins dix pays, l'Afghanistan, Arabie Saoudite, Brunei, Émirats arabes unis, Iran, Malaisie, Maldives, Mauritanie, Qatar, Yémen), en revanche les musulmans des autres pays dont la France sont libres de croire ou de ne pas croire, comme bon leur semble. Et la simple mention de ce point dans la charte est donc considérée comme insultante, au point de provoquer la colère de plusieurs représentants de la foi musulmane.

Pourtant, dans les faits, l'apostasie reste très peu acceptée dans les communautés musulmanes en France, souligne un rapport du Centre européen pour le droit et la justice dirigé par Grégor Puppink. L'organisation a collecté de nombreux témoignages d'anciens musulmans, pour la plupart convertis au christianisme, et pour qui l'abandon de la foi musulmane a été un véritable calvaire. « Une écrasante majorité de personnes quittant l'islam pour rejoindre le christianisme subit une persécution familiale et communautaire dont l'intensité varie grandement, du mépris à la violence » décrit le rapport, évoquant d'abord et surtout une persécution intra-familiale, des phénomènes de bannissement social, d'exclusion pure et simple de la communauté entraînant parfois la mise à la rue et la perte d'un emploi dans les quartiers où le communautarisme est exacerbé.

Une charia officielle

Parmi les témoignages collectés, certains ex-musulmans racontent avoir subi en outre des humiliations publiques, des crachats, parfois des coups, souvent des menaces ou des intimidations. Certains ont été surpris dans des guets-apens en pleine rue. La persécution est souvent renforcée par les réseaux sociaux, qui permettent de continuer d'exercer des pressions ou des menaces à distance, même lorsque l'apostat a coupé les ponts avec sa famille : « certains musulmans radicaux mettent à prix les coordonnées des convertis. Ce genre d'appel à dénonciation maintient lourdement la peur chez les convertis. Non seulement cela signifie qu'ils doivent rester discrets, quand bien même ils vivraient déjà loin de leur famille car n'importe qui pourrait les repérer et les dénoncer ; mais en plus, ils doivent prendre leur distance avec les réseaux sociaux, ou du moins être très prudents. »

Entre le droit et les faits, il y aurait donc un décalage immense - et extrêmement tabou. C'est du moins l'avis de Yassine Mansour, doctorant en droit à l'Université d'Aix-Marseille qui effectue une thèse sur le droit musulman, entre la théorie et la pratique. Lui-même converti au christianisme, il explique au Figaro : « *Aucun responsable religieux ne reconnaîtra l'existence de ces persécutions car elles correspondent surtout à une pression sociale, communautaire, qui dépasse en réalité la religion et qui touche à l'honneur ou à la vie intra-familiale. Si la charia n'existe pas en droit français, en revanche les quartiers où les musulmans vivent entre eux de façon concentrée recréent parfois une forme de charia officieuse, souterraine. Je le vois par exemple avec le ramadan : discrètement, certaines associations musulmanes enquêtent pour savoir qui le respecte ou non. La liberté religieuse n'est pas garantie de manière effective partout sur le sol français.* »

Une réalité que ne connaît que trop bien l'acteur Mehdi Djaadi, membre de l'association « *Mission Ismérie* » qui recueille des musulmans convertis au christianisme et abandonnés par leur communauté d'origine. S'il préfère rester discret sur son histoire personnelle, Mehdi relate en revanche l'histoire de personnes accueillies par son association dans un spectacle intitulé « *Coming out* », et qui sera joué de nouveau à la rentrée de septembre. « *Une fille que je connais a été enfermée par ses frères chez elle lorsque sa famille a appris qu'elle voulait se faire baptiser : ils lui ont interdit de sortir, et ont expliqué à son employeur qu'elle était en arrêt de travail* », raconte-t-il. « *Selon moi, la majorité des musulmans qui quittent l'islam sont persécutés par leurs familles. Davantage par leurs frères ou leurs cousins d'ailleurs que par leurs parents, qui essaient plutôt de garder un lien. Et lorsqu'il s'agit de filles, c'est pire, parce que l'honneur de la famille est davantage en jeu. Autant il est moins grave de cesser de pratiquer, de boire du vin ou de ne plus faire ramadan, autant se faire baptiser ou se déclarer non-musulman est un crime à l'encontre de la communauté, de l'Oumma. Et ce sujet est un immense tabou chez les autorités musulmanes.* »

Le Centre européen pour le droit et la justice ajoute en conclusion que l'apostasie doit être davantage prise en compte par le droit, d'une part car même si la charia ne s'applique pas en France, elle peut priver de leurs biens ou de leur héritage des personnes ayant la double nationalité avec un pays musulman. Rappelant la place de la liberté religieuse dans les grandes déclarations des droits de l'homme dont la France est signataire, l'organisation appelle également le gouvernement à rappeler aux autorités musulmanes le droit français et à ne pas faire de concessions aux associations qui refusent les principes du projet de charte de l'islam.

«Le plan de relance est une nouvelle illustration du déficit démocratique de l'Union européenne»

FIGAROVOX/TRIBUNE - La cour constitutionnelle allemande de Karlsruhe a décidé de suspendre l'emprunt de 750 milliards d'euros pour le plan de relance lié à la crise du Covid, pour examiner son bien-fondé juridique. Pour l'ancien banquier Jean-Michel Naulot, cette vérification est légitime, le recours à l'emprunt par la commission étant, selon lui, contraire au droit européen et anti-démocratique.

Par Jean-Michel Naulot

Publié hier à 13:41, mis à jour hier à 13:41

«La voie supranationale ne doit être choisie que si elle apporte une plus-value.» *ARIS OIKONOMOU/AFP*

Ancien banquier et ancien membre du Collège de l'Autorité des marchés financiers, Jean-Michel Naulot est l'auteur d'Éviter l'effondrement (Seuil, 2017).

Après l'accord du 21 juillet dernier sur l'emprunt de 750 milliards d'euros, la Commission européenne était restée très discrète sur les bases juridiques qui l'autoriseraient à emprunter. Aux investisseurs financiers, elle expliquait qu'ils bénéficieraient de la garantie solidaire des États et que l'Union faisait toujours face à ses engagements financiers. Ce n'est que le 24 janvier, lors du débat de ratification à l'Assemblée nationale, que l'on a pu découvrir l'explication juridique.

Celle-ci est pour le moins étrange. Puisque les États donnent leur garantie à l'emprunt et que cet emprunt finance un programme de dépenses précis, il est dit que le «*produit de l'emprunt*» doit être considéré comme une «*recette affectée externe*».

Jusqu'à présent, moins de 1% des recettes budgétaires appartenaient à cette rubrique (par exemple, les amendes infligées aux États, les revenus de fondations, les contributions financières de certains États à des programmes de recherche).

Ce traitement comptable ignore un pilier du Traité de l'Union européenne, l'article 5, qui énonce qu'une compétence non attribuée, ici le recours à l'emprunt, n'existe pas.

Ce traitement comptable ignore un pilier du Traité de l'Union européenne, l'article 5, qui énonce qu'une compétence non attribuée, en l'occurrence le recours à l'emprunt, n'existe pas. Il contourne les deux articles qui interdisent explicitement le recours à l'emprunt (articles 310 et 311 du Traité de fonctionnement de l'Union européenne).

Dans ces conditions, faut-il s'étonner que la Cour constitutionnelle allemande suspende la ratification de l'accord européen en attendant de l'examiner de manière approfondie? Elle fait son travail. Si elle décide de faire un renvoi préjudiciel devant la Cour de justice de l'Union européenne, comme elle l'a fait antérieurement à propos de la politique monétaire, celle-ci aura à son tour à se prononcer ce qui risque de prendre du temps.

Cette affaire nous rappelle plusieurs évidences. D'abord, la voie supranationale ne doit être choisie que si elle apporte une plus-value. Si les dirigeants européens avaient réellement souhaité manifester leur solidarité

financière face à la pandémie, au lieu d'instrumentaliser la crise pour tenter d'avancer vers le fédéralisme, ils auraient choisi la voie interétatique (article 122 du TFUE).

Les aides financières à l'Italie et à l'Espagne seraient en place depuis longtemps. Le problème est exactement le même que pour les commandes de vaccins: la réactivité, la recherche du circuit court, est un élément décisif pour être efficace dans la mondialisation.

Deuxième réflexion, dans une période où l'argent est gratuit, le recours à l'emprunt commence à ressembler à une fuite en avant. Avec la mise en place du «*quoi qu'il en coûte*», le dérapage de la dette française est spectaculaire. Alors que la France et l'Allemagne avaient le même niveau de dette en 2007 (64% du PIB), nous sommes désormais à 120% alors que l'Allemagne reste à 75%. Dans ces conditions, doit-on se féliciter de la création d'un deuxième niveau de dette avec l'emprunt européen?

En évoquant l'emprunt, les dirigeants européens s'adressent parfois à leurs concitoyens comme à des enfants.

Dernière réflexion, le plan de relance européen est une nouvelle illustration du déficit démocratique de l'Union européenne. En évoquant l'emprunt, les dirigeants européens s'adressent parfois à leurs concitoyens comme à des enfants. L'emprunt est une manne financière qui tombe du ciel! Le processus de mise en place des subventions est lui-même très lourd et peu transparent.

Dans cette affaire, comme dans celle des vaccins, il est donc normal que la critique s'exerce. La Commission, autorité non élue, est là pour servir, non pour imposer. Dans un discours célèbre, prononcé lors de la ratification du Traité de Rome le 18 janvier 1957, Pierre Mendès France déclarait: «*L'abdication d'une démocratie peut prendre deux formes, soit le recours à une dictature interne par la remise de tous les pouvoirs à un homme providentiel, soit la délégation de ces pouvoirs à une autorité extérieure, laquelle, au nom de la technique, exercera en réalité la puissance politique*».

Ce discours garde une certaine actualité et nous invite à la vigilance. C'est ce que fait la Cour de Karlsruhe.

Pierre Liscia: «Audrey Pulvar est le révélateur du naufrage politique et moral d'une partie de la gauche»

FIGAROVOX/TRIBUNE - Les propos d'Audrey Pulvar sur BFMTV samedi, à propos des réunions non-mixtes, ont provoqué de nombreuses réactions dans le paysage politico-médiatique. Pour le porte-parole de *Libres!* Pierre Liscia, l'adjointe de la maire de Paris tombe dans la même ignominie que les racistes qu'elle prétend combattre.

Par Pierre Liscia

Publié le 29/03/2021 à 17:50, mis à jour hier à 09:33

Audrey Pulvar sur BFMTV samedi dernier. *BFMTV*

Pierre Liscia est porte-parole de Libres!, ancien élu de Paris et auteur de La Honte (Albin Michel).

Il n'a suffi que d'une phrase pour ruiner tous les efforts entrepris non sans mal par un PS moribond pour se redonner un semblant de respectabilité républicaine après des années d'ambiguïtés, de compromissions et de lâchetés.

Invitée à réagir à la polémique suscitée par l'organisation de réunions non-mixtes au sein de l'UNEF, Audrey Pulvar tombe le masque. «*Je préfère les réunions "réservées à" [aux noirs] que les réunions "interdites à" [aux blancs]*», avant de lâcher que si une femme ou un homme blanc (sic) venait à y participer, il serait prié de «*se taire*».

Si la rhétorique est absurde - faire la promotion d'un modèle ségrégationniste tout en espérant s'ériger en chantre de l'antiracisme - elle révèle surtout un mal bien plus profond qui traverse la gauche et dont Audrey Pulvar en est devenue le révélateur.

Il faut réécouter les propos tenus par la candidate du PS aux élections régionales en Île-de-France. Ils sont réfléchis, mesurés et étayés. Ils ne sont ni un dérapage, ni une maladresse, mais bien le fruit de plusieurs années d'un cheminement idéologique mortifère qui a conduit toute une partie de la gauche à abandonner l'universalisme républicain et le principe de laïcité qui sont pourtant au cœur de son ADN politique pour défendre aujourd'hui ce qu'elle honnissait hier: le communautarisme, le différentialisme et le séparatisme.

Audrey Pulvar essentialise les individus en fonction de leur couleur de peau et piétine ainsi tout universalisme républicain.

À mesure que l'électorat populaire et ouvrier s'est tourné vers la droite et l'extrême droite, la gauche s'est mise en quête d'un nouveau prolétariat et a vu dans le communautarisme une forme de nouvelle lutte des classes, érigeant le «*racisé*» en nouvel ouvrier zolien.

Glissant de l'antiracisme universel au racialisme indigéniste, elle s'est laissée corrompre par des théories et des concepts qui lui ont pourtant toujours été étrangers: la culture de l'excuse et de la repentance perpétuelle, le décolonialisme ou le concept de «*blanchité*», quitte à afficher une certaine complaisance à l'égard d'un repli identitaire qui se sert de l'antiracisme comme d'un alibi. Une lente dérive qui a conduit la gauche solférinienne à l'agonie.

Qu'on se le dise, nul ne prétend nier à des personnes victimes de discriminations le droit de se réunir et d'en discuter. Ce qui est choquant, c'est de considérer ce droit à l'aune de la seule couleur de leur peau et non selon leur expérience de vie et des souffrances qu'ils ont pu endurer.

En disant cela, Audrey Pulvar essentialise les individus en fonction de leur couleur de peau, mais aussi de leur religion ou de leur orientation sexuelle, piétinant ainsi tout universalisme républicain. En République, le degré de pigmentation de la peau d'un homme ou d'une femme ne sera jamais un critère d'attribution d'un droit ou d'une liberté - celui de participer ou non à une réunion comme celui de s'exprimer. Ceux qui disent le contraire comme Audrey Pulvar se vautrent dans la même ignominie que les racistes qu'ils prétendent combattre.

La cheffe de file du PS en Île-de-France incarne à elle seule le naufrage politique et moral de cette gauche qui a désormais pour boussole l'assignation identitaire et raciale et pour qui il est des racismes plus acceptables que d'autres. C'est insupportable et cela place de facto la candidate du PS et ses soutiens à la marge du champ républicain.

Plus assourdissant encore que tous ces éclats d'indignation, le silence de la direction du PS sur le sujet, et surtout de celui d'Anne Hidalgo.

Sans surprise, le tollé a été immédiat et l'indignation nationale. *«Dans ma région, aucun habitant ne doit être discriminé pour la couleur de sa peau. Il n'y a pas de racisme acceptable»* a immédiatement réagi Valérie Pécresse dans un tweet en forme d'avertissement salutaire à tous ceux qui seraient tentés de jouer le jeu de la division pour grappiller quelques voix. La Présidente de la Région apparaît dès lors comme la dernière digue républicaine face à la pression des identitaires et des communautaristes.

LFI et EELV ont immédiatement volé au secours de la candidate socialiste mais la macronie semble plus partagée. Si certains se sont associés aux condamnations de la droite, d'autres à l'instar de Christophe Castaner, l'actuel chef de la majorité à l'Assemblée nationale et ancien ministre de l'Intérieur, ont au contraire apporté leur soutien à Audrey Pulvar.

Plus assourdissant encore que tous ces éclats d'indignation, le silence de la direction du PS sur le sujet, et surtout de celui d'Anne Hidalgo qui a fait de la candidature de son adjointe à la Mairie de Paris une étape cruciale dans sa stratégie présidentielle pour 2022. Non seulement cet épisode révèle combien la gauche est empêtrée dans son alliance du pire avec sa frange toujours plus idéologisée et radicalisée, mais il a surtout mis au grand jour la cassure entre d'une part, ceux qui assument d'être intransigeants quant au respect des principes qui fondent notre pacte républicain et d'autre part, ceux qui capitulent par opportunisme électoral. En la matière, la lâcheté n'a pas de parti.

Pour la Maire de Paris enfin, l'enjeu est important. Dans sa course vers la présidentielle, elle avait même consenti à s'antagoniser une partie de sa majorité en affirmant que les écologistes avaient *«un sujet avec la République.»*

Pourtant, Anne Hidalgo n'a pas toujours été d'une grande clarté à cet égard. Au contraire, elle fait partie de ceux qui pendant des années ont entretenu et entretiennent encore des ambiguïtés manifestes avec les communautarismes.

Anne Hidalgo peine à faire oublier qu'elle continue à verser des subventions publiques à des officines qui ne dissimulent pas leur proximité avec la mouvance indigéniste et le CCIF.

Derrière les discours et les postures, Anne Hidalgo peine à faire oublier qu'elle continue à verser des subventions publiques à des officines qui ne dissimulent pas leur proximité avec la mouvance indigéniste et le CCIF comme la FASTI ou l'ACORT, des associations qui par leurs prises de position entretiennent la détestation de la France en l'accusant d'un racisme d'État dirigé contre les musulmans et de mener en outremer une politique coloniale discriminatoire et violente, qui attisent la haine des forces de l'ordre en dénonçant des *«rafles»* de migrants et qui reprennent à leur compte la rhétorique victimaire des terroristes islamistes visant à imputer à la France la responsabilité des attentats de Charlie Hebdo et du Bataclan.

Qui se souvient qu'en 2017, Anne Hidalgo avait eu une réaction plus que timorée au sujet de la tenue du festival Nyansapo dont la programmation prévoyait des ateliers «*interdits aux Blancs*» malgré la sortie d'Alain Jakubowicz, alors président de la Licra, qui s'offusquait qu'une telle manifestation puisse se tenir dans des locaux appartenant à la municipalité?

Face à l'ampleur de la polémique, elle avait finalement fait savoir qu'elle se réservait le droit de poursuivre ses organisateurs. Une indignation de façade puisque le festival s'est bel et bien tenu et qu'aucune plainte de la Ville n'a été déposée.

«*Au fond, il n'y a qu'une seule race: l'humanité*» disait Jean Jaurès, père fondateur de la gauche française. Ce week-end, ses héritiers - Audrey Pulvar en tête - lui ont tourné le dos autant qu'à la République. Faut-il seulement leur rappeler que les faillites intellectuelles et morales précèdent toujours les naufrages politiques?

Face aux craintes de l'islam politique, la notion d'« assimilation » fait son retour

CHRONIQUE

Anne Chemin

Développée sous la IIIe République comme condition nécessaire à la naturalisation, cette notion, à la différence de celle d'« intégration », implique l'abandon des différences pour se fondre dans le creuset national. Reléguée au second plan dans les années 1980, elle revient ces dernières années dans le débat public.

Publié aujourd'hui à 07h00, mis à jour à 07h19 Temps de Lecture 3 min.

Histoire d'une notion. En ce début d'année 2021, trois ouvrages – *Eloge de l'assimilation* (Editions du Rocher, 248 p., 18 euros), de Vincent Coussedièrre, *Assimilation, en finir avec ce tabou français* (Editions de l'Observatoire, 96 p., 10 euros), de Lydia Guirous, et *Le Rêve de l'assimilation* (Passés composés, 352 p., 22 euros), de Raphaël Doan – témoignent du retour en grâce, ces dernières années, d'une notion qui, depuis les années 1980, était devenue quelque peu désuète. Un nouvel engouement partagé par une partie du monde politique : notamment [Nicolas Sarkozy](#) et Marine Le Pen, qui ont beaucoup célébré les mérites de ce processus « *indispensable à la cohésion de la nation* ».

Empruntée aux sciences naturelles, l'assimilation désigne une théorie qui a « *dominé la littérature sur l'immigration pendant une grande partie du XX^e siècle* », souligne la sociologue Mirna Safi dans la *Revue française de sociologie*. « *Elle anticipe qu'au fil du temps et des générations, les populations issues de l'immigration se rapprocheront de plus en plus des natifs jusqu'à devenir indiscernables.* » Ce processus, résume le sociologue Abdelmalek Sayad, consiste à « *passer de l'altérité la plus radicale à l'identité la plus totale* ».

Ironie de l'histoire : les hommes qui ont transposé pour la première fois ce terme biologique dans le monde social voulaient non pas favoriser l'harmonisation culturelle, mais consolider les frontières entre les races. Selon le sociologue Abdellali Hajjat, auteur des *Frontières de l'« identité nationale », l'injonction à l'assimilation en France métropolitaine et coloniale* (La Découverte, 2012), le terme apparaît en effet, au XVIII^e siècle, dans les sociétés esclavagistes des Antilles qui craignent « *l'assimilation des gens de couleur avec les personnes blanches* ».

Associée aux politiques coloniales

Terrifiées à l'idée que les esclaves affranchis se confondent un jour avec les Blancs, les autorités coloniales interdisent ainsi aux « mulâtres libres » de porter des « *soieries et dentelles* », de mettre des chapeaux, de faire baptiser leurs enfants sous d'autres noms que ceux tirés de l'« *idiome africain* », de s'assembler « *sous prétexte de noces* », de danser sans la permission des officiers de l'administration ou de prendre la qualification de « *Monsieur* » ou de « *Madame* ». « *La grande peur des Blancs des Antilles est nommée "assimilation"* », résume Abdellali Hajjat.

Le véritable âge d'or de la notion d'assimilation est cependant beaucoup plus tardif. Dans une recherche lexicométrique qui mesure la fréquence de ce mot depuis le XVIII^e siècle dans l'ensemble des ouvrages francophones (romans, essais, thèses, littérature grise), François Héran, professeur au Collège de France, montre que l'expression « *assimilation des étrangers* » prend son essor sous la III^e République. « *Ralentie par les crises économiques et les guerres mondiales, elle culmine en 1929 et en 1949* », explique-t-il.

Sous la III^e République, le terme assimilation est associé aux politiques menées dans les colonies. Si les « indigènes » veulent acquérir la nationalité française, ils doivent prouver qu'ils respectent les « *critères de civilisation* » élaborés par l'administration coloniale. En Indochine, les candidats à la naturalisation sont ainsi sommés de démontrer qu'ils « *s'habillent à la française* », qu'ils ont adopté la « *politesse française* » et que leur habitation est « *aménagée à la française (salon, bureau de travail, chambre à coucher, etc.)* ».

La peur de la fragmentation culturelle

En 1927, l'assimilation entre dans le vocabulaire juridique de la métropole en devenant, là encore, une condition d'accès à la naturalisation. Hantée par le spectre de la dépopulation, la France souhaite accueillir « *les éléments d'origine étrangère vraiment assimilables et susceptibles de s'y fondre rapidement à la deuxième génération, tant en raison de la naissance et de l'éducation sur le même sol de France que d'une consanguinité fréquente de race et des alliances avec des familles françaises* ». La priorité est alors donnée aux « *racés sœurs* » au détriment de ceux que l'on appelle alors les « *Orientaux* » ou les « *Levantins* ».

Si notre droit de la nationalité est, aujourd'hui encore, fidèle à cette tradition assimilationniste – « *nul ne peut être naturalisé s'il ne justifie de son assimilation à la communauté française* », précise le Code civil –, le terme, à partir des années 1980, a été détrôné, dans le débat public, par celui d'« intégration ». Ce processus suppose, non pas la suppression radicale de toutes les spécificités culturelles, mais leur intégration à un « *projet commun* » qui, au nom du « *vivre-ensemble* », met l'accent sur « *les ressemblances et les convergences dans l'égalité des droits et des devoirs* ».

Depuis le début des années 2000, la crainte de l'islam politique et la hantise de la fragmentation culturelle ont cependant redonné à la notion d'assimilation une seconde jeunesse. « *Face à une immigration de plus en plus perçue comme une menace, constate François Héran, le législateur met la barre toujours plus haut : pour être naturalisés, les étrangers doivent désormais adhérer aux valeurs de la République, laïcité en tête, et non plus seulement parler français et avoir un emploi. Depuis la campagne présidentielle de 2017, certains programmes politiques rêvent en outre de placer la barre toujours plus tôt, en exigeant un engagement à s'assimiler dès l'entrée sur le territoire.* »

„Vermute, dass die deutschen Zahlen höher sind, weil den meisten die Tests zu teuer sind“

...| Lesedauer: 6 Minuten

Von **Martina Meister**

Zwei französische Studenten haben die Website Covidtracker gebaut, deren Datenlage so klar ist, dass sie inzwischen nicht nur von Krankenhäusern genutzt wird, sondern auch von Präsident Emmanuel Macron. Zu den deutschen Corona-Zahlen äußern sie eine Vermutung.

In der Corona-Pandemie zeigt sich in vielen Ländern eklatantes Staatsversagen. Wenn der Staat versagt, müssen andere ran. Das dachte sich der Informatikstudent Guillaume Rozier. Der 24-Jährige lancierte Covidtracker, eine Website mit Grafiken, die den Verlauf der Pandemie veranschaulichen und Aufklärung leisten soll.

Ein Jahr später ist Covidtracker ein wichtiges Werkzeug für Krankenhäuser, Journalisten, Kommunen und sogar für Frankreichs Präsidenten Emmanuel Macron, der sich während der wöchentlichen Krisensitzungen im Élysée-Palast auf Covidtracker bezieht. Angesichts der sich zuspitzenden Lage auf den Intensivstationen hat Macron die Beschränkungen inzwischen wieder verschärft, auch die Schulen werden geschlossen.

Bleibt abzuwarten, wann sich die Beschlüsse positiv auf die Zahlen auswirken. Rozier wird das genau verfolgen. Gemeinsam mit ihm arbeiten inzwischen neun junge Menschen ehrenamtlich an dem Projekt, darunter auch der 22-jährige Student Elias Orphelin.

WELT: 1,5 Millionen Besucher kommen jeden Monat auf Ihre Seite auf der Suche nach klaren, verlässlichen Informationen zur Pandemie. Wie hat alles angefangen?

Guillaume Rozier: Als ich Anfang März vergangenen Jahres sah, was in Italien los war, wurde mir klar, dass uns dasselbe droht. Aber damals wiegten sich hier alle in Sorglosigkeit. Die Franzosen blickten hochmütig auf Italien und dachten sich, dass ihnen das nicht passieren könne. Viele Politiker sagten, Corona sei nur eine kleine Grippe, außerdem habe Frankreich ein besseres Gesundheitssystem. Ich habe dann eine Grafik gemacht, die die Infektionszahlen in Italien und Frankreich verglich: Die Kurven waren exponentiell und verliefen parallel. Frankreich hinkte nur acht Tage hinterher.

Elias Orphelin: Bei mir war der Auslöser ganz klar, helfen zu wollen. Als Student der Betriebswirtschaft kann man schlecht beim Krankenhaus anklopfen und fragen, was man tun kann. Aber mit Zahlen umgehen, Excel-Tabellen erstellen und schöne Farbgrafiken machen, das kann ich. Das ist mein Beitrag: den anderen dabei helfen, zu verstehen, was vor sich geht.



Wollen ihre Website möglichst schnell vom Netz nehmen: Guillaume Rozier (r.) und Elias Orphelin

Quelle: Martina Meister

WELT: Wäre es nicht eigentlich Aufgabe der Regierung, eine solche Website zu machen?

Rozier: Ich habe mir diese Frage auch gestellt, ob ich eigentlich legitim bin, schließlich ist es bis heute eine Amateurwebsite. Wenn ich höre, dass ein Krankenhaus seine Krisensitzung mit dem Covidtracker beginnt, um die Lage einzuschätzen und die Personalplanung zu machen, freut mich das, aber mir wird auch klar, welche Verantwortung ich trage. Inzwischen bin ich der Überzeugung, dass ich durchaus das Recht habe. Genau das ist ja das Prinzip von Open Data: Der Staat sammelt Daten und veröffentlicht sie, weil das seine Aufgabe und Pflicht ist. Er macht seinen Teil, die Bürger leisten ihren. Alle profitieren von diesem positiven Kreislauf. NGOs, Vereine, jeder kann sich der Daten bedienen und damit kluge Dinge anstellen.

Orphelin: Die Corona-Krise ist ja auch eine politische Krise. Wenn die Regierung eine Entscheidung trifft, wenn sie die Maßnahmen lockert oder verschärft, meldet sich sofort die Opposition und kritisiert das. Würde die Regierung ihre eigenen Grafiken veröffentlichen, könnte man ihr vorwerfen, nur das zu zeigen, was ihr in den Kram passt. Wenn Bürger diese Arbeit übernehmen, können die Politiker sich dieser Analysen bedienen, ohne in den Verdacht zu geraten, Informationen zu verdrehen.

WELT: Anfangs mussten Sie sich die Daten noch von den regionalen Gesundheitsämtern und aus den Regionalzeitungen zusammensammeln. Jetzt sind sie zentralisiert. Gibt es Daten, die Sie immer noch nicht bekommen?

Rozier: Ja, ganz einfache Dinge werden nicht erfasst. Beispielsweise wie viele von den positiv getesteten Fällen durch einen Schnelltest oder einen PCR-Test festgestellt wurden oder wie viele Menschen Symptome haben, wie viele nicht. Das wäre alles wichtig, um die Epidemie genauer zu verstehen.

Orphelin: Frankreich war eines der letzten Länder in der EU, das keine Zahlen über den Anteil der Mutanten veröffentlichte. Wir mussten lange kämpfen, viele Mails schreiben. Aber das ist der Vorteil daran, dass Covidtracker jetzt so bekannt ist: Die Leute sehen das, denken sich einen Hashtag aus und machen Druck auf die Regierung.

WELT: Auch zu den Impfungen gab es anfangs keine Zahlen...

Rozier: Das war wirklich irrsinnig. Ich habe das Ministerium regelrecht genervt und irgendwann hat mich der Gesundheitsminister angerufen und sein OK gegeben. Aber wir waren anfangs die einzigen, die die Impffzahlen bekamen. Ich fand das falsch, habe mit Streik gedroht und gesagt, ich veröffentliche sie nicht mehr, wenn sie nicht jedem zugänglich sind.

Orphelin: Ich habe dich da sehr bewundert, Guillaume. Du warst der Einzige, der über offiziellen Zahlen verfügte, warst besser informiert als alle Redaktionen im Land, aber du hast die Größe besessen, dieses Privileg aus Prinzip aufzugeben, weil du dich für den offenen Zugang zu Daten stark machst. Nicht viele hätten so gehandelt wie du.

Rozier: Ich habe kurz gezögert (lacht). Aber abgesehen davon, dass ich mir damit Feinde gemacht habe unter den Journalisten, ist es auch nicht an mir gewesen, die Verantwortung für die Zahlen zu tragen. Das Gesundheitsministerium hat sie zusammengetragen, also muss es die Daten auch veröffentlichen. Für mögliche Fehler hätte sonst ich die Verantwortung gehabt.

Orphelin: Außerdem hätte das unsere Unabhängigkeit infrage gestellt. Wir sind ja nicht die Pressesprecher von Macron.

WELT: Gibt es denn einen Spielraum bei der Interpretation der Daten oder ist alles rein mathematisch?

Rozier: Wir versuchen, so objektiv wie möglich zu sein. Wenn man aber Daten in Grafiken übersetzt, ist das zwangsläufig nicht komplett neutral. Selbst die Wahl einer Farbe oder die Breite einer Linie ist subjektiv.

Orphelin: Sie werden aber seit einem Jahr keinen einzigen Tweet von uns finden, der politisch ist oder der Politik Ratschläge gibt. Dieselbe Grafik von uns kann von jemand benutzt werden, der den schärfsten Lockdown fordert und von einem anderen, der für das genaue Gegenteil plädiert.

WELT: Vergleichen Sie Länder untereinander, können Sie sagen, wer am besten reagiert hat?

Rozier: Es ist schwierig, die Länder untereinander zu vergleichen, nicht nur, weil die Politik unterschiedlich reagiert, sondern auch, weil die Daten anders gesammelt werden. In Deutschland gab es beispielsweise Probleme mit den Tests, die PCR-Tests müssen bis heute bezahlt werden, was hier in Frankreich nicht der Fall ist, weshalb bei uns massiv getestet wird. In Deutschland hat man zwei Monate lang die zweite Welle total unterschätzt, einfach, weil zu wenig getestet wurde. Meine Vermutung ist: Die Zahlen sind viel höher, weil den meisten Leuten die Tests zu teuer sind.

WELT: Sie dachten im Sommer, etwas voreilig, der Covidtracker habe seinen Dienst getan. Wann ist endlich alles vorbei?

Orphelin: Wenn Covid-19 dank der Impfungen und der Behandlungsmöglichkeiten eine Krankheit ist wie jede andere, die nicht mehr unser Leben umwirft. Ich fürchte, das wird erst im Sommer 2022 der Fall sein. Hoffentlich täusche ich mich!

Rozier: Ich denke, das passiert schon in diesem Sommer. Jedenfalls freue ich mich auf den Tag, wenn ich auf den Knopf drücken und die Seite vom Netz nehmen kann.

Orphelin: Dann machen wir einen Grillabend bei Guillaume im Garten und lernen uns endlich alle kennen – bislang kennen wir uns nur aus Videokonferenzen.

Sind diese Frauen auch ausreichend „woke“?

—| Lesedauer: 5 Minuten

Von Julien Reitzenstein



Tuareg-Frauen in Mali: Sollte man ihre Rolle in der eigenen Gesellschaft kritisch hinterfragen - oder wäre das moralisch genau das Falsche?

Quelle: pa/Bildagentur-online/Hermes Images/Tips Images

Aktivisten der Wokeness tragen ihre Thesen zu Gender und Sexismus mit missionarischer Absolutheit vor. Aber werden diese Ideen auch in Afrika oder Asien akzeptiert? Und wenn nein: Dürfen wir sie anderen aufzwingen? Wäre das nicht Kolonialismus? Über woke Widersprüchlichkeit.

Niemand, der mit Empathie durch die Welt geht, niemand, der *woke* ist, wird widersprechen: Ob sich Menschen als Männer, Frauen oder etwas anderes identifizieren, sie müssen gleiche Rechte und gleiche Chancen bekommen. Diskriminierung hat ebenso wenig eine Daseinsberechtigung wie der Rassismus und sein Verwandter, der Kolonialismus.

Dessen Übel umfassen nicht nur Raub, beispielsweise von Kunst oder Bodenschätzen. Es kommt hinzu oder steht in Wechselwirkung miteinander, dass weiße privilegierte Menschen anderen Kulturen ihr eigenes Ideal von Zivilisation aufzwingen. Kultur war, was in von Weißen geschaffenen Kirchen und Schulsystemen sowie den von ihnen verbreiteten Büchern als Kultur definiert wurde.

Zudem erzogen die Eroberer ihre Untertanen in den Kolonien paternalistisch zum „richtigen“ Umgang mit anderen Menschen. Mit militärischer Gewalt oder mit der Güte, die wirtschaftlichen Vergünstigungen innewohnt, wandten sie sich beispielsweise gegen Menschenopfer und Kannibalismus. So war es bereits damals eine Art von *wokeness*, die weiße Kolonisatoren zur Unterdrückung solcher Traditionen und kulturellen Identitäten trieb.

Sklaverei gehörte im antiken Rom ebenso zur Normalität wie der Anspruch, vermeintlich rückständig Lebenden in aller Welt die Segnungen römischen Rechts zu bringen. Möglichst viele Menschen sollten darauf geprägt werden, nach von Rom definierten zivilisierten Regeln miteinander umzugehen und Dinge zu benennen.

In den Jahrhunderten nach dem Zusammenbruch des römischen Imperiums war Sklaverei in Europa keineswegs verschwunden. Die sogenannten Barbaresken-Korsaren, muslimische Seeräuber aus Nordafrika, verschleppten etwa zwischen 1530 und 1780 schätzungsweise eine Million christlicher Europäer. Die Erinnerung an diese Überfälle auf Küstensiedlungen bis weit in den Norden ist etwa in Irland bis heute noch präsent.

Der Niedergang dieser Korsarenflotten setzte erst ein, als unter anderem die jungen USA die ersten Kriegsschiffe bauten, um die Korsaren ab 1801 in die Schranken zu weisen. Die USA griffen dabei in Nordafrika auch in die Regierungsbildung ein. Für viele Linke ein früher Sündenfall der USA, der sich noch unzählige Male wiederholen sollte: der Anspruch, mit militärischer Macht andere Staaten politisch und kulturell zu prägen.

Dieser Anspruch war ebenfalls beim Aufbau des sogenannten Zweiten Britischen Weltreichs in jener Zeit prägend. Parallel zur Verfolgung ihrer wirtschaftlichen Interessen verlangten die Briten von den Unterworfenen ideologische Anpassung. Dazu zählte auch, dass 1807 der Sklavenhandel und 1833 die Sklaverei an sich verboten wurden. Dieses Verbot wurde auch in anderen Kulturen durchgesetzt, oft mit militärischer Gewalt.

Ethnien, bei denen Sklaverei ein Teil der Kriegskunst, der kulturellen Identität und auch der politischen Machtdemonstration war, wurden in Identitätskonflikte getrieben und auch in Kriege untereinander gehetzt. Betrachtet man die Argumente jener, die sich für das Verbot der Sklaverei und dessen Durchsetzung starkmachten, ähneln sie oft Argumenten heutiger Debatten: Man wollte *woke* sein und Unterdrückten zu Würde und Selbstbestimmung verhelfen.

Die islamistische Terrororganisation Boko Haram (oft übersetzt als „westliche Bildung ist Sünde“) trägt die Ablehnung westlicher Kultur im Namen. Sie formuliert besonders radikal, was in vielen kultursensiblen Milieus der westlichen Welt ohnehin als Konsens gilt: Der Kolonialismus ist nicht durch die Entlassung der Kolonien in die staatliche Eigenständigkeit beendet. Kulturelle Vergewaltigung und Gehirnwäsche zur Umpolung auf westliche Kultur und vor allem Sprachlichkeit bei Marginalisierung lokalkultureller Eigenheiten halten bis heute an. Kolonialismus ist daher nach wie vor präsent.

Möglicherweise ist dies der Grund dafür, dass viele schuldbewusste Menschen in der westlichen Welt Anteil am Schutz der letzten indigenen Völker nehmen, die noch nie einen Menschen außerhalb ihrer eigenen, jahrtausendealten Lebenswirklichkeit gesehen haben.

Und man darf den Gedanken sympathisch finden, indigene Völker beispielsweise im brasilianischen Regenwald sowohl vor ihnen fremden Krankheitserregern als auch vor Social Media und McDonald's zu schützen. Gerade dort, wo man *woke* ist, dürfte die Sympathie für solche Anliegen groß sein, mithin dort, wo akademische Disziplinen wie „Critical whiteness“ und Gender Studies besonders geschätzt werden.

Doch muss man diese Menschen auch vor unsensibler Sprache schützen? Soll man sie lehren, sexismusfreie, gendersensible, intersektionale Sprache zu verwenden, damit sie einander zukünftig nicht mehr verletzen? Soll man deren Vorstellungen geschlechtlicher Identitäten und der Rolle der Frau in der Gesellschaft kritisch hinterfragen? Diese unterscheiden sich nun doch etwas von jenen privilegierter Feministinnen.

Es steht die Frage im Raum, wie diese progressiven Konzepte von der Mehrheit der Menschheit verstanden werden. Muss man den Bevölkerungen der muslimischen Staaten Südostasiens, der arabischen Welt oder auch in Afrika vorwerfen, dass sie in Bezug auf Geschlechtergerechtigkeit nicht *woke* sind? Muss man sie sanktionieren? Und wie ist es mit den Machismo-Gesellschaften Mittel- und Südamerikas? Soll man verlangen, dass sich diese Kulturen jenen Blaupausen anpassen, die *woke*-weiße privilegierte Menschen von einer gerechten Welt zeichnen?

Die Kultur der *wokeness* vermag in westlichen Gesellschaften jene, die sie kritisieren, unter existenziellen Druck zu setzen. Es birgt Gefahren, ihren missionarischen Absolutheitsanspruch in Frage zu stellen. Es ist an der Zeit, eine ehrliche Debatte zu führen: Erwarten die Verfechter der *woke culture*, dass auch die Menschen in Mali, Afghanistan und dem brasilianischen Regenwald ihren Konzepten und Werten folgen? Dieser moralische Anspruch wäre jenem der Kolonisatoren nicht unähnlich.

Oder sind diese Menschen zu rückständig für solch fortschrittliche Konzepte? Dann könnte man an die paternalistische Arroganz der Kolonisatoren denken und fragen, ob die *woke culture* -Idee hier nicht über ihre eigenen Füße stolpert.

Wer *woke* sein will, sollte Verhältnismäßigkeiten im Blick haben und mit überzeugenden Argumenten vorgehen, statt mit sozialem Druck zu arbeiten und kulturelle Rabattmarken zu verteilen. Wenn aber die Definition von Gerechtigkeit zum Privileg fortschrittlicher Milieus in von Weißen geprägten Gesellschaften wird, droht der *woke culture* das Abgleiten in Kolonialkultur.

Das wäre bedauerlich, denn die heutige *woke culture* sollte eine Chance bekommen, Mehrheiten zu überzeugen. So kann sie sich von der gewaltsam durchgesetzten *wokeness* der Kolonisatoren absetzen. Zudem ist die Mehrheit der Weltbevölkerung weder *woke* noch weiß. Moralischer Kolonialismus wäre gefährlich und auch kontraproduktiv. Anhand guter Beispiele für die eigenen moralischen Standpunkte zu werben, ist nachhaltiger. Dies gilt für westliche Gesellschaften ebenso wie für den Rest der Welt. Denn der Gedanke, durch Überzeugung die Gleichstellung aller geschlechtlichen Identitäten sowie die Abschaffung jeglicher Diskriminierung voranzutreiben, ist zu wichtig, um durch paternalistischen Aktionismus beschädigt zu werden.

Julien Reitzenstein forscht und lehrt als Historiker zu NS-Verbrechen und Ideologiegeschichte.

„Gendergerechte Sprache ist eine der dümmsten Ideen“

Von Marie-Luise Goldmann



„Sprache lebt von Tradition“: Richard David Precht

Quelle: Gunter Glücklich/Gunter Gluecklich

In der Pandemie ist Star-Philosoph Richard David Precht zu viel von Rechten die Rede – und zu wenig von Pflichten. Er schlägt ein soziales Pflichtjahr im Rentenalter vor. Und erklärt, wie man sinnlose Gebote wie das Gendern von vernünftigen unterscheidet.

Richard David Precht ist nicht nur einer der prominentesten Philosophen der Gegenwart, sondern auch beliebter Talkshow-Gast und Moderator der Fernsehsendung „Precht“ im ZDF. Seine Bücher sind regelmäßige Bestseller. Die Geschichte der Philosophie, Künstliche Intelligenz, Tierrechte, Bildung, Liebe: Es gibt wenige Themen, über die der Starphilosoph noch nicht nachgedacht und publiziert hat. Jetzt widmet er sich einem Thema, das schon immer im Zentrum der Philosophie stand, aber seit Beginn der Corona-Pandemie wieder mit neuer Vehemenz diskutiert wird: die Pflicht („Von der Pflicht: Eine Betrachtung“, Goldmann 2021, 176 S.).

WELT: Sie stellen Ihrem Buch den biblischen Imperativ voran: „Ertragt einander und vergebt einander!“ Damit schlagen Sie einen sehr versöhnlichen Ton an. Was dann in Ihrem Buch folgt, ist aber teilweise eine starke Kritik, zum Beispiel an Querdenkern und Verschwörungstheoretikern.

Richard David Precht: Ich bin gerne bereit, Verschwörungstheoretikern und Querdenkern zu vergeben.

WELT: Und der Regierung?

Precht: Ja, auch der Regierung. Ich verstehe jeden, der sich über bestimmte Dinge aufregt, über inkonsistente Maßnahmen etwa oder die schleppend anlaufende Impfkampagne. Trotzdem stelle ich mich

aber nicht in die erste Reihe und versuche auf Merkel oder Spahn einzudreschen. Weil ich es auch nicht besser könnte, wenn ich in ihrer Situation wäre. Und das ist ein großer Unterschied zu früherer Kritik von mir. Wenn ich kritisiere, dass Deutschland zu wenig für den Klimaschutz tut, dann denke ich, ich könnte das besser. Dann denke ich, ich wüsste schon, was und wie man es machen müsste. Aber bei Corona weiß ich es nicht.

WELT: Die meisten haben ja, obwohl sie keine Experten sind, einen recht klaren Standpunkt: Die Vertreter der Kampagne „ZeroCovid“ fordern einen Total-Lockdown, andere wollen weniger Lockdown und dafür mehr auf Eigenverantwortung setzen. Sie müssen doch auch eine Position haben?

Precht: Ich finde, die Sache ist recht übersichtlich: Wenn alle Vulnerablen geimpft sind, also alle über 70 und alle stark Vorerkrankten, dann sehe ich nicht ein, dass der Staat weiter irgendwelche Maßnahmen ergreifen sollte. Das halte ich für konsequent, weil die Argumentationsspur in meinem Buch immer ist, dass wir das alles zum Schutz der Schwachen machen. Wenn die Schwachen aber sehr weitgehend geschützt sind, hat der Staat nicht mehr die Aufgabe, mich vor mir selbst zu schützen. Wie oft ich mir die Hände wasche, ob ich Abstand halte, eine Maske trage, das ist dann meine Sache und geht den Staat nichts mehr an. Es sei denn, der Impfstoff wirkt nicht gegen neue Mutationen – aber das wollen wir uns gar nicht erst ausmalen.

WELT: Christian Drosten hat davor gewarnt, zu lockern, sobald die Alten geimpft sind, weil er befürchtet, dass dann die Intensivstationen mit jungen Menschen gefüllt werden.

Precht: Irgendwann kommt einfach der Punkt, da ist jeder für sich selbst verantwortlich. Die Tatsache, dass der Staat keine Maßnahmen mehr ergreift, bedeutet ja nicht, dass ich für mich selbst keine Maßnahmen mehr ergreife. Der Staat wird dann sagen: Wir können es nicht länger verantworten, diese Maßnahmen durchzuführen, aber wir appellieren an euch, in eurem Interesse, euch an die Hygieneregeln zu halten. Wenn der Staat uns immer zu jeder Zeit schützen will, dann kommen wir nie aus dem Lockdown raus.

WELT: Angela Merkel hat sich ja für ihren Fehler, über Ostern zwei zusätzliche Ruhetage festzulegen, entschuldigt. Überhaupt kann man derzeit so etwas wie eine Kultur der Entschuldigung beobachten. Wie finden Sie das?

Precht: Grundsätzlich war ich schon immer der Ansicht, dass es den Politikern gut zu Gesicht steht, sich mehr für eigene Fehler zu entschuldigen und vor allem mehr zuzugeben. Wenn Christian Wulff damals, als er seine Affäre hatte, hingegangen wäre und alles aufgezählt hätte, was er falsch gemacht hatte – das waren

ja alles nur Kleinigkeiten –, und dann angeboten hätte, zurückzutreten, dann hätten alle gesagt „Boah, der hat Eier, Respekt!“ Niemals hätte man seinen Rücktritt gefordert. Allerdings gibt es ein anderes Problem: Angela Merkel hat sich jetzt einmal entschuldigt, das kann sie nicht viermal machen.

WELT: Warum nicht?

Precht: Wenn viermal auf Konferenzen etwas entschieden wird, was dauerhaft nicht aufrechterhalten werden kann, und sich die Kanzlerin jedes Mal am nächsten Tag entschuldigt, dann hat sie jegliche Autorität verspielt. Diese Karte kann man also nur selten ziehen.

WELT: Müssen Sie sich für irgendeine philosophische Fehleinschätzung entschuldigen?

Precht: Wie viele andere auch, hatte ich die Dimension von Corona anfangs völlig unterschätzt. Ich habe gedacht, das wäre nach zwei, drei Monaten, wenn es wärmer wird, wieder weg. Ich konnte mir nicht vorstellen, dass wir uns so lange mit diesem Problem rumschlagen müssen.

WELT: Haben Sie deshalb so lange damit gewartet, Ihr Buch zu dem Thema zu schreiben?

Precht: Ich hatte zunächst tatsächlich nicht vor, über Corona zu schreiben. Das liegt daran, dass sich die Situation pausenlos verändert. Wir hatten ja so viele Etappen und ganz vieles von dem, was man am Anfang geschrieben hat, ist irgendwann nicht mehr relevant. Das ist das Problem mit Corona-Büchern. Ich wollte kein Buch schreiben, das in einem Jahr veraltet ist. Mein Buch ist ja auch eigentlich kein Buch über Corona, sondern Corona ist nur der Aufhänger, um über die Frage der Pflicht gründlicher nachzudenken.

WELT: Pflicht ist ein ziemlich angestaubtes Konzept. Man denkt an Kant und Preußen. Oder, wie Sie selbst an einer Stelle schreiben, ans Zähneputzen und Aufräumen. Warum die Auseinandersetzung mit so einem altmodischen Begriff?

Precht: In der Corona-Diskussion ist die ganze Zeit die Rede von Grundrechten. Viele Leute schreien immer: „Meine Grundrechte sind eingeschränkt, was ist mit meinen Grundrechten?“ Diese Leute scheinen nicht zu verstehen, dass unser Staat aus einem sehr komplizierten Gefilz aus Rechten und Pflichten besteht. Der Staat hat nicht nur das Recht, Grundrechte einzuschränken, er hat sogar die Pflicht, Grundrechte einzuschränken. Denn wenn er das nicht täte, wäre das Grundrecht auf Leben von hunderttausenden Menschen gefährdet.

Um das zu verhindern, muss er im direkten Vergleich geringer gewertete Grundrechte, zum Beispiel das auf Versammlungsfreiheit, einschränken. Das heißt, der Staat muss handeln. Denn wenn er nicht handelt, werden ja auch Grundrechte verletzt. Dann kommt der Staat seiner Schutzpflicht nicht nach. Und wenn der Staat von mir verlangt, Maske zu tragen, um andere zu schützen, dann bin ich dazu verpflichtet, das zu tun, selbst wenn ich den Sinn dahinter nicht richtig einsehen sollte.

WELT: Es gibt aber doch gute Gründe, dass wir heute die Idee der Pflicht nicht mehr so hoch hängen wie das früher mal der Fall war und stattdessen dem Gefühl eine zentralere Rolle zuschreiben.

Precht: Es ist ja wunderbar, dass wir heute in einer Gesellschaft leben, in der sehr viele Leute viel Spaß haben können. Das war in früheren Gesellschaften tatsächlich nicht der Fall und das sehe ich auch als großen Fortschritt. Aber wenn wir dadurch vollständig die Pflichten vernachlässigen, dann leben wir in einem unregierbaren Staat. Ohne ein gewisses Pflichtgefühl – und das ist ja auch ein Gefühl –, kann ein liberal-demokratischer Staat nicht existieren. Denn der braucht mehr Pflichtgefühl als eine Diktatur. Diktaturen brauchen nur einen sehr wirkungsvollen Polizeiapparat, kein Pflichtgefühl.

WELT: Kann man Pflichtgefühl trainieren?

Precht: Ja, man kann das Pflichtgefühl am einfachsten trainieren, indem man die Pflicht tut. Es gibt bestimmte Erfahrungen, die kann man nicht theoretisch machen. Menschen, die anderen helfen, entwickeln ihren Charakter anders als Menschen, die das nicht tun. Man nennt das Selbstwirksamkeitserfahrung. Man hat etwas Gutes getan, positives Feedback dafür bekommen und fühlt sich super. Ich selbst habe noch Zivildienst gemacht und hätte es wunderbar gefunden, statt die Wehrpflicht auszusetzen, ein allgemeines soziales Pflichtjahr einzuführen. Damit auch junge Leute, die oft nur das tun, was ihnen Spaß macht, die Erfahrung machen, wie es ist, etwas für andere zu tun, und etwas zu tun, was man von sich aus eher nicht gemacht hätte.

Ich glaube, dass es sehr gut wäre, wenn unsere Rentner auch ein soziales Pflichtjahr absolvieren würden. Die sind im Durchschnitt 63, wenn sie in Rente gehen, und viele würden wahrscheinlich nach ihrem Pflichtjahr freiwillig in der neuen Tätigkeit weiterarbeiten, weil es ihnen so viel Spaß macht. Je mehr Menschen in diesem Land etwas für andere tun, desto besser ist es um unser Land bestellt.

WELT: Das ist ein sehr positives Menschenbild. Nur weil man Menschen dazu verpflichtet, etwas zu tun, tun sie es doch nicht automatisch gerne.

Precht: Es wird wahrscheinlich eine kleine, zähe Minderheit geben, die sehr trotzig darauf reagieren wird. Und wer so trotzig darauf reagiert, dass er sich lieber umbringen würde, als etwas für andere zu tun, den kann man dann aus psychosozialen Gründen auch ausmustern. Es wird keiner dazu gezwungen, auf einer Kinderkrebstation Kindern vorzulesen, der Kinder hasst. Keiner muss Krötenzäune bauen, der auch freiwillig nicht in den Wald gehen würde. Niemand will schwer kranke Menschen, misanthropische Menschen oder Spinner in einen Pflichtdienst zwingen.

WELT: Wie wollen Sie es durchsetzen, dass die Leute ihr Pflichtjahr auch wahrnehmen? Was für Strafen soll es gegen Verstöße geben?

Precht: Keine allzu drastischen.

WELT: Dann handelt es sich also eher um eine Empfehlung als um eine Pflicht.

Precht: Es ist doch so: Wenn die meisten ihr soziales Pflichtjahr machen, dann fallen diejenigen, die es nicht machen, dumm auf. Man muss sich überlegen: Will ich zu denen gehören, die aus ihrer Pflicht ausscheren? Und das wird nicht die Mehrheit sein.

WELT: Wann könnte Deutschland so weit sein, Ihren Vorschlag anzunehmen?

Precht: Ich habe gelernt, keine Jahresprognosen zu geben. Ich kenne aber einen guten Trick. Der besteht darin, immer zu sagen, „in zwanzig Jahren“. Weil man denkt, ja, das könnte durchaus sein, aber in zwanzig Jahren denkt kein Mensch mehr daran, dass ich vor zwanzig Jahren gesagt habe, „in zwanzig Jahren“. Deshalb könnte ich jetzt sagen „in zwanzig Jahren“, aber das bedeutet so was wie „in sieben Jahren“ im Märchen.

WELT: Sie werden wahrscheinlich schon vorher in Rente gehen. Absolvieren Sie dann trotzdem Ihr soziales Pflichtjahr, quasi freiwillig?

Precht: Selbstverständlich. Einiges mache ich ja jetzt schon. Ich bin zum Beispiel Schirmherr bei „Mentor“, wo Kinder Nachhilfeunterricht bekommen. Ich kann mir wunderbar vorstellen, auch während der Rente Kindern etwas zu erklären oder sie zu unterrichten, ob in Deutschland oder auch in einem afrikanischen Land.

WELT: Sie bemängeln zu wenig Pflichtbewusstsein in der heutigen Gesellschaft. Viele Menschen haben aber im Gegenteil eher das Gefühl, sie werden momentan an allen Ecken und Enden gegängelt. Sogar wie sie sich ernähren und wie sie sprechen sollen, wird ihnen vorgeschrieben. Zum Beispiel im Hinblick auf gendergerechte Sprache gibt es ja schon im Vorfeld, bevor irgendwelche Gesetze auch nur in Kraft treten können, extrem viel Widerstand gegenüber vorsichtigen Vorschlägen.

Precht: Ich finde die Vorschläge auch dämlich. Also den Widerstand kann ich nachvollziehen.

Gendergerechte Sprache ist eine der dümmsten Ideen unserer Zeit. Sprache ist kulturelle Heimat für Menschen, Sprache lebt von Tradition. Die Tatsache, dass ich jetzt Mitbürger*innen oder Nationalsozialist*innen sage, macht aus mir keinen besseren Menschen und schafft auch nicht die geringste Form von Gleichberechtigung.

Das ist eine Form, sich völlig zu verrennen. Ich finde es selbstverständlich gut und richtig, Frauen völlig gleichberechtigt zu behandeln, aber mit dem Gendern hat man auf das falsche Pferd gesetzt und versucht, einen toten Gaul durch das Ziel zu reiten. **Weil die Linke nicht mehr daran glaubt, dass man die Welt besser machen kann, versucht sie, die Sprache besser zu machen.**

WELT: Woran erkennen wir denn, welche Pflichten und Vorschriften gut sind und welche nicht? Gibt es ein allgemein verbindliches Kriterium?

Precht: Nein, das gibt es nicht. Was wir brauchen ist eine geschulte Urteilsfähigkeit. Die Fähigkeit, sich vorurteilsfrei mit etwas auseinanderzusetzen und sich erst nach einiger Überlegung ein Urteil darüber zu bilden, geht in unserer Gesellschaft gerade vor die Hunde. Mein Buch hat zum Beispiel schon Verrisse bei Amazon bekommen, bevor es überhaupt erst erschienen ist.

WELT: Der eine Punkt ist, als Bürger Pflichtgefühl und Urteilsfähigkeit zu trainieren. Wäre der andere Punkt, als Staat mehr Mut zu haben, Verbote zu verhängen?

Precht: Ich bin sehr froh, in einem freiheitlich-liberalen Staat zu leben. Ich verachte Diktaturen und möchte in keiner leben. Aber auch in freiheitlich-liberalen Demokratien verfügt der Staat über ein Ordnungsrecht. Dazu gehört zum Beispiel die Anschnallpflicht in Autos, das Verbot von Fluorkohlenwasserstoffen in Spraydosen, das Rauchverbot in Gaststätten. Bei jedem dieser Fälle gab es zunächst einen riesigen Widerstand. Heute hat sich jeder daran gewöhnt und findet es völlig richtig, dass der Staat diese Verbote verhängt hat. Auch, was das Klima angeht, werden wir ohne Gebote und Verbote nicht auskommen. Und ich verspreche, dass kein Mensch deswegen schlechter leben wird.

Wenn in einigen Jahren niemand mehr mit seinem SUV durch unsere Großstädte fahren darf, wird man nicht länger als ein halbes Jahr darüber trauern. Man fährt ja vor allem deshalb SUV, weil die Nachbarn auch einen fahren. Aber wenn niemand mehr SUV fährt, so wie vor dreißig Jahren auch niemand einen gefahren hat, dann ist das auch nicht mehr wichtig. Ich befürchte aber, man wird etwas anderes machen: Man wird die Steuern fürs SUV-Fahren erhöhen. Und das wird das SUV-Fahren doppelt so attraktiv machen, weil man zeigen kann, dass man es sich leisten kann.

WELT: Besonders stark kritisieren Sie in Ihrem Buch auch die Deutsche Bahn, deren Konzept der flexiblen Preise Bahnfahrer zu einer „Unsolidar-Gemeinschaft“ mache. Der clevere Schnellbucher fahre auf Kosten des Rentners, der am Schalter statt am Computer bucht. Sehen Sie das nicht ein bisschen zu dramatisch? Es kann doch jeder selbst entscheiden, Recherchezeit sparen zu wollen und dafür mehr Geld zu zahlen, oder lieber den besten Preis aufwendig rauszusuchen.

Precht: Das klingt jetzt zwar im Einzelfall harmlos, aber diese Flexibilisierung der Preise hat gewaltig etwas ausgelöst. Wenn das millionenfach immer und immer wieder passiert, dann trainiert das ja bestimmte Verhaltensweisen und schwächt andere ab. Dass diejenigen, die das System am besten kennen, am günstigsten fahren, und die anderen, die nicht jeden Trick kennen, dafür bestraft werden, ist eine Erziehung zum Egoismus. Derjenige, der sich keine findigen Gedanken macht, ist in diesem Fall der Dumme. Die Deutsche Bahn züchtet damit, ebenso wie sehr viele private Firmen, eine bestimmte Verhaltensweise des Misstrauens und der Entsolidarisierung heran – ein guter Nährboden nicht zuletzt für die sogenannten Querdenker.

WELT: Vor einigen Tagen wurde in der WELT ein „Manifest der offenen Gesellschaft“ veröffentlicht, das auch einige Philosophen unterschrieben haben. Viele der Unterzeichner haben das Gefühl, der öffentliche Diskurs erlaube es nicht, Kritik an den Corona-Maßnahmen zu äußern. Stimmen Sie dem zu?

Precht: Es wird doch pausenlos Kritik an den Corona-Maßnahmen geäußert! Jeden Tag kritisieren Journalisten die Corona-Maßnahmen. Das gleiche gilt für Lobbyisten und Verbände. Ich verstehe nicht, warum man da noch ein Manifest veröffentlichen muss! Welche Meinung zu bestimmten Corona-Maßnahmen wird in Deutschland denn unterdrückt? Das wäre mir völlig neu. Auch wenn man mit einer Maßnahme, etwa der 15-Kilometer-Regel, nicht einverstanden ist, kann man vor Gericht dagegen klagen und wie in diesem Fall Recht bekommen. Das System ist doch vollständig intakt.

Le Figaro (site web)

vendredi 2 avril 2021 - 17:33 UTC +02:00 1561 mots

Actualité ; Société

«La victimisation de l'islam politique a rendu les jeunes anti-laïcité» alerte l'association «Dernier espoir»

ENTRETIENS - Au cœur des débats depuis l'assassinat de Samuel Paty, la laïcité chez les jeunes souffre cruellement de la montée de l'islam radical dans les établissements scolaires, alertent Mathys Dupuis et Floriane Gouget, président et vice-présidente de l'association laïque «Dernier espoir».

Insultés, pistés, harcelés... Mathys Dupuis et Floriane Gouget, deux étudiants à la tête de «Dernier espoir», une jeune association pro-laïcité, ne cessent d'être menacés de mort depuis leur soutien sans équivoque à Mila, cette adolescente qui avait violemment critiqué l'Islam dans une vidéo publiée sur les réseaux sociaux.

Dans un double entretien au *Figaro*, ils dénoncent la montée de l'islam radical dans les établissements scolaires, le concept « *mensonger* » d'islamophobie, le « *communautarisme étatique* »... et revendiquent le droit au blasphème.

LE FIGARO. - Les jeunes sont-ils encore laïques ?

Floriane Gouget - Non. C'est malheureux, mais les jeunes sont devenus anti-laïcité. J'y suis quotidiennement confrontée. Certains estiment que je suis « *anti-arabe* », raciste, « *islamophobe* ». Sur les réseaux, après ma défense de Mila, ils m'ont menacé de mort, divulgué l'adresse du domicile de mes parents... D'autres, qui ne sont pas musulmans et que j'appelle des « *vivre-ensemblistes* », m'expliquent yeux dans les yeux que la laïcité est « *dégueulasse, car elle empêche les musulmans de porter le voile* » dans les établissements scolaires. Mais c'est faux. La laïcité, c'est justement ce qui permet à chacun de croire ce qu'il veut, sans prosélytisme. Elle promeut l'égalité, la fraternité. Le vivre-ensemble a été vidé de sa substance, remplacé par une soi-disant tolérance dont profitent les leaders communautaires. Cette tolérance chez les jeunes n'est rien d'autre qu'une soumission morale à l'islam politique. On se sent terriblement seuls, au sein de notre génération, dans cette lutte pour la laïcité.

Mathys Dupuis - La jeunesse n'est plus laïque, car elle est perdue. La jeunesse est en perte de symboles et de repères. Je me souviens de Charb, de *Charlie Hebdo*, qui venait dans les écoles pour parler de laïcité. Moi aussi, je constate chaque jour cette haine contre la laïcité : dans les couloirs de mon lycée, on m'a beaucoup insulté, beaucoup moqué. « *Connard, tu soutiens Mila!* », « *tu vas avoir des problèmes après les cours* ». On m'a souvent traité de raciste, d'islamophobe... C'est d'ailleurs pour cela que publiquement, je ne divulgue jamais le lieu de mon établissement - ce pourrait être dangereux.

Comment expliquer cette chute de la laïcité chez les jeunes ? Qui sont les responsables ?

M.D. - La cause principale, c'est évidemment l'explosion de l'islam politique dans les quartiers, liée au communautarisme qui sévit depuis des dizaines d'années. L'État n'y est pas étranger, car il a sciemment parqué les individus de mêmes origines dans des immeubles en périphérie de ville. C'est du communautarisme étatique. L'Éducation nationale a aussi sa part de responsabilité. Elle envoie en première affectation des jeunes professeurs dans ces quartiers. Ils ne sont pas prêts, pas assez formés. Et avec une pauvre heure d'Éducation Morale et Civique par semaine, comment inculquer aux jeunes les valeurs de la République ? De plus, l'Éducation nationale ne protège pas. Pire, elle se plie. Il y a quelques mois, j'avais demandé à mon professeur de montrer les caricatures de *Charlie Hebdo*. Il était d'accord, puis a été convoqué dans le bureau de la directrice d'établissement. Il a été contraint de se raviser. On peut aussi pointer du doigt les visions électoralistes de certains élus de gauche, très suivis par les jeunes sur les réseaux sociaux. Quand je vois des Jean-Luc Mélenchon qui prônent la « *tolérance* » pour récolter les *likes* et les votes des minorités, je trouve ça aberrant.

F.G. - On les appelle des « *minorités* », mais elles ne sont plus vraiment en minorité... Dans certaines écoles publiques, l'Islam dur est devenu prépondérant chez les élèves. Parce qu'ils ont été bercés dans une idéologie familiale qui écrase les maigres cours qu'on a au collège ou au lycée. Les professeurs - les miens, en tout cas - ont toujours abordé le sujet des discriminations et du racisme en considérant les « *minorités* » comme des souffre-douleurs. Mais je n'ai jamais entendu parler de l'autre aspect, à savoir les dangers de l'islamisme, de la radicalisation, du communautarisme. Cette omission constitue le point de départ de ce concept mensonger qu'est l'« *islamophobie* », qui victimise l'islam politique et rend les jeunes anti-laïcité. Dire de quelqu'un qu'il est islamophobe, ce n'est rien d'autre qu'une accusation de blasphème. Blasphème qui n'existe pas dans le droit français... « *Islamophobe* », c'est d'ailleurs un mot que j'entends souvent à la Fac, qui est un terrain rêvé pour le prosélytisme. L'autorisation du hijab dans les amphithéâtres en est le symbole. Et certains syndicats étudiants, comme l'UNEF, en sont l'ombre. Enfin, comme l'a souligné Mathys, les réseaux sociaux contribuent à cette propagation. J'ai moi-même été temporairement bloquée par Twitter pour « *imagerie haineuse* », car j'avais publié une photo d'une couverture de *Charlie Hebdo*. Quand on sait qu'une bonne partie des modérateurs sont basés au Maghreb, ceci explique cela...

Existe-t-il un problème avec l'Islam en France ?

M.D. - L'Islam de France en lui-même, non. Il a d'ailleurs parfaitement sa place, puisque la République garantit la liberté de conscience. Les musulmans français, comme tous les autres religieux, sont dans leur grande majorité tolérants et laïques. Mais une partie d'entre eux s'est radicalisée à cause du communautarisme. Ils prônent un islam « *des origines* », importé du Moyen-Orient. L'Islam, dans cette version étrangère, est diamétralement opposé sur certains points avec la République, puisque c'est un islam à visée politique. Il veut imposer sa loi en rejetant les nôtres. Il ne faut donc pas se tromper de combat. Ni nier la réalité. J'ai des camarades qui me disent que *Charlie Hebdo* n'est pas respectueux des religieux. Je leur réponds que *Charlie Hebdo* s'est moqué d'un système, et non des individus qui croient en ce système. Les croyants ont le droit d'être dérangés. Mais ils n'ont pas à poser une cible sur la tête des gens, ou traiter les autres d'islamophobes. Ça, c'est de la politique. Et ça se pratique de plus en plus, même dans les cours de collèges et de lycées. D'où la peur qui s'installe... Plus personne n'ose défendre la laïcité.

F.G. - Mila le fait, et voyez ce qu'il est advenu de sa vie. Sous protection policière, recevant quotidiennement des menaces de mort... Quand elle clame « *l'islam c'est de la merde* », elle peut le faire, elle a le droit de le faire, elle a raison de le faire. Elle n'a pas insulté les musulmans, mais la religion. Le problème, c'est que l'islam a une portée politique dans ses origines. Il régit la société. Et je le dis en ayant étudié les textes. L'islam en République, c'est donc lui demander de se passer de certaines règles. Évidemment que ça pose problème aux religieux endurcis, pour qui les textes sont sacrés. Quand Mila, qui est d'ailleurs membre de Dernier espoir, est menacée de mort, elle est menacée sur les bases de la loi islamique. En Arabie saoudite, la peine de mort est applicable aux blasphémateurs. C'est pareil ici.

Le combat pour la laïcité n'est-il pas déjà perdu au vu des générations à venir, anti-laïques selon vous ?

F.G. - Peut-être. D'où notre nom, « *Dernier espoir* ». Il reste quelques figures pro-laïcité, comme Zineb El Rhazoui, Caroline Fourest, Marika Bret. Mais elles sont déjà deux voire trois générations au-dessus de la nôtre. Que se passera-t-il quand elles auront disparu ? Que restera-t-il après elles ? Si l'Éducation nationale, qui est la clé de cette lutte, ne met pas le paquet, le combat sera perdu. Et je ne l'accepterai pas. Des gens sont morts pour avoir défendu la laïcité. Et la loi est de notre côté. On me dit que je provoque, mais je ne fais qu'exercer mes droits. Ce n'est pas à moi de lâcher. De toute façon, même quand vous lâchez, eux ne lâchent jamais. Que je me taise ou pas, ils continueront, alors autant aller jusqu'au bout. Je refuse de m'autocensurer.

M.D. - Il reste encore des pistes pour promouvoir la laïcité chez les jeunes : faire de l'Éducation Morale et Civique une matière à part entière au collège et au lycée, et une épreuve notée au Bac ; obliger l'Éducation nationale à protéger nos professeurs, qu'il y ait un mouvement national pour montrer les caricatures de *Charlie Hebdo* en classe ; contraindre les réseaux sociaux à respecter les chartes des pays européens, sous peine de fermeture totale... Ce tribunal numérique, qui a insulté les familles des victimes de *Charlie Hebdo* en bloquant des comptes, n'a que trop duré. Mais il est clair que les quelques militants laïques qui restent s'exposent à de fortes représailles. Moi, j'ai peur. Quand je sors dans la rue, le numéro 17 est prêt à être appelé sur mon téléphone. On a besoin de protection, d'un État fort, et de jeunes mobilisés. Ils le sont capables, vu le nombre d'entre eux ayant rendu hommage à *Charlie Hebdo*, en 2015.

Le Figaro, no. 23829

Le Figaro, jeudi 1 avril 2021 730 mots, p. 15

Opinions

La grammaire est-elle « fasciste » ?

Ferry, Luc

C'est dans sa leçon inaugurale au Collège de France, en 1977, que Roland Barthes lance cette sentence typique d'une Pensée 68 encore « incontournable » dans le microcosme intellectuel : « *La langue n'est ni réactionnaire ni progressiste ; elle est tout simplement fasciste ; car le fascisme, ce n'est pas d'empêcher de dire, c'est d'obliger à dire .* » Le propos a beau être d'une insondable stupidité, les disciples, bluffés par cette « *novation inouïe* », applaudissent. Comme l'écrit sans rire l'un d'entre eux : « *En quelques mots, Barthes balaie tous les présupposés de la philosophie occidentale selon lesquels, depuis les Grecs, l'exercice de la parole et de l'écriture était lié à celui de la raison et de la liberté.* » Ben voyons! Malgré sa niaiserie, l'aphorisme de Barthes sera hélas suivi d'une longue postérité dont les projets de réforme de l'orthographe et l'écriture inclusive sont les derniers avatars.

Craignant d'être débordé sur sa gauche, Bourdieu devait reprendre aussitôt le thème, assurant urbi et orbi que « *la plus grande avancée démocratique* » qui se puisse concevoir résiderait désormais « *dans une grande réforme de la grammaire* », une idée que le regretté Michel Rocard s'empressa hélas de lui emprunter. Le tonneau sartrien était libre, il fallait bien que quelqu'un occupât la place désertée. Ce fut Bourdieu. Tout l'y préparait depuis ces années 1970 où il développait à l'usage des normaliens et des professeurs du second degré une variante chic du marxisme vulgaire. Et depuis, le thème de la réforme de l'orthographe, et plus généralement de la langue, n'a cessé de monter en puissance. Évitions un malentendu : rien ne s'oppose à mes yeux à ce qu'on corrige quelques anomalies bien connues de la langue française. Je ne vois par exemple aucun inconvénient majeur à ce qu'on écrive désormais chariot avec deux « r », comme dans charrette. Mais ce n'est évidemment pas de cela qu'il s'agit pour nos révolutionnaires, héritiers de Barthes et de Bourdieu. Ce qu'ils veulent, c'est toucher à la syntaxe, à ce que les romantiques appelaient à juste titre le « génie de la langue », par exemple au fait que le masculin l'emporte sur le féminin, mais aussi, tant qu'on y est, aux règles d'accord du participe, c'est-à-dire à ce que l'usage a consacré de plus profond au fil de l'histoire. Le but caché de ces stratégies militantes n'est pas seulement de baisser le niveau d'exigence à l'école, de niveler par le bas : il s'agit en réalité de faire apparaître les grandes oeuvres de la littérature classique, non seulement comme des formes bourgeoises de « distinction » et d'oppression de classe, mais aussi de race et de sexe.

Selon les partisans de l'écriture inclusive, Bourdieu et Barthes ne sont pas allés assez loin, ils se sont arrêtés en chemin : certes la langue est fasciste et la grammaire une forme insidieuse de domination des dominés par la « violence symbolique », mais il y a plus : le patriarcat, capitaliste, raciste et blanc ne se contente pas d'écraser l'ouvrier sous sa botte fascisante, mais ce sont aussi les femmes et les « racisés », voire avec eux la nature et les « bêtes », qui sont les premières victimes de l'oppression que véhicule la langue, l'écriture inclusive étant désormais un passage obligé non seulement pour les décoloniaux, les écoféministes et les Verts, mais aussi pour les véganes. Alors de grâce, ne soyons pas naïfs, ne cédon pas aux mirages de l'égalitarisme qui sous le masque des bons sentiments n'est que le bras armé d'idéologies aussi destructrices qu'agressives.

« La réunion non mixte n'est pas une fin mais un outil qui peut être utile pour des victimes »

TRIBUNE

Patrick Klugman

Avocat

L'avocat Patrick Klugman défend la prise de position d'Audrey Pulvar et l'usage de la non-mixité comme outil de libération de la parole.

Publié le 30 mars 2021 à 14h16 - Mis à jour le 30 mars 2021 à 17h23 Temps de Lecture 5 min.

Tribune. La polémique contre Audrey Pulvar, au sujet des réunions « racisées », à la suite de son entretien sur une chaîne d'information, est riche d'enseignements sur notre fonctionnement démocratique, ou plutôt notre dysfonctionnement collectif. La candidate à la présidence de la région Ile de France a livré quarante minutes d'interview. Une minute sera isolée et partagée à l'infini sur Twitter. Instantanément, un lynchage commença, complaisamment relayé sans aucun égard pour le sens de ses propos.

Quoi que l'on pense de la phrase d'Audrey Pulvar, que l'on trouve maladroite ou malheureuse, ce qui est mon cas, la politique ne peut pas se réduire à la polémique. Le débat public ne peut pas se transformer en un exercice de tir à vue, et si possible à mort, dès qu'un propos est sorti de son contexte ; soit que le tireur agisse seul et de manière anonyme, soit qu'il chasse en meute.

Audrey Pulvar n'est pas née sur Twitter à la faveur de cette phrase demandant à un Blanc de se taire s'il participe à une réunion « réservée aux personnes noires ». Elle parle, pense, écrit des tribunes et des livres depuis longtemps. Elle est une militante féministe de toujours, engagée depuis longtemps pour la préservation de l'environnement, contre le racisme et l'antisémitisme, et jamais prise à défaut sur une vision fraternelle, universaliste et républicaine de sa parole.

« Il existe des paroles inaudibles pour autrui »

Bien avant son investissement en politique, sa voix n'a jamais manqué, y compris quand c'était plus simple pour sa carrière de se retrancher derrière l'impartialité de la journaliste politique qu'elle était. Ce n'est pas la défendre que de rappeler cela. C'est simplement se respecter quant à l'honnêteté de la critique qui lui est adressée.

Enfin, si cette phrase ne jurait pas avec sa pensée, personne d'ailleurs ne l'aurait relevée. Mais il faut aller plus loin sur la question des réunions non mixtes qui défraient la chronique depuis que la présidente de l'UNEF, jadis premier syndicat étudiant et organisation matricielle de toutes les composantes de la gauche politique depuis cinquante ans, en a fait la promotion au micro de Sonia Mabrouk.

Une réunion interdite aux hommes, aux Blancs, est-ce choquant ? A l'évidence, oui. Mais ce sentiment peut être dépassé, et en tout cas complété. Nous apprenons du mouvement #metoo l'importance de la libération de la parole. Tous ceux qui accompagnent des victimes le savent : il existe des paroles inaudibles pour autrui, qui sont souvent, et en premier lieu, indicibles pour les victimes elles-mêmes.

Mise en avant de l'exemple du MLF

Face à ce phénomène d'autocensure, une des solutions thérapeutiques les plus éprouvées demeure le groupe de parole. Le groupe de parole est l'autre nom de la réunion non mixte. Les réunions réservées aux femmes faisaient partie des moyens proposés par le Mouvement de libération des femmes (MLF) il y a cinquante ans, au moment où se réinventait le féminisme militant.

Cela a toujours fait débat, y compris au sein du MLF, mais cela a existé, au milieu ou à côté d'autres moyens de se réunir, de se mobiliser avec des hommes, voire avec d'autres causes ou luttes qui avaient des ressorts communs.

Que des personnes autodésignées comme noires aient ponctuellement besoin de se retrouver entre elles pour échanger sur un vécu commun et permettre de le verbaliser sans regard ni parole extérieurs, cela peut donc se concevoir ; voire même être nécessaire, non comme un moyen de lutte ou un objectif politique, mais simplement comme outil de verbalisation d'un vécu.

L'exemple de la parole des rescapés de la Shoah

Personne ne peut nier l'importance qu'à revêtu le témoignage de rescapés de la Shoah, à la fois dans l'appréhension de l'ampleur du crime que dans sa transmission. Or, pendant des décennies, les rescapés survivants, qui finiront par accorder un temps et une énergie considérables à aller à la rencontre des collégiens et des lycéens, ne pouvaient pas parler, y compris à leurs propres enfants.

Il n'y a que dans certaines amicales d'anciens déportés que la parole était libre, et libre d'ailleurs, pour chacun, de se comprendre sans avoir besoin de parler. Ces réunions étaient fondamentales et elles ont sans doute contribué à forger plus tard la capacité de dire, de témoigner et de partager avec le plus grand nombre.

L'exemple de la parole des rescapés de la Shoah illustre de manière éclairante le cheminement d'une parole d'un entre-soi où elle va être posée pour que plus tard elle puisse être appréhendée par tous. Ainsi, la réunion non mixte n'est pas une fin mais un outil qui peut être utile pour des victimes. Cette distinction est essentielle.

L'égalité ne peut se concevoir hors de l'universalisme

L'indigénisme commence au moment où l'on fait de cet entre-soi, non plus un moyen de libération de la parole qui ne pourrait se déployer ailleurs, mais une revendication en soi. L'UNEF, par la voix de sa présidente, ne s'embarrasse pas de ces considérations. Elle semble promouvoir une société fragmentée et divisée en catégories indépassables, qu'elles soient fonction du genre, de l'origine ou de l'appartenance sociale.

Précisément, tout ce qui concourt à l'égalité ne peut se concevoir hors de l'universalisme, a fortiori quand il ne s'agit plus des victimes mais de militants ou de publics plus larges qu'il faut fédérer. L'enjeu, bien sûr, est que chacun fasse sienne une histoire qui n'est pas la sienne et se l'approprie.

Ainsi, les hommes doivent s'inquiéter de la parité, les Blancs du sort réservé aux minorités, dans un mouvement qui permet à une société de sortir de l'entre-soi et de devenir fraternelle. La gauche a porté tout au long de son histoire ce combat pour l'égalité, de manière consubstantielle à l'instauration de la République.

Tout le parcours d'Audrey Pulvar montre qu'elle continue cette histoire et rien, y compris cette petite phrase, pour peu qu'on la contextualise, ne vient dire autre chose. Elle n'a jamais hésité à dénoncer des personnes ou des groupes qui visent, au nom de luttes pourtant essentielles dont nous partageons les objectifs, à enfermer les individus dans leurs origines plutôt qu'à les émanciper. Le procès qui lui est fait est odieux et, n'était-ce cette clarification nécessaire, probablement inutile.

La controverse sur les études décoloniales oppose deux visions du monde

FIGAROVOX/TRIBUNE - L'universitaire Wiktor Stoczkowski juge que la dangerosité des études décoloniales réside dans la promotion d'une société conflictuelle où il n'y a que des dominants ou des dominés. Cette grille de lecture antagoniste portée notamment par Bourdieu s'oppose à la vision solidariste qui était celle de Durkheim.

Par Wiktor Stoczkowski

Publié hier à 19:03, mis à jour hier à 19:03

«La controverse autour des études décoloniales est tout sauf une querelle académique sans conséquence.» JOSEP LAGO/AFP

Wiktor Stoczkowski est directeur d'études au laboratoire d'anthropologie sociale à l'EHESS et au Collège de France. Il a travaillé sur la question de l'ethnologie du racisme et de l'antiracisme.

Les propos que Frédérique Vidal a tenus sur la chaîne CNews, le 14 février 2021, ont mis le monde universitaire français en ébullition. Après avoir déclaré que *«l'islamo-gauchisme gangrène la société dans son ensemble et que l'université n'est pas imperméable»*, la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche fait part de son intention de diligenter une enquête pour distinguer *«ce qui relève de la recherche académique de ce qui relève du militantisme»*.

Il n'en fallait pas plus pour déchaîner les passions. On a crié au scandale, à l'intimidation, au maccarthysme ; on a présumé une stratégie électoraliste de LREM visant à s'attirer des sympathies de l'extrême droite ; on s'est fait philologue pour discourir de l'étymologie du mot «islamo-gauchisme». Deux fractions se sont aussitôt formées, qui se combattent à coups de tribunes, de pétitions collectives et d'entretiens dans les médias. Les uns affirment que le monde académique français reste irréprochable, ne connaissant d'autres problèmes que ceux engendrés par des réformes malvenues dont seul son ministère de tutelle est responsable. Les autres estiment que les universités souffrent des dérives militantes et qu'il n'est pas anormal que le gouvernement puisse vérifier si les ressources allouées à la recherche et à l'enseignement supérieur sont employées non pas pour mener des luttes politiques, mais pour élaborer des connaissances solidement étayées et vérifiables.

Toutefois, le principal point d'achoppement de cette controverse n'est pas la déclaration de la ministre, mais les jugements divergents que les deux fractions portent sur un ensemble de recherches réunies sous l'étiquette commune d'études décoloniales. Le postulat fondateur de ces études est que les États occidentaux, héritiers des puissances coloniales, constituent des régimes politiques oppressifs, structurellement défavorables aux gens de couleur, aux immigrés issus des pays auparavant colonisés, aux femmes, aux homosexuels et aux musulmans. Les sciences sociales et humaines qui mettent au jour ces oppressions rempliraient leur vocation critique et contribueraient ainsi à l'œuvre de l'émancipation des groupes dominés.

Les partisans des études décoloniales les présentent comme un paradigme naissant de la pensée contemporaine, à l'avant-garde libératrice de la recherche universitaire. Leurs adversaires y voient plutôt l'expression d'une doctrine qui peut certes trouver une place dans l'arène politique où tous les points de vue

sont admis à s'affronter dans un débat démocratique, mais qui reste trop dogmatique pour être acceptée dans l'enceinte académique.

Les divergences sont si profondes que les passions prennent souvent le pas sur les arguments. Chacun se présente comme le porte-parole d'un savoir authentique ; on se renvoie l'accusation d'un militantisme politique ; on croit déconsidérer l'adversaire en lui prêtant des accointances avec l'extrême-gauche ou avec l'extrême-droite. Certains n'hésitent pas à recourir à l'insulte. La démesure de ces fulminations suffit pour indiquer que quelque chose d'inquiétant se passe dans la république des professeurs.

L'étudiant en sociologie, en anthropologie ou en science politique, qui arrive sur les bancs de l'Université est pétri de certitudes : il croit savoir ce que sont la nature humaine, les ressorts de la vie collective et les mécanismes de l'histoire.

Il est difficile de se satisfaire des explications qui réduisent cette controverse à un affrontement entre des «opinions idéologiques» et des «savoirs avérés» ou entre l'extrême-gauche et l'extrême-droite. Le véritable enjeu réside ailleurs: **il s'agit du désaccord fondamental qui oppose, depuis un siècle et demi, deux visions du monde.**

Ce n'est pas par hasard si la controverse touche principalement les sciences sociales et humaines. **Un étudiant qui découvre l'astrophysique ou la génétique n'a habituellement aucune idée arrêtée sur les quasars ou sur le polymorphisme mononucléotidique. Ce n'est pas le cas de l'étudiant en sociologie, en anthropologie ou en science politique, qui arrive sur les bancs de l'Université pétri de certitudes:** il croit savoir ce que sont la nature humaine, les ressorts de la vie collective et les mécanismes de l'histoire. Le projet fondateur des sciences de l'homme, au XIXe siècle, augurait avec optimisme que ces «prénotions» seraient rapidement éradiquées. Cet espoir a été déçu. Les controverses théoriques en sciences sociales et humaines ne sont jamais une confrontation entre les savoirs factuels et les conjectures admises a priori: ceux-ci et celles-là continuent à s'entrelacer dans la plupart des constructions conceptuelles produites par ces disciplines. Cela n'empêche pas le chercheur de construire un savoir solide et même cumulatif, à condition qu'il ne tienne pas la part conjecturale de ses idées pour un dogme irréfutable, mais pour un instrument provisoire, pouvant être abandonné si les faits lui apportent un démenti.

Vision antagoniste contre vision solidariste

Deux grandes visions conjecturales de l'homme et de la société continuent à s'affronter dans notre culture depuis le XIXe siècle. La vision antagoniste présuppose que les principaux mobiles de l'être humain sont ses intérêts individuels ou les intérêts du groupe délimité auquel il s'identifie: chacun est mû par le désir d'acquérir le pouvoir, les richesses matérielles et la reconnaissance sociale. Par conséquent, la vie collective est un combat perpétuel que les individus et les groupes se livrent pour l'appropriation exclusive de ces biens rares. Toute société se divise en deux catégories: d'un côté, les privilégiés, détenteurs de la part léonine des biens dont ils gardent jalousement le monopole ; de l'autre, les victimes spoliées par les possesseurs des apanages. La répartition inégale des biens est une injustice à laquelle les dépossédés doivent mettre un terme, à travers des luttes qu'ils engagent légitimement contre les dominants.

À l'opposé de cette vision antagoniste, la vision solidariste suppose que l'être humain, loin d'être toujours guidé par ses intérêts utilitaristes, tend à ordonner ses actions selon un idéal guidé par la raison. L'aspiration à l'égalité est assurément légitime, mais il est vain de rêver à une égalité inconditionnelle, car seules sont injustes les inégalités imméritées. Les revendications individuelles doivent céder devant l'intérêt collectif, lequel exige une rétribution proportionnelle à la diversité des contributions individuelles que chacun apporte au bien commun. Et puisque ces contributions dépendent des capacités inégales qui ouvrent le droit à des rétributions différenciées, l'inégalité sera toujours une partie intégrante de la vie sociale dont la bonne marche serait impossible s'il n'y avait pas de prime aux capacités. L'abolition de toutes les inégalités sociales ne rendrait pas la société plus juste: elle abrogerait dans le même geste et la justice et la société. En dépit des différences qui séparent les catégories sociales, chacune doit collaborer avec les autres à la bonne marche de la société dont elles sont toutes des organes complémentaires et également indispensables. À la place de la société de luttes, où les rapports de force mouvants créent arbitrairement les droits et les privilèges exclusifs des plus forts, les solidaristes aspirent à une société fondée sur les obligations morales

dont la puissance favoriserait le sens du devoir, le dévouement désintéressé et le sacrifice de soi. L'horizon de l'histoire, ici, n'est pas l'«émancipation» illimitée de tous: c'est un long chemin, jamais parcouru jusqu'à son terme, qui conduit entre les périls du misonéisme conservateur tenant l'ordre établi pour le seul ordre possible, et l'intempérance révolutionnaire convaincue que toute transformation désirable sera réalisable.

À la dictature des capitalistes se substitue dorénavant la dictature des mâles blancs « cis-genre », détenteurs du capital culturel acquis dans les écoles qui favorisent indûment la connaissance du latin et la lecture de la Princesse de Clèves, pour mieux accabler ceux qui excellent dans l'art du slam.

Au XIXe siècle et au début du XXe siècle, la théorie de Karl Marx était l'expression exemplaire de la vision antagoniste du monde, alors que la sociologie d'Émile Durkheim offrait un modèle de la vision solidariste. La rupture entre ces deux visions ne correspondait nullement à la séparation politique entre la gauche et la droite. Bien que les partis socialistes européens aient alors adhéré majoritairement au marxisme, chacune d'elle comportait un courant solidariste, ouvertement opposé à l'idée marxienne de la lutte des classes.

Dominante dans le monde universitaire français sous la Troisième République, la vision solidariste fut battue en brèche dans l'après-guerre, à la faveur de la grande vogue du philosoviétisme marxiste. Après les engouements passagers mais fervents pour le stalinisme, puis pour le maoïsme, vint la riche période des théories post-marxistes. Éloignées en apparence du dogme démodé, ces théories reprenaient plusieurs axiomes du marxisme, tout en les modifiant et les complétant. Ce fut le cas du système historico-philosophique de Michel Foucault, avec son intérêt soutenu pour le pouvoir, le contrôle et l'oppression, comme de la sociologie de Pierre Bourdieu, où la lutte des classes passait du plan économique au plan symbolique.

Les études décoloniales se sont épanouies sur ce terreau. Ainsi que dans toutes les conceptions antagonistes, l'être humain imaginé par les décolonialistes cherche à satisfaire ses intérêts en tant que porteur d'une identité sectorielle, membre d'une catégorie séparée de la nation: groupe ethnique, racial, religieux, sexuel ou «genré». La société est par définition oppressive, car elle se divise en privilégiés qui monopolisent le pouvoir, et en dominés victimaires, soumis à l'hégémonie des dominants. À la dictature des capitalistes se substitue dorénavant la dictature des mâles blancs «cis-genre», détenteurs du capital culturel acquis dans les écoles qui favorisent indûment la connaissance du latin et la lecture de la Princesse de Clèves, pour mieux accabler ceux qui excellent dans l'art du slam. L'objectif des études décoloniales est clairement formulé par ses leaders: il s'agit d'inverser les rapports de domination dans la société française et d'imposer à l'ensemble de la société française une nouvelle hégémonie culturelle, idéologique et morale.

Il suffirait que les théories décoloniales soient crues et que nos concitoyens soient persuadés d'être condamnés à vivre dans une société d'égoïsmes et de luttes, pour qu'ils se mettent à construire une société effectivement saturée d'égoïsmes et de luttes.

Ayant contribué magistralement à populariser la vision antagoniste de la vie sociale, Pierre Bourdieu a observé avec justesse que «la subversion politique présuppose une subversion cognitive, une conversion de la vision du monde». Il suffit, en effet, de persuader les gens que la société où ils vivent est l'arène de luttes inévitables de tous contre tous, que les valeurs morales sont un artifice trompeur destiné à dissimuler des stratégies cyniques, que l'homme est un loup pour l'homme, pour que les convertis, ne concevant pas d'autre façon d'exister, se mettent à vivre comme le sociologue postulait qu'ils vivent. Bien que les théories sociologiques soient censées se mouler sur la vie sociale, il est possible que la vie sociale puisse se mouler sur une théorie sociologique.

Une société saturée d'égoïsmes et de luttes

Il suffirait ainsi que les théories décoloniales soient crues et que nos concitoyens soient persuadés d'être condamnés à vivre dans une société d'égoïsmes et de luttes, pour qu'ils se mettent à construire une société effectivement saturée d'égoïsmes et de luttes. Que les universitaires aient le droit de concevoir des programmes de recherche basés sur les postulats antagonistes ou décoloniaux, est une chose. En est une

autre la résolution de répandre ces postulats dans l'enseignement universitaire où, face à un public jeune et influençable, les présupposés de la vision antagoniste du monde sont présentés non pas comme des hypothèses à éprouver, mais comme des certitudes incontestables.

Les études décoloniales sont encore trop récentes pour qu'elles aient déjà connu leurs premiers transfuges dégrisés, comme il y en avait eu du marxisme, du foucauldisme ou du bourdieusianisme.

Il faut parfois beaucoup de temps pour comprendre que les idées théoriques, en apparence abstraites, sont porteuses d'immenses conséquences pratiques. De longues années passent avant que les écailles ne tombent des yeux des adeptes. Les études décoloniales sont encore trop récentes pour qu'elles aient déjà connu leurs premiers transfuges dégrisés, comme il y en avait eu du marxisme, du foucauldisme ou du bourdieusianisme. La sociologue Jeannine Verdès-Leroux, naguère une disciple enthousiaste de Bourdieu, illustre le phénomène d'un tel réveil tardif. C'est un monde d'airain - finit-elle par écrire en caractérisant la société imaginée par son ancien maître -, empli de ressentiments, fait de rapports de violence entre dominants abominables et dominés honteux, écrasés, humiliés. *«Si le monde n'était que cela, il serait épuisant, invivable, à détruire»*. Ce n'est qu'une vue personnelle du monde, conclut-elle, ce n'est pas le résultat d'une recherche. On peut en dire autant de toutes les théories tributaires de la vision antagoniste du monde, depuis le marxisme jusqu'aux études décoloniales.

Vouloir une société apaisée

Pourquoi rejeter cette vision du monde? Parce qu'elle n'est pas le résultat d'une recherche? Que non, car on lui oppose un refus qui n'est pas lui non plus le résultat d'une recherche. On récuse cette vision parce que l'on ne veut pas qu'elle engendre un jour la société qu'elle dépeint. On préfère le pari d'une société apaisée et solidaire, certes imparfaite, mais libre de ressentiments et d'affrontements. La société à laquelle on aspire n'est pas plus «vraie» ou plus «scientifique» que l'autre: elle est un idéal, un but éloigné mais clair: c'est une société où l'homme ne doit pas être un loup pour l'homme.

La controverse autour des études décoloniales est tout sauf une querelle académique sans conséquence. Elle est un conflit entre deux visions de la nature humaine et de la société. Depuis un siècle et demi, la science s'est montrée insuffisante pour justifier le choix entre l'une et l'autre, car la science ne peut nous indiquer ce qui est bon et souhaitable. L'une ou l'autre société, chacune imaginée dans le silence du cabinet, peuvent advenir, puisque nous pouvons choisir de nous engager de toutes nos forces dans la réalisation de l'une ou de l'autre. La science ne nous sera d'aucun secours dans ce choix. Par contre, une idéologie grimée en science peut nous laisser croire que nous n'avons pas de choix. Il faut y songer en scrutant les programmes d'enseignements de nos universités. C'est là que nous formons les citoyens du monde à venir ; c'est là que nous façonnons la société du futur.

189,133

<https://www.faz.net/aktuell/karriere-hochschule/hoersaal/martin-luther-1521-in-worms-dem-teufel-standgehalten-17272893.html>

LUTHER 1521 IN WORMS:

Dem Teufel standgehalten

- VON THOMAS KAUFMANN
- -AKTUALISIERT AM 04.04.2021-11:49



Luther mit Himmelsblick: Ölgemälde von Hermann Freihold Plüddemann. Bild: Juergen Moers / vario images

Martin Luther sollte auf dem Reichstag in Worms vor dem Kaiser seine Thesen zurücknehmen. Nichts scheint die Bedeutsamkeit des Ereignisses deutlicher zu belegen als das publizistische Echo, das es fand.

Unter den apokryphen, also zweifelhaften, nicht als gültig anerkannten Luther-Worten ist es das berühmteste: „Hier stehe ich, ich kann nicht anders. Gott helfe mir, Amen.“ Mit diesen Sätzen soll der Wittenberger Augustinermönch jene Rede beendet haben, die er am 18. April 1521 vor Kaiser Karl V., den Kurfürsten und den Vertretern des Heiligen Römischen Reichs deutscher Nation auf dem Reichstag zu Worms gehalten hat. Ein halbes Jahrtausend ist das jetzt her. Die Bekenntnisszene des den Widerruf verweigernden Luther gilt bis heute als die bekannteste und heroischste seines Lebens. Die Sätze sind zur Pathosformel geworden. Als rhetorische Codierung für Zivilcourage, Gewissensfreiheit und das mutige Einstehen für eigene Überzeugungen sind sie ins kollektive Gedächtnis Deutschlands, des Protestantismus, Europas und der Christenheit auf der ganzen Welt eingegangen.

Sollte man deshalb nicht mit dem Wittenberg-Fan Giordano Bruno intonieren: *Se non è vero è molto ben trovato*? Auch wenn das Logion erfunden sein mag, ist es treffend ersonnen. Denn in diesem Sprachgestus verdichtet sich in einzigartiger Weise, was es um die ikonisch gewordene Szene von Worms ist. Der unerschütterliche Bekenner, allein auf sein in Gott gebundenes Gewissen gestützt, trotz der kirchlichen und politischen Macht. Das unansehnliche Mönchlein widersteht allein mit dem Wort dem mächtigsten Herrn der damaligen christlichen Welt, in dessen Reich die Sonne buchstäblich nie unterging – David gegen Goliath, das Märchen vom tapferen Theologlein.

Entmythologisierung mag hier tatsächlich zum Scheitern verurteilt sein. Doch lehrreich ist es schon, sich den Weg zu vergegenwärtigen, den die Formel und mit ihr das Bild des standhaften Gewissensstreiters zurückgelegt haben. Am Anfang der Worms-Memoria stand nämlich die Ernüchterung. Als älteste Erinnerung an das später zum Event verklärte Ereignis teilte der soeben aus Worms abgereiste Theologieprofessor Luther seinem Freund [Lucas Cranach](#) in Wittenberg mit: Er habe erwartet, dass der Kaiser „ein Doctor oder fünfzig versamlet“ habe, um ihn, den „Münch“, „redlich“ zu überwinden. Stattdessen sei „nichts mehr hie gehandelt denn so viel: Sind die Bücher dein? Ja. Willtu sie widerrufen oder nicht? Nein. So heb dich!“

Martin Luther in Worms

Im Laufe der kommenden Jahre und Jahrzehnte aber wuchs die Worms-Szene in Luthers Erinnerung. Gegenüber Thomas Müntzer schöpfte er Autorität daraus, dass dieser Ängste, wie er sie in Worms durchlitten hat, nie habe erleben müssen. Auch als Beispiel, dass er gegen den großen Versucher, den Teufel, standgehalten habe, führte er sein Worms-Erlebnis später gerne an. Besuchern an seinem Tisch im heimischen „Schwarzen Kloster“ vermittelte der alternde Reformator das Gefühl, dass Worms eine Art Wendepunkt der Geschichte, ein großer Moment seines Lebens, gewesen sei.

Nichts scheint die Bedeutsamkeit des Ereignisses „Luther in Worms“ deutlicher zu belegen als das publizistische Echo, das es fand. Denn auch wenn der Auftritt des durch den Papst rechtskräftig verurteilten Ketzers nicht der wichtigste Verhandlungsgegenstand des ersten Reichstages des jungen Kaisers war – in der Publizistik überstrahlte er alles. Nicht weniger als 120 Drucke auf Latein und Deutsch erschienen im engsten zeitlichen Umkreis seines Verhörs und berichteten von diesem. Zahlreiche dieser Drucke enthielten auch Teile seiner Reden und genaue Aufzeichnungen darüber, was Luther zwischen dem 16. April, dem Tag seiner Ankunft, und dem 26. April, dem Tag der Abreise, jeweils getan und mit wem er gesprochen hatte. Luther selbst und seine Umgebung, Leute wie der kursächsische Sekretär Georg Spalatin, der Erfurter Humanist Justus Jonas oder sein Fakultätskollege Nikolaus von Amsdorf waren der Ausgangspunkt dieser Publizistik – und damit auch der Vorform der „Hier stehe ich“-Formel.

Bei seinem ersten Verhör am 17. April hatte sich Luther, nachdem er aufgefordert worden war, seine Lehren und Schriften zu widerrufen, Bedenkzeit erbeten. Der Grund war wohl ein doppelter: Er war ehrlich überrascht, dass er keine inhaltliche Auseinandersetzung über seine Lehre führen konnte, sondern nur zu seinen Schriften befragt wurde und ob er sie widerrufen wolle. Gemeinsam mit seinem juristischen Beistand, Hieronymus Schurff, wollte er Zeit gewinnen, um seine Rede auszuarbeiten. Ihm war dann der Aufschub eines Tages gewährt worden. Schriftliche Aufzeichnungen durfte er nicht mitbringen. Deshalb lernte er die nun umgehend aufgesetzte Rede auswendig.

Kaum vorstellbar ist es, dass der „printing native“, der ganz von den Kommunikationsmöglichkeiten des Buchdrucks geprägte, publizistisch virtuose Schriftsteller Luther nicht sogleich bei der Abfassung an eine Verbreitung seiner Rede durch den Druck gedacht haben sollte! Er oder sein Umfeld fertigten mindestens zwei Handschriften der Rede an; die eine ging an den Hagenauer Drucker Thomas Anshelm, die andere an Luthers Erstdrucker Johannes Rhau-Grunenberg in Wittenberg. Am Schluss des nach Wittenberg gesandten lateinischen Manuskripts waren die deutschen Worte angefügt: „Ich kan nicht anderst/ hie stehe ich/ Gott helff mir / Amen.“

Der persönliche Gruß an einen befreundeten Drucker

Vermutlich hatte Luther mit diesen Worten nicht das Ende seiner Rede protokolliert, sondern eine Art persönlichen Gruß an den befreundeten Drucker nachgeschoben. Er wollte wohl sagen: So weit ist es mit mir gekommen; es ist ernst. Aber ich muss für meine Überzeugung einstehen! Jetzt kann mir nur noch Gott helfen! Sprachliche und sachliche Anklänge an den Apostel Paulus (1. Korinther 9,16; Apostelgeschichte 17,22; 27,21) sind kaum zufällig. Grunenberg aber druckte diesen deutschen Satz am Ende der lateinischen Rede mit ab. Dieser Druck wird Ende April, Anfang Mai 1521 vorgelegen haben. Von irgendeiner zeitnahen Resonanz dieses Druckes und seines singulär gebliebenen textlichen Zusatzes ist nichts bekannt.

Die eigentliche Wirkungsgeschichte des „Ich kan nicht anderst/ hie stehe ich“ setzte erst nach Luthers Tod ein. Denn 1546, in seinem Todesjahr, erschien der zweite Band seiner lateinischen Werke. Hier wurde auch die Worms betreffende Überlieferung einschließlich seiner Rede vom 18. April 1521 abgedruckt. Dem stattlichen Folioband war ein Vorwort Philipp Melanchthons vorangestellt, in dem er das „Leben und die Taten“ seines großen Kollegen würdigte (Historia de vita et actis ... Lutheri). Am Schluss der Wormsrede fand sich nun erstmals der formelhafte Redeschluss: „Hie stehe ich/ Ich kann nicht anders/ Gott helff mir/ Amen.“ Mit dem Tod des Helden setzte also die zu seinen Lebzeiten zum Teil bereits angebahnte Memoria, die mythische Überhöhung, die Verklärung, die Pathetisierung ein. Dadurch, dass das Personalpronomen „ich“ gleich zweimal hintereinander kam, rückte dieser einzelne mutige Bekenner mit festem Stand und offenem Himmelsblick in den Fokus.

Schon 1548 erschien Melanchthons „Historia ... Lutheri“ zusammen mit der Worms-Rede Luthers in einer separaten Ausgabe. Das Büchlein wurde ein voller Erfolg und kam in 13 lateinischen und deutschen und zwei französischen Drucken heraus. Die Schlussformel wurde jeweils besonders feierlich und mit großen Typen gedruckt. Einigen dieser Ausgaben war eine Kurzbiographie des verewigten Reformators in lateinischen Chronostichen beigegeben. „Jahr des Bekenntnisses zu Worms 1521. Zu des Kaisers Füßen, vor den mächtigen Großen stand er, wo Worms am Ufer des Rheins liegt“, lautete das entsprechende in deutscher Übersetzung.

Viele Legenden ranken sich um das Wormser Ereignis

Auch in die Historiographie des späteren 16. Jahrhunderts hielt die „Hier stehe ich“-Formel Einzug. Der Straßburger Theologe Ludwig Rabus fügte sie seiner Märtyrergeschichte ein. In Kalendarien, in denen unter den einzelnen Tagen des Jahres besondere Ereignisse verzeichnet waren, wurde sie unter den Daten des 17. oder 18. Aprils verzeichnet. Auch anderes legendarisches Material heftete sich nun an die Worms-Überlieferung: die Szene eines wunderbarerweise, dank eines zerberstenden Glases, überstandenen Giftmordattentats auf Luther; die Überreichung eines Bildnisses Savonarolas, des Märtyrers, durch einen Priester auf dem Weg nach Worms, in Naumburg; ein Gespräch mit dem Söldnerführer Georg von Frundsberg, der ihm zugerufen haben soll: „Münchlein, Münchlein, du gehest jetzt einen Gang ... dergleichen ich und mancher Obrister, auch in unser allerernstesten Schlacht=Ordnung nicht gethan haben.“ Eine Gebetsszene, heimlich belauscht, in der Luther in Worms seine Bekehrung erlebte wie einst Paulus vor Damaskus; der Besuch zweier Juden, die sich vor Luther über der Deutung eines seitens der Christen messianisch interpretierten Prophetenwortes zankten; auch die Abfassung des später bekanntesten Luther-Liedes „Ein feste Burg ist unser Gott“ lokalisierte man in Worms.

In der weiteren Rezeptionsgeschichte des Worms-Mythos ging es immer weniger um das göttliche Bibelwort, an das der historische Luther sein Gewissen gebunden sah und das er allen Papstreden und Konzilsdekreten vorzuziehen bekannte. Vielmehr rückte der Bekenner selbst in den Fokus. Seinen unerschrockenen Mut, die Freiheit des Geistes, den Kampf gegen Gewissenszwang, das unbedingte Eintreten für Aufklärung bejubelte das 18. Jahrhundert an ihm.

Deutsche Patrioten vor allem des 19. Jahrhunderts sahen in ihm den Repräsentanten einer Nation, die sich der Fremdherrschaft des welschen Papstes und des spanischen Königs – im zeitgenössischen Kontext natürlich des napoleonischen Frankreichs, später des Versailler „Schanddiktats“ – entgegenstemmte. Die Historienmalerei zu „Luther in Worms“ schoss ins Kraut; neben dem Thesenanschlag und der Verbrennung der Bannandrohungsbulle war es das mit Abstand beliebteste Thema des an Luther berauschten 19. Jahrhunderts. Dabei wurde vor allem der „Hier stehe ich“-Moment eingefangen. Besondere Bekanntheit erlangte ein Gemälde Hermann Plüddemanns von 1864, das Luther mit pathetisch erhobener Rechter und Himmelsblick, die Hand auf die Bibel gestützt, inszenierte. Kaiser Wilhelm I. ließ davon Öldrucke anfertigen und in allen preußischen Schulen aufhängen.

Die Rezeptionsgeschichte des Wormser Luther trieb weitere Früchte. Der Osloer Bischof Eivind Berggrav sah in der Worms-Szene eine Begründung des Widerstandes gegen Hitler. Hier habe Luther die apostolische Regel, dass man Gott mehr gehorchen müsse als den Menschen (Apostelgeschichte 5,29), in die Tat umgesetzt. Bei seinem Einstehen für die Bürgerrechte Schwarzer griff auch [Martin Luther](#) King auf das Vorbild des Mönchsbruders zurück. Vielen evangelischen Christen gilt Luther in Worms bis heute als Symbol der Zivilcourage. Doch auch Feinde unserer Demokratie nutzen das „Hier stehe ich, ich kann nicht anders“, etwa auf Wahlplakaten, um Unbelehrbarkeit, Verblendung und Intoleranz von dem vermeintlich unerschütterlichen, stiernackigen Wittenberger Mannsbild her zu legitimieren.

Auch für „Luther in Worms“ gilt, was zu dieser übermächtigen Gestalt generell zu sagen ist: Ohne Spannungen und Ambivalenzen ist sie nicht zu haben. Luther fügt sich nicht einfach nur ein – und sei es in die gefällige Rolle eines Vorbilds der Zivilcourage, das zu ethizistischen Verengungen neigende Kirchenfürsten unserer Tage in ihm sehen. Luther war ein Mann der Extreme, der Leidenschaften, der Anfechtung und des Zweifels, der ungebremsten Hingabe, der vibrierenden Widersprüche. Das macht ihn so spannend, so anfechtbar, so irritierend, so faszinierend. „Luther in Worms“ – ein Vexierbild, dessen

vielfältige Deutungs- und Rezeptionsgeschichte manches über Luther und die Geschichte des Protestantismus, seiner Größe und seiner Grenzen, offenbart.

Der Autor ist Kirchenhistoriker mit dem Schwerpunkt Reformationsgeschichte an der Universität Göttingen.

Quelle: F.A.Z.

"Bien à vous", "belle journée", "je vous partage ce document" : les fautes et expressions qui vous cataloguent en un seul mail

Par [Morgane Miel](#)

- Le 30 mars 2021

«Sur Paris» au lieu de «à Paris», «partager un document» ou conclure d'un «bien à vous»... Au travail, bon nombre d'expressions vous cataloguent en un seul mail.

Getty Images

Il y a les expressions qu'on pense à tort élégantes, celles que l'on reprend par mimétisme. L'épineuse question de l'accord du participe passé ou des verbes pronominaux, qui nous poursuit depuis le primaire. Et bien sûr, la formule de fin de mail. Comment rédiger vos messages sans passer pour celle qui ignore les usages ? Guide pratique à l'usage de tou(te)s...

Il en va des mails comme des tenues vestimentaires, ou de la tenue tout court : au détour d'une phrase, d'un mot, c'est toute une éducation, un savoir-vivre - ou pire : leur absence, qui transparaissent et peuvent rapidement cataloguer leur auteur. Sans jouer les Nadine de Rothschild, et toute précaution prise par ailleurs - n'est-on pas toujours le «plouc» de quelqu'un ? - certaines erreurs sont plus gênantes que d'autres, surtout dans un mail professionnel censé représenter également l'entreprise. Ou permettre de décrocher un rendez-vous, un client, un poste. Au-delà même de l'image, il peut y avoir un intérêt certain à sortir du jargon corporate pour écrire normalement, et éviter les formules déraisonnables, du type : «Je vous partage ce document qui vous expliquera bien le trend» - arrêt cardiaque garanti. Que celui qui rêve de s'infliger telle lecture dès potron-minet, l'esprit encore embué derrière son écran, lève la main ! Le point sur les erreurs ou expressions à éviter d'urgence, avec Anne-Marie Gaignard, auteure de *Coaching pour un mail efficace et sans faute** et de nombreux ouvrages de référence sur l'orthographe.

On ne commence pas un mail par "je"

L'usage exige qu'on ne se mette pas en avant de prime abord, et que l'on réserve tout pronom («vous», «nous») à la seconde partie de la phrase. On peut ainsi démarrer par un adjectif, ou un adverbe : «À la suite de notre entrevue...» ; «Dans l'attente de vous rencontrer le xx mai prochain, je vous prie de bien vouloir trouver ici...» ; «Merci infiniment de votre mail, voici comme convenu les documents XY...» . Une façon finalement très directe d'entrer dans le vif du sujet.

L'accord du participe passé

C'est l'erreur la plus répandue dans les mails. Le «-é» remplaçant souvent l'infinitif (-er), le pluriel (-és) ou le féminin (-ée). «C'est l'erreur la plus rédhibitoire, avance Anne-Marie Gaignard. Celle qui peut envoyer un mail de recherche d'emploi à la poubelle, direct.» Si l'on revient aux fondamentaux, la grammaire veut qu'en présence de l'auxiliaire être, on accorde le participe passé avec le sujet. Et qu'en présence de l'auxiliaire avoir, on l'accorde avec le complément d'objet direct, si celui-ci est placé avant le verbe. Attention au cas du participe passé suivi de l'infinitif -exemple : la musique que j'ai entendu jouer. Comme la musique ne joue pas, le participe passé ne s'accorde pas. En revanche, dans «la fille que j'ai vue jouer», le participe s'accorde, car c'est la fille qui joue. Tout le monde suit toujours?

«Je vous partage ce document» ne se dit PAS.

Ai ou ais : futur ou conditionnel?

«Je serai ravie de vous revoir à cette occasion» : met-on un «s» à serai? La règle de grammaire souvent oubliée est assez simple : elle demande d'appliquer la concordance des temps. Avec une condition au présent, c'est le futur qui suit. «Si tu viens le 15, j'en serai ravie». Avec une condition au passé, le conditionnel. «Je serais rassurée si tu pouvais venir le 15». «Dans le doute, je conseille de penser la phrase avec nous : Si tu viens le 15, nous serons ravies», conseille Anne-Marie Gagnard. On voit bien qu'il s'agit là du futur.»

Les expressions qui tuent

Attention, breaking news : «Je vous partage ce document» ne se dit PAS. D'abord, on partage quelque chose AVEC quelqu'un, pas à lui. Et partage-t-on un document ? «C'est du langage parlé, tranche Anne-Marie Gagnard. Mieux vaut écrire : «veuillez trouver ci-joint le document X» ou «Voici en pièce jointe le document Y»,...

De même, les très utilisés «je vous fais un retour» ou «je reviens vers vous» sont à proscrire, car impropres. En résumé : ils ne veulent rien dire. Sachez aussi qu'on amène une personne mais qu'on apporte un objet ; qu'on ne dit jamais «manger» mais déjeuner ou dîner. De même qu'on ne vient pas sur Paris mais à Paris. Et qu'il est fortement souhaité de bannir les pléonasmes (au jour d'aujourd'hui, incessamment sous peu, c'est ma première priorité)... «Cela n'a l'air de rien, mais tous ces détails sont autant de critères de sélection à l'embauche, poursuit Anne-Marie. Dans un dîner, vous pouvez avouer que vous êtes nulle en maths, personne ne vous en voudra. Ne pas maîtriser la langue française, c'est plus compliqué, cela dit autre chose. Qu'on me comprenne bien : mon idée n'est pas de stigmatiser ceux qui font des erreurs, mais bien de leur dire : ne restez pas comme ça! Il est possible de se réparer. Cela a moi-même été mon cas !»

Fin de mail : éviter la chute libre

C'est la question shakespearienne moderne : chuter ou ne pas chuter, telle est la question! Persuadés de l'élégance de la formule, beaucoup terminent leur mail d'un emphatique : «bien à vous»... qui signifie littéralement : «tout à vous» (=je vous appartiens). A éviter, donc, ainsi que les sentiments («avec mes meilleurs sentiments») d'une femme vers un homme (et réciproquement)... ou à éviter tout court. Le «cordialement» conviendra mieux, sous réserve que vous ayez déjà rencontré la personne -on ne peut pas être cordial avec quelqu'un qu'on ne connaît pas.

A enterrer définitivement en revanche : le florissant «belle journée», employé à toutes les sauces, qui non seulement ne se dit pas mais dans un mail «business», marque une intrusion dans la vie privée, comme bon week-end ou bonne soirée. «Dans un mail formel, "à bientôt" équivaut carrément à "bon bah salut"», tranche Anne Marie Gagnard. Quel choix reste-t-il donc pour conclure efficacement votre missive? «Dans un mail formel, on recommande les formules d'usage : "je vous prie de bien vouloir agréer l'assurance de ma sincère considération", ou "dans l'attente de votre réponse,...". Pour les mails rapides et quotidiens, un simple merci peut suffire.» Nous sommes preneurs d'autres propositions!

Et sinon...

Sinon... reste encore la question de l'accord des verbes réfléchis et pronominaux. Mais cela fait peut-être beaucoup pour un seul et même article. Les plus pointilleuses pourront se repaître dans les indications du Bescherelle (disponibles [ici](#)). Pour les autres... on ne leur souhaite pas une belle journée, CQFD. Mais le coeur y est !

189,140

https://www.lemonde.fr/le-monde-des-religions/article/2021/04/03/kahina-bahloul-premiere-imame-de-france-gardons-nous-de-faire-de-l-islam-une-identite-a-part-entiere_6075443_6038514.html

Kahina Bahloul, première imame de France : « Gardons-nous de faire de l’islam une identité à part entière »

Devenue en 2019 la première femme à occuper la fonction d’imam en France, Kahina Bahloul revient sur son parcours dans un livre engagé qui appelle à soutenir l’islam libéral.

Propos recueillis par [Virginie Larousse](#)

Publié le 03 avril 2021 à 00h23, mis à jour à 19h43

Temps de Lecture 14 min.



Kahina Bahloul, à Paris, le 8 mars. EDITIONS ALBIN MICHEL / SAMUEL KIRSZENBAUM

Ne vous fiez pas à son regard doux et à son allure posée : Kahina Bahloul a un caractère très affirmé. Une qualité indispensable pour celle qui est devenue, en mai 2019, la première femme imame en France, mettant à mal la tradition qui fait de cette fonction le domaine réservé des hommes. Si les insultes et les tentatives d’intimidation ont fusé, la jeune femme, qui porte le prénom d’une indomptable reine berbère du VII^e siècle, ne s’est pas laissé impressionner. « *On ne servira jamais rien aux femmes sur un plateau d’argent, affirme-t-elle. Il faut oser y aller.* »

Née à Paris en 1979 d’un père algérien kabyle et d’une mère française (dont la propre mère était juive polonaise et le père catholique français), Kahina Bahloul a grandi en Algérie, où elle a passé son enfance et ses années d’études de droit. Elle y a connu la décennie noire et les attentats islamistes. Un traumatisme pour la jeune femme, confrontée à une vision de la religion musulmane radicalement opposée à celle qui lui avait été inculquée. « *Je descends d’une famille maraboutique. Depuis l’enfance, mon père m’a toujours enseigné que le plus important, pour un musulman, est de purifier son cœur* », explique-t-elle.

En 2003, elle revient en France. Le décès de son père la conduit à approfondir son lien avec la mystique musulmane, le soufisme. Les attentats islamistes qui frappent Paris en 2015 achèvent de lui faire prendre

conscience qu'elle doit désormais agir pour faire sa part dans la déconstruction du fondamentalisme. Elle reprend alors des études d'islamologie à l'École pratique des hautes études (EPHE, Paris) et lance le projet de la mosquée Fatima avec Faker Korchane, président de l'Association pour la renaissance de l'islam mutazilite (ARIM) – un courant musulman rationaliste.

L'imame réformiste vient de publier, chez Albin Michel, *Mon islam, ma liberté* – ouvrage dans lequel elle raconte son parcours et présente sa vision d'un islam affranchi de ses scléroses. Le livre est aussi une main tendue vers ceux qui souhaitent œuvrer à la diffusion d'une lecture progressiste de la religion musulmane. Car les obstacles ne manquent pas.

Vos racines sont multiples, entre islam, judaïsme et christianisme. Qu'est-ce qui vous a conduite à choisir l'islam ?

A mes yeux, la religion n'est pas quelque chose dont on hérite. C'est un choix intime qui doit être totalement libre et consenti, une adhésion qui se fait par le cœur. Il se trouve que j'ai grandi en Algérie et que j'ai baigné toute mon enfance dans cette culture musulmane qui était celle de ma famille paternelle. Mon premier rapport à la religion s'est donc fait à travers l'islam. Mais la « décennie noire » (années 1991-2002) en Algérie a généré en moi beaucoup d'interrogations sur cette religion. Cela aurait pu me conduire à m'en détourner, d'autant que je n'étais alors pas consciente que les intégristes instrumentalisaient l'islam à des fins politiques.

Néanmoins, jeune adulte, j'ai éprouvé le besoin de faire un retour à la spiritualité. Il m'a semblé que la religion la plus proche de moi d'un point de vue culturel était l'islam. Je me suis plongée en particulier dans le soufisme. J'ai aussi été confortée dans mon choix par le fait que l'islam est chronologiquement la dernière religion abrahamique, qu'elle synthétise tous les autres messages prophétiques. J'y retrouve donc toutes mes appartenances religieuses. S'il fallait le résumer en une phrase, Dieu, à mes yeux, c'est l'universel. On peut voir Dieu partout, dans toute sa création, dans toute son immanence.

Comment devient-on imam et quelles en sont les fonctions ?

Rappelons d'abord que l'islam n'est pas organisé autour d'une autorité cléricale centrale ; il favorise un lien direct entre le croyant et son Créateur. Un clergé de fait existe cependant, avec, dans certains pays musulmans, des ministères des affaires religieuses ou de grandes institutions qui forment les imams : Al-Azhar en Egypte, la Zeitouna en Tunisie.

Le mot « imam » vient du terme « être devant ». Sa fonction est d'abord de guider l'assemblée des fidèles pendant la prière, d'officier lors de cérémonies religieuses (mariages, funérailles...), et de transmettre un savoir religieux. On pourrait comparer l'imam au rabbin ou au pasteur. C'est l'assemblée des croyants réunie lors de la prière qui désigne et donne sa légitimité à l'imam.

Vous êtes devenue imame en 2019, alors que cette fonction est traditionnellement réservée aux hommes. Qu'est-ce qui vous a incitée à braver cet interdit ?

Je n'ai pas le sentiment de braver un interdit. Il est vrai que dans ma jeunesse, je n'ai pas eu d'exemples de femmes imames autour de moi. Il faut savoir que le Coran ne dit strictement rien sur l'imamat, qu'il soit masculin ou féminin ; cette fonction a été instaurée plus tardivement pour organiser le culte. Lorsqu'il est employé dans le Coran, le terme « imam » désigne généralement les prophètes ou certains livres comme celui de Moïse.

« Je n'ai pas l'impression d'être dans la transgression, mais au contraire de revenir au modèle que nous a laissé le Prophète »

Je considère que le Prophète nous a laissé un précédent puisque la tradition indique qu'il a désigné une femme de son entourage, Oum Waraqa, pour diriger la prière à Médine – sans que l'on sache s'il s'agissait d'une prière réservée aux femmes ou d'une assemblée mixte d'hommes et de femmes. Le fait que ces

dernières soient écartées de cette fonction résulte d'une évolution sociale, et non d'une ségrégation qui aurait été voulue dès l'origine.

La littérature classique de l'islam montre d'ailleurs qu'il y a eu des échanges très riches sur la question de l'imamat féminin à travers l'histoire. Mais à partir du XIX^e-XX^e siècles, cette question est devenue taboue, et on a fini par intégrer dans nos schémas mentaux que cette fonction était inaccessible aux femmes. Plus personne ne s'est interrogé sur les fondements de cet impensé.

Apprendre que certaines femmes dans le monde – [Amina Wadud aux Etats-Unis](#) en 2005, [Sherin Khanan](#) au Danemark... – étaient devenues imames a été pour moi une source d'inspiration. Je n'ai donc pas l'impression d'être dans la transgression, mais au contraire de revenir au modèle que nous a laissé le Prophète.

A quelles oppositions avez-vous dû faire face ?

Début 2019, quand nous avons commencé à parler du projet, cela a généré beaucoup de violence, d'insultes et de menaces, notamment sur les réseaux sociaux. Pour autant, si on veut en finir avec les schémas archaïques, il faut oser y aller. Certains estiment que notre action vise à dévoyer le « vrai » islam, alors que la méconnaissance de la religion musulmane est plutôt de leur côté ! Le mot « réformisme » effraie ceux qui se présentent comme les garants de l'orthodoxie. Or il ne s'agit bien sûr pas de tout sacrifier mais de faire un état des lieux permettant de déterminer ce qui va dans le bon sens et ce qui s'en éloigne.

Ces deux dernières années, je me suis attachée à démontrer que la tradition musulmane n'interdit pas l'imamat féminin. Ce travail commence à porter ses fruits : depuis quelque temps, il n'y a plus autant de virulence face à nous. Certains leaders religieux en France, à l'instar de Tareq Oubrou ou de Mohamed Bajrafil, abordent ce sujet sans animosité et reconnaissent la validité de l'imamat féminin.

Qualifiez-vous votre engagement de « féministe » ?

J'ai toujours du mal à répondre à cette question. Il se trouve que je m'intéresse à un domaine qui exclut la femme ; on me voit donc comme une « féministe ». Je ne rejette pas ce terme, car j'ai énormément de respect pour les féministes et ce qu'elles nous ont apporté. Néanmoins, ce n'est pas l'origine de mon engagement. J'ai toujours été révoltée par toutes les formes d'injustice. Lorsque j'ai voulu exercer cette fonction, je ne me suis pas posé la question de savoir si c'était en tant que femme ou non.

« Le meilleur féminisme, c'est l'humanisme »

Ce dont je rêve, c'est d'une humanité inclusive et structurellement juste. Avant d'être une femme, je suis un être humain. Voilà pourquoi je pense que le meilleur féminisme, c'est l'humanisme.

J'ai grandi dans une société, en Algérie, où la liberté n'était pas acquise. Mon combat de vie a donc été d'être libre. Pour moi, il est capital que les femmes s'autorisent à occuper ces fonctions. C'est ouvrir la voie et donner une place à l'expérience féminine. Jusqu'à maintenant, les exégèses ont été réalisées par des hommes, ce qui a abouti à occulter la moitié de l'humanité. Cela participe évidemment à la construction de nos imaginaires et de nos schémas mentaux.

Quel est l'état des lieux de la condition féminine dans votre tradition religieuse ? Diriez-vous qu'il y a amélioration ou régression ?

C'est très difficile d'en juger – tout dépend par rapport à quand et à quoi on se situe. De plus, il y a de multiples façons de vivre l'islam, qui n'est pas une religion monolithique. Depuis la prise de pouvoir de Khomeiny en Iran, cependant, on observe plutôt une régression des droits des femmes dans les sociétés musulmanes, avec la volonté de les invisibiliser ou de les dominer. Néanmoins, ces dernières années, les revendications féministes se font entendre, par exemple en Algérie au sein du mouvement du Hirak et en Tunisie autour de la question de l'héritage ou de la possibilité pour les femmes d'épouser un non-musulman.

Je pense donc que les choses commencent à bouger, dans le sens où on ose aujourd'hui aborder des questions qui étaient taboues il y a trente ans. Pour autant, sur le plan institutionnel, nous ne sommes pas reconnues et nous n'avons pas voix au chapitre. Il y a encore beaucoup de résistances. Mais toute révolution commence par des petits pas ; il faut espérer que nous irons plus loin.

Vous appelez à une réforme profonde de l'islam, qui est selon vous « cantonné à des normes et à un ritualisme asséchants ». Mais est-elle réellement envisageable, compte tenu du statut du Coran, vu comme la parole immuable de Dieu (doctrine du Coran incréé) ?

Au moment de la révélation, dans le contexte de l'Arabie du VII^e siècle, l'islam a beaucoup contribué à faire évoluer les droits sociaux, notamment ceux des femmes. Pourtant, aujourd'hui, certains entendent figer nos comportements et nos relations sociales, voire les ramener à l'époque du Prophète. Or le rôle de la religion devrait être d'élever l'être humain et de l'accompagner dans son évolution à travers les siècles. Ce n'est pas en revenant à l'Arabie du VII^e siècle qu'on respecte notre religion, au contraire.

J'appelle de mes vœux à réformer l'islam et beaucoup de musulmans le souhaitent ardemment, comme en témoignent les mouvements qui se créent un peu partout dans le monde. La recherche scientifique en islamologie a beaucoup avancé, conduisant un nombre croissant de musulmans à se questionner précisément sur le statut du Coran – créé ou incréé. C'est en effet une question centrale, d'autant que le Coran n'a pas toujours été considéré comme la parole de Dieu dans l'histoire.

L'adoption de cette doctrine, au XI^e siècle, a été un moment charnière dans la pensée islamique. En finir avec cette approche permettrait de recontextualiser la révélation et d'interpréter certains versets – en particulier les passages violents – en les replaçant dans leur contexte historique. Seul Dieu est incréé, le texte coranique ne peut être considéré comme tel.

Comment vivez-vous les crispations de la société française sur l'islam ?

Je les vis souvent avec tristesse. Le discours public est pris en étau entre deux tendances opposées : les islamistes d'un côté, les identitaristes de l'autre. Au milieu, nous sommes une grande majorité de musulmans qui aimons ce pays, qui y travaillons et qui contribuons à sa construction, mais nous ne sommes pas écoutés. Nous ne sommes pas vus pour ce que nous sommes vraiment : des hommes et des femmes qui voulons le bien de tous et qui, souvent, fondons nos actions sur les valeurs de notre religion – des valeurs humanistes respectueuses de l'altérité.

J'invite chacun à prendre conscience que les choses sont complexes, à ne pas céder à certains discours simplistes et à garder en tête que l'islam, son histoire, sa pensée, sont d'une richesse extrême, qui a apporté beaucoup à notre humanité d'un point de vue spirituel et civilisationnel.

« Nous sommes une grande majorité de musulmans qui aimons ce pays, qui contribuons à sa construction, mais nous ne sommes pas écoutés »

J'aimerais qu'en France on incarne davantage la notion de fraternité, qui me semble être le parent pauvre de notre triptyque républicain. On défend beaucoup la liberté et l'égalité, bien moins la fraternité. L'attitude un peu condescendante avec laquelle les croyants sont souvent traités est dommageable, car les religions peuvent être source de beaucoup de vitalité, et l'être humain est par définition un être spirituel. Rappelons aussi que nous autres croyants sommes évidemment laïques ! Plutôt que d'ériger des murs, osons aller vers plus de lien et de fraternité.

Vous sentez-vous concernée par les approches décoloniales sur l'islam ?

Je suis très gênée par ce mélange des genres entre la religion, qui est pour moi une expérience intime et personnelle, et les thématiques aux enjeux politiques comme la colonisation.

L'histoire de la colonisation est bien sûr quelque chose qui me touche énormément, ma famille l'ayant subie. Mais les amalgames qui sont faits entre la religion et l'histoire coloniale sont malsains. S'il faut chercher à

pacifier la mémoire en poursuivant les recherches sur la colonisation, gardons-nous de faire de l'islam une identité à part entière.

Dans son livre *Les Identités meurtrières* (Grasset, 1998), [Amin Maalouf](#) défend l'idée de ne pas essentialiser l'identité autour de la question religieuse, point de vue auquel je souscris entièrement. L'identité d'un être humain est composée de diverses facettes qu'il faut toutes prendre en compte.

On vous sent justement très à l'aise sur ce point. Comment avez-vous appris à conjuguer les différentes facettes de votre identité ?

Je pense que c'est d'abord lié à mon histoire familiale. Mes grands-parents, paternels et maternels, ont joué un rôle structurant dans ma vie. Malgré leurs origines différentes – Algériens musulmans du côté paternel, Français chrétien et juif du côté maternel –, j'ai toujours vu une profonde amitié et un profond respect entre ces deux couples. Cela a facilité mon regard sur l'altérité et sur la possibilité de conjuguer en soi toute cette diversité.

Je mentirais en disant que cela a toujours été facile, mais je suis parvenue à trouver l'harmonie, parce que j'ai conscience que l'identité d'un individu est, elle aussi, complexe. La mystique soufie m'a beaucoup aidée. J'y ai trouvé des penseurs qui, à l'instar d'[Ibn Arabi](#) (1165-1240), ont défendu l'idée que toutes les religions ont leur place.

L'imame Kahina Bahloul lors de la prière organisée par la mosquée Fatima, à Paris, en février 2020. LUCAS BARIOULET / AFP

Quelle est votre position sur la question, très sensible en France, du voile islamique ?

A mes yeux, le foulard n'est absolument pas une obligation religieuse, ce dont j'ai fait la démonstration théologique à partir du texte coranique. Je ne l'ai d'ailleurs jamais porté. Mon expérience du voile en Algérie a été extrêmement violente : beaucoup de femmes ont été obligées de le revêtir pour avoir la vie sauve, certaines ont été tuées parce qu'elles ont refusé de le porter. Mon rapport au voile reste très entaché par la « décennie noire » en Algérie.

« Les amalgames qui sont faits entre la religion et l'histoire coloniale sont malsains »

Cela dit, il s'agit, là encore, d'une question complexe. Toutes les femmes voilées ne sont évidemment pas islamistes ni intégristes, loin s'en faut. Certaines lui donnent un autre sens, plus personnel. Le voile a donc un caractère éminemment polysémique. Le plus important est que la liberté individuelle de chacune puisse s'exercer.

Parlez-nous de la mosquée Fatima. Où en êtes-vous dans l'avancée du projet ?

La mosquée Fatima existe bel et bien mais nous n'avons pas de local pour nos offices religieux. Avant la crise sanitaire, nous arrivions à louer une [salle à Paris pour la prière du vendredi](#). Depuis la pandémie, tous nos prêches se font en ligne sur les réseaux sociaux. Il est très difficile de trouver un bailleur qui accepte de nous louer une salle de manière pérenne, d'autant que nous avons peu de moyens financiers – notre seule ressource vient d'une campagne de financement participatif.

Il faut savoir que les mosquées de France sont financées en majorité par des pays étrangers. Il est particulièrement compliqué pour l'islam libéral de trouver sa place aujourd'hui car nous ne recevons pas de fonds des pays musulmans, et la France ne met rien en place pour nous permettre d'exister matériellement – alors que nous avons la volonté de faire émerger un islam de France. Les incohérences qui frappent aujourd'hui l'islam dans notre pays viennent en partie de la tendance à vouloir tout centraliser.

L'Etat tient absolument à ce que les musulmans soient représentés par une structure centrale, le Conseil français du culte musulman (CFCM). Or ce dernier ne représente pas l'islam de France mais davantage celui

des pays d'origine. Le courant réformiste n'y est pas représenté, ce qui n'est pas le moindre des paradoxes si l'on veut développer une lecture progressiste de la religion.

Quelle est la spécificité de la mosquée Fatima ? Qui sont vos sympathisants ?

Les femmes peuvent prier dans la même salle que les hommes, contrairement à ce qui se passe à l'heure actuelle dans les mosquées traditionnelles, où elles sont reléguées dans des espaces annexes (sous-sol, mezzanines, balcons), comme s'il fallait les cacher.

L'ambition de notre mosquée est d'offrir un espace de prière où hommes et femmes sont accueillis à égale dignité et prient ensemble. Cela montre symboliquement que, d'un point de vue ontologique, ils sont égaux. L'office religieux peut être assuré par un homme ou une femme, avec les mêmes prérogatives. Notre approche repose sur les sciences humaines et sociales, dans une démarche historico-critique.

S'il est difficile de quantifier nos sympathisants, je pense que notre voie a un grand avenir devant elle, car il y a une vraie soif parmi les jeunes de mieux connaître leur tradition. Or, jusque-là, ceux qui souhaitaient le faire n'avaient accès qu'à des discours très conservateurs voire intégristes. De notre côté, nous proposons d'interroger les textes à l'aune des défis de notre temps, et nous défendons un islam doux, qui s'ouvre sur l'altérité.

« Mon islam, ma liberté », de Kahina Bahloul (Albin Michel, 208 pages, 18,90 euros)

Die neuen Helden und die Macht

- VON ANNA PRIZKAU
- -AKTUALISIERT AM 04.04.2021-13:32



Menschen am Eingang der Ausländerbehörde in Frankfurt am Main: Deutschland ist im Jetzt endlich ein Einwanderungsland geworden. Bild: dpa

Wie bekämpft man am besten den Rassismus? Eine neue Gruppe von Intellektuellen, viele von ihnen mit migrantischen Lebensgeschichten, hat die besten Absichten. Doch ihre Methoden sind zweifelhaft.

Die Frau im Spiegel hatte rote Haut, und ihre Lider waren angeschwollen. Es lag am Alkohol. Die rote Frau war ich. Ich hatte fast eine halbe Flasche Gin getrunken, weil ich versuchte, einen Anruf zu vergessen. Den Anruf meiner Mutter am Nachmittag davor: Ich saß in der Redaktion und hatte so viel Arbeit, dass ich nicht mit ihr reden konnte. Zwanzig Sekunden sprachen wir, wie immer sprachen wir auf Russisch. Sie, die sich schon lange eine Katze wünschte, sagte, dass sie eine gefunden hatte. Sie bat mich, den Züchter anzurufen. Ich sagte: „Nein, ich habe keine Zeit.“ Und legte auf. Als ich am Abend nach Hause kam, dachte ich an meine kleine, blonde Mutter. Ich wusste, sie hatte Angst, dass sie die Katze nicht bekommt, weil sie nicht Deutsch spricht, wie es Deutsche sprechen. Denn meine Mutter hatte wegen ihres schönen, schiefen, traurigen Akzents oft Abweisung erlebt, das wusste ich. Deshalb kam dann die Scham, ich rief sie an, aber sie antwortete nicht. Und danach kam die Wut darauf, wie meine Mutter in diesem Land behandelt wird, in dem sie mehr als zwanzig Jahre lebt. Dagegen trank ich Gin.

Warum ich das erzähle? Weil es gleich um Rassismus gehen soll und um die Menschen, die jetzt mal laut, mal wütend über Rassismus sprechen, schreiben; ihn bekämpfen. Und um die Frage, ob sie Menschen wie meiner Mutter helfen können. Es soll also um diese neue Gruppe öffentlicher Intellektueller gehen; um diese Ausländer, Migrantenkinder und Enkelkinder und Flüchtlinge, die sich zurzeit als große Antirassismus-Helden geben und es für viele sind. Sie schreiben Bücher und Artikel, führen Gespräche, sitzen auf Podien, auf Bühnen. Und was sie sagen, klingt fast immer gleich: Sie wollen, dass Menschen aufhören, Rassistisches zu sagen und zu machen. Ein wichtiger und großer Wunsch. Denn auch in Deutschland tötet Rassismus Menschen. Dass das aufhören muss, sollte sich eigentlich jeder wünschen. Die neue Gruppe der Antirassismus-Helden, die selbst ausländische und andere Geschichten und Lebensgeschichten haben, will aber zu Recht noch viel mehr. Sie will jetzt auch einmal das Wort bekommen, von ihren Erlebnissen erzählen, kritisieren. Manchmal klingt das nach Karrierismus, weil es oft darum geht, dass im Moment die sogenannte „Macht“ die anderen und die Falschen hätten. Doch es ist mehr als ein Geschäftsmodell. Jahrzehntlang wurden Menschen wie sie in Deutschland nicht gesehen, nur angestarrt. Menschen wie ihre Großeltern, wie ihre Eltern und wie meine Mutter standen lange im Schatten dieses Landes – sie hatten keine Möglichkeit, am Leben in Deutschland so teilzunehmen, wie es die Nichtausländer konnten, zumindest wenn sie ihre alte Identität im neuen Land nicht absolut auflösten.

Jetzt aber zurück zur neuen Generation. Dass ihr Anliegen richtig ist, ist, wie gesagt, klar, nachvollziehbar. Ihre Methoden sind es weniger. Oft geht es ihr um Sprache. Weil man mit Sprache Gewalt ausüben könne, sagte die Kommunikationswissenschaftlerin Natasha A. Kelly in einer Talkshow beispielsweise. So ähnlich schreibt es auch die Aktivistin Kübra Gümüsay in ihrem Buch „Sprache und Sein“. So weit, so richtig. Schnell aber wird es falsch und ungenau. Wie in dem Buch „Der weiße Fleck“ des Journalisten Mohamed Amjahid. Da stehen gutgemeinte und moderne Worte, die auch in allen anderen deutschen Antirassismus-Büchern stehen. Worte wie „Allies“, „Reverse Racism“, „Colorism“. Doch da stehen dann auch Worte wie „markiert“ oder „rassifiziert“, die in ihrer ausgrenzenden Kälte nach einem alten Deutschland klingen. An diese dunkle Zeit muss man auch denken, wenn man das Buch „Wir müssen über Rassismus sprechen“ von Robin DiAngelo aufschlägt. Die Amerikanerin ist so etwas wie ein Idol für viele der Antirassismus-Kämpfer Deutschlands. In ihrem Buch, der deutschen Übersetzung, aber stehen Worte wie „multirassisch“ oder „Rassenfragen“ – und das in unserem Land mit seiner Geschichte zu lesen fühlt sich nicht richtig an, nicht gut.

Jeder sollte sich nennen, wie er will

Dagegen hört sich „Token“ harmlos an. Mohamed Amjahid erklärt es so: „Token“ ist eine „Person, die einer diskriminierten Gruppe angehört, sich aber in den Dienst der privilegierten Mehrheit stellt“. Die fünf Buchstaben also sollen die ausschließen und abwerten, die anderer Meinung sind. Ja, mich, den Ausländer, nannte man auch schon „Token“. Und ja, ich sage das Wort „Ausländer“, weil ich so viele Jahre „der Ausländer“ genannt worden bin – immer im Maskulinum, klar –, doch dann entschieden hatte, mir dieses Wort zu nehmen und es mit einem neuen, schönen, warmen Sinn zu füllen. Überhaupt sollte sich jeder nennen, wie er will. Die Antirassismus-Helden mit ausländischer Geschichte aber wollen mehr. Sie wollen die, die anders sind, als andere kennzeichnen. Sie sagen „alter weißer Mann“, oder sie schreiben einfach nur „die Weißen“ oder nennen sie „Menschen mit Nazihintergrund“ oder „Kartoffeln“. Aber warum? „Es geht darum, diesen Strumpf endlich mal umzukrempeln“, sagte der Publizist Max Czollek einmal in ziemlich deutschem Deutsch, denn er ist ziemlich deutsch, aber auch jüdisch, sagt er. Deshalb gehört er auch der neuen Rassismus-Bekämpfer-Gruppe an. Und die denkt, dass jetzt mal deutsche Deutsche spüren sollten, wie es sich anfühlt, immer bezeichnet und benannt zu werden. Doch warum wünscht man einem Menschen etwas, was einen selbst verletzte und verletzt?

Die rote Frau – ich – kann das nicht verstehen. So wenig wie ich das Wort „weiß“ verstehe, wenn es durch deutsche Bücher, Zeitungen, Zeitschriften, deutsches Fernsehen fliegt, obwohl kein Mensch in Wahrheit weiß, was „weiß“ in diesem Land bedeutet. „Mit *weiß* ist ebenso wenig eine biologische Rasse oder eine tatsächliche Farbe gemeint“, schreibt die Journalistin Alice Hasters in ihrem Buch „Was weiße Menschen nicht über Rassismus hören wollen aber wissen sollten“ und schreibt dann doch, dass Hautfarbe immer eine Rolle spiele. Was wahr und traurig ist. Denn es gibt einen Unterschied. Ich sehe ihn, wenn ich an meine Freunde denke. Sie, deren Eltern aus Indien oder Iran gekommen sind, haben einen anderen Alltag als ich, der Luxusausländer; mit meinen Haaren, meinem unauffälligen Namen, meiner hellen Haut. Denn wenn man auf der Straße Menschen mit Springerstiefeln trifft, ist es ein Luxus, nicht gleich erkannt zu werden. Andererseits interessieren sich Neonazis nicht nur fürs Äußere. Es ist ihnen auch egal, ob jemand Bilanzen großer Unternehmen prüft oder Toiletten putzt. Es reicht, einen Akzent zu haben, laut einen Satz in einer anderen Sprache auszusprechen, um deutsche Fäuste ins Gesicht zu kriegen.

Doch das interessiert Antirassismus-Kämpfer wie Natasha A. Kelly nicht. In ihrem „Rassismus“-Buch, das am 23. April im Atrium Verlag erscheint, erklärt sie das Wort „weiß“ dann so: „Der Begriff ‚weiß‘ bezeichnet eine historisch unmarkierte Position, die mit Privilegien ausgestattet ist und die unsichtbar herrschende Norm in Deutschland darstellt.“ Das schließt, klar, viele aus. Und Kelly will ausschließen. Sie sagt, dass es Rassismus gegen „weiße“ Menschen gar nicht gebe.

Wir waren acht, neun Jahre alt: Es war Rassismus

Jetzt könnte man ihr widersprechen, erzählen, dass es in Deutschland osteuropäische Menschen gibt, die denken, dass deutsche Frauen von ihren Genen her, von Geburt an hässlich seien. Oder dass es in diesem Land arabische Menschen gibt, die Christen hassen und verachten, weil die die „Ungläubigen“ seien. Man könnte noch mehr „dass ...“ aufzählen. Oder doch einfach eine kleine Geschichte von einem Hort in

Westdeutschland erzählen. Sie geht so: Als ich ein Kind war und kaum Deutsch sprach, suchte ich Freunde, die so waren wie ich. Sie waren auch Ausländerkinder, doch ihre Eltern kamen aus anderen Ländern. Wir spielten jeden Tag zusammen und hatten eine ganze Stadt für uns. Anders als die Kinder der Deutschen, sie gingen nach der Schule immer in den Hort. Wir kamen jeden Tag an diesem Hort vorbei und schauten hinter seine Gitter. Da spielten sie – die „Weißhaarigen“, das war noch eine der netteren Bezeichnungen, die wir für diese Kinder hatten. Das war Rassismus. Wir waren acht, neun Jahre alt und wussten nichts über Kolonisatoren, über Sklaverei und über Privilegien.

Das zeigt, dass man Rassismus nicht nur über Machtstrukturen definieren kann, so wie es im Moment in Mode ist – und auf keinen Fall nur über eine vernebelte und dunkle Erbschuld der sogenannten „Weißen“, so wie es einige der neuen deutschen Antirassismus-Kämpfer machen. Vielleicht weil sie zu lange nach Amerika geschaut haben, vielleicht zu lange in das Buch DiAngelos, die schreibt: „Weiße Identität ist inhärent rassistisch.“ In meinen deutschen, undeutschen Ausländerjahren erlebte ich aber, dass jeder ein Antirassist sein kann, genauso wie ein Rassist – egal ob mit Kolonisatorenvorfahren oder ohne.

Und dann ist da noch etwas: Der manchmal gut und manchmal schlecht versteckte Antizionismus, der einige der neuen Helden offenbar verbindet. Oder wie soll man Mohamed Amjahid verstehen, wenn er in seinem Buch über Goethe, Voltaire und Shakespeare schreibt und dann empfiehlt: „Den alten Kanon in den Papierkorb legen und einen neuen Kanon zusammenstellen.“ Ein neuer Kanon „muss“, meint Amjahid, unter anderem um Achille Mbembe „ergänzt werden“. Ja, der Achille Mbembe, der schreibt, dass Israel schlimmer als die südafrikanische Apartheid sei und andere zweifellos zweifelhafte Gedanken über Juden hat. Aber auch Kübra Gümüsay träumte in ihrem Buch von einem neuen Kanon. Sie wollte, dass Kinder in der Schule endlich mal Necip Fazil Kısakürek lesen, der Antisemit und Alevitenhasser war. Das wusste Gümüsay angeblich nicht, obwohl sie die Empfehlung nicht nur im Buch vorschlug, sondern schon Jahre vorher in der „taz“. Ja, sie entschuldigte sich dafür. Aber sie sagte nicht, warum sie in ihrem Buch auch noch einen Dichter rezitiert, der in seinem Werk Nazis mit Israelis gleichsetzt. Apropos Israelis: Sinthujan Varatharajah, der Mensch, der „Menschen mit Nazihintergrund“ zu Deutschen sagen will, schrieb vor zwei Jahren auch schon mal im Internet, dass er die BDS-Kampagne – diese Bewegung, die immer vom Boykott und manchmal von der Auslöschung des Staates Israel halluziniert – unterstützen würde.

„Weiße haben keinen Zutritt“

Das alles ist nicht schön, heißt aber nicht, dass alle, die der neuen Kampf-dem-Rassismus-Gruppe angehören, das Feindbild Israel im Herzen haben. Und vielleicht haben es die einen oder anderen auch nicht einmal aus echter Überzeugung. Vielleicht wollen sie mit ihrer so called „Israelkritik“ einfach dazugehören. Denn die ist unter deutschen Deutschen schon seit Jahrzehnten modisch und modern. Mit ihr kann man sich echte deutsche Freunde machen. Die aber will nicht jeder. Mohamed Amjahid zum Beispiel nicht, der in seinem Buch von seinem „Safer Space“ schreibt und dann: „Weiße haben keinen Zutritt.“

So schwarz und weiß spricht oder schreibt nicht jeder der neuen Antirassismus-Helden unserer Zeit. Doch was sie eint, ist, wie sie die deutschen Deutschen ansprechen: Aus Menschen machen sie eine abstrakte, große Annahmestelle für Beschwerden. Doch ihre lauten Ihr-seid-die-Unterdrücker-Sätze sind folgenlos. Sie werden keinen Menschen, der anders aussieht, spricht und ist, vor der Gewalt durch Worte und durch Taten schützen. Was wiederum nicht heißt, dass dieses Lautsein jemanden zu einem Rassisten machen würde, der es vorher noch nicht gewesen ist. Bloße Beschwerden, Schreie aber ändern nie etwas, das weiß jeder, der schon einmal eine Beziehung, eine Ehe hatte. Außerdem hat das engagierte und gutgemeinte Gebrüll der neuen Gruppe auch nichts mit der Realität von nicht so deutschen Menschen in diesem Land zu tun. Sie arbeiten in Krankenhäusern, Restaurants, Bekleidungsäden, Kanzleien, Büros und Bars. Sie kennen keine Antirassismus-Ratgeber, in Zeitungen lesen sie den Sportteil, die Politik und Regionales, kein Feuilleton. Was denken sie über Identität, über Rassismus? Sind alle deutschen Deutschen Unterdrücker?

Antwortensuchen im Bekanntenkreis. Eine Nachbarin, eine Italienerin, ruft: „Nein!“ und redet über ihre katholische Identität, die sie verflucht. Sie floh vor der Religion nach Deutschland, sagt sie. Ein Freund, er kam aus Serbien mit sechzehn Jahren, erzählt von der Opferidentität, die er in diesem Land bekommen hatte. Erzählt, wie er immer für einen Kriegsflüchtling gehalten worden ist und sich schlecht fühlte, weil er noch nie einen Krieg gesehen hatte. Eine Bekannte, die zum Studieren aus Minsk nach Deutschland kam, redet

über das Russisch ihrer Tochter, das sie verlernte und verlernen wollte. „Früher sprach sie so schönes Russisch, dass selbst Turgenew geweint hätte“, sagt die Mutter.

Sie arbeiten hart und viel

Sie und die anderen erlebten und erleben immer noch Rassismus. Sie wissen, dass sie ihre Identität nicht ausziehen können wie ein Kleid. Aber sie wissen auch, dass es kein schönes Leben ist, wenn sie sich bis zum Tod an ihrer Identität abarbeiten müssten. Deshalb verstehen sie auch nicht das Wort, das im Moment so viele sagen. Ja, „Identitätspolitik“ sagt ihnen nichts. Sie kennen nicht die Sprache, nicht das Prinzip, nicht die Methoden der neuen Antirassismus-Kämpfer-Gruppe. Denn diese intellektuellen und ideologischen Konstruktionen und Verdrehungen haben nichts mit ihrer Welt zu tun. Obwohl sie selbst auch nicht gerade in der Mitte dieser Gesellschaft stehen. Obwohl sie auch an Deutschland Forderungen haben: Sie wollen ein glückliches, gesundes, gutes Leben haben. Deshalb arbeiten sie hart und viel. Denn Ausländer, Ausländerkinder, Ausländerenkelkinder und andere müssen in diesem Land natürlich besser sein als deutsche Deutsche, um den gleichen Erfolg zu haben, die gleichen Wohnungen, Gehälter, Abschlüsse und Jobs.

Ist das nicht traurig? Nein! Besser zu sein macht Spaß – der Italienerin in ihrem Restaurant, dem Serben, der selbständig ist, der Frau aus Minsk, die in einem Kaufhaus Männer einkleidet. Die Hand zu heben und zu sagen „Ich habe es viel schwerer als die anderen“ interessiert sie nicht, weil das nichts in ihrem Leben ändert.

Dass das auch intellektuell nichts besser, nichts interessanter macht, sieht man an den Gesprächen, Büchern, Texten der neuen Antirassismus-Helden unserer Zeit. Das ist die schlechte Nachricht.

Und jetzt die gute: Hier gibt es selbstverständlich öffentliche Intellektuelle, die keine deutschen Deutschen sind, aber das Land mit ihrer Arbeit zu einem interessanteren und toleranteren, besseren und temperamentvolleren Deutschland machen. Doch das nicht als ihren Job verstehen. Weil es ihnen um Wahrheit, Kunst, ums Leben geht. Da ist der Schriftsteller Abbas Khider, geboren in Bagdad, der große, unendlich schöne, traurige Romane schreibt, oder die aufregende und klare Literatur von Lana Lux, die in Dnjepropetrowsk zur Welt kam. Da ist Lina Muzur, geboren in Sarajevo, die Chefin von Hanser Berlin, die tolle Bücher sucht und sie verlegt. Oder die Journalistin Viktoria Morasch, die in Karaganda zur Welt kam und große Reportagen schreibt, im März hatte sie die MeToo-Geschichte an der Volksbühne recherchiert.

Die Fremden, anderen gehen nicht mehr weg

Ja, die Nachricht wäre noch viel besser, wenn einem noch mehr Namen in den Kopf kommen würden. Aber sie werden kommen. Denn Deutschland ist im Jetzt endlich ein Einwanderungsland geworden. Die Fremden, anderen gehen nicht mehr weg. Sie werden bleiben, arbeiten und glücklich sein und traurig. Sie werden weiter beleidigt werden, geschlagen und bedroht. Weil der Rassismus niemals wegziehen wird. Aus keinem Land der Welt.

Deutschland wird Menschen mit anderen, mit ausländischen Geschichten – mal netter, mal brutaler – immer und immer wieder mit ihrem Anderssein und Fremdsein konfrontieren. Das muss man wissen und verstehen. Auch meine kleine, blonde Mutter hatte das an diesem einen Nachmittag verstanden. Sie hatte ihre Angst vor Abweisung vergessen und verdrängt und selbst den Züchter angerufen. Und sie bekam die Katze, die sie wollte, und auch noch deren Katzenschwester. Sie leben zusammen glücklich und unzufrieden, zufrieden und unglücklich. Und ich habe seitdem nie wieder Gin getrunken. Happy End.